

LA RÉFORME DE LA RELÉGATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 22 Mai 1943, à 14 heures

PAR

Joseph LATIVE

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur

Suffragants : MM. HUGUENEY, Professeur
AMIAUD, Professeur.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1943

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat: **LATIVE.**

Prénom: **Joseph.**

Date de la soutenance:

Numéro d'ordre:

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque)

LATIVE (Joseph). — La réforme de la Relégation. — *Paris*, Imp. Lavergne, 1943, in-8°, 294 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1943, N°).

LATIVE (Joseph). — La réforme de la Relégation. — *Paris*, Imp. Lavergne, 1943, in-8°, 294 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1943, N°).

LATIVE (Joseph). — La réforme de la Relégation. — *Paris*, Imp. Lavergne, 1943, in-8°, 294 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1943, N°).

LATIVE (Joseph). — La réforme de la Relégation. — *Paris*, Imp. Lavergne, 1943, in-8°, 294 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1943, N°).



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552019_0013

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉFORME DE LA RELÉGATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 22 Mai 1943, à 14 heures

PAR

Joseph LATIVE

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur

Suffragants : MM. HUGUENEY, Professeur
AMIAUD, Professeur.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1943

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Il est d'usage, dès qu'on aborde l'étude d'une question de politique criminelle, de proclamer que « nous sommes dans une époque où la criminalité sévit particulièrement intense » (1) et où « la justice pénale se montre manifestement impuissante à défendre la société contre les assauts de l'armée du crime ». (2)

Cette anémie de la répression ne peut nous laisser impassibles et indifférents, car de tous côtés retentissent des cris d'alarme. Que faire pour arrêter le flot de la criminalité ?

Il est possible que la société n'ait pas toujours été convenablement armée contre les malfaiteurs et qu'elle soit aujourd'hui inquiète parce qu'elle a, au fond, la conscience qu'elle ne se défend pas suffisamment.

Cet état d'inquiétude est-il dû à une mauvaise application des lois pénales existantes ? lois qui seraient bonnes en elles-mêmes, ou ne serait-ce pas plutôt la réforme même de ces lois qu'il y aurait lieu d'envisager ?

Si la répression s'énervé entre les mains des magistrats, c'est que ceux-ci ont le devoir d'appliquer des lois qui reposent sur des bases dont les

(1) Donnedieu de Vabres : *Bulletin de la Société Générale des Prisons*, 1930, p. 119.

(2) Rabinowicz : *La lutte moderne contre le crime*, p. 1.

nouveaux progrès de la science ont montré la fragilité.

Lorsque nous jetons un regard vers le passé, nous apercevons bien de louables efforts, mais leurs résultats, si on consulte les statistiques, sont bien médiocres : loi du 2 juin 1873 sur la création de l'emprisonnement cellulaire, loi du 27 mai 1885 sur la relégation, loi Bérenger du 26 mars 1891, loi du 14 août 1895 sur la libération conditionnelle.

Malgré toutes ces lois, les criminels, loin de désarmer, paraissent reprendre vigueur, se redresser hardiment, pour monter plus sûrement à l'assaut de la Société. Aussi, est-on obligé de se demander avec angoisse, devant cette persistance croissante de la criminalité, si, par hasard, le législateur, l'Etat, les institutions charitables publiques ou privées n'auraient pas fait fausse route et ne se seraient pas attaqués aux vraies causes du mal dont nous souffrons.

L'avalanche de textes survenue depuis la guerre de 1914 à 1918 et l'effort mondial en vue d'une diminution de la criminalité montre bien que le droit pénal a ressenti vivement l'influence des temps, des mœurs et des révolutions. Le législateur français ne devrait-il pas suivre cette évolution et réadapter ses mesures répressives aux besoins actuels ?

Dans cette réadaptation, tous les codes pénaux ont retenu certains principes qui peuvent maintenant être considérés comme des acquisitions nouvelles de la Science moderne, savoir : le principe de la défense sociale et celui de la notion de l'état dangereux, qui implique l'idée de l'individualisation.

Le premier besoin de l'homme, c'est de vivre en collectivité et le premier de ses droits est la pro-

tection de ceux avec qui il est associé. Toute société est basée sur la solidarité, c'est-à-dire sur une sorte d'assurance mutuelle garantissant aux citoyens la sécurité de leur personne, la jouissance paisible de leurs biens, leur liberté individuelle, sans que ces droits aient d'autres limites que les droits pareils d'autrui et l'utilité générale.

La doctrine moderne a mis au tout premier plan cette conception nouvelle et généreuse de la solidarité sociale étrangère à toute convention, à tout accord de la volonté, mais qui s'impose comme un impératif. Cette solidarité sociale trouve son expression positive dans les lois qui sont la réglementation des rapports des individus ou des êtres collectifs avec leur milieu social, et ces rapports étant libres, l'individu peut y contrevenir.

En effet, le délit est une transgression des limites imposées à l'homme dans la lutte pour l'existence. Or, ces limites sont déterminées et sanctionnées par la législation pénale. Celle-ci apparaît comme l'organe tutélaire qui permet à la société de vivre et de se développer dans le calme et la tranquillité.

Le châtiment est donc justifié dans son existence et dans sa mesure par le danger auquel la société a été exposée. Le devoir de celle-ci est simple : éliminer le criminel pour un temps proportionné à la gravité de son acte et au péril social.

Ceci ne saurait être contesté en raison des croyances religieuses ou philosophiques. Que l'on se place au point de vue des écoles spiritualistes qui admettent le libre arbitre comme base des actions humaines, de la morale et du droit, ou que l'on se place au point de vue des écoles matérialistes et fatalistes, on arrive en pratique, au même résultat, c'est-à-dire au droit de la société de se protéger elle-

même et à la responsabilité légale des individus qui ont commis des infractions aux lois existantes.

Dégagé ainsi de tout souci doctrinal, de toute considération philosophique ou métaphysique, le juge qui doit sauvegarder, par des mesures appropriées, le patrimoine de sécurité et de morale sociale, n'aura en vue qu'une chose : défendre la société.

Cette notion de défense sociale est, a-t-on dit, un recul jusqu'aux conceptions objectives du droit primitif ; elle ne peut qu'aboutir à une justice inhumaine, car abandonner la responsabilité c'est écarter de la répression le dogme de l'individualisation de la peine.

A cela nous répondrons que la société, organe vivant blessé et conscient dans sa défense, réagira contre l'agresseur. Certes, cette réaction n'envisagera pas seulement le présent, mais surtout l'avenir. La société sera amenée à considérer, pour punir et le fait matériel de l'infraction et la personnalité tout entière du délinquant.

Le juge chargé de défendre la société la défendra non contre des faits mais contre des hommes dont les agissements contreviennent à l'ordre social et sont une menace à son fonctionnement normal.

C'est donc à tort que l'on accuse cette notion de défense sociale de rétrograder vers le droit pénal primitif.

Jusqu'à présent, la mission du juge classique s'est limitée à la vérification du délit et à l'imputation du prévenu ; sa préoccupation unique est d'ajuster certains éléments de fait à une disposition légale et de constater si ces éléments coïncident exactement avec cette disposition. Cela fait, son rôle est terminé : la loi lui fournit un tarif tout

prêt et il n'y a plus qu'à chercher dans ce tarif la peine qui va se déterminer ainsi d'une manière automatique.

Mais le caractère subjectif du délinquant reste dans l'ombre puisque d'après la théorie du libre arbitre dont l'esprit domine dans le code de 1810, tous les hommes sont libres et également libres. Ce qui fait varier l'importance du crime, ce n'est donc pas le degré de liberté, de responsabilité, mais la gravité de l'acte.

Cette individualisation s'occupe des faits, elle dérive uniquement des circonstances du crime; en sorte que cette individualisation est faite sans doute pour chaque individu, mais seulement d'après les éléments matériels de fait. Il est tout naturel et parfaitement équitable que le malfaiteur soit puni du même mal que celui qu'il a fait : *Si membra rupit, cum eo pacit, talio esto*, dit la loi des XII tables.

Mais la loi du talion ne saurait prévaloir dans le droit moderne. Aussi, la répression semble-t-elle avoir un but plus honorable en défendant la Société, non contre un crime, mais contre un criminel.

Loin d'ignorer le prévenu amené devant lui, le juge répressif doit au contraire tâcher de le pénétrer. Il le fera, non dans l'orgueilleuse et vaine ambition de mesurer une responsabilité dont l'aune lui échappe, mais en vue de dégager ce que ce prévenu est, ce qu'il vaut, ce qu'il deviendra par et après la condamnation.

Sa sentence ne peut plus être abstraite. Pour être efficace, elle doit être concrète et individualisante, en tenant compte de l'âge, du caractère, de la nature morale et physique de celui qui encourt une peine. Ce n'est pas à des faits passés, à une situation juridique antérieure que l'on applique la

loi pénale, mais à un homme et, ce qui est le plus délicat à savoir, à la prévision de son avenir.

Le crime n'est donc plus considéré en lui-même, mais plutôt comme étant la manifestation d'une activité malfaisante, d'une révolte contre les lois éternelles du travail, de solidarité et de paix. Le délit perd son importance primitive et unique. Il est l'occasion de l'emprise de la Société sur un individu dont le crime ne devient qu'un élément de plus, très important mais pas unique, dans l'étude qu'on fait de lui, et c'est bien moins devant l'individu de l'instant du délit que se trouvera le juge que devant la personnalité du coupable ; c'est-à-dire en face de toute une longue période du passé et, virtuellement contenue en celle-ci, une période équivalente d'avenir.

La Société prévenue du danger qui la menace en cet individu dangereux, peut prendre, en conséquence, les mesures qui lui sembleront les plus propres pour sa sauvegarde.

Mais, dira-t-on, qu'entend-on par état dangereux ? On peut réputer dangereux, les délinquants qui, soit par leur genre de vie, soit par leurs antécédents personnels, héréditaires ou judiciaires, soit par la nature des infractions qu'ils commettent, constituent pour la société un danger permanent et doivent faire l'objet des mesures répressives particulièrement déterminées par la loi.

Il semble que, de cette définition, on peut distinguer deux groupes d'individus dangereux :

1° Ceux dont les habitudes et la manière de vivre font redouter qu'ils commettent des crimes et des délits. Ce sont les vagabonds, les souteneurs, les bonneteurs, les affiliés à des associations de malfaiteurs, les alcooliques.

2° Ceux qui paraissent avoir une prédisposi-

tion naturelle au crime et au délit et qui ont déjà commis plusieurs crimes ou délits. Ce sont les récidivistes.

L'objet de notre étude étant spécialement relatif aux individus compris dans cette deuxième catégorie, nous n'insisterons pas sur les éléments de l'autre groupe.

Les récidivistes sont ceux qui sont reconnus dangereux en raison de leurs antécédents judiciaires. La loi du 27 mai 1885 formule des prescriptions à leur égard.

Cette loi à caractère automatique, véritable arme de défiance envers le magistrat puisque celui-ci est tenu de prononcer la relégation aussitôt que les conditions légales sont remplies, prétend additionner des délits pour juger un homme. Tout son système est assis sur le seul indice de la récidive et ne tient nullement compte de l'appréciation subjective du délinquant. C'est par là qu'elle fait injure aux principes modernes de la philosophie pénitentiaire.

Il n'est donc pas étonnant que la peine édictée par le législateur de 1885 ait fait l'objet de nombreuses critiques, d'autant plus justifiées que la relégation a, comme nous le verrons par la suite, lamentablement échoué.

Nous allons, dans une première partie, faire l'exposé de la peine de la relégation en droit positif français. Puis nous nous efforcerons de montrer à quelle faillite retentissante elle a abouti. Ce sera l'objet de la deuxième partie. Enfin, dans une troisième partie, dégageant de l'expérience et des législations pénales étrangères, la leçon nécessaire pour l'avenir, nous ébaucherons un système d'élimination des récidivistes conforme aux idées et aux exigences nouvelles.

PREMIERE PARTIE

**Exposé de la peine de la Relégation
en Droit positif Français**

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE. NATURE ET CARACTÈRES DE LA RELÉGATION

SECTION I. — HISTORIQUE

La relégation semble avoir son origine dans la pratique de mettre à l'écart les individus dont la présence dans un Etat paraît une cause de trouble ou de scandale, soit au point de vue politique, soit au point de vue moral.

Les législations primitives n'ont certainement pas éprouvé le besoin d'organiser, pour ainsi dire, la peine de l'exil : cette organisation suppose, en effet, certaines notions de droit international et, par suite, un degré de civilisation déjà fort élevé. A une époque où tout pérégrin était considéré comme un ennemi, on ne s'arrêtait pas aux considérations qui, de nos jours, font l'objet des préoccupations de toutes les législations ; on se souciait fort peu de rejeter, chez le voisin, les citoyens jugés dangereux pour la sécurité de l'Etat.

Il ne semble pas d'ailleurs que le droit des anciens, sur lequel règne la plus grande obscurité en cette matière, puisse nous fournir des renseignements utiles.

Arrivons tout de suite au Droit Romain :

MM. Chauveau et Hélie (1) enseignent que « la récidive, d'après la loi romaine, aggravait la peine du délinquant, mais seulement *si in iisdem sceleribus perseveret* ». A ne consulter que les textes en matière de récidive, on croirait, en effet, que la récidive spéciale ou récidive du même délit est seule punie. La loi I, au Digeste 36, 14, nous montre l'avertissement donné à l'affranchi coupable d'un acte inofficieux envers son patron et le punit plus sévèrement s'il retombe dans la même faute. De même la loi 28, par. 3 au Digeste 48, 19, nous montre un cas de récidive spéciale : quand les « jeunes » prendront part aux insurrections, ils seront pour la première fois, frappés de verges ou privés d'assister au spectacle ; s'ils persistent, ils seront punis de l'exil et quelquefois du dernier supplice. M. Bonneville de Marsangy (2), Procureur du Roi près la Cour d'Assises de la Marne et le Tribunal de Reims en 1844, approuvant fort ce système, semble regretter de ne pas le voir appliqué à ce qu'il appelle « des travers politiques les plus déplorables de son époque et fort en honneur auprès de ceux qui portaient alors le nom de *Jeune France* ».

D'autres textes encore visent des récidives spéciales. Mais on peut trouver des cas de récidive générale en remarquant, d'une part, que les personnes condamnées *ad metella*, c'est-à-dire aux travaux des mines, devenaient *servi poenæ*, que celles condamnées à la suite d'un *judicium publicum* devenaient infâmes, et que, d'autre part, on punissait plus sévèrement les esclaves et les personnes notées

(1) Chauveau et Hélie : *Théorie du Code Pénal*.

(2) Bonneville de Marsangy : *De la récidive*.

d'infâmie (L.28, par.16, Dig. : *De poenis*). « C'est ainsi qu'indirectement, dit M. Ortolan (3), mais non moins généralement, les condamnés pour crimes divers se trouvaient, en cas de nouveaux délits, frappés de peines plus rigoureuses. »

Le Droit Romain a connu, sous le nom de *deportatio* ou de *relegatio*, une institution qui se rapproche singulièrement de la transportation moderne. Elle n'atteignait pas que les seuls récidivistes. La déportation et la relégation fixaient un lieu de résidence. Mais la dernière était subie généralement dans une île, *relegatio in insulam* ; la première, peine perpétuelle, emportait confiscation des biens et mort civile ; la relégation, toujours temporaire, n'entraînait pas les mêmes conséquences civiles et pécuniaires. Aussi, Ovide, dans ses Tristes (V, II), fait-il bien ressortir qu'il n'a été que relégué :

Nec vitam, nec opes, nec jus mihi civis ademit;

et plus loin :

Nil nisi me patriis jussit abire locis.

Dans l'ancien droit, sous l'influence de la législation romaine, pendant longtemps, la récidive spéciale est seule prévue. L'état du droit était, du reste, un obstacle à ce qu'il en fût autrement : des pénalités éparses dans une forêt inextricable d'ordonnances et d'édits, de juridictions sans lien et sans rapport légal, s'opposaient à une organisation de la récidive générale. Le changement ne sera possible qu'au moment où le pouvoir royal, devenu plus fort, substituera ses juridictions propres aux juridictions seigneuriales, et réalisera l'unité de la justice, en lui donnant une impulsion uniforme.

(3) Ortolan : *Eléments de droit pénal*, p. 541.

Des mesures générales sont alors prises contre les récidivistes et l'on ne tient plus compte de la première condamnation. Une ordonnance de 1670 crée, pour les repris de justice, les vagabonds, gens sans aveu et sans domicile, une juridiction exceptionnelle, et les prive du bénéfice de l'appel. Puis, ce sont en 1682, en 1687, en 1700 et en 1701, les déclarations du roi punissant de la peine des galères les vagabonds et les condamnés qui ont rompu leurs bans ; en 1719, les juges sont autorisés, dans le cas où la peine des galères aurait dû être appliquée, à prononcer contre les vagabonds, les libérés des galères et autres malfaiteurs, la transportation dans les colonies pour y défricher et cultiver la terre.

C'est donc vers les derniers temps de la monarchie française que naquit, sous l'influence des préoccupations économiques et philosophiques, une idée qui ne se traduit pas tout d'abord par des mesures législatives, mais qui devait avoir, dans un proche avenir, une influence considérable : désormais, la déportation doit être à la fois une peine et un élément de colonisation ; c'est là une idée nouvelle, attestée, pour la première fois, par les déportations administratives de femmes de mauvaise vie ordonnées par le Régent. Ce sont, certes, les premiers essais de colonisation pénale, mais on ne saurait en rapprocher, comme le fait M. Tournade (4), les mesures dont les rois, Louis XIV surtout, frappaient leurs sujets, bien qu'elles prissent parfois le nom de relégation : tel l'exil de De Vardes, dans ses terres de Provence, pour avoir plaisanté les amours du Souverain et de Mademoiselle de La Val-

(4) Tournade : Lois nouvelles. Loi sur les récidivistes.

lière, ou le confinement de Mirabeau dans ses terres, par ordre du roi en 1774, parce qu'il avait dissipé les biens de sa femme Mlle de Marignane.

Ces tentatives de colonisation, ayant déçu les espérances qu'on avait placées en elles, ne furent pas poursuivies. Une déclaration du roi en date du 5 juillet 1722 y mit fin, sous prétexte que les colonies étaient suffisamment peuplées par les familles des colons libres.

Malgré tout, l'idée des déclarations royales de secourir le développement des colonies par la déportation, fut reprise par les hommes de 1789.

La Révolution connut en effet, deux sortes de déportations : la déportation politique et la déportation légale.

La première fut une mesure violente appliquée dès 1790 aux prêtres réfractaires et généralisée, pendant la période révolutionnaire, contre un grand nombre de citoyens. Au début, les prêtres insermentés furent notamment déportés à la Guyane et les textes postérieurs ordonnent de conduire les condamnés « à la côte d'Afrique ».

La seconde, prévue par les lois du 25 septembre 1791, des 24 vendémiaire et 11 brumaire an II, frappait les condamnés de droit commun.

C'est de cette époque que date, en France, la notion moderne de la déportation, c'est-à-dire l'internement de condamnés d'une certaine catégorie, non plus sur un point du sol métropolitain, mais sur un territoire à coloniser.

En ce qui concerne les récidivistes, l'œuvre de la Constituante fut double et traita différemment la récidive en matière de police municipale et correctionnelle, d'une part, en matière de crimes d'autre part. La loi du 25 septembre 1791 s'occupait des premières et organisait un système d'aggravation

de la peine. D'autres lois postérieures fixèrent les conditions de temps et de lieu.

En matière d'infractions punies de peines afflictives et infamantes, c'est-à-dire de crimes, la Constituante suivit un système tout différent. A cette époque, le nombre des criminels était si grand et augmentait si rapidement que des mesures énergiques s'imposèrent pour arrêter et endiguer le flot montant de la criminalité.

La Constituante n'hésita pas à le faire. Décidée à tuer le mal dans l'œuf, la loi du 25 septembre 1791 dispose dans son titre II, 1^{re} partie, art. 1 : « Quiconque aura été repris de justice pour crime, « s'il est convaincu d'avoir, postérieurement à la « première condamnation, commis un second crime emportant l'une des peines de fers, de la réclusion de force, de la gehenne, de la détention, de la dégradation civique ou du carcan, sera condamné à la peine prononcée par la loi contre le dit crime et, après l'avoir subie, sera transféré pour le reste de sa vie au lieu fixé par la déportation des malfaiteurs. »

Aussi, pas d'aggravation de peine pour récidive d'après cette loi, mais le malfaiteur qui est jugé dangereux pour la société est exilé définitivement de la métropole. A cette règle, une exception est apportée par l'article 2 : « Si les deux crimes successivement commis ne doivent être punis que de la dégradation civique ou du carcan, peines des moins graves, le récidiviste ne sera pas transporté, mais la peine de la dégradation civique ou du carcan sera transformée en deux ans de détention. »

Telle est l'œuvre de la Constituante.

La Convention se montre plus sévère encore. Elle étend aux mendiants et vagabonds pris deux

fois (art. 3) ou trois fois (art. 2) en récidive, les dispositions de la loi de 1791. Mais la transportation n'est plus perpétuelle ; elle est temporaire avec le minimum de 8 ans (art. 7). Ce fut là l'objet de la loi du 24 vendémiaire an II.

Le législateur de vendémiaire an II, s'inspirant de la même idée, mais résolu à pratiquer la déportation sur une plus grande échelle, étend aux mendiants et aux vagabonds d'habitude, les dispositions de la loi de 1791, s'assurant ainsi d'un nombre considérable d'individus sans feu ni foi, dont beaucoup allaient grossir les rangs des voleurs et des pillards.

Le lieu de déportation n'étant pas déterminé par la Constituante, ses lois ne purent être mises à exécution.

La loi du 11 brumaire, complétant le texte du 24 vendémiaire, fixe comme lieu de déportation « la « partie sud-est de l'île de Madagascar, lieu ci-devant Fort-Dauphin, qui se nommera de ce jour « le Fort de la Loi ».

Cette décision, qui ne visait que les mendiants vagabonds, se heurta à plusieurs obstacles : les prisons qu'on projetait de construire n'étaient destinées à recevoir que 400 hommes, les mers n'étaient pas libres à cette époque et les deux frégates qui emportaient les déportés, poursuivies par des bateaux anglais, se sabordèrent.

Dans ces conditions, tous les efforts tentés en vue de débarrasser la France des malfaiteurs demeurèrent vains ; la déportation se convertissait en une détention de 6 ans au maximum ; d'ailleurs, les juges ne la prononçaient pas toujours. Le but de la loi de 1791 n'était atteint d'aucune façon.

Aussi la loi du 23 floréal an X vint-elle mettre fin à ce fâcheux état de choses, mais au prix d'un véritable mouvement rétrograde. Le nouveau sys-

tème n'était, il est vrai, que provisoire ; on attendait que le lieu de déportation pût être fixé. Elle prononça en cas de récidive, non seulement la condamnation qu'encourraient les criminels, mais encore la flétrissure publique, par la marque sur l'épaule de la lettre R. Ainsi fut rétabli ce système barbare de la marque qui, s'il atteint infailliblement le but que s'est proposé le législateur de l'an X : constater à tout instant l'identité des récidivistes, enlève aux condamnés toute chance de retour au bien et frappe sans distinction les petits et les grands coupables. C'était l'abandon complet des projets de la Constituante.

La loi de l'an X qui remplace la déportation par la flétrissure, peine spéciale pour la récidive, fut maintenue jusqu'en 1810. Le législateur de cette époque modifia le système précédent ; la récidive devient une circonstance aggravante du dernier délit, mais n'entraîne pas l'application d'une peine spéciale : le Code fixa l'aggravation, en cas de récidive, dans ses articles 56, 57, 58. La juridiction était changée pour les récidivistes déjà condamnés à une peine afflictive et infamante : des cours spéciales, composées de juges civils et militaires, statuaient sur leur cas sans le concours de jurés. Mais cette exception ne dura pas longtemps ; une loi du 20 décembre 1815 la supprima.

La révision de 1832 ne changea pas le principe du Code Pénal. Elle se borna à adoucir la pénalité et à changer la rédaction des textes de manière à faire cesser des controverses importantes. L'admission des circonstances atténuantes, introduites d'une façon générale dans le Code à cette époque, fut à l'origine de nouvelles controverses que la loi de 1863 résolut en partie, en même temps qu'elle corrigeait quelques imperfections de la loi de 1832.

Mais le principe du Code de 1810 reste debout, les articles 56, 57, 58 font encore de la récidive une circonstance aggravante du second délit et la déportation n'est pas rétablie.

Devant les résultats obtenus en Australie par la colonisation anglaise, la question rebondit ; les idées de la Constituante et de la Convention retrouvèrent quelque crédit. Aussi, voyons-nous, dès 1818, le Ministre de l'Intérieur, M. Lainé, provoquer la nomination d'une commission aux fins de rechercher si la déportation devait être substituée aux travaux forcés tels qu'ils étaient organisés. La commission ajourna indéfiniment la question. Mais si les législateurs ne s'en occupèrent plus, le public en resta toujours passionné, ainsi que suffirait seul à le prouver l'opuscule (5) publié en 1844 par le fameux Vidocq et intitulé : « Quelques mots sur une question à l'ordre du jour ».

Le problème de la transportation appliquée aux forçats, fut repris par le message présidentiel du 12 novembre 1850. Une commission fut nommée et, par décret du 27 mars 1852, 2.000 forçats furent envoyés à la Guyane. La loi du 30 mai 1854 vint consacrer cette décision. Par elle, les bagnes de Brest, de Lorient, de Rochefort et de Toulon, objet de critiques acerbes, furent supprimés. La loi leur substitua obligatoirement pour les hommes (art. 1, 2, 3), et facultativement pour les femmes (art. 4), le régime des travaux forcés dans les colonies autres que l'Algérie. A l'expiration de leur peine, les forçats libérés doivent rester dans la colonie, leur vie durant, quand leur condamnation est supérieure à 8 ans, une période égale à la durée de leur condam-

(5) *Le Temps* du 8 mai 1885.

nation, quand celle-ci est égale ou inférieure à 8 ans (art. 5 et 6).—

La loi ne fixait pas le lieu de transportation ; le gouvernement fut chargé de le désigner. Son choix se porta d'abord sur la Guyane. Des travaux de défrichement imprudemment conduits, l'hygiène et l'alimentation médiocres qui rendaient le séjour à la colonie nuisible, obligèrent le gouvernement, en face de la proportion annuelle de mortalité atteignant jusqu'à 30 %, de changer le lieu de transportation. À titre d'essai, le décret du 2 septembre 1863 désigna la Nouvelle Calédonie ; les premiers résultats parurent satisfaisants et, à partir de 1867, il fut décidé que tous les forçats internés y seraient envoyés. Le climat agréable de cette île, le relâchement du régime disciplinaire enlevèrent à la peine toute vertu d'exemplarité. C'est ce qui explique que, dans le dessein d'aller au bagne, au lieu de purger leur peine dans des prisons, des détenus se rendaient coupables de crimes, afin d'être condamnés à la peine plus grave des travaux forcés. Le législateur dut intervenir et la loi du 25 décembre 1880 décida que la peine des travaux forcés, appliquée en raison d'un crime commis dans une prison par un détenu, serait désormais subie, en France, dans la prison même où le crime aurait été commis, ou dans une maison centrale.

En 1887, faisant alors un retour en arrière, le législateur remit en vigueur la transportation à la Guyane ; il en aggrava le régime disciplinaire et choisit la région du Maroni comme lieu d'exécution de la peine. Toutefois, les forçats qui se trouvaient à la Nouvelle Calédonie ne furent pas touchés par cette décision. Ils y restèrent.

La question n'est plus agitée jusqu'en 1872,

année où la découverte d'un très grand nombre de récidivistes dans les rangs de la Commune avait décidé l'Assemblée Nationale, sur l'initiative de M. d'Haussonville, à ordonner une immense enquête sur le régime des prisons (6). Il en sortit la loi de 1875. Après avoir rendu compte, dans son rapport (7), des résultats de l'enquête sur les établissements pénitentiaires, affectés à la transportation et à la déportation, M. d'Haussonville propose l'application de la transportation aux récidivistes incorrigibles (8). Il constate, en même temps, la faveur dont jouit la transportation non seulement parmi les auteurs et les publicistes, mais aussi auprès de la magistrature : « Les Cours d'Appel, interrogées par nous, se sont prononcées à l'unanimité en faveur de la transportation comme mode d'exécution de la peine des travaux forcés, et l'immense majorité s'est prononcée également pour la transportation des récidivistes, en ne différant que sur les conditions auxquelles cette peine supplémentaire serait encourue ».

La transportation des récidivistes ne fut cependant pas inscrite dans la loi. La loi de 1875 ne fait que substituer le régime cellulaire au régime de l'emprisonnement en commun, dans les conditions qu'elle détermine. Elle constitue un Conseil des prisons pour surveiller l'application de la loi. Ce Conseil « a un droit d'initiative propre qui lui permet de présenter au ministre ses vues sur toutes

(6) Bulletin de la Société Générale des Prisons, Février 1878, p. 163.

(7) Impressions de l'Assemblée Nationale, vol. 34 à 38.

(8) Impressions de l'Assemblée Nationale, vol. 38, Chapitre XVI.

les questions se rattachant au système pénitentiaire ». (9)

C'est à ce titre que M. le vicomte d'Haussonville, partisan convaincu de la transportation, lui soumit une proposition tendant à adopter cette peine comme moyen répressif de la récidive. M. Mettetal proposa d'enfermer les individus condamnés pour rupture de bans, dans des maisons de travail, ayant un caractère plutôt disciplinaire que pénal. La commission d'études concilia ces deux projets en appliquant la transportation aux grands récidivistes et le système des maisons de travail aux petits récidivistes. Le rapport, présenté au Conseil Supérieur des Prisons par M. Petit, conseiller à la Cour de Cassation, fut sérieusement combattu. Il n'en fut pas moins adopté après de vifs débats.

Tel était l'état de la question de la transportation lorsque l'opinion publique s'alarma devant le nombre toujours croissant des récidivistes. De 1850 à 1881 leur proportion avait passé de 28 à 51 % pour les accusés, de 20 à 43 % pour les prévenus. Se faisant l'écho de cette inquiétude, les loges maçonniques en 1881, plusieurs comités républicains en 1882, réclamèrent, dans leurs manifestes et dans leurs programmes, l'exil des vagabonds, escrocs et voleurs de profession récidivistes. On se souvient également de l'apostrophe de Gambetta aux éléments anarchistes qui troublaient sa réunion de Charenton, le 16 août 1880 : « Vous êtes des esclaves ivres... Sachez-le bien, je saurai bien vous trouver jusqu'au fond de vos repaires ». La campagne continue ardente de 1881 à 1885 avec M. Léveillé,

(9) Impression de l'Assemblée Nationale, vol. 38, Chapitre XVI, p. 438.

professeur de Droit Criminel à Paris, sur le terrain politique, par de nombreuses propositions de lois déposées sur le bureau du Parlement.

A de très rares exceptions, les conseils généraux consultés sollicitèrent la même mesure. C'est de ce violent mouvement qu'est issue la loi dont nous allons parler.

La Chambre des Députés fut saisie successivement, en 1881 et en 1882, de trois propositions et d'un projet de loi sur les récidivistes.

La première proposition émanait de M. Julien, le 1^{er} décembre 1881, la seconde, spéciale aux récidivistes algériens, de M. Thomson et plusieurs de ses collègues, la troisième de MM. Waldeck-Rousseau et Martin-Feuillée, le 16 février 1882.

Ces documents, inspirés de la même idée : débarrasser la Métropole des récidivistes, ne différaient que par les détails. M. Julien organisait une relégation toujours facultative et temporaire, tandis que les autres parlementaires la rendaient obligatoire et perpétuelle ; en revanche, le nombre et la gravité des délits exigés pour la relégation étaient dans la proposition de M. Julien moins considérables que dans les autres.

Ces diverses propositions furent résumées dans un rapport collectif par M. Waldeck-Rousseau, sauf celle émanée de M. Thomson dont l'examen dut être ajourné à raison de la spécialité des objets qui y étaient traités et ne pouvaient trouver leur place dans le projet qu'il s'agissait de soumettre à la Chambre.

Les choses en étaient là, lorsque, le 11 novembre 1882, le projet de loi fut déposé, au nom du gouvernement par M. Fallières, ministre de l'Intérieur, et M. Denis, garde des Sceaux. M. Gerville-Réache, député de la Guadeloupe, fit le 17 mars

1883 un rapport supplémentaire dans lequel il reprenait l'œuvre de M. Waldeck-Rousseau, pour l'analyser et en extraire un ensemble de dispositions qu'il présenta au nom de la commission de la Chambre.

La discussion commença à la Chambre des Députés le 21 avril 1883. Dès cette époque, le texte adopté par la commission législative et soumis au parlement, contenait à peu de choses près, les mêmes idées qui passèrent dans la rédaction définitive de la loi, et si, sur un certain nombre de points, la discussion fut vive, elle n'amena aucune modification importante quant aux principes ; on enregistra seulement des remaniements de pure forme ou de détails.

La loi sortit de la première délibération de la Chambre (21 avril-1^{er} mai 1883) avec un texte à peu près identique à celui de la commission. La relégation avait le caractère obligatoire, les lieux d'exécution de la peine étaient limitativement déterminés, les délits politiques étaient soigneusement exclus des catégories de délits emportant relégation, et même, à la demande de M. Gatineau, on avait également exclu tous les crimes et délits connexes à des crimes ou délits politiques ; l'interdiction de séjour par mesure administrative et la surveillance de la haute police étaient supprimées ; enfin, une nouvelle définition du vagabondage était substituée à celle de l'article 270 du Code Pénal. Ce dernier point donna lieu, d'ailleurs, au cours de la seconde délibération, à une discussion extrêmement confuse, et la modification proposée par la commission fut finalement repoussée.

Les mêmes questions qui avaient surgi lors de la première délibération furent de nouveau soulevées pendant la seconde, mais le projet de la com-

mission n'en sortit pas moins victorieux (21-29 juin 1883) et aucun changement important ne mérite d'être signalé, en dehors de celui précédemment indiqué et d'une modification relative à la surveillance de la haute police, qui, au lieu d'être purement et simplement supprimée, fut transformée en une interdiction d'accès de séjour dans le département de la Seine.

La discussion très sérieuse qui s'engagea au Sénat après deux rapports de M. de Verminac (29 juillet et 25 décembre 1884) amena trois modifications : l'énumération des lieux de relégation fut supprimée, le régime des relégués contint; sous certaines conditions, l'obligation au travail, enfin un nouveau délit fut créé, défini et puni des peines du vagabondage. La première délibération au Sénat eut lieu du 18 au 25 octobre 1884 et la seconde du 6 au 13 février 1885.

Enfin, la Chambre des Députés, saisie par un nouveau rapport de M. Gerville-Réache, adopta, après déclaration *de l'urgence*, le texte de la loi tel que le Sénat l'avait établi et, dans sa séance du 12 mai 1885, rendit ainsi la loi définitive.

SECTION II. — OBJET. NATURE ET CARACTÈRES JURIDIQUES DE LA RELÉGATION

§ 1. *Définition et objet*

La relégation consiste dans l'internement perpétuel sur le territoire des colonies ou possessions françaises, autres que l'Algérie, de certains condamnés, délinquants d'habitude (art. 1^{er} de la loi du 27 mai 1885).

Son principal objet est de débarrasser définitivement le sol métropolitain d'individus constituant un péril pour l'ordre public et la sécurité sociale.

Faite dans l'unique intérêt de la société, la loi du 27 mai 1885 part du principe qu'on ne peut plus rien attendre de bon de gens qu'on envoie hors de France. Elle considère comme incorrigibles ceux sur qui les peines se sont émoussées sans produire l'amendement désiré. Après l'exécution effective de la dernière peine devenue définitive, il est rationnellement nécessaire, à l'avis du législateur, de prononcer la pénalité spéciale qui constitue la relégation contre ceux qui, pendant un délai de dix ans, ont commis successivement un certain nombre d'infractions déterminées par la loi. C'est la sanction d'un état dangereux consacré par une série de condamnations, une mesure radicale appliquée aux récidivistes, une présomption légale absolue d'incorrigibilité qui pèse sur cette catégorie de malfaiteurs. Les juges ne peuvent pas l'écarter, même en cas de circonstances atténuantes.

§ 2. *Nature de la relégation*

On a beaucoup discuté sur la nature de la relégation. On s'est demandé s'il fallait la considérer comme une peine ou comme une simple mesure de sûreté.

Il nous semble difficile de qualifier d'un nom autre que celui de peine, la mesure qui a pour objet d'éloigner à tout jamais un individu de sa patrie, de sa famille et de lui imposer le séjour forcé aux colonies avec privation ou restriction de la liberté et même le travail obligatoire.

La relégation est une peine soustraite au domaine des peines de droit commun. C'est une peine accessoire résultant *forcément* de certaines condamnations et c'est ce résultat voulu *avant tout par le législateur* qui a fait commettre quelques lourdes fautes. Il partait de cette idée que la relégation n'était pas une peine, que c'était la liberté hors de la France, donc un exil surveillé et réglementé. Et alors, comme une infraction avait été commise, il fallait qu'une peine fût subie et que la dette fût acquittée. Aussi, le relégable doit-il payer sa peine en France avant d'aller jouir de la relégation aux colonies.

Mais la relégation est devenue, avec le décret du 25 novembre 1885, une mesure répressive qui est organisée comme les travaux forcés. Elle a pour but d'éliminer, comme suite à la commission d'une série d'infractions ou d'une même infraction (décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à l'avortement) à la loi pénale, le récidiviste de la société que l'on veut protéger. Elle suppose la violation antérieure de la loi pénale et que la règle *Nullum crimen nulla poena sine lege* lui est applicable. Il convient pourtant de constater que la peine se distingue mal de la mesure de sûreté : toutes deux consistent essentiellement dans la privation de liberté, et leur différenciation quant au régime, n'est pas sensible. Certes, l'effet afflictif n'est pas de l'essence ni de la nature de la mesure de sûreté, mais il lui est nécessairement lié. Donc formellement la relégation est une peine complémentaire coloniale perpétuelle ; si l'on va au fond des choses, on constate que c'est une mesure de sûreté.

§ 3. *Caractères juridiques de la relégation*

La relégation est une peine privative ou restrictive de liberté, obligatoire pour le juge sous le régime de la loi de 1885 et facultative avec les autres lois, enfin elle est perpétuelle.

1° La relégation est une peine privative ou restrictive de liberté dont le régime pour les délégués collectifs, se rapproche singulièrement de celui de la peine des travaux forcés ;

2° La relégation est obligatoire sous le régime de la loi de 1885 et du décret du 29 juillet 1939, relatif à la protection de la famille, mais facultative avec les autres lois.

A) La relégation obligatoire

Ce caractère résulte de l'art. 4 : « Seront relégués les récidivistes qui... », et de l'art. 10 : « Le jugement ou l'arrêt prononcera la relégation en même temps que la peine principale ».

La question de savoir si la relégation serait obligatoire ou facultative a fait l'objet de nombreuses discussions, soit à la Chambre, soit au Sénat. Divers amendements furent proposés en faveur de la liberté d'appréciation du juge. Cette disposition était considérée comme très importante. Le gouvernement et la commission, de leur côté, se prononçaient pour l'automatisme. Après d'âpres débats, cette solution l'emporta. Elle tient compte :

1) des grands criminels (les espions et les traîtres en font partie) ;

2) des petits délinquants d'habitude ;

3) des vagabonds ;

4) des avorteurs (lesquels, après interprétation rigoureuse du texte du décret-loi, sont plutôt des réitérateurs que des récidivistes).

B) La relégation facultative

Les malfaiteurs dont nous venons de donner la liste sont tous, à l'exception des avorteurs, des récidivistes au sens de la loi de 1885 : la relégation doit leur être implacablement appliquée dès l'instant que les conditions exigées par la loi sont remplies. Il n'en est pas de même pour les cas de relégation créés entre 1893 et 1939. Le juge n'est plus lié par la loi, il a la faculté d'appréciation, le nombre d'infractions constitutif de l'incorrigibilité et de l'état dangereux n'est plus du tout le même ; bien mieux, la relégation peut être prononcée contre un criminel primaire :

1) La loi du 18 décembre 1893 sur les associations de malfaiteurs n'implique pas, en effet, l'état de récidive.

2) La loi du 28 juillet 1894 contre les anarchistes exige pour l'application de la relégation :

a) une condamnation à plus d'un an d'emprisonnement pour les délits prévus par ses articles 1^{er} et 2, n° 1 ;

b) dans les 10 ans qui précèdent, une condamnation antérieure, soit pour les mêmes faits à plus de 3 mois d'emprisonnement, soit aux travaux for-

cés, à la réclusion ou même à plus de 3 mois d'emprisonnement pour crime ou délit de droit commun.

3) Enfin, un dernier cas de relégation facultative est inséré dans l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 entre le paragraphe 4 de l'alinéa 1 et l'alinéa 2. Ainsi rédigé, ce texte ne laisse pas de nous surprendre, étant donné que ce même article 4 ne contenait jusqu'alors que des cas de relégation obligatoire.

Ce nouveau cas est relatif à la police des étrangers et se trouve dans l'article 24 *in fine* du décret-loi du 12 novembre 1938 :

« Pourra être relégué, dit ce texte, tout étranger frappé d'un arrêté d'expulsion et qui, dans l'intervalle de 10 ans, non compris les peines subies, aura encouru 3 condamnations prononcées en application soit de l'article 8 de la loi du 3 décembre 1849, soit de l'article 9, § 1 et 3 du décret du 9 mai 1938 sur la police des étrangers, à la condition toutefois que l'une au moins de ces condamnations soit supérieure à un an d'emprisonnement.

Comme on le voit, ces lois ou décrets-lois postérieurs, inspirés de l'idée d'individualisation de la peine, ont rompu avec le système de l'automatisme tel qu'il était appliqué par le législateur de 1885.

3° La relégation est une peine perpétuelle.

C'est l'article premier de la loi de 1885 qui en détermine la durée : « La relégation consistera dans l'internement perpétuel sur le territoire des colonies ou possessions françaises ».

En formulant cette règle, le législateur a voulu poursuivre un double but :

1) Il a voulu faire de la relégation une peine véritablement intimidante. Il n'y a rien de bon à obtenir de ceux qu'il comptait faire quitter le pays, or, décréter la relégation temporaire, en principe, c'était peut-être pousser les récidivistes à commettre de nouvelles infractions dans le dessein de faire un voyage, un peu long, sans doute, vers les colonies, mais qu'ils pourraient quitter à une époque fixée à l'avance.

2) L'idée de colonisation n'avait pas été écartée ; l'éloignement définitif du sol natal serait peut-être un puissant stimulant pour certains condamnés qui, voyant tout lien rompu avec la mère-patrie, se mettraient peut-être courageusement à l'œuvre et, par leur travail, s'efforceraient de vivre d'une façon absolument nouvelle et honnête.

La relégation est perpétuelle, mais l'article premier prévoit certaines dérogations : la peine peut cesser dans des cas déterminés, être suspendue ou même, en cas de dispense, ne jamais être effectuée.

A) Cessation de la relégation

Elle résulte :

a) Aux termes de l'article 15, d'une *grâce administrative* qui, intervenant à quelque moment que ce soit, peut faire cesser la relégation après un certain temps. C'est l'application pure et simple des principes constitutionnels. Mais la grâce de la peine principale n'entraîne pas nécessairement dispense de la relégation ; il faut, quant à celle-ci, que le décret contienne une mention spéciale. 

b) *d'une grâce judiciaire* : « Le relégué pourra, à partir de la sixième année de sa libération, dit l'article 16, introduire devant le tribunal de la localité une demande tendant à se faire relever de la relégation en justifiant de sa bonne conduite, des services rendus à la colonisation et de ses moyens d'existence ».

On a voulu ainsi encourager le travail et faciliter l'amendement du relégué en lui laissant entrevoir son départ de la colonie comme possible.

Les conditions de cette faveur ont été réglées par le décret du 9 juillet 1892. Le condamné qui sollicite le relèvement de la relégation adresse sa demande au Procureur de l'Etat près le Tribunal de sa résidence, en faisant connaître la localité où il désire se fixer, les moyens d'existence dont il dispose et en justifiant du paiement des frais de justice dont il peut être débiteur envers l'Etat. S'il ne les a pas payés, il doit produire un certificat de la commission coloniale de classement, constatant qu'il est hors d'état de solder tout ou partie des frais.

Lorsque l'intéressé veut quitter la colonie, il doit, en outre, justifier de revenus suffisants pour faire face aux dépenses du voyage.

La demande est adressée au Directeur de l'Administration pénitentiaire qui la transmet avec son avis, au Chef du Parquet. L'avis des Ministres de l'Intérieur et des Colonies est également sollicité.

Enfin, le Tribunal statue en Chambre de Conseil. Toute demande rejetée ne peut donner lieu à un nouvel examen qu'après 3 ans.

c) *de la prescription*. La relégation, peine impliquant des actes d'exécution sur la personne du condamné, est prescriptible. Il s'ensuit que du jour où le relégué se soustrait, par l'évasion, à l'exécu-

tion de la peine, il se crée des droits à la prescription.

En conformité de l'article 636 du Code d'Instruction Criminelle, la relégation peut être prescrite par 5 ans lorsqu'elle a été prononcée par un tribunal correctionnel et par 20 ans, aux termes de l'article 635 du C.I.C. quand elle émane d'un arrêt rendu en matière criminelle.

C) Suspension de la relégation

La relégation peut aussi être interrompue par certaines mesures. Il convenait, en vue de renforcer le principe de l'internement perpétuel du relégué sur le territoire de la colonie pénitentiaire, d'édicter des mesures propres à réprimer l'évasion. Il ne fallait pas non plus oublier ceux qui, pris de repentir, mériteraient une certaine bienveillance. Deux cas de suspension ont été prévus :

1) Le premier se trouve énoncé dans l'article 14 qui dispose : « Le relégué qui... aura quitté le territoire de la relégation, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au plus. En cas de récidive cette peine pourra être portée à cinq ans. »

Mais jusqu'en 1899, aucun acte n'était intervenu pour déterminer les caractères constitutifs de l'absence illégale du relégué du camp ou du chantier où il était interné. Seul, le fait de se trouver en dehors des limites du territoire de la relégation était puni. Un décret, en date du 6 janvier 1899, a comblé cette lacune. De la combinaison de l'article 14 de la loi de 1885 et de ce décret, il ressort que le délit d'évasion du relégué est constitué :

a) quand il est arrêté en dehors des limites du

territoire de la relégation, sans qu'on ait à tenir compte de la durée de son absence ;

b) lorsque, étant interné à un camp ou affecté à un chantier, le relégué s'en est éloigné, pendant 12 heures au moins.

2) Le second cas de suspension résulte de la loi du 14 août 1885.

D'après cette loi, le ministre de l'Intérieur peut mettre conditionnellement en liberté les condamnés qui se seront fait remarquer par leur bonne conduite et leur travail. La libération conditionnelle peut s'appliquer non seulement aux condamnés primaires, mais encore aux récidivistes.

Au cas où la peine qui aura fait l'objet d'une décision de libération conditionnelle devrait être suivie de la relégation, il pourra être sursis à l'exécution de cette dernière mesure.

De nos jours, la libération conditionnelle est accordée, soit par la commission spéciale de libération conditionnelle, soit après avis de la commission de classement.

D) Dispense de la relégation

La dispense de l'exécution effective de la relégation est accordée quand la condamnation frappe une femme, un vieillard de plus de 60 ans ou un mineur de 21 ans et une personne dont l'état de santé laisse à désirer.

1) *Dispense tenant au sexe.* — La loi du 27 mai 1885 était, à l'origine, applicable aux femmes ; le texte ne le disait pas expressément, mais la généralité de ses termes était assez compréhensive pour permettre cette interprétation qui résultait du

reste clairement des travaux préparatoires. Aussi, le règlement du 26 novembre 1885 organisait-il la relégation pour les femmes dans ses articles 20, 28, 30, etc... Mais, à la suite des protestations des sociétés de patronage, la loi du 19 juillet 1907 est venue remplacer cette mesure par l'interdiction de séjour pendant 20 ans.

2) *Dispense tenant à l'âge.* — C'est l'article 6 de la loi de 1885 qui l'accorde. Il dispose que « la relégation n'est pas applicable aux individus qui seront âgés de plus de 60 ans ou de moins de 21 ans à l'expiration de leur peine principale.

La justification de cet article a été faite au Sénat par M. de Verminac : « Il a paru juste de ne pas appliquer cette peine à ceux qui, à raison de leur jeunesse, et malgré les fautes commises, peuvent n'être pas considérés comme des récidivistes incurables, et nous ne pouvons pas nous montrer moins humains que le législateur de 1854, en imposant à des vieillards les fatigues d'un long exil. »

Il convient d'ajouter, en ce qui concerne les sexagénaires, qu'ils n'ont plus les forces nécessaires à l'œuvre de colonisation envisagée par le législateur, les relégués devant tous être des gens solides et robustes.

C'est dans ce double dessein que le législateur de 1885 a reproduit d'une part, l'art. 5 de la loi de 1854 : interdiction de séjour à vie pour les vieillards, et a institué, d'autre part, la limite de 21 ans pour les jeunes gens qui étaient sous le régime de la loi, retenus dans une maison de correction jusqu'à leur majorité et depuis les lois de 1912, sont internés dans une colonie pénitentiaire.

3) *Dispense tenant à l'état de santé.* — Les individus à reléguer qui, à la fin de leur peine prin-

cipale, sont atteints d'une maladie ou d'une infirmité momentanée ou durable, ne sont pas obligatoirement envoyés en Guyane. Au lieu de les placer dans un établissement spécial, comme il se devrait, ils sont internés dans les établissements pénitentiaires de la métropole.

En dehors de ces cas de cessation, de suspension et de dispense, la relégation est perpétuelle. De ce caractère de perpétuité, il découle que la relégation est incompatible avec certaines peines, notamment la peine de mort et la peine des travaux forcés à perpétuité.

Jusqu'à une époque assez récente, la relégation était une peine de droit commun, attachée seulement aux matières criminelles et correctionnelles. Elle ne pouvait être prononcée que par une juridiction de droit commun.

La loi du 26 janvier 1934, remaniée par le décret-loi du 29 juillet 1939, lui a enlevé ce caractère. Désormais, les tribunaux militaires et maritimes ont compétence pour prononcer la relégation. L'article 8 de ce décret-loi dispose en effet :

« L'art. 2 de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation est complété par l'alinéa ci-après :

« Lorsqu'ils prononceront une condamnation pour crime ou délit contre la sûreté extérieure de l'Etat, les tribunaux militaires et maritimes prononceront également prononcer la relégation dans les conditions prévues par la présente loi. »

Donc, la trahison et l'espionnage relèvent toujours de la compétence des tribunaux militaires et maritimes, mais cessent d'être des délits politiques pour entrer comme crimes de droit commun, dans les cas de relégation obligatoire prévus par l'article 4 de la loi du 27 mai 1885.

CHAPITRE II

DOMAINE D'APPLICATION ET PROCÉDURE DE LA RELÉGATION

SECTION I. — DOMAINE D'APPLICATION

Dans l'étude du domaine actuel d'application de la relégation, nous parlerons des condamnations requises par cette peine, en en considérant les caractères généraux d'une part, et les conditions particulières d'autre part.

§ 1. *Caractères généraux des peines entraînant relégation*

1° Il faut que ce soit des condamnations définitives.

L'avertissement donné par la justice ne résulte en effet, que d'une condamnation irrévocable. Cela est vrai pour la récidive du Code Pénal, et cela doit être vrai pour la récidive spéciale de la loi de 1885 ; les mêmes raisons militent en faveur de cette solution.

Ceci admis, on décidera que le condamné qui, dans les délais ou pendant la durée de l'appel interjeté ou du pourvoi en cassation, a commis une nouvelle infraction, ne peut voir sa première condamnation figurer dans le calcul de l'art. 4. De même on ne tiendra compte des condamnations par défaut

qu'autant qu'elles seront définitives, c'est-à-dire quand l'opposition ne sera plus recevable au moment où le délit qui motive la condamnation suivante est commis ; autrement il y aurait réitération et non pas récidive.

Quant aux condamnations par contumace, elles ne seront également comptées que si elles sont devenues définitives. Pour cela, il faut 20 ans, or la loi du 27 mai ne prononce la relégation que si les condamnations sont encourues dans un délai de 10 ans ; il n'y aura donc à s'occuper des condamnations par contumace que si on admet qu'elles doivent compter du jour où elles sont devenues définitives, en supposant qu'elles servent de premier terme ; en les prenant au contraire pour second terme, elles ne pourront compter que si on prend pour limite du délai de 10 ans, le jour où elles ont été prononcées.

2° Il n'est pas nécessaire que la peine ait été subie.

Ce n'est pas la peine, mais la condamnation qui constitue l'avertissement. Toutes les fois donc qu'un fait postérieur effacera la condamnation, elle ne comptera plus pour la relégation ; mais lorsque ce fait laissera la condamnation intacte, tout en dispensant le condamné de la peine, cette condamnation pourra rentrer dans le cadre de l'article 4. Ce sera par exemple, le cas de celui qui aura bénéficié de la prescription et de la grâce, puisque ni l'une ni l'autre, n'efface la condamnation elle-même.

3° Il ne faut pas que ce soit des condamnations prononcées à l'étranger.

Il est évident qu'on ne peut prendre en consi-

dération des jugements qui ne sont pas exécutoires en France. Ces décisions ne peuvent faire la preuve d'incorrigibilité voulue par la loi. Il n'est pas démontré que le malfaiteur, sur qui les peines étrangères n'ont produit aucun effet, serait resté insensible aux peines françaises.

§ 2. *Leurs conditions particulières*

C'est l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 qui détermine les conditions que doivent réunir les condamnations quant au délai dans lequel elles doivent se trouver ramassées, quant à la durée, quant à la nature et, enfin, quant aux faits qui les entraînent. C'est en étudiant cet article que nous verrons dans quels cas et dans quelles conditions il y a récidive susceptible d'entraîner la relégation. Il convient pour cela, d'examiner successivement les conditions de délai, de nature et de quantum des peines prononcées par les condamnations.

A) Condition de délai : 10 ans. Calcul de ce délai :

« Seront relégués, dit l'art. 4, les récidivistes qui, dans un intervalle de 10 ans, non compris la durée de toute peine subie, auront encouru les condamnations énumérées à l'un des paragraphes suivants. »

On comprend pourquoi le législateur a fixé ce délai : l'individu qui, dans un court espace de temps, commet des infractions graves ou souvent répétées, témoigne, à ses yeux, d'une perversité plus profonde que celui qui, après une première faute, reste un temps assez long avant d'en commettre une seconde. Le Code Pénal, dans ses ar-

ticles 5, 6 et suivants, ne pose de condition de délai que pour la récidive de contravention à contravention.

1° Détermination du point initial.

On part de la dernière condamnation, celle qui parfait le nombre exigé par la loi. Il faut que la condamnation soit prononcée dans le délai *decennal*, et qu'elle soit devenue définitive dans l'intervalle de ce même délai, puisque, d'après la loi, on doit se rapporter à *la date* des condamnations encourues et cela doit s'entendre naturellement des condamnations irrévocables.

Ce délai, pour conserver sa force de démonstration, ne doit avoir d'autres causes de suspension ou d'interruption que celles permises ou reconnues par le législateur : de ces causes de suspension on ne peut en retenir qu'une, c'est la durée de toute peine subie ; on ne peut en ajouter sans détruire la force de présomption. Le juge, en faisant le calcul de la relégation, devra donc prendre pour point de départ la condamnation qu'il va prononcer, puisque la loi, dans son article 4, ne fait aucune distinction entre les précédentes condamnations et la dernière.

2° Calcul de la durée des peines subies.

La loi de 1885 veut que le récidiviste ait encouru le nombre fixé de condamnations dans le délai de 10 ans, « non compris la durée de toute peine subie ». Le souci constant du législateur est de ne frapper de relégation que des malfaiteurs incorrigibles ; or, d'après lui, rester dix ans sans subir un certain nombre de condamnations, n'est pas le fait d'un incorrigible. Mais encore faut-il que l'individu n'ait pas été dans l'impossibilité matérielle de com-

mettre les faits pouvant entraîner ces condamnations. Aussi, celui qui est en prison n'a-t-il pas grand mérite à ne pas voler, à ne pas escroquer ; il faut que l'épreuve soit suffisante, et elle ne l'est pas quand le condamné subit sa peine : elle n'aurait ce caractère que si le malfaiteur jouissait d'une liberté effective.

On ne fera donc le calcul que de la durée de la peine subie. Ainsi, un condamné est condamné à 2 ans de prison et obtient remise de la moitié de sa peine. La durée de la peine subie est de 1 an, c'est celle qu'on ajoutera aux 10 ans. Le délai dans lequel devront se rencontrer les condamnations sera de 11 ans.

3° Détermination du point extrême.

Ayant déterminé le point initial du délai, c'est-à-dire le jour où le juge, soit de première instance, soit d'appel, va rendre sa sentence, il faut remonter 10 ans en arrière et ajouter à ces 10 ans une période égale à la durée des peines subies. Il pourra ainsi arriver qu'entre la dernière condamnation et la première, la plus ancienne, se place une période de 12 ans, 15 ans, etc... Comment alors déterminer le point d'arrivée ? Ainsi le délai calculé à partir du 1^{er} septembre 1941 doit remonter jusqu'au 1^{er} septembre 1928. Dans ce délai, on trouve les quatre condamnations nécessaires aux termes de l'art. 4, § 3. Mais la plus ancienne a été prononcée par la Cour d'Appel, le 3 septembre 1928, sur appel d'un jugement correctionnel rendu le 1^{er} février 1928. Si on fait compter la condamnation à la date de l'arrêt, la relégation pourra être prononcée ; si, au contraire, on la fait compter à la date du jugement de première instance, plus de relégation. La solution doit être ici la même que pour le calcul du

point initial. La loi ne s'occupe que de la date de la condamnation, or la condamnation portera la date de l'arrêt et non la date du jugement.

La condamnation comptera donc à sa date, c'est-à-dire, dans l'espèce donnée, au jour de l'arrêt; s'il y a jugement définitif, au jour du jugement.

Telles sont les trois opérations auxquelles doit se livrer le juge pour déterminer le délai de 10 ans.

Le délai de 10 ans se comptera, comme d'habitude, *de die ad diem*, et non *de momento ad momentum*. Les deux condamnations extrêmes doivent être comprises dans cet intervalle. Mais ce délai devra être exactement de 10 ans. Si le point initial est le 1^{er} janvier 1941, le point extrême sera le 2 janvier 1951 et non le 1^{er} janvier 1951, car il y aurait ainsi 10 ans et 1 jour.

Il reste encore, avant d'arriver aux conditions de nature et de quantum, à faire remarquer les dispositions de l'art. 4 :

« Seront relégués les récidivistes qui, dans quelque ordre que ce soit, et dans..., etc... ». Ainsi la loi n'attache aucune importance à l'ordre dans lequel sont prononcées les condamnations. Le Code Pénal, en matière de récidive aggravation, adopte une solution différente. Il y a récidive de crime à crime, de crime à délit, de délit à délit, mais il n'y a pas de récidive de délit à crime. Le Code ne considère pas l'avertissement résultant d'une peine correctionnelle comme suffisante quand le condamné commet ensuite un crime. Pour la relégation, la loi de 1885 estime que l'avertissement résulte suffisamment d'un nombre plus grand de condamnations ; peu importe que chacune des condamnations successives ne constitue pas, vis-à-vis de la précédente, un cas de récidive. Les Chambres de la Cour

de Cassation sont entrées en conflit à ce sujet. La Chambre criminelle se fondant sur l'art. 4 de la loi, s'était prononcée dans le sens le plus rigoureux (Crim., 12 novembre 1886, S. 87-1-45 ; 9 juin 1888, S. 90-1-41). Mais devant la résistance des Cours d'Appel, la Cour de Cassation, toutes Chambres réunies, l'a désapprouvée (Cass. 26 février 1889, S. 90-1-47, D.P. 89-1-481).

B) Condition de nature et de quantum.

Les conditions de nature et de quantum de la relégation sont énumérées par la loi de 1885 et des lois et décrets-lois postérieurs qui s'échelonnent de 1893 à 1939. Il y a 4 séries de condamnations. A l'intérieur de chacune d'elles figure un nombre de condamnations d'autant plus restreint que ces condamnations sont plus graves. Examinons-les successivement.

Première série. — Elle suppose « deux condamnations aux travaux forcés ou à la réclusion », c'est-à-dire deux condamnations à des peines criminelles pour des infractions de droit commun.

La relégation étant perpétuelle, y a-t-il intérêt à la prononcer si la peine principale appliquée est celle des travaux forcés à perpétuité ? La question peut se présenter si l'on suppose que, plus tard, le condamné bénéficie pour la peine principale, d'une grâce. La relégation devrait être subie, mais la jurisprudence s'appuyant sur le fait que la relégation, peine perpétuelle, ne peut s'attacher à une peine perpétuelle, se prononce en sens contraire (Crim. 26 juin 1886, S. 86-1-396 ; 6 mai 1892, S. 92-1-600).

Deuxième série. — Cette deuxième série comprend 3 condamnations, une condamnation aux tra-

vaux forcés ou à la réclusion et deux autres condamnations, soit à un emprisonnement pour crime qui n'est pas inférieur à 1 an, soit à plus de 3 mois d'emprisonnement pour certains délits spécifiés (vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, excitation habituelle des mineurs à la débauche ; vagabondage ou mendicité accompagnés de travestissement, port d'armes ou violence, traite des blanches ; loi du 3 avril 1903 ; délit de souteneurs : loi du 27 décembre 1916 ; délit de vol ; loi de 1915 ; espionnage ; loi du 29 janvier 1934).

Troisième série. — La troisième série comprend « quatre condamnations de même nature que celles visées dans le cas précédent, c'est-à-dire à des condamnations à l'emprisonnement pour crime, ou à plus de 3 mois d'emprisonnement pour un des délits spécifiés précédemment.

Quatrième série. — C'est la série la plus compliquée, mais aussi celle qui a pour but d'atteindre le vagabondage dans ses formes les plus inquiétantes pour la société. Les condamnations n'étant pas importantes, doivent être nombreuses ; il doit y en avoir 7 divisées en 2 groupes :

1^{er} groupe : Il faut deux ou trois condamnations visées dans les deux paragraphes précédents, c'est-à-dire 2 ou 3 condamnations aux travaux forcés ou à la réclusion ou à l'emprisonnement pour crime, ou à plus de 3 mois d'emprisonnement pour un des délits spécifiés.

2^e groupe : Le 2^e groupe comprend 4 ou 5 condamnations qui se subdivisent elles-mêmes en 2 catégories :

a) il faut, d'abord, au moins 2 condamnations à plus de 3 mois d'emprisonnement pour vagabon-

dage simple ou pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour ;

b) il faut, ensuite, des condamnations pour vagabondage simple ou pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour, quelle que soit la durée de la peine.

Le législateur ne tient compte, en effet, dans la loi, et n'a toujours tenu compte des condamnations pour vol, escroquerie, etc..., que si elles sont de trois mois d'abord, de plus de trois mois enfin. Pour le vagabondage simple, au contraire, une condamnation quelconque a paru suffisante, du moment qu'il s'agissait de malfaiteurs qui ont donné des preuves spéciales de leur caractère dangereux. Aussi la notion de vagabondage a-t-elle été ici élargie. Après avoir substitué l'interdiction de séjour à l'ancienne surveillance de la haute police (art. 19) et assimilé à un cas de vagabondage l'infraction à un arrêté d'interdiction de séjour, la loi de 1685, devant le développement inquiétant de certains exploits vraiment honteux, fait entrer dans la catégorie des vagabonds les « gens sans aveu » : « bonneteurs » et « souteneurs », termes désignant « les individus qui, soit *qu'ils aient ou non un domicile certain*, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer l'exercice de jeux illicites ou de pratiquer la prostitution d'autrui sur la voie publique ».

La loi laisse nettement de côté la question de domicile qui est, au contraire, un élément constitutif du délit de l'article 270, et ceci s'applique aussi bien à ceux qui pratiquent l'exercice de jeux illicites qu'à ceux qui facilitent la prostitution d'autrui. Peu importe aussi qu'ils exercent habituellement un métier, pourvu que ce métier ne suffise pas à leur procurer des moyens de subsistance.

Quant à la notion d'habitude, la jurisprudence estime, depuis longtemps, qu'elle a la plus grande latitude pour l'interpréter, de même que les mots « sur la voie publique ».

Au sujet de ce second groupe, s'est posée, devant les tribunaux, la question de savoir si on pouvait prononcer la relégation contre un individu qui avait fait l'objet de 7 condamnations dont 6 pour vol. Le prévenu avait, en effet, encouru le nombre de condamnations prévu par la loi, mais les condamnations qui doivent normalement figurer dans le second groupe n'étaient pas toutes prononcées pour vagabondage, il était intéressant de savoir si ces condamnations pourraient entrer en ligne de compte. Or, les condamnations pour vol ou escroqueries sont, à coup sûr, plus graves socialement que le délit de vagabondage. Après de longues discussions jurisprudentielles, c'est la solution affirmative qui l'a emporté. (1)

SECTION II. — PROCÉDURE

Nous allons maintenant examiner successivement quelles sont les juridictions qui peuvent prononcer la relégation et les dérogations apportées, en cette matière, aux règles ordinaires de la procédure.

§ 1. *Juridictions compétentes*

Ayant créé une peine d'un caractère de gravité particulier, le législateur de 1885 n'a pas voulu permettre l'application de la relégation à tous les tribunaux.

(1) Ch. Crim., 6 juillet 1893, S. 1894-1-60.

L'art. 2 de la loi avait évité cet écueil : « La relégation ne sera prononcée que par les cours et tribunaux ordinaires ». Les cours et tribunaux ordinaires, ce sont les cours d'assises ou d'appel et les tribunaux correctionnels. (2)

Donc, sous le régime de la loi de 1885, seules les juridictions ordinaires, et, dans certains territoires de commandement, les tribunaux militaires, pouvaient tenir compte des condamnations encourues devant eux pour prononcer la relégation. Mais une exception était apportée par la fin du texte de l'article 2 : « Ces cours et tribunaux pourront toutefois tenir compte des condamnations prononcées par les tribunaux militaires et maritimes, en dehors de l'état de siège ou de guerre, pour les crimes et délits de droit commun spécifiés à la présente loi. »

Cette exception au principe de l'obligation apportée par l'article 2 a pour raison l'extrême sévérité des condamnations émanant des juridictions militaires et maritimes. (3)

Mais les temps ont changé et le législateur moderne n'a pas eu les mêmes scrupules. Depuis quelques années, les attentats à la sûreté extérieure de l'Etat ont pris une forme et une ampleur tellement inquiétantes que le principe posé en 1885 a dû être battu en brèche.

La compétence que la loi du 26 janvier 1934 attribuait aux tribunaux militaires et maritimes à l'effet de prononcer la relégation avait été mise en doute. Le décret-loi du 29 juillet 1939 ne permet plus aucune discussion à ce sujet. Les Cours et les

(2) Off., 1^{er} mai 1883, p. 841.

(3) Ninard ; Sénat, Off. 1884, p. 1574.

tribunaux ordinaires ne sont plus les seuls à pouvoir appliquer la peine dont nous nous occupons.

§ 2. *Déroptions*

1° Exclusion de la procédure des flagrants délits.

En matière correctionnelle, la loi du 20 mai 1863 a établi une procédure particulière en cas de délits flagrants. Cette procédure sommaire a pour but d'accélérer la poursuite et le jugement de ces délits.

L'art. 11 de la loi, a exclu cette procédure lorsqu'une poursuite devant un tribunal est de nature à entraîner la relégation. On a ainsi voulu donner au prévenu le temps de préparer sa défense ; le délai que l'art. 4 de la loi de 1863 fixe au minimum de 3 jours n'aurait pas toujours été suffisant, il faudrait en outre que le prévenu en fit la demande.

2° Défenseur d'office.

L'art. 11 dispose : « un défenseur sera nommé d'office au prévenu, à peine de nullité ».

Ce n'est une innovation qu'en matière correctionnelle. L'art. 294 du Code d'Instruction Criminelle reste applicable en matière criminelle. Qui doit procéder à la nomination d'office ? En matière criminelle, c'est aux termes de l'art. 294 du Code d'Instruction Criminelle, le président de la Cour d'Assises, si l'accusé, interpellé à ce sujet, déclare n'avoir pas fait choix d'un conseil pour l'assister dans sa défense. En matière correctionnelle, par analogie et devant le silence de la loi, c'est le président de la Chambre correctionnelle qui, après avis du bâtonnier de l'Ordre des avocats, désigne le défenseur à un moment quelconque de la procédure,

à condition cependant qu'il soit nommé, au plus tard, au moment où l'affaire est appelée.

Si le jugement correctionnel intervient sans qu'un défenseur ait été nommé d'office — ou que le prévenu n'en ait choisi un lui-même — il est nul. La Cour de Cassation décide que pareil jugement ou arrêt doit être infirmé ou cassé (Crim. 30 déc. 1936, D.H. 166).

3° Preuves.

L'accusation doit apporter deux preuves : la preuve de l'identité de l'accusé ou du prévenu, la preuve de l'existence des condamnations antérieures dont le relégué a été l'objet.

1) Preuve de l'identité du prévenu ou de l'accusé.

Quand l'accusé ou le prévenu prétendent ne pas être le même individu que celui contre lequel on relève de précédentes condamnations, le ministère public doit les confondre.

La marque, en usage dans l'ancien droit, supprimée par la loi du 28 avril 1832, article 12, suffisait à révéler les condamnations dont un inculpé avait été l'objet. Mais depuis cette suppression, comment y parvenir si l'inculpé ou l'accusé refuse de décliner son identité ? Tout d'abord on s'adressa aux personnes qui avaient connu l'inculpé, aux gardiens de prison notamment, mais ces procédés étaient insuffisants. En 1879, s'inspirant des idées d'un savant belge, M. Quetelet, directeur de l'Académie de Bruxelles, qui avait constaté que certaines proportions et particularités du corps humain sont propres à chaque individu et peuvent aider, en tout temps, à le reconnaître, le docteur Bertillon appliqua cette découverte à l'identification des malfaiteurs. Désormais, le signalement de tout in-

dividu arrêté, à moins qu'il ne soit prévenu politique ou inculpé de délits de presse, est consigné sur une fiche signalétique. Cette fiche porte, au recto, les mesures relevées sur le corps, un signalement descriptif relatant les caractères chromatiques, une photographie, prise de face et de profil, l'empreinte de l'extrémité antérieure des doigts, préalablement enduits d'encre d'imprimerie ; au verso, il y a l'état civil de l'intéressé.

Cette fiche est dressée en trois exemplaires : l'un est conservé dans la prison où le signalement a été pris ; deux exemplaires sont envoyés à Paris, où ils sont l'objet d'un classement alphabétique et d'un classement dactyloscopique.

Munie de ces documents, l'accusation n'éprouvera pas de grosses difficultés à confondre l'inculpé ou l'accusé qui chercheraient à dissimuler leur identité.

2) Preuve de l'existence des condamnations antérieures dont le relégable a été l'objet.

Cette preuve se fera facilement au moyen du casier judiciaire. Il y a lieu pourtant de constater que ce casier judiciaire n'établit pas légalement la preuve de ce qu'il contient. Si donc une des condamnations est contestée, la Cour ou le tribunal apprécieront. Mais le casier judiciaire peut être incomplet, voire inexistant. On consultera alors les dossiers des affaires, si c'est possible.

4° Jugement.

En ce qui concerne le jugement ou l'arrêt, l'art. 10 décide « qu'il prononcera la relégation en même temps que la peine principale et visera expressément les condamnations par suite desquelles elle sera applicable ».

La mention précise, par le jugement ou l'ar-

rêt, des condamnations antérieures encourues dans la période décennale a pour but de permettre à la Cour de Cassation de contrôler, en cas de pourvoi, si ces condamnations rendaient la relégation applicable. Le mot « expressément » n'est pas synonyme d'à peine de nullité, mais il semble que le défaut de mention serait un cas de nullité.

Le juge est alors lié par ces condamnations : il ne peut écarter, par l'octroi de circonstances atténuantes, la peine complémentaire obligatoire que constitue la relégation. Il y a présomption absolue d'incorrigibilité.

CHAPITRE III

PRINCIPES ET RÉGIME DE LA RELÉGATION

SECTION I. — LES PRINCIPES POSÉS PAR LA LOI DE 1885 LE RÈGLEMENT DU 26 NOVEMBRE 1885

Les principes généraux du régime de la relégation avaient été posés par la loi elle-même, mais le règlement d'administration publique du 26 novembre 1885, en créant deux catégories de relégués : les relégués individuels et les relégués collectifs, a fait coïncider singulièrement le sort de ces derniers avec celui des forçats. Etudions, à ce sujet, tour à tour, la loi de 1885 et le règlement du 26 novembre 1885.

§ 1. *Examen des principes posés par la loi du 27 mai 1885*

Ces principes généraux se trouvent dans l'article premier « internement », et dans l'article 12 « obligation au travail à défaut de moyens d'existence dûment constatés ».

L'art. 1^{er}, § 2, soumet les relégués au cantonnement et à l'obligation au travail. Cependant, il distingue les relégués qui ont des ressources de ceux qui n'en ont pas et c'est de cette distinction que s'inspire le règlement d'administration publique, chargé d'interpréter la loi, pour créer, par le décret du 26

novembre 1885, deux sortes de relégations : la relégation individuelle et la relégation collective.

L'art. 14 de la loi du 27 mai édicte contre les relégués, en cas d'évasion, une peine d'emprisonnement de deux ans au plus, et dispose que les peines prononcées seront subies sur le territoire même de la relégation.

L'art. 7 qui décidait que les relégués restaient soumis à toutes les obligations militaires a été modifié par l'article 4, n° 3, de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée : désormais ils en sont exclus.

D'après l'art. 17, les condamnés à la relégation ne sont pas frappés d'interdiction légale. Les relégués jouissent donc de leurs droits civils, à l'exception, toutefois, de ceux dont ils sont privés par l'effet de leurs condamnations antérieures. Afin de faciliter leur relèvement et leur reclassement, le gouvernement peut leur accorder, sur les territoires de la relégation, l'exercice de tout ou partie des droits civils dont ils sont déchus.

Tels sont les principes que le législateur de 1885 a cru nécessaire d'inscrire dans le texte même de la loi pour indiquer les limites à observer dans le règlement.

§ 2. *Le règlement du 26 novembre 1885*

Le renvoi par la loi à un règlement d'administration publique du soin d'organiser le régime de la relégation fut l'objet, au Parlement et même en dehors des Chambres, des attaques les plus vives. On accusait le législateur de se décharger de son rôle le plus important et de déclinier une responsabilité que seul il devait assumer. Ces protestations n'em-

pêchèrent pas la nomination d'une commission spéciale chargée d'élaborer les projets de décrets destinés à être rendus en la forme de règlement d'administration publique.

Le *Journal Officiel* du 7 juin 1885 désigna dix-neuf membres qui, sous la présidence de M. le Ministre de l'Intérieur ou, à son défaut, du sous-secrétaire d'Etat à la Marine, rédigèrent, après discussion au Conseil d'Etat, le projet promulgué le 26 novembre 1885.

§ 3. *Lieu d'exécution de la Relégation*

La loi de 1885, votée sans aucune fixation des colonies destinées à recueillir les récidivistes, chargea le décret du 26 novembre 1885 de ce soin. Aux termes de ce décret, les relégués individuels peuvent être dirigés sur toutes les colonies et les relégués collectifs sur la Guyane, et, si les besoins l'exigent, sur la Nouvelle Calédonie.

Mais l'année suivante, en 1886, la Guyane, ayant été éprouvée par une violente épidémie, il fut décidé que l'île des Pins, en Nouvelle Calédonie, recevrait les relégués des deux catégories.

Depuis 1896, à la suite des protestations des habitants de la Nouvelle Calédonie, qui se fondaient sur les termes du décret de 1885 : « Si les besoins l'exigent... », pour réclamer la participation des autres colonies à l'exécution de cette peine, le Ministre des Colonies a décidé de ne plus envoyer de relégués à la Nouvelle Calédonie.

Un décret du 24 mars 1887, modifié par un décret du 16 janvier 1929, réserve spécialement aux relégués le pénitencier de Saint-Jean-du-Maroni.

SECTION II. — RÉGIME DE LA RELÉGATION

§ 1. *Le relégué avant son départ de la Métropole*

I) Pénitenciers et prisons

Dès que le récidiviste a été condamné à la relégation, il est transféré dans un établissement pénitentiaire afin d'y subir sa peine principale. D'après la loi de 1885, des pénitenciers spéciaux seront construits, qui renfermeront :

1° Les condamnés qui y subiront leur peine principale ;

2° Les libérés qui ne peuvent encore être relégués, parce qu'ils ont obtenu une dispense provisoire ;

3° Les libérés qui attendent le jour du départ.

Ces établissements étaient destinés à préparer à la vie coloniale les condamnés qui, le plus souvent, n'exercent aucun métier, à moins qu'ils n'en aient appris un pendant leur détention. Ils devaient être soumis au travail dans des ateliers ou des chantiers organisés, autant que possible, en vue d'un apprentissage industriel ou agricole. Ils devaient être répartis en groupes et en détachements d'ouvriers et de pionniers pour l'emploi éventuel de leur main-d'œuvre aux colonies.

L'administration, aux prises avec des difficultés budgétaires, ne put mettre ce projet à exécution. Elle s'est contentée de placer les relégués dans les établissements ordinaires et de les astreindre aux conditions de travail et de discipline arrêtées pour chaque établissement : triage des chiffons, découpage de boutons, confection de chaussons et de sacs

en toile et en papier, fabrication de galoches, de cannes et de balais.

Ils sont toutefois séparés des autres détenus non soumis à la relégation.

2) Commission de classement

Pendant que le relégué subit sa peine principale dans les prisons de la Métropole, il est soumis à l'examen d'une commission médicale. Les médecins procèdent à un examen général de sa constitution et déclarent s'il peut être envoyé en Guyane ou, au contraire, s'il doit, en raison de son état de santé, bénéficier d'une dispense provisoire ou définitive de départ.

Pendant la même période, le directeur de l'établissement pénitentiaire prépare un dossier contenant tous les renseignements sur l'identité du condamné, sur sa situation de famille et de fortune, sur ses antécédents judiciaires, sa profession, ses aptitudes, sa conduite dans les diverses prisons où il a séjourné et même sur les chances d'amendement qu'il peut présenter.

Ce dossier, ainsi composé, est soumis à la Commission de classement des récidivistes, siégeant au Ministère de la Justice qui examine les points suivants :

1° La relégation a-t-elle été légalement appliquée ?

2° Le relégué doit-il être soumis à la relégation collective ou individuelle ?

3° En cas de maladie, la dispense de départ doit-elle être provisoire ou définitive ?

Une fois ce travail terminé, les condamnés à la relégation qui sont reconnus aptes à vivre à la Guya-

ne, sont extraits, quelques jours avant l'embarquement, des établissements où ils ont purgé leur peine principale et sont centralisés au dépôt de Saint-Martin-de-Ré. Au moment de l'embarquement, il est remis à chacun d'eux un trousseau.

Les relégués individuels peuvent conserver avec eux leurs outils, leurs vêtements et leurs autres effets. Appelés, en effet, à se suffire à eux-mêmes, ils ne sauraient être privés de tout ce qui est nécessaire pour assurer leur subsistance.

§ 2. *Le relégué à la Guyane.*

A. — LA RELEGATION COLLECTIVE

I. Répression et intimidation

1) *Organisation des dépôts.*

Partant du principe que tout relégué est considéré comme n'ayant plus de peine à subir, le décret du 5 septembre 1887 décide que les dépôts d'arrivée et de préparation où seront reçus et maintenus provisoirement les relégués collectifs, seront organisés sur les territoires affectés à la relégation collective. Ces dépôts devront comprendre :

- 1° Le quartier des relégués ;
- 2° L'hôpital ;
- 3° La prison et les locaux disciplinaires ;
- 4° Les magasins ;
- 5° L'école ;
- 6° Les ateliers et chantiers.

Ainsi, les relégués seront-ils, après une période d'épreuves et d'instruction, formés à la culture ou à l'exercice d'un métier ou d'une profession.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Les choses se passent bien autrement en Guyane. Il n'a jamais existé de dépôt de préparation. Le relégué est placé, dès son arrivée, dans les ateliers, chantiers ou exploitations, et, selon son degré d'habileté, il est classé ouvrier d'art, spécialiste ou bien ne reçoit pas d'affectation.

Les écoles qui ont existé et qui existent encore n'ont été et ne sont fréquentées que par les enfants du personnel libre.

Depuis 1919, l'hôpital de la relégation a été supprimé. Les malades sont dirigés sur l'hôpital des forçats, à Saint-Laurent. Sur le territoire de la relégation, il n'existe qu'une infirmerie-ambulance de 60 lits.

2) *Régime disciplinaire.*

Le décret du 26 novembre 1885 se borne à dire que « les relégués collectifs sont justiciables, pour la répression des crimes ou délits, d'une juridiction spéciale qui sera organisée par un règlement d'administration publique ».

Cette juridiction n'a jamais existé et les relégués sont passibles des juridictions de droit commun.

Les faits disciplinairement énumérés sont limitatifs et concernent :

- 1° La détention de toute somme d'argent ou valeur quelconque ;
- 2° Les inconvenances, insolences, insultes ou menaces envers un agent ou un fonctionnaire ;
- 3° Mutinerie et rébellion ;
- 4° Larcins ;
- 5° Paresse ou mauvaise volonté au travail ;
- 6° Refus d'obéissance ou refus de travailler ;

- 7° Ivresse, coups et violences, rixe entre relégués ;
- 8° Lacération volontaire d'effets réglementaires ;
- 9° Actes d'immoralité ;
- 10° Jeux d'argent et généralement toute infraction au règlement.

Les punitions qui peuvent être infligées sont les suivantes :

- 1° Interdiction pour le relégué de se procurer par ses propres ressources un supplément de nourriture à la cantine administrative établie sur les lieux de la relégation. Cette punition ne peut dépasser un mois ;
- 2° Privation d'une partie du salaire ou même suppression de ce salaire (arrêté local du 6 mai 1938) ;
- 3° Prison de nuit ne dépassant pas un mois ;
- 4° Cellule ne dépassant pas un mois ;
- 5° Cachot ne dépassant pas 15 jours. Actuellement, la peine du cachot n'est plus appliquée ; les relégués ne sont plus mis au pain sec.

Toutes ces peines, à l'exception de l'interdiction de supplément de nourriture à la cantine qui, elle, est infligée par le commandant du pénitencier, sont prononcées par une commission disciplinaire présidée par le Commandant du pénitencier assisté de deux agents de ses services.

Après la décision du directeur de l'administration pénitentiaire, pouvoir souverain en matière de sanctions disciplinaires, un quartier disciplinaire, reçoit, pour une durée maximum de 4 mois, ceux qui se montrent par trop réfractaires au régime.

II. Amendement - Colonisation - Utilisation de la main-d'œuvre pénale

Bien qu'il parte du principe que la peine de la relégation est appliquée aux incorrigibles, le législateur de 1885, à l'instar de celui de 1854, a pensé que la présomption absolue inscrite dans la loi pourrait bien être renversée par certains récidivistes et qu'il fallait, en pareil cas, contribuer à leur relèvement moral. Il a posé le principe du travail obligatoire, institué des détachements de travailleurs relégués ou sections mobiles et admis le principe des allocations de terrains et des engagements de travail. Le relégué peut même déposer ses économies à la caisse de la transportation. A sa mort, la curatelle s'occupe de sa succession.

1) *L'organisation du travail.*

Le principe de l'obligation au travail est inscrit dans la loi de 1885 : « ...et les conditions dans lesquelles il sera pourvu à leur subsistance, avec obligation du travail à défaut de moyens d'existence dûment constatés ». Le décret du 26 novembre 1885 est plus affirmatif : « les relégués sont réunis dans des établissements où l'administration pourvoit à leur subsistance et où ils sont astreints au travail ».

Le principe de l'obligation, une fois posé, il restait à en faire l'application. Il s'agissait d'essayer d'amender les natures perverses des relégués par une occupation assez sérieuse.

L'organisation du travail a laissé et laisse encore beaucoup à désirer malgré les arrêtés locaux des 22 mai 1891, 26 avril 1905, 11 mai 1936, qui ont vainement cherché à remédier à ce fâcheux état de choses. L'exploitation des ateliers et chantiers de

l'Administration est actuellement régie par un arrêté du Gouverneur de la Guyane en date du 6 mai 1938 (J.O. de la Guyane du 14 mai 1938).

Aux termes de cet arrêté, les relégués collectifs sont soumis à l'obligation du travail pendant toute l'année ; sauf les dimanches et jours fériés, ils sont employés dans les ateliers, chantiers, exploitations agricoles et forestières des services pénitentiaires coloniaux.

Le travail est, autant que possible, exécuté à la tâche. Cette tâche est fixée par une commission composée du commandant de l'établissement, du technicien chargé des travaux, du chef du service agricole, de l'officier médecin du pénitencier et d'un surveillant principal. Lorsque le travail n'est pas exécuté à la tâche, les heures de travail sont fixées de 5 h. 30 à 11 h. 30.

Les relégués sont cantonnés sur le territoire de Saint-Jean-du-Maroni, et répondent à deux appels par jour, le premier a lieu à 5 heures, le deuxième à 18 heures. Ils sont répartis en 3 catégories :

- 1° les ouvriers d'art et spécialistes ;
- 2° les manœuvres ;
- 3° les relégués collectifs condamnés ou impotents.

La première catégorie, celle des ouvriers d'art et spécialistes, est divisée en 2 classes, la catégorie des manœuvres comprend 3 classes et celle des relégués collectifs condamnés ou impotents est constituée par le reste de l'effectif des relégués.

Les allocations journalières ou pécule vont de 0 fr. 10 à 1 fr. 40. L'Etat ne prélève rien sur elles. Mais elles peuvent être réduites ou supprimées en cas d'insuffisance de travail.

Les relégués ouvriers d'art et spécialistes ou les manœuvres peuvent obtenir tous les 6 mois du chef

des services pénitentiaires coloniaux, sur la proposition du commandant du pénitencier, un avancement en classe en raison de leur assiduité, de leur habileté et des vacances survenues dans la catégorie ou la classe supérieure.

Les rétrogradations en catégories et le renvoi à une classe inférieure sont prononcées soit pour défaut d'aptitude, soit par mesure disciplinaire.

En dehors des heures réglementaires de travail, le relégué collectif est libre de son temps. Il peut être autorisé à confectionner, pour son propre compte, de menus objets (ouvrages de vannerie, de menuiserie, bibelots, etc...), à ramasser dans la forêt des produits de cueillette et à capturer dans la brousse des petits animaux. Objets confectionnés, produits récoltés, animaux capturés sont vendus au profit du relégué et ces ressources vont grossir, à son choix, son pécule disponible ou son pécule réservé.

Tel est le nouveau régime de l'organisation du travail des relégués. Sa date récente et les difficultés de communication avec la Guyane, qui sont nées de la guerre actuelle, ne nous permettent pas de savoir si les résultats qu'on en a obtenus sont satisfaisants. Nous pouvons toutefois donner la nature des travaux exécutés par l'Administration pénitentiaire, en vertu de cet arrêté local, et le nombre des relégués qui y étaient assujettis au 1^{er} mars 1941 (statistique communiquée par les services pénitentiaires du Ministère des Colonies) :

*Travaux exécutés par l'Administration
pénitentiaire*

NATURE DES TRAVAUX	NOMBRE DE RELÉGUÉS	
	AU 1 ^{ER} MARS 1941	
Travaux de bâtiments	15	
Chantiers forestiers	69	
Exploitations agricoles, élevage	100	
Travaux de routes, chemins de fer	71	
Ateliers de chaussures, produits d'extraction	12	
Ateliers d'habillement, couchage, réparation	21	
Employés (vivres et matériel)	15	
Ateliers divers	38	
Télégraphe	2	
Service intérieur	311	
Service hospitalier	17	
Total des relégués employés à ces travaux..	671	

*2) Les détachements de travailleurs ou sections
mobiles.*

L'art. 4, § 4 du décret de 1885, décide qu'il peut être envoyé temporairement sur le territoire de diverses colonies des groupes ou détachements de relégués à titre collectif pour être employés sur les chantiers des travaux publics.

Le décret du 18 février 1888, en organisant ces groupes ou détachements appelés sections mobiles, a réglé les conditions d'admission du récidiviste à celles-ci, en tant que faveur fondée sur sa conduite, son travail et ses capacités physiques.

Un décret du 12 février 1889 créa sous le n° 1 une section mobile qui fut affectée au domaine de la « Ouamenie », en Nouvelle Calédonie ; un second décret, pris à la même date, en créa une autre sous le n° 2, qui fut affectée provisoirement — un provisoire qui dure encore — au territoire du Haut

Maroni au lieu dit « La Forestière ». Au 28 février 1941, elle comptait 55 relégués collectifs.

3) *Les allocations de terrains.*

a) Concessions agricoles et urbaines.

La loi de 1885 pose le principe de l'allocation de terrains aux relégués ; un décret du 8 mai 1899, reproduisant les dispositions du décret, du 8 janvier 1895, et complété par celui de 1901 sur le régime des concessions, a réglé la question.

Après avis de la Commission coloniale de classement, le Gouverneur de la Guyane, sur proposition du directeur de l'Administration Pénitentiaire, prononce l'envoi en concession. Celle-ci est obtenue contre paiement d'une rente annuelle et perpétuelle fixée par la décision portant l'envoi en concession sans pouvoir être inférieure à 10 fr. l'hectare, ni supérieure à 20 fr. Les concessionnaires ne sont tenus au paiement de cette rente que 2 ans après l'envoi en concession. La décision fixe également le capital de la rente variable entre 600 et 400 fr. par hectare pour une concession agricole, entre 500 et 200 fr. pour une concession urbaine.

Les concessions agricoles qui doivent comprendre une superficie de 3 à 20 hectares, sont des terres défrichées et pourvues d'une case construite par l'administration.

A côté de ces concessions agricoles, existent des concessions urbaines pour l'exploitation d'un commerce, d'une industrie ou pour l'exercice d'un métier jugé nécessaire aux besoins des concessions agricoles : charron, maçon, briquetier, peintres, etc... et même pour l'exercice des métiers n'ayant qu'un rapport lointain avec l'agriculture : tailleur d'habit, boucher, boulanger.

Chaque concessionnaire agricole obtient une première mise de fonds non renouvelable consistant en instruments aratoires (un coutelas, une hache, une pelle, une houe, deux pioches), en effets de couchage et d'habillement (un hamac garni d'une couverture de laine, un chapeau de paille, une chemise de coton). Il reçoit, en outre, une ration de vivres ou une indemnité représentative, pendant 6 mois, à compter du jour de l'installation, pour la concession agricole et pendant 3 mois, pour la concession urbaine. La gratuité des soins médicaux lui est accordée pendant un an.

Le concessionnaire provisoire qui est tenu de résider sur le terrain concédé, ne peut ni l'aliéner, ni l'hypothéquer, ni le donner à bail, mais il peut faire des actes d'administration et d'exploitation sur les biens concédés et ester en justice, s'il est autorisé par le Directeur. Il est obligé de mettre en rapport la moitié du terrain pendant la première année, et le reste pendant la seconde.

Trois cas sont prévus qui entraînent le retrait automatique des concessions.

- 1° Fait puni d'une peine criminelle ;
- 2° Evasion ou tentative d'évasion ;
- 3° Défaut de paiement de la rente dans les 6 mois de son échéance.

Ce retrait n'est que facultatif en cas :

- 1° de condamnation à une peine correctionnelle ;
- 2° d'inconduite ;
- 3° de mise en location ou de défaut de culture du terrain concédé.

Le retrait de la concession est prononcé par le Gouverneur, il emporte privation des effets et des outils. Aucune indemnité n'est due au concession-

naire, même si ce dernier a édifié des constructions sur le terrain concédé, si ce terrain a acquis une plus-value ; toutefois, il lui est laissé la valeur des fruits pendant par branches ou par racines.

Les créances antérieures, sauf les frais de justice, n'ouvrent pas d'action sur les biens concédés ou sur leurs fruits. La veuve succède pour moitié s'il y a des enfants ou descendants habitant également la colonie. Sinon, elle succède à tout. A défaut, ce sont les frères et sœurs ou leurs descendants ; à défaut enfin, la concession retombe dans le domaine pénitenciaire de l'Etat. La femme transportée, mariée, n'a besoin d'aucune autorisation pour administrer ou exploiter sa succession : elle peut même la vendre ou l'hypothéquer sans autorisation si la propriété de la concession est définitive.

La propriété de la concession devient définitive à l'expiration d'un délai de sept ans, à compter du jour de la décision d'envoi provisoire. Le dépôt de garantie de 100 fr. est remboursé dans le mois qui suit l'époque où la concession devient définitive. On établit un acte de propriété. Alors même que la concession est devenue définitive, la déchéance peut en être prononcée pour défaut de paiement de la rente, mais le concessionnaire peut se libérer de ce paiement en versant le capital.

Mais à côté de ce régime de droit commun créé par le décret de 1899, il existe, en vertu d'un arrêté ministériel du 12 juillet 1919, un système de concessions provisoires qui, au point de vue de concessions de terrains, est un régime intermédiaire au régime collectif et au régime individuel de la relégation.

b) Les concessions provisoires.

Des lots de terrains exclusivement réservés à la culture et à l'élevage et dépendant du territoire affecté à la relégation sont distribués :

- 1° à des relégués collectifs de bonne conduite ;
- 2° à des relégués individuels qui ont dû réintégrer le pénitencier, parce qu'ils ne pouvaient subvenir à leur subsistance.

Ces lots, précise l'arrêté, ne sont accordés qu'à titre provisoire et gratuitement. La demande est transmise par le Commandant du pénitencier au directeur de l'Administration pénitentiaire, seul compétent pour accorder la concession.

Chaque lot, dont la superficie ne peut être inférieure à 6 ares, mais qui reste susceptible d'agrandissement pour toutes raisons plausibles, est livré complètement défriché et prêt à être mis en culture.

Il est accordé, à titre gratuit, des instruments aratoires. Ces concessionnaires bâtarde n'en restent pas moins soumis à l'obligation de travail dans les chantiers et ateliers de l'administration pénitentiaire. Dès lors, ils conservent le droit à l'habillement, à la nourriture et aux soins, le tout aux frais de l'Etat.

Mais dans les cas où les produits de l'exploitation permettent à ces concessionnaires de pourvoir à leur subsistance, ils peuvent renoncer aux vivres, et, ainsi, se dégager de l'obligation de travail.

4) Les engagements de travail.

L'art. 36 du décret de 1885 stipule que « les relégués placés dans les dépôts de préparation peuvent recevoir du dehors des offres d'occupation et

d'emploi et justifier d'engagements de travail ou de service pour être autorisés à quitter l'établissement ».

Le bénéfice de l'engagement au travail est réservé aux hommes de bonne conduite ; il importe que la bonne conduite et l'assiduité au travail se voient affirmées pendant 6 mois au moins.

Les offres d'emploi sont adressées par les particuliers au directeur de l'administration pénitentiaire qui approuve les contrats et en surveille l'exécution.

Le salaire dû est de 2 fr. 50 par jour, dont 0 fr. 50 pour l'Etat, 1 fr. pour le pécule réserve, et 1 fr. pour le pécule disponible.

L'employeur doit verser un cautionnement de 50 fr. par homme. Il est tenu de donner des soins médicaux à l'engagé, de le loger, le nourrir, le vêtir et surtout de mettre à sa disposition une couchette individuelle, une moustiquaire, une dose journalière de 25 centigrammes de quinine.

5) *La Caisse de transportation.*

Le relégué a la possibilité de déposer des économies à une caisse. Celle-ci reçoit les sommes appartenant aux transportés de toutes les catégories. Ce dépôt n'est pas productif d'intérêts, il est conservé jusqu'au moment de sa restitution.

Aux termes de l'arrêté local du 29 mars 1938 portant réglementation du pécule des relégués collectifs, en application du décret du 16 octobre 1937, ce pécule se divise en 2 parties : le pécule disponible et le pécule réservé.

Les sommes acquises par les condamnés en concession, en raison de leur travail, sont versées

pour les $\frac{3}{4}$ au pécule réservé. Le condamné peut faire des versements au réservé à n'importe quel moment.

6) *La curatelle des successions.*

Le décret du 4 septembre 1899, applicable aux relégués et aux forçats, prévoit la curatelle d'office des successions et biens vacants des condamnés. Le caissier de la transportation remplit les fonctions de curateur.

Le sort des relégués collectifs ressemble singulièrement à celui des forçats, disions-nous plus haut ; cependant, de légères différences subsistent entre le régime des travaux forcés et celui de la relégation collective :

1° Les relégués collectifs sont séparés des forçats (leur pénitencier est situé à Saint-Jean-du-Maroni) et travaillent sur des chantiers spéciaux ;

2° Ils n'exécutent pas obligatoirement des travaux pénibles, on peut les employer, contre rémunération, à des travaux de défrichement et de culture ;

3° Pour les infractions à la loi pénale et pour le délit d'évasion prévu par l'article 14 de la loi du 27 mai 1885, relégués collectifs et relégués individuels relèvent non pas comme les forçats, du tribunal maritime de Cayenne, mais des juridictions de droit commun de la Guyane.

Un décret du 31 mars 1936 a cependant apporté une modification aux règles ordinaires de procédure. Il précise que, dorénavant, en cas d'appel d'une décision de justice de paix à compétence étendue statuant sur une infraction commise par un relégué, l'affaire sera jugée sur pièces par le tribunal supérieur. Toutefois, le délit d'injure à

magistrat reste soumis aux règles de procédure ordinaire.

Un décret du 19 mars 1937, atténuant la rigueur de cette règle, autorise, le cas échéant, l'audition des témoins et du prévenu sur commission rogatoire, il permet aussi d'ordonner, si besoin est, la comparution du relégué appelant..

4° En cas de bonne conduite, ils peuvent, à un moment quelconque de leur peine, bénéficier de l'assignation individuelle et de concession de terrains.

B. — LA RELÉGATION INDIVIDUELLE

Aux termes de l'article 2 du décret du 26 novembre 1885, « la relégation individuelle consiste « dans l'internement en telle colonie ou possession « française déterminée des relégués admis à y résider en état de liberté, à la charge de se conformer aux mesures d'ordre et de surveillance.

« Sont admis à la relégation individuelle, après « examen de leur conduite, les relégables qui justifient de moyens honorables d'existence, notamment par l'exercice de professions ou de métiers, « ceux qui sont reconnus aptes à recevoir des concessions de terre, et ceux qui sont autorisés à contracter des engagements de travail ou de service « pour le compte de l'Etat, des colonies ou des particuliers. »

Le relégué individuel, comme le relégué collectif, est banni de son pays, mais à la différence de celui-ci, et sous certaines réserves, il vit à sa guise, en liberté dans la colonie qui lui est assignée (en pratique la Guyane). Sa condition rappelle celle du forçat libéré soumis au doubleage.

Au point de vue des formalités à remplir pour

l'admission à la relégation individuelle, les condamnés peuvent être répartis en deux catégories :

1° Ceux qui ont obtenu, avant leur départ de la Métropole, la relégation individuelle ;

2° Ceux qui ne bénéficient de cette faveur qu'après avoir connu la relégation collective.

Les premiers sont proposés par la commission de classement siégeant au Ministère de la Justice. Pour les relégués de la deuxième catégorie, la demande est transmise au Ministre des Colonies, après avis du Gouverneur et du conseil de santé de la Guyane et sur proposition de la Commission coloniale de classement.

Le relégué individuel est entièrement libre dans la colonie, il choisit la profession qui lui convient, et peut contracter, de son propre chef, un engagement chez les particuliers ; l'administration n'a, vis-à-vis de lui, qu'un simple droit de surveillance. Il peut, également sur sa demande, être employé temporairement dans les exploitations, ateliers ou chantiers affectés à la relégation collective, où il n'est admis toutefois qu'après avis de la commission coloniale de classement. Il est, dès lors, soumis aux règlements disciplinaires de ces établissements.

Dans ce cas, le relégué reçoit un salaire dont le minimum est fixé à 2 fr. et le maximum à 3 fr. 50 par journée de travail. Ce salaire peut s'accroître par fractions de 25 centimes ; il peut être également réduit par mesure disciplinaire.

Le relégué ne reçoit de l'Administration que le logement, il doit lui-même subvenir à tous ses autres besoins (nourriture, couchage et habillement).

S'inspirant des données de l'expérience, le pou-

voir exécutif a prescrit deux mesures de surveillance.

La première est celle des « appels » (un ou deux par an auxquels sont soumis les relégués individuels). La date en est fixée par un arrêté local. Ils ont un délai d'un mois pour y répondre. Lors de troubles ou d'évasions collectives des pénitenciers, le gouverneur de la colonie peut faire procéder à des appels généraux ou partiels.

L'appel est aussi utilisé par l'administration locale aux fins de dépistage de certaines maladies contagieuses. Ainsi, un arrêté du gouverneur de la Guyane en date du 8 août 1935 (J.O. de la Guyane du 10 août 1935) ordonne-t-il qu'après avoir répondu à l'appel, les relégués et libérés soient conduits auprès d'un spécialiste bactériologiste ayant pour mission de déceler les cas de lèpre et de tuberculose et de les traiter.

La seconde mesure est relative au « livret ». Chaque relégué possède un livret qui mentionne son état civil, son identité, son casier judiciaire, et contient la liste des lieux dont le séjour lui est interdit.

Ce livret est destiné à l'inscription de ses réponses aux appels, au contrôle de ses moyens d'existence et de ses résidences successives. Cette mesure a surtout pour but de réprimer le vagabondage si fréquent parmi les libérés. A cet effet, le livret doit être présenté à toute réquisition des officiers de la police judiciaire ou des agents de l'administration pénitentiaire et visé deux fois par an, sauf dispense du gouverneur de la colonie. Son titulaire est, en outre, tenu de le faire viser par l'autorité compétente dans les 3 jours de son arrivée dans la localité qu'il a choisie ou dans les 3 jours précédant son départ.

Il peut être interdit aux relégués individuels de circuler dans les villes de Cayenne, de Saint-Laurent et de Saint-Jean, sauf urgence justifiée, entre 24 heures et 5 heures.

Enfin, un arrêté du gouverneur peut interdire à certains relégués l'exercice de certaines professions déterminées.

Au 1^{er} mars 1941, le nombre des relégués individuels travaillant pour leur compte personnel, était de 331.

Le bénéfice de la relégation individuelle peut être retiré au récidiviste :

1^o En cas de nouvelle condamnation pour crime ou délit ;

2^o Pour inconduite notoire ;

3^o Pour violation des mesures d'ordre et de surveillance ;

4^o Pour rupture volontaire et non justifiée de son engagement ;

5^o Pour abandon de sa concession.

Le retrait est prononcé par le Ministre des Colonies, sur la proposition du Gouverneur, après avis de la commission coloniale de classement.

DEUXIÈME PARTIE

Critique de la peine de la Relégation.

Projets de Réforme

Après avoir exposé l'évolution historique et les principes actuels de la relégation nous devons, pour être complets, développer les critiques que nous suggère cette peine avant de parler des réformes qui, à notre avis, s'imposent.

Les critiques que l'on a formulées contre la peine des travaux forcés et les conditions d'existence imposées aux libérés assujettis au doublage ou à la résidence perpétuelle avant la suppression du bagne par le décret-loi du 18 juin 1938 peuvent être reprises pour le compte des relégués à quelque catégorie qu'ils appartiennent.

D'ailleurs, ne nous y trompons pas. Tout au long du projet soumis à l'examen de la Chambre des Députés en 1882 il était question de « transportation à vie » des récidivistes. Mais cette appellation dut être abandonnée après les critiques de certains parlementaires. On adopta le mot de relégation parce qu'il ne paraissait soulever aucune objection, « qu'il préviendrait toute confusion, toute « assimilation fâcheuse du régime de ces libérés « expatriés avec celui des condamnés à mort qui « ont échappé à l'échafaud, des être châtiés à perpétuité qu'on ne laisse sortir qu'en les entraînant « pour ainsi dire à la porte du bagne... qu'il laisserait le champ libre aux amendements, aux innovations » (1).

En fin de compte, le projet adopta une appellation, créa une pénalité. Quel serait le régime de cette pénalité ? Rien n'est dévoilé du caractère de la nouvelle peine, on ne s'en est pas préoccupé au Par-

(1) 2^e Rapport supplémentaire de M. Gerville-Réache, le 16 juin 1883 (Annales J.O., 7 juillet, n^o 2002, p. 957).

lement, on laissa à des règlements d'administration publique le soin de déterminer toutes les mesures nécessaires à son exécution.

Nous avons vu ce qui en est résulté : les relégués collectifs ont un régime semblable à celui des forçats en cours de peine, les relégués individuels sont soumis à des mesures de surveillance et vont grossir le lot déjà impressionnant des indésirables envoyés en Guyane.

Placés tous dans la même situation matérielle et dans le même climat moral qu'ils soient susceptibles ou non d'amendement, ils sont également voués au même enlissement inéluctable et la disposition qui stipule que le relégué pourra introduire, à partir de la sixième année de son internement une demande tendant à le faire relever de cette peine et à lui permettre, si sa conduite a été bonne, de regagner la Métropole est demeurée à peu près lettre morte.

Malgré la suppression de l'exécution de la peine des travaux forcés aux colonies, les inconvénients des peines coloniales subsistent puisque la relégation n'a pas été abolie. Le rapport fait à la Chambre le 20 juin 1937 par M. Monnerville, au nom de la commission législative civile et criminelle, proposait d'adopter un projet comportant deux parties : la première relative à la réforme de la peine des travaux forcés, la deuxième créant l'internement de sécurité destiné à remplacer la relégation. Le gouvernement, dans le décret-loi du 17 juin 1938, n'en a promulgué que la première partie. L'envoi aux colonies des condamnés à la relégation est actuellement suspendu ; sans doute reprendra-t-il dès que la paix sera rétablie et que les convois pourront circuler librement.

La Guyane continuera vraisemblablement à

être le théâtre des convulsions du vice et de la misère. Les peines coloniales ne sont pas complètement supprimées et le bagne ne doit disparaître que par extinction. Avant que les derniers fonctionnaires affectés à la surveillance des pénitenciers ne soient rappelés par le Gouvernement, comme ce fut le cas il y a peu de temps, en Nouvelle Calédonie, les forçats, les libérés, les relégués continueront à mener là-bas leur existence de misérables et de vagabonds. Ils s'évaderont comme auparavant et leurs évasions ne laisseront pas de nuire au prestige français dans les pays étrangers où ils se seront réfugiés.

On s'était fait au sujet de la relégation, des illusions de même nature que celles dont on s'était bercé pour la peine des travaux forcés. Elles ont été détruites. Dans ces conditions les peines coloniales appelleront encore les critiques qu'elles ont déjà suscitées. Il n'est donc pas inutile de rappeler que la peine de la relégation, comme celle des travaux forcés, a abouti à une triple et retentissante faillite : faillite du point de vue pénal, faillite du point de vue colonial, faillite du point de vue international.

Il est aussi, dans la loi sur la relégation un vice, celui de l'automatisme, que nous ne saurions trop souligner.

Il y a, parmi les relégués, des condamnés pour des fautes graves et réitérées au sujet desquels aucun espoir de redressement ne semble pouvoir être caressé ; mais il se trouve aussi des individus condamnés à la relégation pour n'avoir commis que des délits médiocres mais répétés. Ces derniers sont, avant tout, des tarés mentaux manifestement malades. Il est immoral d'obliger le juge à les soumettre à une peine purement et simplement éliminatrice.

L'automatisme de la loi de 1885 ne correspond

pas aux progrès réalisés par notre droit. Comme le faisait ressortir M. Hugueney au Congrès de Bruxelles, en 1926 : « A la devise ancienne et brutale — la défense sociale par l'intimidation — la « législation pénale française du xx^e siècle a tendu « à substituer la méthode nouvelle plus nuancée : « la défense sociale par l'individualisation des « moyens de répression et, si possible, de prévention ».

Cette méthode, le juge doit l'ignorer lorsqu'il a en face de lui un relégable : il ne peut pas tenir compte des chances d'amendement qu'offre ce prévenu, ni des circonstances atténuantes dont on pourrait le faire bénéficier. La peine qui punit le délit devra être assortie d'une dégradation morale encore plus grande. La relégation, condamnation *sine die* à la dégénérescence, sera uniquement prononcée pour mettre le coupable dans l'impossibilité matérielle de nuire à la sécurité de la société métropolitaine. C'est l'envoi à la Guyane, dans un climat que le relégué, véritable ruine humaine à la suite d'une vie aventureuse et de long séjour de détention, ne supporte pas toujours avantageusement.

Ces fâcheux résultats pourraient être facilement évités en inscrivant dans la loi le principe de l'individualisation. Il nous semble que l'automatisme de la loi du 27 mai 1885 est une erreur, un anachronisme ; nous pouvons même dire qu'elle constitue, de nos jours, une hérésie juridique.

Après avoir parlé du fonctionnement pratique de la relégation nous exposerons les griefs qu'on peut articuler contre le principe de l'automatisme, nous montrerons à quels résultats malheureux on a abouti et nous ne manquerons pas de souligner la triple faillite de la loi de 1885 : faillite morale, faillite coloniale, faillite internationale.

CHAPITRE PREMIER

FONCTIONNEMENT DE LA RELÉGATION

(1886-1941)

Il ne suffit pas d'exposer les principes de la relégation encore faut-il en montrer le fonctionnement pratique. En nous livrant à cette étude, nous avons jugé bon d'analyser purement et simplement les statistiques de l'Administration guyanaise que le bureau des questions judiciaires et pénitentiaires du Ministère des Colonies a bien voulu nous communiquer. Les chiffres plus que les mots, révéleront nettement le mécanisme réel de l'institution. Toutefois nous nous réservons le droit de les assortir de commentaires appropriés et de les compléter par des développements si la nécessité s'en fait sentir.

SECTION I. — EFFECTIF DES RELÉGUÉS

D'après la dernière statistique mensuelle, état n° 1 parvenue en France, le nombre des individus relégués à la Guyane depuis 1885 s'établissait comme suit au 1^{er} mars 1941 :

Relégués venant de France	14.491.»
» » d'Algérie	456.»
» » des Colonies	949.»
» » des travaux forcés..	1.422.»

Total 17.318.»

La Guyane a donc reçu plus de 17.000 récidivistes venus des divers horizons français. Les criminels métropolitains occupent plus des trois quarts du contingent. Il serait curieux d'établir à ce sujet, un parallèle entre la criminalité métropolitaine et la criminalité coloniale. Si l'on songe que les colonies françaises comptent plus de 60 millions d'habitants, on peut dire que les récidivistes pullulent sur le territoire de la France continentale. Mais il ne faut pas oublier que la législation du 27 mai 1885 n'est pas toujours appliquée dans toutes les colonies et que les récidivistes indochinois notamment, ne sont plus transportés à la Guyane depuis de nombreuses années : ils purgent leur peine dans leur propre pays.

§ 1. *Mouvement de l'effectif détaillé des relégués collectifs et individuels*

Du total de 17.318 relégués il faut déduire les chiffres suivants :

Relégués ayant obtenu remise de la relégation par	
décision présidentielle	28
» décédés	10.355
» rapatriés par suite de cassation de jugement	3
» évadés non réintégrés	2.695
» dont la peine a été prescrite	165
» graciés par fausse application de la loi	4
» matriculés deux fois	2
» en vertu de la loi du 30 juin 1854	1
» ayant obtenu remise de la relégation en	
vertu du décret du 9 juillet 1892	1.737
» graciés de la relégation	3
» relevés de la relégation par amnistie	82
» passés aux travaux forcés	159
» dont le régime a été commué	2
» rayés des contrôles par D.M. 631 du 5-12-32	200
	15.436
Reste au 1 ^{er} mars 1941	1.882

De ce long relevé il ressort :

1) Que le nombre des relégués évadés et non repris s'élève à 2.860 ; 1 sur 6 arrive à recouvrer la liberté entière sans qu'il puisse être ramené au pénitencier de St-Jean, soit qu'on l'ait perdu de vue, soit qu'il ait prescrit sa peine.

Les évasions définitives constatées parmi les relégués atteignent un nombre effrayant ; quant aux évasions temporaires elles sont fréquentes. Le territoire affecté à la relégation collective est vaste ; pour peu que le relégué, subitement pris d'une crise déambulatoire, se trouve éloigné des cantonnements à l'heure des rassemblements et n'ait pas répondu à un appel de la journée il est immédiatement présumé évadé. Son évasion est un délit spécial puisqu'il peut être constaté dans deux cas :

- a) abandon du territoire affecté à la relégation,
- b) absence de 12 heures du chantier ou du camp.

Dans ces conditions, il n'est pas de relégué qui n'ait à son actif au moins une évasion. Le nombre des relégués disparus et réintégrés ensuite pendant le seul mois de février 1941 s'élève à plus de 100. En dehors des 15 évadés du mois non réintégrés dans le mois même, on constate que ce que les règlements appellent évasion n'est, somme toute, qu'escapade ou fugue de 4 ou 5 jours, voire de quelques heures comme c'est le cas du condamné A.... B... n° 16.018 qui, absent le 17 février au matin, a répondu à l'appel du soir.

Quoiqu'il en soit la fréquence des évasions reste à peine croyable. Une évasion de 12 heures des ateliers où est employé un condamné ne se conçoit pas dans les prisons métropolitaines. Cela prouve

que la surveillance et la discipline auxquelles sont soumis les transportés sont insuffisantes et mauvaises.

2) Que les condamnés relevés de la relégation collective par le tribunal, en conformité du décret du 9 juillet 1892 sur les formes et les conditions de leur demande, atteignent la proportion de 1 sur 10 environ.

Mais il ne faut pas perdre de vue que tout relégué, justifiant de moyens d'existence suffisants et se conduisant bien, peut bénéficier de la remise et que, d'autre part, un grand nombre de condamnés relevés de leur peine sont, par la suite, reconduits à St-Jean-du-Maroni et soumis à la relégation collective pour inconduite. Le cas s'est présenté pour 2 d'entre eux pendant le mois de février 1941.

3) Que les relégués vont augmenter le contingent des forçats. Le nombre de 159 n'est pas négligeable.

4) Que la mortalité parmi les relégués tant collectifs qu'individuels reste encore impressionnante ; de plus le nombre des malades est important puisqu'il s'est élevé à 279 pendant le mois de février 1941, soit 1 sur 6.

§ 2. *Nombre de relégués ayant obtenu
des concessions : 1368*

Le chiffre de 1368 représente une proportion de 1 sur 12 environ. Mais la plupart de ces concessions ont dû être retirées aux bénéficiaires pour défaut d'entretien. Au 1^{er} mars 1941 il en restait tout juste 5 qui périclitent d'ailleurs. Les relégués y tiennent néanmoins, ils s'en occupent tant soit peu

car cela leur permet de jouir d'une certaine liberté et d'éviter l'atmosphère du camp.

§ 3. *Admission à la relégation individuelle* : 2301

A première vue, il semble que la proportion de 1 sur 7 des relégués collectifs bénéficiant de la relégation individuelle prouve un amendement certain. Mais, en réalité plus des 2/3 tiers du contingent regagnent le territoire affecté à la relégation collective à cause précisément de leur mauvaise conduite, de telle sorte que sur plus de 17.000 relégués en Guyane, on en compte à peine 350 qui soient passés à la relégation individuelle à titre définitif. Ce chiffre n'a jamais été dépassé ; au 1^{er} mars 1941 on comptait exactement 331 relégués travaillant pour leur compte personnel.

§ 4. *Peines encourues par les relégués à la Guyane*

Travaux forcés	159
Réclusion	103
Emprisonnement	15.535
Total	15.797

Le total des relégués s'élève à 17.318, celui des condamnations atteint 15.797. Les sanctions pleuvent là-bas ; au 1^{er} février 1914 on comptait 72 relégués punis de cellule ou de quartier disciplinaire, au 1^{er} mars, 28 jours après, leur nombre était passé à 306 : il avait plus que quadruplé !

§ 5. *Mariages des relégués jusqu'en 1907 : 13*

On sera peut-être surpris de trouver ce paragraphe dans l'étude du fonctionnement de la relégation puisque cette peine n'est plus appliquée aux femmes depuis la loi du 19 juillet 1907. Ce n'est pourtant pas à titre de curiosité purement historique que nous considérons cet aspect des statistiques pénitenciaires coloniales.

Le nombre des femmes reléguées a atteint 517, près de 340 d'entre elles, c'est-à-dire les 2/3 du contingent total se sont mariées, mais elles se sont bien gardé dans une très large proportion, d'unir leur vie à celle des hommes de leur catégorie pénale. Elles préférèrent se marier avec des forçats libérés. Envisagée sous cet angle, la valeur du relégué est singulière et se passe de commentaires.

SECTION II. — SITUATION DES RELÉGUÉS

Si nous considérons les travaux de la Commission de classement siégeant au Ministère de la Justice, nous trouvons d'intéressants renseignements sur la situation des individus qui ont été soumis à son examen, pendant les périodes décennales de 1885-1895 et de 1900-1910.

§ 1. 1885-1895

1° Age des relégués.

L'âge est relevé à l'expiration de la peine principale. De 1885 à 1895 l'âge moyen des relégués n'a pas cessé de décroître d'une manière sensible ; de 40 ans en 1886, 37 ans et 10 mois en 1890, il est

tombé à 35 ans en 1895. Cet abaissement progressif est normal, il était à prévoir après les premières années qui ont suivi l'application de la loi ; les anciens récidivistes, vieillis en prison, disparaissent au fur et à mesure.

Mais est-ce à 35 ans, l'organisme usé par toute une série d'excès et de séjour en prison qu'un homme est appelé à devenir un pionnier de la colonisation ?

2° Situation de famille, degré d'instruction.

Les relégués sont célibataires pour la plupart ; le nombre de ceux-ci est passé de 75 à 81 %. Le chiffre des illettrés est relativement important : 31 % en 1887, 26 % en 1890, 19 % en 1895.

3° Profession.

La Commission de classement n'a pas pu établir d'une façon certaine le relevé des professions des relégués ; les dossiers ne portent, en effet, que les professions indiquées par les condamnés eux-mêmes, ou il résulte des vérifications faites que, dans la majorité des cas, ces professions ont été abandonnées depuis longtemps ou n'ont pas été pratiquées dans les prisons.

4° Faits qui ont entraîné la relégation.

Au début le vol et le vagabondage sont les délits qui ont motivé la plus grande partie des condamnations. Le vagabondage a diminué d'année en année ; par contre le vol et le crime n'ont pas cessé d'augmenter.

Vagabondage		Vol	
—		—	
1886.....	31 %	1886.....	56 %
1900.....	13 %	1890.....	67 %
1894.....	6½ %	1892.....	71 %
1895.....	10 %	1895.....	66 %

Crime. — Les condamnations pour crime, suivies de relégation, ont vu leur nombre s'accroître durant cette période. De 1886 à 1890 nous trouvons quelques cas isolés ; mais depuis 1890 une augmentation sensible s'est produite :

1891.....	4 %
1892.....	8 %
1895.....	10 %

§ 2. 1900-1910

1° Age des relégués.

Sur un contingent de 356 relégués l'âge relevé s'établit comme suit :

	1901-1905	1906-1910
De 21 à 25 ans.....	13,7 %	14,2 %
De 26 à 30 ans.....	24,4 %	24,9 %
De 31 à 40 ans.....	37,4 %	36,6 %
De 41 à 50 ans.....	17,6 %	15,9 %
De 51 à 60 ans.....	6,6 %	5,4 %

2° Situation de famille, degré d'instruction.

Pour la période 1901 à 1905 la moyenne des célibataires atteint 81,5 %, de 1906 à 1910 cette moyenne s'est élevée à 84,9 % ; en 1911 elle est de 84 %.

On peut donc dire que le nombre des relégués célibataires a tendance à s'accroître. Cela s'explique par la crise du mariage qui avait déjà commencé à sévir en France dès cette époque.

La catégorie des relégués complètement illettrés atteint 27,8 % pour 1901-1905, et 20 % pour 1906-1910 ; celle des relégués sachant seulement lire et écrire est respectivement 65,3 % et 63,3 %. Les condamnés qui sont pourvus d'une instruction

élémentaire représentent des proportions de 6,8 % et de 14,6 %.

Il est bon de souligner que le nombre des illettrés va en augmentant malgré la création, depuis près de 30 ans, de l'école primaire, laïque, gratuite et obligatoire.

3° Faits qui ont entraîné la relégation.

Le vol sous ses différentes formes tient la première place de cette rubrique. La moyenne est de 82 % pour 1901-1906 et 77,8 % pour 1906-1910. Après viennent les condamnations pour crimes : 9,6 % et 10,3 %.

On peut affirmer que les relégués se présentent presque toujours sous le même aspect. D'ailleurs le nombre des récidivistes dirigés annuellement sur la Guyane est à peu près invariable.

Somme toute, le législateur de 1885 a atteint, avec la relégation plus encore qu'avec les travaux forcés, l'un des buts qu'il poursuivait. Cette peine débarrasse bien la métropole de ceux dont la présence est jugée dangereuse pour sa sécurité mais elle est, pour la Guyane, un accablant fardeau car les relégués et les forçats libérés terrorisent littéralement la population civile des honnêtes gens et constituent les piliers des tribunaux de droit commun dont le budget local fait les frais. Après tout, les Guyanais ne peuvent-ils pas reprocher à la France, avec juste raison, d'avoir fait de leur pays un réceptacle de déchets sociaux ?

Il ne nous est pas possible de publier les statistiques concernant la situation des relégués depuis la guerre de 1914-1918.

Certains dossiers du Ministère de la Justice — dont ceux des peines coloniales — ont été chargés sur des camions pendant le douloureux exode de

juin 1940 et toutes les recherches faites depuis pour les retrouver sont restées vaines.

La constance de la criminalité en France, le nombre peu variable des relégués expédiés annuellement en Guyane, le milieu dans lequel ils se recrutent, nous permettent d'avancer, sans crainte de nous tromper, que les changements dans la situation des récidivistes sont peu sensibles et qu'on peut augurer de l'avenir — 1910 à nos jours — en se référant au passé.

CHAPITRE II

LES ERREURS DE L'AUTOMATISME

SECTION I. — LES VICES DU PRINCIPE

Une loi ne peut être efficace, durable et prendre place avec honneur dans les codes qu'à la condition d'être en accord avec les principes qui doivent dominer le droit pénal de tous les peuples qui se prétendent civilisés. De tous ces principes celui qui s'en dégage avec le plus de netteté c'est celui de l'individualisation de la peine.

Il y a la définition des faits qui tombent sous l'application de la loi ; mais il faut faire la part du juge. Celui-ci doit avoir entre les mains une échelle mobile qui lui permette de proportionner toujours l'application de la loi, à la gravité de la faute commise et surtout à la nature du délinquant. Tout prévenu, tout coupable doit être jugé et toute loi qui méconnaît ce principe essentiel de droit pénal mérite d'être traitée, à juste titre, de loi draconienne.

La loi de 1885 est donc une loi draconienne puisqu'elle pose un principe diamétralement opposé à celui que nous venons d'énoncer : le juge est tenu de prononcer la relégation une fois que les conditions exigées sont remplies. Elle prête le flanc à la critique. Comment pourrait-elle porter des fruits puisqu'elle est frappée de stérilité dans son principe même ? Elle ne laisse pas au juge le soin de

discerner les incorrigibles des amendables. Lorsqu'un homme est passible de la relégation elle l'abandonne. Les anciens, au contraire, croyaient au repentir de tous les coupables et ils avaient créé pour cela, la réhabilitation. Ils avaient compris, qu'on ne doit plus s'en tenir à cette conception de « l'île escarpée et sans bords », inventée par Boileau dans sa géographie morale, que l'on doit tendre la main à l'homme qui se repent et ne jamais l'abandonner une fois qu'il a expié son crime.

Toutes les peines, qu'elles soient principales ou accessoires, sont aujourd'hui soumises à l'appréciation du jury et du juge correctionnel. Pourquoi vouloir que la relégation, peine accessoire, échappe à ce principe ? Pourquoi la soustraire au principe général posé par la loi de 1832 dans l'article 463 du Code Pénal sur les circonstances atténuantes ?

Le législateur de 1885 n'ignorait pas l'existence de cet article qui laisse au juge, dans tous les cas, la faculté, par l'admission des circonstances atténuantes, de modifier la peine. Cette faculté d'appréciation est le fond même de notre législation pénale; elle est précieuse, car, sans elle, nos lois feraient passer sous le même niveau les coupables de circonstance et les malfaiteurs endurcis, le malheureux entraîné par un excès de passion et le misérable qui se fait du crime un jeu et du mal un métier. Si le législateur recherchait un pareil résultat il n'avait qu'à remanier du coup tout notre Code Pénal.

Or, les juges ordinaires continuent à avoir, pour tout le reste, la faculté de se mouvoir sur l'échelle des peines et, dans le plus grand nombre de cas, les hommes visés par la loi relèvent du tribunal correctionnel.

La situation des criminels n'est jamais identique. Pour observer les règles d'une bonne justice il

faut que le juge ou le juré puisse les apprécier dans la salle de ses délibérations avant de prononcer une peine considérable comme la relégation contre un homme, même dégradé auquel elle fait perdre le sol natal, la famille et souvent l'existence dans un climat qu'il ne peut pas toujours supporter. Le magistrat qui a à se prononcer devrait pouvoir dire, par délibération spéciale, exceptionnelle et motivée s'il y a lieu ou non à relégation. Il y a beaucoup de récidivistes qui sont, après tout des hommes comme les autres condamnés et tant qu'ils offrent quelque chance de retour au bien on ne peut les frapper d'une peine définitive et perpétuelle.

Il faut bien reconnaître qu'il y a deux catégories de récidivistes : les incorrigibles et les amendables. Il n'est pas possible d'appliquer à tous, d'une façon implacable, une peine identique. C'est une monstruosité que consacre la loi de 1885. Pas un de ses articles qui fasse cette distinction ; qu'il s'agisse des grands et des petits récidivistes celui qui totalise un certain nombre de condamnations est rejeté, sans espoir de retour, dans une colonie pour y subir la peine la plus terrible qui existe dans notre code après la peine de mort puisque dans l'échelle des peines, les peines coloniales occupent le deuxième rang. Ainsi, sans laisser au juge la faculté d'appréciation de ces circonstances, envoie-t-on parfois à la « guillotine sèche » un individu qui garde encore quelques sentiments honnêtes et n'est pas un irrémédiable malfaiteur. Une telle disposition révolte toutes les notions de justice et d'équité.

Certes, il est juste de faire prévaloir le principe que la société menacée dans sa sécurité par un être pervers, a le droit de le mettre hors d'état de nuire, seulement ce principe doit être dépouillé de ce qu'il pourrait avoir de trop absolu. Une règle

convenable ne semble pouvoir être posée qu'en faisant appel au pouvoir discrétionnaire du juge.

La matière du délit a des nuances infinies. L'âge, la nature du délit ou du crime, les circonstances dans lesquelles il a été perpétré, la situation antérieure de l'agent, le milieu dans lequel il a vécu, les passions auxquelles il a obéi, les vices d'origine qui ont pu le dominer, sont autant de raisons pour modifier singulièrement les appréciations sur la moralité du récidiviste. Il y a une grande difficulté de poser une règle fixe pour déterminer la récidive qui donne lieu à la relégation. Le point à saisir, c'est la situation où il sera suffisamment démontré que le malfaiteur est devenu incorrigible et que sa présence fait naître un péril dont la société a le droit de se préserver. Mais ce point ne se dénonce pas d'une manière certaine par une ou plusieurs condamnations séparées par un grand intervalle de temps. S'il n'y a pas eu de similitude dans les délits, si le dernier délit a été beaucoup moins grave que le premier ou les précédents, si des circonstances vraiment atténuantes l'ont caractérisé, comment dire que les récidives, dans de telles conditions, dénoncent un pervers contre lequel ne suffira plus la peine ordinaire et dont la société n'aura plus qu'à se garer par la relégation ?

Le juge seul peut apprécier si la récidive, selon les circonstances, doit entraîner une conséquence de cette gravité. Sa décision ne doit être, à cet égard, que facultative. On ne peut frapper un homme en vertu d'une formule. Il faut juger le prévenu, non sur certains faits pris isolément, mais sur l'ensemble des actes de sa vie. Au lieu de lui appliquer la présomption légale résultant d'un nombre déterminé de condamnations, on doit le juger

en étudiant sa situation morale, son degré de perversité, d'incorrigibilité.

La notion même de justice exige qu'on ait confiance dans les magistrats qui la rendent, et c'est vraiment un singulier acte de défiance envers eux que de décider que jamais, en aucun cas, en présence des circonstances les plus favorables, ils n'auront le droit de soustraire à la relégation un individu qui leur paraîtra encore susceptible de revenir au bien.

M. Gerville-Réache a défendu la commission de la Chambre, dont il était le rapporteur, d'avoir voulu, à ce sujet, faire une entorse aux principes les plus essentiels du droit pénal. « Parmi les reproches adressés à votre commission, il n'en est pas, dit-il, qui l'ait plus touchée que d'avoir été sévère jusqu'à la dureté. Nous affaiblissons l'expression. Eh bien ! nous avons fait à nouveau notre examen de conscience et nous n'hésitons pas à repousser ce reproche comme injuste et « immérité. » (1)

M. Gerville-Réache, qui était chargé de rédiger un projet de loi, n'a pas remarqué qu'en ne laissant pas un pouvoir d'appréciation au juge, il édictait purement et simplement un règlement de police. La loi de 1885 pose des présomptions qui, comme une sorte de formule mathématique, opèrent sans l'intervention du juge, sans que celui-ci soit appelé à contrôler les applications de cette formule par l'examen des situations individuelles. Avec un tel point de départ, on fait injure à tous les principes de justice et de moralité légale.

« La moralité de l'acte et celle de l'agent, dit

(1) 2^e Rapport supplémentaire de M. Gerville-Réache, le 16 juin 1883, J.O., 7 juillet, n^o 2002.

« M. Rossi, dans son traité sur le code pénal, étant
« choses distinctes, au point que l'une peut être
« appréciée par formules générales, tandis que
« l'autre ne peut l'être que par l'examen de cha-
« que fait particulier, le législateur qui prétend dé-
« cider les divers cas d'impunité par des règles in-
« flexibles, manque à la loi morale. Le législateur
« procède par généralités, le juge intervient dans
« chaque cas individuel. Exagérez l'action du pre-
« mier, vous avez une justice absolue, inflexible,
« égale pour tous en apparence, inique en réalité.
« Comme la justice sans la miséricorde n'est pas
« la justice, on doit permettre à la clémence du
« juge d'adoucir, dans certains cas, par délibéra-
« tion spéciale mentionnée dans l'arrêt, la dureté
« inflexible de la loi. » Or, le juge, avec la loi sur
la relégation, est un juge enregistreur, ravalé au
rang de machine, inutile, parce que son droit d'ap-
précier a été amoindri : il est mis dans l'obligation
de faire indirectement ce que le législateur ne veut
pas qu'il puisse faire directement. Lorsqu'il a de-
vant lui un coupable auquel il serait juste d'appli-
quer 3 mois d'emprisonnement, le juge est souvent
tenté de prononcer une peine moindre, par crainte
de la relégation.

Si le principe de l'individualisation de la peine
est souverain lorsqu'il s'agit de faire expier et d'in-
timider, combien ne doit-il pas l'être encore plus,
lorsqu'il s'agit de déterminer le degré de témibilité
du délinquant ! Comment savoir si un certain nom-
bre de condamnations justifie *a priori* une peine de
cette gravité ?

Le législateur n'avait qu'une chose à faire : dé-
terminer les cas dans lesquels la question de la re-
légation se pose devant le juge. Celui-ci est parfai-
tement capable d'examiner une situation détermi-

née et de savoir si, au bout de 4 condamnations, par exemple, il prononcera, à la suite de son jugement, la relégation. S'il a devant lui un homme qui, par 4 condamnations précédemment encourues, par ses antécédents, par les caractères des délits, par les circonstances qui l'entourent, lui paraît absolument dangereux, le juge n'hésitera pas à prononcer, en pleine connaissance de cause, la relégation contre ce récidiviste. Si, au contraire, il a en face de lui un homme qui, malgré 4 condamnation à plus de trois mois de prison, qui sont certainement des conditions de criminalité assez déplorables, mais qui ne mettent pas cet homme au dernier échelon de la criminalité, le juge le plus consciencieux, le plus ferme, le moins porté aux sensibleries, peut éprouver une très légitime hésitation lorsqu'il verra, au bout de son jugement, la relégation inévitable ; il n'ira pas dans cette 4^e condamnation jusqu'aux 3 mois de prison qui constitueraient la récidive fatale : il s'arrêtera à une peine de deux mois de prison. Cet homme qui est plus coupable qu'au moment où il a encouru sa seconde ou sa troisième condamnation, fera un mois de prison de moins, parce que ses juges auront voulu lui éviter la relégation.

Le résultat est donc déplorable en pratique. L'histoire aurait dû cependant contribuer à l'éviter. Toutes les fois que le législateur retira tout pouvoir au juge, les peines ne furent pas appliquées. Il est impossible, en effet, de se trouver en face d'un criminel idéal. La vie exige des organisations plus souples qui répondent aux nécessités sociales. Et c'est ainsi qu'on est arrivé à un résultat nuisible ; au lieu de défendre la société, il est peut-être permis de soutenir que cette loi a énervé la répression ; le nombre des condamnations à la relégation a decru

dans des proportions considérables. En 1887, on expédia 1.934 relégués à la Guyane, la proportion va décroissant pour atteindre 340 en 1912. Elle était à peine de 250 ces dernières années.

Le système de l'obligation aboutit aussi à des résultats monstrueux. Le récidiviste criminel peut obtenir le bénéfice de l'art. 463. Si le jury, pour éviter à cet homme l'application de la peine capitale, déclare qu'il y a en sa faveur des circonstances atténuantes, la cour, composée de magistrats et de jurés, peut abaisser la peine de deux degrés, transformer, si certaines circonstances sont écartées, ce qui était d'abord qualifié assassinat en un délit de coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner, et ce délit sera puni de quelques mois de prison.

Il y a mieux. M. Dalquié, conseiller honoraire à la Cour d'Appel de Toulouse, rapporte un exemple dont il atteste l'exactitude (2). Un malfaiteur était poursuivi, devant la Cour d'Assises, pour y répondre de plusieurs vols qualifiés dont il se reconnaissait l'auteur. Les jurés ne pouvaient avoir aucun doute sur sa culpabilité. Le défenseur n'eut garde de contester l'accusation : il en accepta sans difficulté toutes les données, y compris la récidive légale, qui était nettement établie. Il releva au contraire avec soin les précédentes condamnations encourues par son client et fit remarquer aux jurés que s'ils le déclaraient coupable, la Cour qui, vraisemblablement, n'abaisserait pas la peine à 3 mois de prison, se trouverait légalement obligée de prononcer contre lui la peine accessoire de la reléga-

(2) Dalquié : *Lois Nouvelles analysées*, 1933. 1^{re} partie, p. 87.

tion. Or, ajoutait-il, de l'examen de son dossier, il ressortait que les précédentes infractions commises par lui, ainsi d'ailleurs que les vols qualifiés dont il était accusé, n'avaient causé, en fait, qu'un préjudice presque dérisoire aux diverses personnes qu'il avait dépouillées. Ce préjudice, totalisé, ne dépassait guère 1.000 francs. Il n'était pas possible, disait le défenseur, que les jurés prissent la responsabilité de faire condamner à une peine perpétuelle (la relégation) un homme qui n'avait commis aucun acte de violence envers les personnes, et qui ne s'était emparé que de sommes minimales ou d'objets de peu de valeur. Il leur fit observer que le seul moyen mis à leur disposition pour se libérer d'une pareille disposition, c'était l'acquiescement, et il les exhorta à y recourir. Les jurés n'avaient pas encore le droit de participer à la fixation de la peine, et ignoraient celle qui résulterait de la délibération de la Cour. Dans cette situation, la peine de la relégation leur parut trop rigoureuse, et l'accusé, malgré ses aveux, fut déclaré non coupable !

Mais en présence d'un individu qui a commis des délits relevant tous, y compris le dernier, du tribunal correctionnel, et pouvant entraîner un maximum de 5 ans de prison, le législateur du 27 mai 1885 dit au juge : « C'est fini, pas de rémission, vous n'avez pas à rechercher si des circonstances spéciales ont pesé sur l'existence du prévenu, s'il y a encore des chances qu'il revienne au bien ; non, frappez-le, condamnez-le irrémédiablement, prononcez, contre lui, la relégation. » Aussi la crainte de la relégation a-t-elle poussé les tribunaux à prononcer des condamnations inférieures à 3 mois d'emprisonnement. Cette assertion est d'ailleurs si vraie que, devant cet échec, certains membres du Parlement essayèrent d'en éten-

dre encore le domaine d'application. C'est ainsi que, le 7 février 1899, M. Paul Bernaud (3) déposait une proposition de loi tendant à rendre plus fréquente l'application de la relégation. Il demandait en conséquence, que l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 fut ainsi modifié : « seront relégués les récidivistes qui auront encouru...

1° Une condamnation aux travaux forcés ou à la réclusion ;

2° Une des condamnations énoncées au paragraphe précédent et une condamnation, soit à l'emprisonnement... ;

3° Deux condamnations, soit à l'emprisonnement... ;

4° Cinq condamnations, dont 2 au moins prévues par les 2 précédents paragraphes et les autres soit pour vagabondage habituel, soit... »

D'autre part, une circulaire du procureur de la République près le Tribunal de la Seine, en date du 9 février 1910 (4) s'exprime en ces termes : « J'ai remarqué que, souvent, le tribunal appliquait à certains prévenus en récidive de délits susceptibles d'entrer en ligne de compte dans le calcul des condamnations pouvant entraîner la relégation, des peines de 3 mois d'emprisonnement, de telle sorte que la condamnation est inopérante pour la relégation. »

De son côté, M. Cuhe (5) signalait en 1908 que, dans l'année 1905, il y avait eu 14 relégués totalisant chacun 21 à 30 condamnations, dont 2

(3) Revue Pénitentiaire, 1899, p. 445.

(4) Revue Pénitentiaire, 1910, p. 288 et note de la Rédaction.

(5) Revue Pénitentiaire, 1908, p. 757.

qui en avaient encouru plus de 50, et qu'il était vraiment inadmissible de supposer qu'il fallût attendre jusqu'au 50^e délit pour constater que l'individu ne guérira pas.

Certaines nations ont d'ailleurs aperçu le vice inhérent à notre système de l'automatisme. En 1900, un projet de loi avait été déposé devant le Parlement italien, il prononçait la relégation d'une façon obligatoire contre tout individu qui aurait subi un certain nombre de condamnations, M. Vaccaro s'éleva avec force contre ce système qui enlève tout pouvoir au juge, et le projet ne fut pas admis.

La Commission de la Chambre a craint que les juges ne reculent devant l'application de cette peine si terrible et qu'il ne résulte de ces hésitations une variation de jurisprudence dont l'effet serait de diminuer le caractère préventif de la loi ou de compromettre l'unité de la jurisprudence criminelle sur tout le territoire français. C'est là une supposition purement gratuite ; à ce compte, il faudrait en revenir au système des peines fixes de la Révolution et qui le proposerait ? N'y a-t-il pas une divergence de jurisprudence pour l'application de toutes les peines dans ce pays ? Un assassin ou un voleur traduit, dans des conditions déterminées, devant telle cour ou telle juridiction de tel ou tel département, n'est-il pas condamné avec sévérité par l'une, et avec plus d'indulgence par l'autre, s'il n'est pas acquitté ? C'est une chose inévitable, et il faudrait supprimer complètement les tribunaux, pour que cet inconvénient ne se produisît pas. De ce qu'une cour ou un tribunal ont prononcé rarement la relégation, il n'en résulte pas qu'ils sont moins sévères que d'autres et leur décision peut fort bien s'expliquer par les faits des causes qu'ils ont eu à juger.

En faisant du juge une sorte d'instrument dont la fonction se borne à compter les condamnations et à prononcer la peine, on a fait une loi automatique, selon l'expression de M. Léveillé. Le législateur base cette condamnation forcée et non pesée sur une présomption, présomption faillible s'il en fût. Une peine terrible comme la relégation ne devrait être prononcée que lorsque la démonstration de l'incorrigibilité du récidiviste est absolue. La loi de 1885 ne l'a pas pensé ainsi : elle n'a pas admis que la perversité est chose essentiellement relative et que la preuve n'en est pas faite parce qu'un certain nombre de condamnations a été prononcé. Ce système eût pu se défendre, si on avait considéré seulement les condamnations pour récidive spéciale : l'individu qui se rend coupable plusieurs fois du même crime ou du même délit pourra être regardé presque sûrement comme incorrigible, à moins qu'on ne voie en lui un monomane, ce qui est fort certain. Mais y a-t-il incorrigibilité quand un homme condamné une première fois pour faux, commet un assassinat sous l'empire de la vengeance ? Cela est douteux, et cependant s'il est déclaré coupable, le juge devra prononcer la relégation, lui dont le rôle est de peser les circonstances et les faits et de n'éloigner pour toujours un condamné que lorsque tout retour au bien lui semble impossible.

Le rôle de la loi est d'établir la présomption ; elle est nécessaire, mais une présomption contre laquelle la preuve est possible. Il y a certainement des peines accessoires et forcées dans le code, la dégradation civique, par exemple, mais peut-on les mettre en parallèle comme gravité avec la relégation ? La surveillance de la haute police, n'avait-elle pas été elle-même rendue facultative, d'oblige-

toire que l'avaient faite les anciens articles 47 et suivants ?

La commission de la chambre a, en outre, estimé que la relégation est une peine que le juge ne peut pas proportionner à 2, 3 ou 10 ans de transportation, mais qu'il est, au contraire, placé dans cette stricte alternative de déclarer que le criminel récidiviste serait déporté pour toujours ou qu'il rentrerait libre dans la société à l'expiration de la peine d'emprisonnement qui aurait été prononcée contre lui. Ce raisonnement prouve que le législateur de 1885 a eu tort de ne pas consacrer la relégation à temps, de ne pas établir une échelle de la relégation et de ne pas permettre l'appréciation judiciaire dans cette échelle de la relégation. Il a ainsi eu tort de revenir sur un seul point de la législation pénale de 1791 qui ne permettrait aucun arbitraire au juge, mais qui l'obligeait à condamner exactement au nombre d'années de prison indiqué à l'avance dans la loi. Il a commis une erreur en faisant cette exception aux principes du droit pénal qui veut que le jury, le magistrat, aient un certain pouvoir d'appréciation à l'égard de la quotité de la peine.

Pourtant il aurait pu s'inspirer des délibérations du conseil supérieur des prisons qui avait préparé soigneusement une proposition de loi en 1878 sur les récidivistes, en mettant en tête de cette proposition la faculté pour les tribunaux de prononcer la relégation contre les récidivistes.

Les partisans de la relégation forcée qui n'ont admis qu'une exception au principe de l'obligation, celui de l'article 2 de la loi du 27 mai 1885 au sujet des condamnations émanées des juridictions militaires et maritimes, n'ont pas méconnu la force des raisons que nous venons de développer, mais

ils tiennent à leur principe. Ils se sont contenté de répondre que, en fait, le juge serait libre de ne pas reléguer, en ne donnant pas à la peine principale le quantum nécessaire pour que la relégation en résultât nécessairement.

Si ce moyen est toujours possible, pourquoi avoir inscrit dans la loi un principe faux et antijuridique, puisqu'il est permis de ne pas en tenir compte ? Pourquoi placer le juge entre son devoir qui lui prescrit de prononcer la peine principale quand elle est méritée, et sa conscience qui lui reproche de reléguer un homme dont il croit possible le retour au bien ? Il arrivera alors que le juge appliquera la peine principale telle qu'elle doit l'être, sans se préoccuper de ses suites, et la relégation atteindra un malheureux qu'on pourrait encore sauver, ou bien, pour éviter la relégation, qu'il ne prononce pas la peine principale méritée. La justice est donc gênée, énervée dans son application. Les circonstances atténuantes ont été introduites dans notre législation pour obvier à pareil défaut ; les juges préfèrent l'acquiescement à l'application d'une peine trop forte.

Telles sont les objections que l'on peut faire, au point de vue juridique au système de la loi. Au point de vue économique, on peut lui reprocher d'avoir cherché à multiplier sans raison le nombre des relégués, d'avoir voulu augmenter les difficultés d'exécution de la loi. Il est ainsi parvenu à en compromettre gravement l'avenir.

SECTION II. — INCOHÉRENCE DU PRINCIPE RÉSULTANT DES LOIS POSTÉRIEURES

Comme nous l'avons fait déjà remarquer, les textes relatifs à la relégation et postérieurs à la loi

du 27 mai 1885 ont presque toujours laissé aux juges le droit de prononcer ou de ne pas prononcer la peine, mais certaines de ces innovations ont, quant à la méthode, déséquilibré, compliqué le système et lui ont enlevé le peu d'harmonie qui pouvait encore lui rester.

C'est ainsi que le cas de relégation facultative relatif à la police des étrangers créée par le décret-loi du 12 novembre 1938, est inséré dans l'article 4 de la loi du 27 mai 1885, entre le paragraphe 4° de l'alinéa 1 et l'alinéa 2, dont le trait caractéristique est l'automatisme.

Or, les 4 cas de relégation prévus par cet article sont des cas de relégation obligatoire sanctionnant un état de récidive générale. Ici, la récidive prévue est spéciale, au sens le plus rigoureux du mot, puisqu'il ne s'agit que d'infractions au décret du 2 mai 1938 sur la police des étrangers.

Avec ce décret-loi, le juge dispose d'un pouvoir d'appréciation qui lui est refusé dans tous les autres cas prévus et punis par la loi du 27 mai 1885.

Mais nous ne sommes pas encore au bout de nos surprises. Le décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française est venue ajouter au même article 4 un 5° cas de relégation obligatoire. C'est somme toute un retour pur et simple à l'idée directrice du législateur de 1885. L'art. 83 de ce décret-loi dispose :

« L'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes est complété comme suit :

« 5° Deux condamnations à 2 ans au moins d'emprisonnement, en vertu du § 2 du même article. »

Ce texte qui vise l'avortement, revient, disions-nous, au système de l'automatisme, mais le complique. Comme en matière de police des étrangers, la récidive est spéciale.

Le nombre des condamnations prévues qui est, en général, de 2, se réduit à 1, s'il s'agit d'infractions à l'alinéa 2 de l'article 317, lequel frappe de peine aggravée le coupable qui s'est livré habituellement à des manœuvres abortives. Le coupable peut alors être en état de réitération, mais il n'est pas en état de récidive, puisque la récidive suppose toujours une condamnation antérieure définitive et irrévocable.

Aussi, le § 5 ajouté à l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 par le décret-loi du 29 juillet 1939, article 83, aux termes duquel seront relégués les individus ayant encouru une condamnation à trois ans au moins d'emprisonnement, en vertu du § 2 de l'article 317 du Code Pénal, nous vaut-il un récent arrêt de la Cour Suprême.

Un plaideur s'était pourvu en cassation, pour défaut de motifs et manque de base légale, contre un arrêt de la cour de Besançon du 21 octobre 1941 qui le condamnait à 5 ans de prison et à la relégation pour s'être livré habituellement à des manœuvres abortives, bien qu'il n'eût encouru, au cours de la période antérieure, aucune des condamnations prévues par la loi du 27 mai 1885.

La Chambre criminelle a rejeté le pourvoi et confirmé, par conséquent, l'arrêt de la Cour de Besançon, laquelle, selon le dernier attendu, avait bien observé les formalités légales et fait une application exacte des textes visés au moyen (Ch. Crim., 23 oct. 1942, Dalloz. Recueil analytique, Mars 1943, p. 22).

La loi du 27 mai 1885 est une loi sur la récidive ; elle prévoit un certain nombre de condamnations et un délai de 10 ans dans lequel ces condamnations doivent être ramassées. Dans le cas qui nous occupe, elle n'a pas grand sens.

Il n'est donc pas difficile de trouver des imperfections à la relégation. « Parvenue à ce degré « d'inharmonie et de complication, la loi de 1885 « est, selon M. Donnedieu de Vabres, un nid à con- « troverses, une source intarissable de difficultés « pratiques. Le régime légal de la relégation ap- « pelle une refonte, non moins que son régime pé- nitentiaire. »

SECTION III. — LES AUDIENCES DES TRIBUNAUX

La loi de 1885, établit sa mesure éliminatrice sans égard à la gravité objective du dernier délit, mais aussi sans égard à la culpabilité morale du délinquant. Ce système impressionne et effraie le juge, c'est une méthode de répression radicalement vicieuse.

C'est le plus souvent la chambre correctionnelle qui prononce la peine de la relégation. A l'audience, le juge voit le récidiviste pour la première, sinon pour la dernière fois ; magistrat pratique, il examine la nature du délit, les circonstances du fait, les antécédents judiciaires, se penche successivement vers chacun de ses assesseurs et... la peine tombe. Pourtant, il ne connaît le récidiviste que par le dossier — et fort médiocrement — les notes de police recueillies parfois sans discernement et sans preuve, ne méritent et n'obtiennent pas toujours sa confiance.

Le casier judiciaire énoncera la nomenclature toute sèche des peines déjà encourues et subies, avec l'indication du délit, de l'article du Code et des dates de condamnation. Pas une ligne sur sa conduite en prison, aucune observation de l'administration pénitentiaire.

L'interrogatoire et les dépositions donneront des détails sur l'acte délictueux, le lieu, l'heure, les circonstances qui l'ont accompagné.

Ainsi éclairé sur la nature de l'infraction, le tribunal, composé de bons juristes, saura si l'acte répond à la définition du Code et si l'article tel et tel est applicable ; il examinera encore si quelque circonstance aggravante ne vient pas qualifier le délit, si quelque excuse ne doit pas l'atténuer ou l'absoudre. Tous ces problèmes, il les résoudra, en appliquant aux formules du Code toute sa subtilité de jurisconsulte, c'est la partie vraiment juridique de sa mission ; ses études à la Faculté de Droit et son expérience l'y préparent et il l'accomplit machinalement, avec la satisfaction peut-être du mathématicien qui va trouver la solution d'un problème d'algèbre.

Décomposer un fait matériel en ses divers éléments, les confronter avec la définition légale, qu'il s'agisse de louage et de vente, d'escroquerie ou d'abus de confiance, l'opération est semblable pour ce magistrat qui passe tour à tour et indifféremment du criminel au civil, du civil au criminel, juriste avant tout, il transporte dans l'œuvre répressive les habitudes d'esprit et les préoccupations d'un interprète fidèle des lois. La qualification lui fournira aussitôt un cadre pénal dans lequel va se mouvoir sa libre appréciation.

Mais il s'agit de juger maintenant, il faut prononcer sur-le-champ à l'audience une peine précise et non plus approximative, proportionnée à une culpabilité individuelle et à la gravité d'un acte concret et non plus à la criminalité idéale qui fait présumer une action abstraite.

Le fait matériel est connu, mais ce fait a des causes, des motifs subjectifs : l'inculpé fut amené,

par exemple, par misère ou pour satisfaire ses vices ; cette circonstance ne saurait être indifférente au juge, mais comment le saura-t-il ? Généralement par les déclarations de l'inculpé lui-même, et alors, selon son caprice et son humeur, il en tiendra compte ou non. Si la physionomie du prévenu inspire confiance au magistrat (?) il ajoutera foi à ses affirmations, sans enquête préalable et sans contrôle possible, faute de temps.

Mais outre ces causes immédiates et apparentes, le délit a peut-être des racines plus profondes ; le magistrat devra-t-il scruter dans le passé, connaître les antécédents, la situation des parents, le milieu dans lequel a vécu le prévenu, l'éducation qu'il a reçue, tout ce qui explique et fait comprendre l'acte délictueux ? Le malfaiteur était-il orphelin ou abandonné ? Travaillait-il régulièrement ? au moment de l'infraction, n'avait-il pas le cerveau chatouillé par le tréponème pâle ? Où l'étude doit-elle se borner, si le magistrat recherche dans le passé les circonstances qui aggravent ou atténuent la culpabilité qui font prévoir l'utilité d'une peine plus ou moins prolongée ? La loi ne donne sur ce point aucune indication au juge, elle ne limite pas ses recherches, seules des impossibilités de fait y mettent obstacle.

Il pourra être sursis à l'exécution de la sentence à l'égard du délinquant primaire et la peine pourra entraîner la relégation, sorte d'excommunication sociale, s'il s'agit d'un récidiviste. Ce n'est pas là une œuvre purement machinale qui doive s'accomplir mécaniquement et sans préparation. Il s'agit d'appliquer des mesures de salut social et de sage humanité à des hommes. Une étude psychologique serait-elle superflue pour savoir si ce récidiviste doit

être frappé avec une sévérité exemplaire et expulsé de la société ?

Mais le juge, sur des impressions d'audience, va décider du sort et de l'avenir d'un individu ! l'atmosphère des audiences est peu propice, d'ailleurs, à un examen approfondi ; l'accusé n'y révèle point sa nature et son véritable caractère ; il y paraît sous un faux jour, banal, semblable à tous les autres, et il passe sous les yeux du tribunal sans avoir été étudié ni connu. Et pourtant, c'est ainsi après 10 ou 5 minutes d'interrogatoire, souvent moins encore qu'il sera prononcé la relégation, sans plus de documentation, sauf les chiffres du casier judiciaire que, sur le premier petit délinquant venu. Le juge va déclarer un homme incorrigible, indigne et incapable de vivre dans notre société et l'expédier, pour une dernière infraction peut-être légère, aux antipodes, parce que le législateur prévoyant aura arrêté d'avance le nombre et la qualité des délits qui feront reconnaître un récidiviste incurable et mûr pour la transportation.

« Telle qu'elle s'accomplit, l'œuvre du juge n'est que hasard et bon plaisir. » (6)

(6) Lévy : Les Sentences indéterminées. Thèse, Paris, 1896.

CHAPITRE III

LA TRIPLE FAILLITE DE LA RELÉGATION

SECTION I. — FAILLITE MORALE

La première intention des auteurs de la loi du 27 mai 1885 avait été de laisser les relégués vivre à leur guise dans la colonie, à la condition de n'en pas sortir, autrement dit de les traiter comme les forçats libérés astreints à la résidence. Il s'agissait simplement d'éloigner des gens qui avaient payé leur dette à la société mais dont on jugeait la présence dans la Métropole dangereuse.

On sait déjà ce que cette théorie légale est devenue dans la pratique avec la fameuse distinction des deux catégories de relégués créée par le décret réglementaire du 26 novembre 1885.

La relégation, peine accessoire, est maintenant une peine afflictive, privative de liberté et aussi infamante que celle des travaux forcés. Cette déformation en a fait une sœur cadette et maltraitée des travaux forcés : à l'avis de l'administration elle-même, la population du pénitencier de Saint-Jean-du-Maroni est moins intéressante que celle du bagne ; elle doit végéter misérablement comme le rebut de l'humanité.

Toute sanction doit répondre à un double but : but exemplaire, but moralisateur.

But exemplaire, c'est-à-dire exercer sur le délinquant une crainte salutaire, de nature à le détourner efficacement de la faute. But moralisateur, en

ce sens qu'il faut soumettre le condamné à un traitement tel qu'il puisse être amendé.

La loi du 27 mai 1885, tout en considérant la relégation comme une peine, ne lui a pas assigné ce double but ; elle laisse nettement entendre dans son article premier qu'elle recherche avant tout l'éloignement des récidivistes de France. Ceux-ci se sont révélés incapables de respecter l'ordre social établi. Eh bien ! la mesure la plus salubre pour la tranquillité publique métropolitaine consiste à les expulser du territoire et à les envoyer à la Guyane où ils vivront au petit bonheur !

C'était acculer ces malfaiteurs professionnels, en liberté dans une colonie lointaine, à commettre de nouvelles infractions. Les plaintes les plus vives qui étaient adressées par les Guyanais au sujet des libérés dont le plus grand nombre menaient en terre coloniale la vie de fainéantise et de vagabondage qu'ils avaient inaugurée en France, ont amené le Parlement à décider que des règlements d'administration publique détermineraient la condition des relégués. La réglementation qui en est sortie enlève à la relégation toute vertu intimidante et exemplaire : les relégués, les relégués collectifs du moins, sont, en fait, assimilés aux forçats. Il n'y a entre eux qu'une différence de couleur dans le costume. Etudions successivement le relégué collectif et le relégué individuel.

§ 1. *Le relégué collectif*

La relégation n'est pas exemplaire. De même que le mauvais sujet, accusé devant la Cour d'Assises, accueille, avec un large sourire de satisfaction, l'arrêt qui le condamne aux travaux forcés, de même le délinquant qui encourt la relégation

souhaite ardemment cette peine. Il tient à faire un voyage, à voir d'autres contrées.

Le récidiviste est, le plus souvent, pour ne pas dire toujours, un être qui consent volontiers à établir ses quartiers hors de France après une carrière accidentée. La perspective d'un voyage au delà des mers aiguillonne son esprit d'aventure. Il préfère ce voyage d'agrément et ce séjour aux colonies à l'internement en cellule. C'est plus gai et puis, arrivé là-bas, s'il ne s'y plaît pas, il y a toujours une espérance qui luit : l'évasion, avec tout son cortège de surprises, n'est pas à dédaigner. Ce sentiment a été fidèlement traduit par M. le Premier Président Matter, quand il déclarait, devant la Commission de législation civile et criminelle de la Chambre des Députés, que le condamné à Melun ou à Fresnes est beaucoup plus loin de Paris que ne l'est celui qui est envoyé à la Guyane (1). Là-bas, c'est la vie en plein air. Aussi, l'espoir de l'évasion est-il caressé depuis le dépôt de Saint-Martin-de-Ré avant l'embarquement, il fait désormais l'objet de ses préoccupations les plus sérieuses et, arrivé à la Guyane, le jour ne tarde pas à venir où il tente sa chance, avec succès le plus souvent.

D'ailleurs, les condamnés sont les premiers à protester contre leur détention prolongée en France. En mars 1938, à la nouvelle qu'ils n'allaient plus être envoyés en Guyane, par suite de la suppression des convois de condamnés, 5 relégués, qui excitaient leurs camarades à la révolte, pour protester contre cette mesure, durent être transférés du dépôt de Saint-Martin-de-Ré à la prison cellulaire de Chalon-sur-Saône. Et puis, s'il faut s'en

(1) Rapport de M. Monnéville à la Chambre des Députés ; session du 20 juin 1937. J.O. Annexes, n° 2669, p. 806.

rapporter à ceux qui ont eu l'occasion d'assister à un de ces embarquements pour la Guyane, on remarque chez presque tous les condamnés, tant forçats que relégués, surtout chez ces derniers, non pas une expression d'abattement et de mélancolie en quittant la France, mais bien une exubérance qui se traduit par des quolibets à l'adresse des marins du port, attitude explicable seulement par un solide espoir ancré au fond de ces cœurs frustes : celui de l'évasion.

L'évasion de la maison centrale de la Métropole est quasi impossible ; en Guyane, au contraire, elle est facile et normale. L'immense étendue des cantonnements, la proximité de la brousse, abri sûr et impénétrable, le nombre insuffisant des surveillants dont la conduite n'est pas toujours des plus louables, le travail de quantités de transportés sur des chantiers extérieurs sont autant d'occasions d'évasions préparées le plus souvent de longue date.

Le condamné ramasse, sou par sou, la somme nécessaire à l'évasion. Il vole des denrées qu'il va vendre à bas prix ; la belote, le poker et les autres jeux lui procurent aussi de l'argent et lorsque celui-ci n'est pas réalisé assez rapidement, il vend ses chaussures, ses bourgerons, ses vêtements aux chercheurs d'or du Haut-Mana et du Haut-Maroni, ou encore il se fait remettre par l'intermédiaire d'un tiers, les sommes nécessaires à l'évasion. Ces sommes sont précieusement placées dans un tube métallique « le plan » qu'il arrive à dissimuler assez facilement dans son intestin. Dès qu'il dispose de moyens pécuniaires suffisants, il s'abouche avec un habitant du pays qui lui fournit la barque destinée à franchir la distance qui sépare la Guyane des pays voisins. Là, il s'arrange pour vivre. S'il connaît un métier, il arrive parfois à se procurer

du travail et à s'installer. S'il préfère l'oisiveté, il recommence son existence de vagabondage et de larcins jusqu'à ce qu'il se fasse arrêter par la police du pays où il s'est réfugié. Alors, il est impitoyablement remis aux autorités françaises.

L'esprit de délation, entretenu entre condamnés par l'appât des fortes récompenses octroyées par les soins de l'administration pénitentiaire sous la rubrique « police secrète » (9.000 fr. en 1941) à celui qui a vendu ses camarades, la sévérité des peines punissant l'évasion, n'atténuent pas son aspiration à la liberté, car il s'évade chaque année un grand nombre de condamnés. Sans doute, beaucoup d'entre eux sont-ils repris ou, aiguillonnés par la faim, retournent-ils d'eux-mêmes sur le territoire du pénitencier, mais le contingent des évadés qu'on ne revoit plus reste impressionnant.

Voilà de quoi détruire les dernières illusions de ceux qui ont élaboré le décret du 26 novembre 1885 : la relégation collective est loin d'être exemplaire. Du moins est-elle moralisatrice ?

L'assujettissement à un travail régulier obligatoire, inscrit dans la loi de 1885, était conçu comme une possibilité de relèvement, si minime fût celui-ci. C'est la condition primordiale de toute tentative d'amendement du condamné. Tout devrait être mis en œuvre pour engager le condamné à contracter cette habitude salutaire.

Or, les relégués arrivent à la Guyane, débilités par leur vie de débauche ou de vagabondage en France, par les séjours en prison, par le voyage accompli dans des conditions pénibles, par la promiscuité si favorable à la contamination de toutes les maladies. D'autre part, la plupart d'entre eux ne connaissent aucun métier.

D'ailleurs, le climat équatorial n'est pas de ceux

qui pourraient prédisposer l'européen à l'effort soutenu. Il est chimérique de vouloir astreindre à un rude travail manuel, et en plein pays chaud, un individu qui a déjà perdu le plus clair de ses forces physiques dans des fatigues inconsidérées. Et puis un régime normal d'alimentation et une hygiène scrupuleuse sont complètement ignorés du relégué ; ce qui était déjà trop vrai en temps de paix devient d'une vérité encore plus troublante maintenant que le contrôle du pouvoir central et que les communications entre la France et la Guyane sont quasi impossibles. Cet être déficient, traînant souvent une hérédité singulièrement chargée, offre un terrain propice au développement de nombreuses maladies.

Donc trois vices profonds infectent ceux que l'on voudrait faire travailler sérieusement : une sous-alimentation notoire, un avilissement moral écœurant, un manque d'hygiène certain. Reprenons ces termes.

1) Une sous-alimentation notoire

Les facteurs de morbidité, déjà nombreux, sont accrus par la mauvaise alimentation. Le Docteur Rousseau, ancien médecin du bagne, a qualifié le régime des condamnés aux peines coloniales « la peine de la faim sans recours en zone équatoriale » (2). Certes, fonctionnaires et colons vivent bien dans ces régions, mais ils y arrivent grâce à la suralimentation. Le législateur a pensé pendant trop longtemps qu'il était de bonne politique de nourrir des condamnés en proportion du travail fourni. Cet état d'esprit avait inspiré la rédaction du dé-

(2) Dr Rousseau : *Un médecin au bagne*.

cret-loi du 4 septembre 1891. C'était là une mesure désastreuse pour la santé des condamnés qui vivent et travaillent sous un soleil de plomb. Aussi s'explique-t-on facilement les vols continuels entre transportés et les fraudes sur les produits alimentaires, qui consistent, pour certains, à priver leurs camarades de nourriture, afin de pouvoir la revendre. Pourquoi ne le ferait-il pas, puisque le trafic des aliments, tout comme celui des effets d'habillement, procure les subsides indispensables à l'évasion ? Enfin, la chaleur et une organisation rudimentaire, permettent difficilement la conservation de stocks importants de nourriture. Il arrive souvent, malgré les prescriptions médicales, que des marchandises avariées soient livrées à la consommation.

De très nombreux décrets, pris en 1925 et un arrêté ministériel du 17 décembre 1934, sont intervenus pour élever la ration des condamnés, en facilitant l'échange des « bons de gratification » ; mais le mauvais fonctionnement des cantines n'a pas favorisé cet échange ; il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, les efforts de l'administration pour obliger le condamné famélique à travailler, n'aient abouti le plus souvent qu'au plus complet des échecs.

2) Un avilissement moral

Cette oisiveté relative, à laquelle s'ajoutent l'abattement physique et la maladie, explique l'état d'avilissement moral dans lequel croupissent tous les pénitenciers.

Certes, des réformes ont été tentées. Un arrêté du gouverneur de la Guyane, datant de 1936, pris sur l'initiative du Comité de réforme pénitentiaire,

a ordonné la reconstitution des bibliothèques dont les livres avaient depuis longtemps disparu. L'accès des pénitenciers aux ministres des divers cultes, a été largement favorisé sous l'intelligente direction du colonel Prevel, qui a fort bien compris l'influence profonde des forces morales et religieuses pour tenter la régénération de ces misérables. C'est ainsi que le service religieux a été à nouveau autorisé dans les camps de transportation et que les membres de l'Armée du Salut reçurent le plus bienveillant accueil de la part de l'Administration pénitentiaire.

Mais des vices intimes infectent les pénitenciers guyanais. Tout établissement de répression doit permettre le classement des condamnés d'après leur âge, leurs antécédents et la nature du fait incriminé. Ces différentes circonstances exigent des traitements appropriés, ou du moins une séparation effective des individus. Or, rien de tel n'a été prévu et organisé pour la Guyane. Le régime de la vie en commun s'applique indistinctement aux incorrigibles et à ceux qui avaient encore quelques velléités de se racheter. Leur égale situation de fortune entraîne un égal châtiment. C'est le nivellement par le bas. Le relégué qui a encouru successivement deux peines criminelles pour avoir tué dans un accès de jalousie, purge sa peine aux côtés de l'individu taré que des délits constants et répétés ont envoyé au pénitencier de Saint-Jean-du-Maroni. Et quand bien même ils auraient commis le même délit, est-il certain qu'ils sont pervertis et socialement dangereux au même degré ?

Cette promiscuité, déjà pénible pendant le jour, devient plus insupportable encore dans la nuit et conduit rapidement à la contamination définitive de tout élément susceptible de relèvement.

Dès six heures du soir, jusqu'à 5 heures du matin, les condamnés sont enfermés dans des cases de 50 à 80 mètres de long, livrés à eux-mêmes, sans aucune surveillance. Ces cases sont le théâtre des scènes les plus honteuses. « L'homosexualité prend, au bain, figure d'institution » (3). Sans doute est-elle presque fatale dans les milieux unisexués fermés, mais elle revêt chez « Messieurs les Pieds de Biche », comme on appelle les épaves de la récidive, une forme particulièrement odieuse : la passivité imposée aux faibles et aux imbéciles par la force, la faim ou la crainte. Dans ces nocturnes bacchanales, d'écœurants personnages imposent à leurs voisins le spectacle et l'exemple des ignominies les plus basses. Ces chambrées vicieuses sont le foyer de la dépravation la plus éhontée. Elles ont chacune leur grande favorite qui attise toutes les convoitises, pour qui battent bien des cœurs et qui se fait payer très cher ses faveurs. Et lorsqu'elle les refuse, il advient que, dans le silence de la case, des jalousies obscures, des haines exacerbées se font jour, et que tout ce sombre amas de sentiments se termine par un drame.

Il n'est individu si taré qui n'ait à perdre dans une pareille ambiance. Comme l'a très justement remarqué M. Monnerville dans son rapport à la Chambre en juin 1937, « L'on imagine sans peine « le dégoût et le désespoir qui peuvent s'emparer « du nouveau condamné encore amendable. Dans « ce cas, la règle est fort simple : l'individu s'adapte, c'est-à-dire s'avilit, ou il ne survit pas. »

Et Huysmans avait bien raison de penser que « les châtimens de la justice terrestre sont, au

(3) Péan : *Le Salut des Parias*.

« point de vue de l'amélioration des instincts, ré-
« solument nuls ; la prison est utile, parce qu'elle
« nous préserve pendant qu'elle interne des gueux ;
« mais elle ne les assagit pas ; elle les détraque ;
« elle achève de putréfier ceux qu'elle isole ; elle
« devient, pour la pègre, un tremplin de vanité,
« car, dans cette classe-là, les condamnations sont
« des titres et le bagne est une gloire. »

Il importait de s'arrêter un instant sur ce triste aspect de la question. La relégation est une peine qui ne tient compte ni de la personnalité du coupable, ni de sa responsabilité, ni de ses possibilités d'amendement. Aussi, a-t-elle contribué à suggérer à la majeure partie des membres du comité interministériel de 1936, esprits austères et rigides, l'idée de suppression totale des peines coloniales.

3) Un manque d'hygiène

C'est là une des critiques le plus souvent faites aux peines coloniales, on les a même qualifiées de « maladie forcée ». La promiscuité, dont nous venons de parler, le séjour en prison qui a anémié les condamnés, l'hypoalimentation, la mauvaise aération des cases, longs bâtiments dont le sol en terre battue est facilement transformé en boue par temps pluvieux, le travail sous un soleil brûlant ou sous une pluie torrentielle dans un climat déjà sévère pour l'Européen, tout cela constitue par excellence un terrain favorable au développement des épidémies.

En dehors des cas de folie si fréquente chez les condamnés punis de la peine du cachot avant la suppression de cette mesure disciplinaire en 1925, outre les maladies, telles que la syphilis ou la tuberculose qui sévissent dans le milieu pénal avec une

particulière virulence, il en est d'autres, spéciales à la colonie, qui n'épargnent pas les relégués.

La première de toutes est le paludisme que peut contracter toute personne qui a été piquée par un moustique, agent de transmission de la maladie.

Il en est une autre dont peu de condamnés sont exempts, c'est l'ankilostomiase, qui ronge l'intestin et finit par entraîner la mort. On doit enfin signaler la lèpre qui, d'Afrique, s'est implantée en Guyane ; elle y ravage l'élément pénal dans des proportions assez effrayantes, malgré la diminution du nombre des condamnés qui, durant ces dernières années, est tombé de 6.000 à 4.000. En 1927, on comptait 70 lépreux et, selon un rapport officiel du 2 décembre 1937, leur nombre atteignait alors le chiffre de 90. Au 1^{er} mars 1941, on observait pour 1.500 relégués collectifs une proportion de 2 % de lépreux. C'est ce qui a amené le Docteur Rousseau à dire que « la France a réalisé, par la transportation de ses condamnés, la plus vaste et la plus « irréprochable des expériences sur la contagiosité de la lèpre. (4) »

Devant de pareils résultats, plusieurs pays voisins, la République Argentine notamment, ont demandé à la France de prendre des mesures prophylactiques (5). Depuis quelques années, des hôpitaux ont été édifiés dans toute la Guyane, à Cayenne en particulier, où l'on trouve un Institut d'hygiène et de prophylaxie. Pour les relégués, il y a, à Saint-Jean, une ambulance qui peut recevoir 60 malades.

Malgré tout, la mortalité reste énorme parmi

(4) Dr Rousseau : *Un médecin au bagne*, p. 119.

(5) Conférence américaine de la Lèpre, octobre 1922, à Rio-de-Janeiro : discours du professeur Alberastur, délégué de l'Argentine.

les condamnés. La proportion calculée sur un nombre de 5.500 condamnés passe de 7 % en 1925 à 11 % en 1928 (6). Aujourd'hui, pour les seuls relégués collectifs, elle oscille autour de 4 %.

En 1935, le Ministère des Colonies constatait que malgré l'arrivée annuelle de 900 à 1.000 individus, le nombre total des condamnés n'augmentait pas. De nos jours, en 1942, il souligne qu'aucun condamné n'a atteint l'âge de 60 ans.

Les peines coloniales fabriquent de sang-froid de l'hyper-délinquance, elles sont, selon le jugement du Docteur Rousseau, « la négation de la prophylaxie criminelle, des méthodes de rééducation médicales et pédagogiques, de la psychiatrie, du bon sens, en un mot du progrès » ; elles doivent être supprimées.

§ 2. *Le relégué individuel*

Le régime disciplinaire des relégués individuels a été l'objet de vives critiques. On lui a surtout reproché de nuire au reclassement des individus.

Certains ont estimé que l'internement perpétuel n'est ni une peine ni l'accessoire d'une peine, mais une mesure d'ordre et de surveillance qui a pour but de faire du relégué un colon et de lui donner les moyens de se créer, dans sa nouvelle patrie, des intérêts de famille et de propriété. Mesure à tendance colonisatrice ! Elle constituait surtout, dans l'esprit du législateur, le moyen de mettre un terme définitif au problème de la délinquance des condamnés récidivistes, une mesure de « self defence » pour la société métropolitaine. La loi de 1885 re-

(6) Dr Rousseau : *Un médecin au bagne*.

médie à ce danger, par un moyen radical que rien ne peut ni égaler ni remplacer ; la perpétuité de l'expiation qu'elle prononce, constituant, pour la société, un moyen sûr de se préserver, on comprend aisément que le législateur ait été si favorable à cette mesure. On s'explique aussi que les peines sanctionnant l'obligation de résidence par le territoire affecté à la relégation soient aussi sévères ; en effet, l'article 14 de la loi du 27 mai dispose que le relégué, en cas d'évasion, est passible d'un emprisonnement qui peut aller jusqu'à 2 ans.

D'innombrables enquêtes et récits de voyageurs ont décrit la lamentable situation des condamnés libérés.

Certes, le relégué individuel est censé, *a priori*, avoir des moyens d'existence, mais, livré à lui-même, ses moyens ne tardent pas à s'effriter. Il les dissipe sans pouvoir les remplacer. Il traîne un passé infamant et se voit concurrencé par le condamné en cours de peine qui constitue une main-d'œuvre particulièrement bon marché. Mal vu de la population libre, il ne trouve pas à se placer ; les Guyanais, qui ont bien le droit d'exercer une surveillance jalouse contre l'introduction d'individus qui leur seront à charge, s'en méfient.

La plupart des métropolitains commettent une grosse erreur en se figurant encore que les colonies sont peuplées d'indigènes qui, en vertu de la théorie nonchalante d'un perpétuel lendemain, jouissent, d'un bout à l'autre de l'année, d'un doux farniente à l'ombre des frais bananiers dont la cîme, entraînée par le poids des fruits — du « régime », comme nous disons là-bas — s'incline mollement vers le sol. Ce côté légendaire de la vie coloniale, accrédité par la projection de certains films et digne du temps où l'on admirait la grâce langoureuse

d'une Joséphine de Beauharnais, ne devrait plus hanter les esprits. Là-bas, il faut, comme partout ailleurs, lutter sérieusement pour vivre. On travaille mais à la mode du pays, à des ouvrages lents et continus, qui ne font pas de bruit et dans la mesure de ses forces. Un homme qui travaille dans la mesure de ses forces n'est pas un paresseux.

Il ne faut donc pas s'étonner que la Guyane voie d'un mauvais œil son territoire infesté de rebuts sociaux dont l'entretien lui incombe tôt ou tard : ils n'accroissent pas sa production, mais ils viennent prélever leur part sur la consommation. Cette malencontreuse immigration a pour conséquence d'y introduire la gêne, la pauvreté, et d'inoculer au nouveau monde les vices spécifiques des vieilles sociétés.

Les seuls immigrants dont une colonie puisse retirer quelque avantage sont les jeunes gens vigoureux, armés de courage et de patience ; les hommes qui ont dépassé trente ans demeurent une charge pour les pays subéquatoriaux. Il faut à la Guyane des équipes d'hommes honnêtes sains et disciplinés et non des bandes de crapules, diminuées physiquement, déguenillées, sans ressources, et amoindries moralement.

M. Georges Hardy, recteur de l'Académie d'Alger, bien connu pour ses études sur le problème colonial, ne cache pas son sentiment à ce sujet, dans son livre intitulé *Les Eléments de l'Histoire Coloniale* : « Sans parler du forçat, ni même de l'aventurier, dit-il, il est clair que l'Européen de qualité
« inférieure est déplacé dans une colonie, même
« dans les colonies de peuplement, où la brutalité
« de ses sentiments finit par entraîner l'opinion,
« mais à plus forte raison dans les colonies d'exploitation, où les Européens, étant relativement

« peu nombreux, vivent constamment sous le re-
« gard des indigènes, et prennent de l'importance
« du seul fait de leur isolement. Le pauvre diable
« que l'illusion d'un enrichissement rapide a pous-
« sé sous les tropiques entre en concurrence directe
« avec les indigènes, souffre d'être méprisé par eux
« aussi bien que par les hommes de sa race ; il
« vit misérablement, ressent cruellement les attein-
« tes du climat, va de déceptions en déceptions, et
« s'aigrit, devient un farouche ennemi du genre
« humain. Il n'y a vraiment pas de place, aux co-
« lonies, pour un prolétariat européen. Jusque dans
« les plus modestes emplois, le colonial doit être un
« homme bien trempé, d'une moralité certaine,
« muni d'une bonne instruction générale et d'une
« technicité déterminée. » (7)

Que dire, dès lors, du relégué, dont la vie aventureuse a provoqué l'envoi à la Guyane ? Plus ou moins atteint de maladies, vieilli, usé, il a contracté depuis longtemps de mauvaises habitudes et un impatient désir d'indépendance qui ont brisé en lui toute volonté, tout ressort moral. A supposer même, comme on l'a souvent cru, que le changement d'air suffise pour faire d'un malfaiteur un travailleur et un honnête homme, comment persisterait-il dans le dessein de relèvement qui l'anime devant l'hostilité légitime des habitants et l'animosité des autres relégués ou libérés qui, par une curieuse tendance, voient sa réhabilitation d'un mauvais œil et s'efforcent de l'entraver ?

Malgré les nombreuses initiatives, soit administratives (comités de patronage de libérés), soit

(7) Georges Hardy : *Les Eléments de l'Histoire Coloniale*. Edition 1920, p. 139.

privées (œuvres catholiques et protestantes), le relégué s'enlise un peu plus chaque jour dans sa vie éhontée. Aussi, n'est-il pas rare de voir des relégués individuels regagner le pénitencier de Saint-Jean-du Maroni : là au moins ils sont nourris, logés, vêtus, et à l'abri de toute suspicion.

Les peines coloniales sont parvenues à un état de décrépitude tel que les réformes entreprises sont restées lettre morte. A l'avis de ceux qui en ont étudié la vie et les résultats depuis bien des années, un seul remède paraît désormais efficace : leur suppression totale.

SECTION II. — FAILLITE COLONIALE

Ce n'est pas seulement la vie répugnante des condamnés et les résultats catastrophiques des peines coloniales elles-mêmes qui font réclamer la suppression de ces peines : des raisons de politique coloniale bien comprise militent aussi en faveur de cette solution.

Il nous semble que les deux mots de « colonie » et de « pénitencier » hurlent d'être accouplés. Les colonies ne devraient pas être considérées comme des lieux où la Métropole puisse se débarrasser de ses déchets, et, ainsi, éloigner la colonisation libre.

Le Gouvernement a rarement vu l'intérêt de la question. Sous l'Ancien Régime, on expédiait aux colonies des invalides et des filles de joie. Aujourd'hui encore, c'est toujours aux colonies qu'on pense pour se débarrasser des indésirables ; à peu près toutes les possessions françaises, chacune à son tour, ont été menacées de devenir des bagnes. En tout temps, les autorités officielles, comme les familles, ont considéré que les colonies étaient faites

avant tout pour servir d'asile aux aventuriers, aux dévoyés, aux sans métier, aux mécontents. De là, non seulement des envois individuels, qui n'auraient pas grande importance et qu'il serait toujours possible de canaliser, mais l'établissement de courants migrateurs tout à fait regrettables, des importations en masse de déchets humains.

Les Gouverneurs coloniaux, eux, ont ordinairement découvert les dangers de cette conception. Nous les voyons protester, à peu près régulièrement, contre un peuplement détritique qui ne peut que nuire à la sécurité des colonies, ruiner le prestige de la France dans l'esprit des populations d'outre-mer et demeurer inefficace pour le développement économique du pays.

Il semble qu'une chose n'en vaille la peine que si elle intéresse manifestement l'honneur français ou sa sécurité nationale, que lorsqu'il y a péril en la demeure ; alors, on cherche, et on tombe juste. Autrement, cet effort d'attention déplaît ; on estime abusif, inélégant, de se pencher avec des loupes sur des faits de rien du tout.

Or, les colonies rentrent dans la catégorie de ces faits insignifiants, simplement amusants, décoratifs.

Les organes d'information : journaux, revues, livres de voyage, enseignement, intéressés à ne donner à l'opinion que ses aliments préférés, suivent le mouvement, ne se soucient guère d'entreprendre une éducation rationnelle de son sens colonial et se bornent à flatter un besoin d'étonnement.

Quand il s'agit des colonies, un fait n'a de valeur que lorsqu'il est pittoresque, drolatique ou dramatique ; il n'intéresse que par les possibilités d'émotion qu'il contient. Il ne touche la curiosité que par ses côtés enfantins.

Aussi, les Guyanais, en s'adressant à la France, pourraient-ils reprendre, avec raison, le propos de Franklin : « Vous nous envoyez vos convicts, que diriez-vous si nous vous envoyions nos serpents à lunettes ? » On est resté longtemps sans entendre les plaintes les plus vives qu'ils adressaient au sujet du pénitencier, des libérés et des relégués dont la vie de fainéantise et de vagabondage est effroyable. La grande erreur du législateur de 1854 et même de celui de 1885 a été de croire que loin de la Métropole le condamné redeviendrait un honnête colon qui contribuerait au développement de la colonie où on l'exilait. Sa psychologie a été prise en défaut : on ne colonise pas avec des déchets sociaux.

On peut, à la rigueur, et tout en les soumettant à des mesures de surveillance, laisser en liberté ceux qui veulent travailler, mais que le droit à l'oisiveté soit reconnu à ceux qui ne s'en servent que pour devenir la plaie des colonies, c'est là une chose inadmissible. « Les colonies, disait, en 1936, M. Marius Moutet, dans une déclaration à la presse, ont « surtout besoin d'hommes d'énergie et d'hommes « d'une valeur certaine au point de vue physique « et moral. Une colonie pénitentiaire, c'est un pénitencier, ce n'est pas une colonie. »

Rien n'est plus exact. Dans les pays où l'idée coloniale a pénétré les esprits au sens latin du mot, c'est-à-dire au sens d'humanisation, d'élévation, voire d'émancipation, on a vite compris que la présence d'un pénitencier ne fait que renforcer le préjugé d'après lequel les colonies, loin d'être intégrées de plus en plus dans la vie et l'économie de la Métropole, ne peuvent que servir de dépotoirs à ses éléments les plus indésirables. Aussi, ces pays ont-ils supprimé les convicts.

L'idée coloniale n'a pas encore gagné les esprits

au degré qui convient en France. On continue à considérer les colonies comme ces cousins d'un degré éloigné qu'on ne voit qu'au premier de l'an et aux grandes cérémonies familiales : mariages ou funérailles. L'ignorance coloniale, en France, est profonde, chronique, redhibitoire. Elle n'est pas spéciale au gros populaire. On la retrouve tout aussi caractérisée chez les hommes politiques, chez les intellectuels, chez ceux qui, généralement, servent de guides à l'opinion. Le peuple français est pourtant un peuple de curieux : la nouveauté, l'étrangeté, l'enchantent : il ne demande qu'à savoir. Mais il semble bien qu'il soit curieux à la façon de ces bonnes vieilles gens qui ne sortent guère de chez elles et recueillent les potins par la fenêtre ou par-dessus la porte du jardin.

Que connaît, en effet, des colonies, le Français moyen, même cultivé ? Si l'on frappe à cette case de son cerveau, on n'y trouve guère, il faut l'avouer, que des articles de bazar, un ramassis d'idées hétéroclites et contradictoires : le « bon sauvage » du XVIII^e siècle et de Jean-Jacques Rousseau, les tam-tam frénétiques dans la forêt monstrueuse au clair de lune et le déhanchement de la biguine distillant sa chaude poésie par le pavillon d'un trombone à coulisse, le riz indochinois au curry et le couscous arabe au mouton, l'égalité révolutionnaire de toutes les races humaines et les festivités anthropophages des Nyam-Nyam, les malheurs de la case de l'oncle Tom et les négresses à plateau de l'exposition coloniale, les danses de Joséphine Baker et les exploits des « braves » tirailleurs sénégalais ; tout cela se résumant en un vague égalitarisme exotique et sentimental, avec un préjugé inné contre l'exploitation des races dites inférieures. Comment édifier une doctrine coloniale sur une ignorance aussi totale des

colonies, du véritable standard de vie de leurs habitants, de leurs désirs et de leurs besoins ?

Plus curieuse encore, mais presque aussi grande est l'ignorance envers la vie des Blancs en pays tropicaux ; pour la grande majorité des métropolitains, tout ce qui est au delà de Marseille ou de Bordeaux, de Saint-Nazaire ou du Havre, que ce soit l'Afrique ou l'Indochine, la Réunion ou les Antilles, c'est une seule et même chose : « la colonie », et la vie s'y présente sous deux aspects également contradictoires, mais fort simples tous deux. Vision paradisiaque : sous un éternel printemps, l'Européen, minorité royale, tout de blanc vêtu, coiffé d'un casque en chêne-liège à larges bords, nonchalamment étendu dans un « pousse », se laisse promener au travers d'un jardin de rêve. Certaines affiches officielles destinées à favoriser l'engagement dans les troupes coloniales ont illustré cette conception. Vision infernale : sous le soleil mortel, dans le désert ou le marais, le colon se débat, en proie aux affres de la maladie du sommeil ou aux crises de paludisme, tandis que les indigènes pillent son maigre bagage. Ajoutez à cela les perversions morales inévitables, l'alcoolisme obligatoire, le coup de bambou final et le tableau sera complet.

Les métropolitains ne savent pas grand chose des questions qui les intéressent au premier chef. La France nous rappelle un peu ces grandes dames qui négligent leurs propres affaires : elle possède tant de domaines lointains qu'ils ne sauraient lui être tous présents à l'esprit. Le Français qui, d'après Voltaire, n'a déjà pas « la tête épique », laissera-t-il dire qu'il n'a pas non plus « la tête coloniale » ?

L'idée coloniale a pourtant fait un peu de chemin, du moins dans les milieux officiels, car, mal-

gré la belle expérience du Maréchal Liautey au Maroc, l'Européen moyen n'est pas encore arrivé à comprendre que coloniser ce n'est pas considérer les territoires d'outre-mer comme des soupapes de sûreté contre les êtres dangereux qui compromettent la sécurité sociale métropolitaine, que coloniser ce n'est pas non plus européeniser. L'Europe ne s'identifie pas avec la civilisation, elle apporte simplement les compléments de civilisation inventés par elle et qui devraient toujours être adaptés au génie des races avec lesquelles elle entre en contact.

Répandre l'instruction est un fait de civilisation, mais non enseigner le français plutôt que l'arabe. Manger proprement est un fait de civilisation, non manger avec une fourchette plutôt qu'avec des bâtonnets. Aller consulter le médecin, installer le tout-à-l'égout, se laver, porter du linge sont des faits de civilisation, non porter le smoking et le chapeau melon plutôt que le burnous et le turban.

On ne mesure toute la valeur d'un bien que lorsqu'il est menacé ou qu'on en perd, même momentanément, les avantages. La conscience coloniale semble s'éveiller comme un remords ; un sentiment naturel porte le gouvernement à tenir pour acquis que les colonies, nées et grandies à l'ombre de l'insouciance n'ont pas joué leur rôle normal : dispenser la France d'acheter à l'étranger un certain nombre des denrées et des matières que la terre métropolitaine ne fournit pas.

Depuis que la France traverse une période malheureuse du fait de sa récente défaite militaire, il n'est plus un seul homme d'Etat pour considérer le problème colonial sous un jour sombre et désuet. Aussi, est-il plutôt question, dans le projet de réorganisation actuellement à l'étude, d'une fédération

des vieilles colonies et des colonies adultes, des protectorats et des mandats sous l'égide de la Métropole et dans le cadre de l'Empire.

On peut dès lors se demander si cette évolution logique et souhaitable ne serait pas quelque peu compromise par le maintien de la relégation peine-coloniale et si, en pareil cas, la Guyane, toujours confinée dans sa lugubre spécialité, ne ferait pas figure de parent pauvre dans le tableau impérial français.

Mais il est d'autres raisons, aussi impérieuses que l'idée coloniale, qui méritent un examen sérieux.

On pourrait, à la rigueur, hésiter à fournir des pensionnaires au pénitencier de Saint-Jean-du-Maroni — les autres pénitenciers étant en voie d'extinction — s'il était avéré que la transportation rendait quelque service à la Guyane. Mais c'est exactement le contraire qui constitue une cruelle vérité.

La Guyane, pays merveilleux, riche et presque vierge, meurt des peines coloniales. Celles-ci ont jeté sur elle le plus grand discrédit et lui causent le plus grave préjudice en lui conférant une renommée qui éloigne d'elle tous les hommes dont l'esprit d'entreprise et de rénovation contribuerait dans une très large mesure à son essor. Pour tout le monde, Cayenne est synonyme de bagne ; c'est cet enfer, inconnu de Dante, qu'évoque ce nom dans l'esprit de quiconque l'entend prononcer. Les Guyanais devraient-ils s'affubler de cette croix pendant longtemps encore pour racheter les péchés des Métropolitains ?

La présence constante des pires criminels en Guyane a, du point de vue moral, des conséquences funestes. La contamination de la population par l'élément pénal sévit de deux façons : par l'exemple et par la fréquentation.

La dégustation massive d'apéritifs, de rhum — de « punches et de secs » comme nous disons aux Antilles — par les libérés et les relégués individuels, a favorisé l'éclosion et la multiplication des cafés, des « débits de spiritueux » selon l'expression coloniale. Aujourd'hui, la plupart de ces cafés, tenus par des transportés libérés, sont fréquentés par des gens de la population libre. Certes, cet élément libre représente la catégorie la moins intéressante, la moins recommandable de la société guyanaise, mais la contamination n'en a pas moins lieu puisque pareil état de choses n'a pas été enregistré avant la création des établissements pénitentiaires coloniaux et à l'origine des convois.

La pratique de certaines mœurs due à la promiscuité organisée dans les pénitenciers a tendance à prendre pied parmi l'élément libre. Sans la présence de ces établissements, ce mal serait difficilement explicable à ceux qui connaissent la répugnance toute particulière des coloniaux pour de telles pratiques.

Enfin, les statistiques locales révèlent une progression constante de la criminalité parmi l'élément libre. La Guyane ignore cette agitation moderne propre aux centres surpeuplés, elle est aussi demeurée étrangère aux funestes conséquences de la guerre de 1914-1918. On ne peut expliquer cette augmentation de la criminalité que par les exemples donnés par l'élément pénal. Depuis 86 ans, l'immigration de plus de 85.000 transportés en Guyane n'a pas été sans créer une certaine infiltration de l'élément pénal dans la population libre ; des Guyanais se rendent complices de délits perpétrés par des transportés et il n'est pas rare de les voir assis à côté de forçats et de relégués sur les bancs de la chambre correctionnelle ou même de la Cour d'As-

sises : la sanglante émeute qui eut lieu à Cayenne, après les élections législatives de 1928, à la nouvelle de la mort de Galmot et dont les principaux auteurs furent traduits devant le jury criminel de Nantes, vient illustrer douloureusement cette assertion.

Au point de vue de la sécurité des personnes et de la propriété, la présence des hordes de bandits écumant la campagne guyanaise, a eu des conséquences désastreuses.

De tout temps, la colonie a eu à souffrir des méfaits des condamnés évadés. Les dépradations commises par eux sur les biens et sur les personnes ne doivent être réparées par l'Etat, selon le Conseil d'Etat, que si la victime apporte la preuve d'une « faute manifeste et d'une particulière gravité dans l'organisation ou dans l'exercice du service pénitentiaire ». Comme la preuve de cette faute est difficilement rapportable, autant dire que ces dépradations, qu'elles soient commises par des évadés, des libérés ou des relégués, ne sont jamais réparées. Les habitants de la Guyane se voient donc contraints de voisinier avec les pires criminels, sans aucune compensation, sans aucune sécurité, sans la moindre garantie.

A cause des multiples dangers que présente la transportation, l'immigration en Guyane est rendue impossible, malgré les découvertes d'or.

Le colon laisse son propre pays pour trouver ailleurs des conditions de vie meilleures. Or, en Guyane, la jurisprudence du Conseil d'Etat ne lui offre même pas une protection efficace de ses biens et sa propre personne n'est pas à l'abri de la folie destructrice des condamnés. Les pénitenciers créent une insécurité qui éloigne les capitaux de la Guyane. On ne saurait trop s'en étonner à une époque

où le placement de l'argent est subordonné non seulement aux événements politiques, mais aussi aux garanties administratives et judiciaires.

Les premières entreprises avaient compté sur la main-d'œuvre pénale parce qu'elles avaient cru trouver dans la colonie des routes de pénétration, des canaux, enfin tout ce qui constitue les travaux de colonisation pour l'exécution desquels les criminels se trouvent en Guyane. Elles avaient aussi tablé sur la concession de la main-d'œuvre pour leurs exploitations.

Leurs espoirs ont été profondément déçus. Les condamnés n'ont jamais rien préparé. Ainsi, ces entreprises n'ont-elles pas pu fonctionner normalement, leurs données initiales reposant sur de faux raisonnements.

Le pénitencier est une entrave capitale au développement économique et humain d'une des plus riches colonies du domaine français. Il ne lui a rendu aucun service sérieux ; il coûte 30 millions de francs par an (exactement 30.675.665 fr. en 1941) au contribuable métropolitain, à une époque où le budget est déjà lourdement grevé et le Ministère des Colonies a dû prévoir une augmentation de l'ordre de 500.000 francs pour l'exercice 1942.

Par suite des difficultés économiques et maritimes actuelles, il a fallu faire appel aux produits et aux denrées américains, à ceux du Brésil surtout, et comme le change est loin d'être favorable à la France, pour l'instant, le budget s'en ressent quelque peu.

Depuis 90 ans que les forçats d'une part, 56 ans que les relégués d'autre part sont acheminés vers la Guyane, le bilan des travaux réalisés par les colons est bien maigre : une cinquantaine de kilomètres de route, un petit chemin de fer de Saint-

Jean à Saint-Laurent, soit 20 kilomètres en terrain plat, les camps et les infirmeries nécessaires à la transportation. Les routes qui sont d'une importance essentielle dans tout pays, manquent à la Guyane ; la grande route, destinée à relier tous les bourgs de la côte a été inaugurée en avril 1935. Malheureusement, cette inauguration a été trop hâtive, tant était vif le désir d'aboutir les travaux avant le mois de décembre 1935, époque à laquelle furent célébrées les fêtes du Tricentenaire du rattachement des Antilles et de la Guyane à la France. Des tronçons entiers sont devenus inutilisables pour avoir été construits trop en bordure de la mer, un nouveau tracé sur les contreforts rocheux du plateau a été envisagé par le service des travaux publics de la colonie. La construction de pistes automobiles vers l'intérieur pour doubler les fleuves sera-t-elle poursuivie ?

Alors que les colonies sœurs, la Martinique et surtout la Guadeloupe, ont un réseau routier comparable à celui de la Métropole, la Guyane éprouve un certain malaise à montrer au voyageur qu'elle n'est pas encore parée de ces larges rubans d'asphalte qui se déroulent, en tous sens, sur le territoire des Antilles Françaises.

Il n'est pas difficile d'en connaître la raison. La Guyane est vaste, mais elle n'a que 35.000 habitants. Un appel à la main-d'œuvre pénale est vain : le transporté, colonial d'occasion, déficient physiquement, mal rétribué, travaillant sans stimulant véritable, dans des conditions d'hygiène alimentaire et de prophylaxie tout à fait rudimentaires, se laisse aller volontiers à la paresse, à la déchéance physique et morale. Ce n'est pas ainsi qu'un homme se régénère, mais c'est ainsi que la Guyane meurt lentement, puisque la main-d'œuvre pénale, déjà inu-

tile, est la mauvaise main-d'œuvre qui chasse la bonne.

La Guyane Française est pourtant un pays riche qui pourrait attirer de nombreux travailleurs. Mais des états européens, comme l'Angleterre et la Hollande, interdisent aux ressortissants de leurs colonies, voisines de la Guyane, d'aller y travailler ; ils ne doivent pas séjourner dans un pays auquel la France a assigné un rôle aussi ingrat.

D'autre part, des centaines de Martiniquais, après la catastrophe de Saint-Pierre en 1902, et des Guadeloupéens, à l'instar de leurs compatriotes immédiats, qui avaient piétiné tous les préjugés et étaient allés s'embaucher aux placers d'or, n'ont pas prolongé leur séjour au delà de la durée de leur engagement. On ne saurait invoquer, en parlant d'eux, des raisons d'ordre climatique ou matériel. Les Antilles Françaises ont le même climat que la Guyane ; leurs habitants participent du même groupe ethnique et social que les Guyanais, ils parlent, comme ceux-ci, le français et le même patois (le créole), le standard de vie est aussi le même. Ils n'avaient donc aucune raison de ne pas s'adapter ; mais ceux des Guadeloupéens à qui nous avons eu l'occasion de demander pourquoi leur départ de la Guyane avait été si précipité, ne nous ont pas caché que la présence des pénitenciers les incommodait et que la Guyane gagnerait beaucoup à en obtenir la suppression.

Au point de vue social et culturel, la Guyane est si pleinement occidentalisée qu'elle peut soutenir la comparaison avec n'importe quelle province française. En 1926, devant les prétentions des Etats-Unis d'Amérique d'obtenir la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane, en guise de paiement des dettes de guerre, n'a-t-il pas été sérieusement question

de faire entrer dans le « cadre métropolitain » ces trois colonies, françaises bien avant la Corse, Nice et la Savoie ?

Dans la gigantesque mosaïque des peuples soumis à l'autorité française, les habitants des colonies aux marches de l'Amérique constituent, malgré l'éloignement, un cas très particulier. Ce sont des déracinés, des transplantés qui vivent depuis trois siècles et plus sous les influences, l'éducation, et dans l'ambiance occidentales. Dans ces conditions, — irréalisables aujourd'hui — on a obtenu à la fois le tableau vivant d'un métissage ethnique avec toute la gamme des couleurs et une adoption totale des mœurs françaises : l'unité de langue, l'unité de droit font des Guadeloupéens, des Martiniquais et des Guyanais des « assimilés » aux Européens quant à la culture intellectuelle, l'exercice des droits politiques, la participation aux fonctions publiques.

La Guyane française, disions-nous plus haut, est un pays riche. Ce n'est un secret pour personne. « J'en ai assez, disait M. Marius Moutet dans une importante déclaration à la presse au mois d'octobre 1936, de voir une de nos colonies qui a le plus d'avenir, connue seulement par le scandale du bagne. Elle vaut mieux que cela. Je suis certain, pour ma part, que la Guyane commencera à se développer, lorsque le bagne en aura disparu ». Ce sentiment ne coïncide-t-il pas avec celui des « braves « gens de la Guadeloupe », et tous ces propos ne correspondent-ils pas à la plus stricte réalité ?

La Guyane, la plus vieille colonie française, puisque les premiers établissements datent de 1604, la seule terre française du continent américain, est un réservoir de richesses naturelles considérables s'étendant sur une superficie de 116.000 kilomètres carrés, soit un cinquième de la France. Déjà au

xvi^e siècle, époque à laquelle l'imagination des explorateurs, comme sir Walter Raleigh, y avait placé le légendaire Eldorado, des prospecteurs français et étrangers avaient remonté le cours de ses fleuves jusqu'aux monts Tumac-Humac, à la frontière brésilienne. Ils y ont trouvé de l'or, lequel représente environ 90 % des exportations de la colonie, de la beauxite, de magnifiques bois précieux, multiples et variés (cèdre, acajou, palissandre, ébène, mahogany, balata, bois de rose, court-baril, etc.). Ils ont aussi constaté la présence de nombreuses plantes oléagineuses, tinctoriales, textiles et autres. Ils n'ont pu s'empêcher de manifester leur ravissement devant la fertilité d'un sol que couvre une prodigieuse forêt tropicale et qui, pour bon nombre de productions, permet deux et parfois trois récoltes par an. En effet, la nature y est tellement luxuriante qu'elle recouvre rapidement ses droits végétatifs, si compromis soient-ils ; un terrain sarclé ne demande pas plus de quinze jours pour se parer d'une abondante et épaisse toison verte et c'est ce qui explique qu'environ 200.000 hectares de pâturages naturels — de savanes comme nous disons là-bas — attendent actuellement qu'on veuille accomplir l'effort nécessaire pour leur mise en valeur. Dès lors, comment ne pas avoir la conviction qu'avec un rapport suffisant de capitaux, une sérieuse équipe de techniciens, une main-d'œuvre solide et honnête, la Guyane, terre aux possibilités immenses, ne sorte rapidement de son long sommeil léthargique pour occuper dans l'économie d'Empire un rang auquel la transportation l'empêche de s'élever jusqu'à présent ?

Après avoir connu une ère de prospérité réelle, au xviii^e siècle notamment, elle subit depuis 87 ans les funestes effets des peines coloniales. Il n'y a

plus à hésiter. Il faut supprimer les peines coloniales : la peine de la relégation doit suivre le sort de la peine des travaux forcés. La Guyane attend avec une impatience fébrile qu'on la guérisse de ce chancre hideux qui la ronge et tient à l'écart les hommes de bonne volonté.

SECTION III. — FAILLITE INTERNATIONALE

Le point de vue international est un des aspects les moins connus et des plus importants de la question des peines coloniales. Aussi, croyons-nous utile de nous y arrêter.

En 1885 déjà, un projet australien, postérieur au vote de notre loi sur la relégation, proposait d'astreindre le capitaine de tout navire venant de la Nouvelle Calédonie, ou y ayant simplement accosté, à fournir, sous peine d'une amende de 100 livres sterling, l'identité exacte de toutes les personnes se trouvant à bord. D'après ce projet, il fallait une permission ministérielle pour que le navire fût autorisé à communiquer avec la terre australienne. Le seul fait du débarquement d'un criminel entraînait la confiscation du navire et de toute sa cargaison. Aucune autre preuve n'était nécessaire. De son côté, le capitaine était passible d'une peine d'emprisonnement pouvant s'élever jusqu'à 5 ans.

L'irritation devint même très vive dans certains états australiens, notamment dans la Victoria et la Nouvelle Galle du Sud, à la suite des dommages causés par des criminels échappés des bagnes de la Nouvelle Calédonie. On était arrivé au point qu'en 1893, un député anglais, Mr Hongan, demandait au Ministre des Colonies britanniques, Sir Edward Grey, au cours d'une séance à la Chambre des Communes, s'il avait connaissance d'une proposi-

tion formulée par un député de la Nouvelle Galle du Sud, en vue du transfert de la Nouvelle-Calédonie sous le contrôle de la Grande-Bretagne, par son achat à la France, de façon à mettre un terme aux sinistres exploits des évadés !

M. Etienne, alors Sous-Secrétaire d'Etat aux colonies, pour bien marquer que la France ne céderait pas à une pression extérieure, mais s'inspirerait uniquement de considérations d'ordre colonial en envisageant l'arrêt de la transportation en Nouvelle-Calédonie, était amené à déclarer : « La France est maîtresse absolue de ses Colonies : si elle juge qu'il faut diminuer, supprimer la transportation, elle le fera, mais à son jour et à son heure, librement. »

Il n'en était pas moins pénible de voir la France dans l'obligation de défendre son prestige, au sujet d'une question pénitentiaire qui n'aurait jamais dû dépasser le cadre des préoccupations d'ordre intérieur.

Comme on le voit, les difficultés créées par les autorités britanniques surgissaient pour la Nouvelle-Calédonie. L'importance de la question y était certainement moindre qu'en Guyane, l'île de la Nouvelle-Calédonie étant, en effet, éloignée de la terre la plus proche, l'Australie, de 1.500 kilomètres ; mais les autorités de ce pays voisin ne se gênèrent pas pour faire subir à la France des petites vexations du genre de celles que nous avons rapportées plus haut.

Les pays limitrophes de la Guyane se laissent volontiers entraîner de plus en plus à des mesures graves et vexatoires pour l'orgueil national français. Cependant, on n'a pas encore eu affaire à une opinion publique puissante et organisée, mais plutôt à des réactions individuelles de ces états. Leur

ostracisme, de fraîche date, n'existe en réalité que depuis la crise économique mondiale. L'entrée massive d'évadés sur leur territoire, pendant cette période difficile, a fait craindre un accroissement du nombre des chômeurs ; au temps où le travail abondait, les fugitifs étaient bien accueillis ; aujourd'hui les frontières se ferment devant eux.

On ne se persuade jamais assez que la Guyane, vieux foyer de civilisation française, n'est pas cette terre lointaine que les imaginations paresseuses placent quelque part « au bout de la nuit » mais qu'elle fait partie de l'Amérique. On oublie trop aisément que, placée sur la côte septentrionale de l'Amérique du Sud, elle est contiguë au Brésil, voisine du Vénézuéla, des Antilles anglaises et des républiques de l'Amérique latine. Ces pays jeunes, au nationalisme exacerbé, constituent aujourd'hui une civilisation culturellement et ethniquement métisse et se piquent de montrer au monde que, tant du point de vue social (la République de Saint-Domingue ne dispose-t-elle pas d'une prison modèle à l'île des Pins ?) que du point de vue intellectuel, ils ont atteint un degré de développement comparable à celui des grandes nations européennes. Si l'on connaît le point d'honneur qu'ils mettent à ne pas être tenus pour des nations inférieures par les grands états européens, on conçoit que leur susceptibilité soit douloureusement chatouillée de voir qu'un pays de l'Amérique latine ait été choisi comme dépotoir de tous les déchets sociaux que la France rejette de son sein. Ils considèrent ce choix comme une preuve de mépris à leur endroit.

Leur hostilité s'est encore accrue du fait qu'ils ont eu à souffrir matériellement de ce pénible voisinage. De nombreuses évasions ont fait affluer sur leur territoire des forçats en rupture de ban ou des

libérés et des relégués en rupture de résidence. Le danger créé par ces indésirables, la promiscuité, les troubles qu'ils engendrent, les frais que nécessitent leur arrestation et leur rapatriement ont déclenché depuis plusieurs années des articles de presse particulièrement violents contre la France et ont même provoqué diverses interventions diplomatiques auprès du Ministre des Affaires Etrangères du Quai d'Orsay. Aussi, dans une lettre confidentielle datée du 21 novembre 1935, M. Pierre Laval, alors Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères, écrivait-il à M. Louis Rollin, Ministre des Colonies : (8)

« Au cours des dernières années, mes services
« ont eu à transmettre à votre département de nom-
« breuses communications émanant de nos postes
« diplomatiques et consulaires en Amérique au su-
« jet de nos établissements pénitentiaires en Guya-
« ne. Vous avez été ainsi informé des multiples dif-
« ficultés contentieuses, protestations officielles ou
« officieuses, campagnes de presse... les concer-
« nant. *Je dois vous signaler que ces difficultés et*
« *ces campagnes se sont beaucoup développées ré-*
« *cemment et qu'elles provoquent une véritable re-*
« *crudescence d'hostilité dans les pays améri-*
« *cains... Dans les deux Amériques, un état d'hos-*
« *tilité unanime et violent s'affirme contre nos éta-*
« *blissements de la Guyane. »*

Le maintien des Etablissements pénitentiaires en Guyane engendre, en effet, un contentieux innombrable avec les gouvernements voisins : Pays-

(8) Journal *Le Figaro*, 28 et 30 décembre 1937, 1^{er} janvier 1938.

Bas, Vénéuéla, Empire Britannique, Colombie, Brésil et Pérou.

Parmi ces pays, la Colombie surtout se signale par l'âpreté de ses attaques. Depuis janvier 1932, on peut signaler de très nombreux articles, la plupart signés de personnalités importantes de la presse de Bogota et de Barranquilla.

Dans son numéro du 8 janvier 1932, l'important journal *El Tiempo*, de Barranquilla, a publié un article intitulé « Une honte pour l'Amérique », qui se termine ainsi : « Réformer le régime du pénitencier de la Guyane ? *Non, mais le supprimer entièrement* : La France ne gagne rien à cette institution et y perd beaucoup. Elle y perd des millions chaque année. Elle y perd surtout du prestige comme nation colonisatrice et humanitaire. Cette colonie pénale est un désastre, qui la déshonore et déshonore l'Amérique... la colonie est comme au premier jour et pire : rongée de criminalité et de vices, et rongéant, par les évadés, les pays d'Amérique où ils se réfugient. *Les trois Guyanes européennes sont des épines enfoncées dans la liberté de l'Amérique. Mais la Guyane Française est, en outre, un cancer affreux et qui requiert une intervention chirurgicale urgente pour l'hygiène internationale et l'honneur de l'Amérique souillée par cette survivance de l'esclavage dans sa force la plus intolérable, l'esclavage de l'Etat.* »

Ce même journal ne s'en tient pas là. Dans un éditorial du 10 novembre 1933, il assure que « lorsque l'opinion américaine sera mieux organisée, il se formera un jour, peut-être proche, un mouvement formidable qui obligera la France à retirer les établissements pénitentiaires, et cela d'une

« façon humiliante pour elle, alors qu'aujourd'hui
« une mesure spontanée serait accueillie dans toute
« l'Amérique comme une concession bienveillante et
« triomphale de la France, concession qui consti-
« tuerait, dans toutes les républiques boliviariennes,
« le meilleur acte de propagande que la France
« puisse envisager ». Et en conclusion, *El Tiempo*
demande même que la question soit portée devant
un aréopage international en faisant remarquer que
seule la crainte de froisser le gouvernement fran-
çais avait empêché de mettre, jusqu'à présent, le
problème du maintien des établissements péniten-
tiaires en Guyane, à l'ordre du jour de la confé-
rence panaméricaine.

Les désordres causés par les évadés qui ont don-
né naissance à cette campagne sont fréquents. Ain-
si peut-on signaler des troubles provoqués, au dé-
but de 1933, par la présence à Barranquilla de 15
fugitifs et par l'arrestation de 20 autres quelques
mois après. L'arrivée intempestive de ces tristes in-
dividus imposa au gouvernement colombien la
charge de leur entretien et de leur surveillance jus-
qu'à leur embarquement au mois de septembre ;
une indemnité fut d'ailleurs réclamée à la France.

L'année suivante, c'est l'arrestation, à Santa-
Maria, de 10 évadés, qui provoque une nouvelle pro-
testation de la légation colombienne à Paris ; celle-
ci insiste sur le fait que, depuis longtemps, les pays
du Nord de l'Amérique latine se sont rendu compte
de la menace perpétuelle qu'impliquait pour eux le
voisinage des établissements pénitentiaires de la
Guyane.

En 1935, nouvelle arrestation de quatre évadés
dont un déjà réintégré en 1933, nouvelle protesta-
tion du gouvernement colombien qui rappela que,
durant ces dernières années, plus de 70 évadés des

pénitenciers de la Guyane se sont réfugiés sur son territoire et que quelques-uns de ces indésirables y ont commis des crimes ou des vols tellement audacieux que l'opinion publique en a été violemment émue. Les évadés de la Guyane, ajoutait la protestation, sont les instigateurs ou les co-auteurs de plus de 82 crimes commis en Colombie pendant ces dernières années. Et le représentant français à Bogota de conclure : « Nous n'avons aucune idée du « tort incalculable que nous fait dans l'Amérique « Centrale le maintien de cette institution désuète, « dont le plus clair effet est d'alimenter toutes les « propagandes hostiles qui se font ici contre nous « et qui, assurément, ne contribuent pas à montrer « aux populations hispano-américaines le vrai visage de la France... La république française souffre de l'existence des pénitenciers guyanais et des « tristes échantillons de notre race qu'ils répandent « dans tous les pays environnants et qui y submergent les éléments français sains et honnêtes. »

Au Vénézuéla, à la nouvelle que le Gouvernement français avait décidé, en Conseil des Ministres, de déposer un projet de suppression de la transportation, le journal *La Esfera*, dans son numéro du 28 octobre 1936, annonçait à grands titres et avec joie la disparition prochaine des établissements pénitentiaires, mais ne manquait pas d'ajouter : « Le pénitencier de la Guyane française a une « histoire terrible... Rien de plus cruel que le régime pénitentiaire de la Guyane française, où il « n'est pas possible que les condamnés rencontrent « autre chose que la misère physique et morale et « la mort.

Bien des fois on a reproché à la France civilisée l'établissement de ce dur pénitencier dans une « de ses colonies, où la rigueur de la nature rend

« encore plus insupportable la destinée du forçat.
« Et quand l'un s'évade, il vient aborder les pays
« voisins de la Guyane, Brésil, Vénézuéla ou Co-
« lombie. La rigueur du climat, le désespoir, la
« promiscuité dans laquelle ces individus vivent, ont
« rendu impossible leur redressement. En s'incor-
« porant subrepticement dans la vie de nos pays
« avec leurs vices et leurs projets criminels, ils
« nous ont causé bien souvent un grand préjudice.
« C'est pourquoi la nouvelle publiée de la suppres-
« sion par le gouvernement français de son établis-
« sement pénal nous paraît d'un grand intérêt, car
« le danger suscité dans le pays par les évadés de
« la Guyane sera désormais écarté. De toute façon,
« non seulement au point de vue humanitaire, mais
« aussi au point de vue de notre sécurité nationale,
« il faut se réjouir de voir supprimer un voisinage
« certainement périlleux. »

Le Vénézuéla se plaint, en outre, des 500 trans-
portés qui résident actuellement sur son territoire.
Constamment, à la légation de France, à Caracas,
ou au Ministère des Affaires Étrangères, des deman-
des sont faites en vue de conclure un traité spécial
d'extradition facilitant la remise des fugitifs.

A son tour, le représentant français à Caracas
décrit la situation lamentable de la Société Fran-
çaise corrompue par les évadés. « La suspicion
« s'étend sur tous nos compatriotes, dit-il. Des fran-
« çais, parfaitement honorables, se voient confon-
« dus avec les malfaiteurs. Un méfait est-il com-
« mis ? L'opinion en accuse les Français. En fait,
« les évadés et les libérés se trouvent être, dans
« beaucoup de cas, les auteurs de crimes de droit
« commun. Le nom même de Français, dans quel-
« ques villes, désigne la lie de la population par-
« quée dans les quartiers mal famés ! »

Le gouvernement Néerlandais s'est plaint, lui aussi, des nombreux évadés qui se réfugient sur le territoire de la Guyane hollandaise. Il a même exigé le remboursement des dépenses de police spéciale, des frais de transports qu'entraînait la centaine de fugitifs qu'il remettait en moyenne chaque année aux autorités françaises et par deux fois en deux ans les Pays-Bas demandèrent à la France une surveillance plus efficace de ses frontières.

Le maintien des établissements pénitentiaires en Guyane a pour conséquence de soumettre la France à des pratiques pénibles. En guise de représailles, on s'efforce de refouler les indésirables sur le territoire de la Guyane Française. Des mesures vexatoires et restrictives étaient prises dans les pays limitrophes vis-à-vis des vaisseaux de la Compagnie Générale Transatlantique chargés de la liaison de la Guyane avec les Antilles françaises et la Métropole. En juillet 1933 le gouvernement de l'île de la Trinité (Antilles anglaises) a proposé que tous les criminels présumés évadés de la Guyane Française et abordant l'île fussent désormais embarqués immédiatement sur le premier navire battant pavillon français qui jetterait l'ancre dans la rade de Port-of-Spain. De son côté, l'opinion publique, mise en défiance, soit par la presse, soit par l'activité de certaines associations, accorde ses sympathies aux condamnés. C'est ainsi qu'un arrêt du Private Council, rendu le 27 juillet 1931, a annulé une décision de la Cour Suprême de la Trinité accordant la remise de trois fugitifs, Caullier, Kossakhato et Retzen, aux autorités françaises, décision dictée uniquement par des considérations humanitaires et une appréciation pessimiste du sort réservé aux transportés de la Guyane.

Dans la république de Saint-Domingue, la sus-

picion s'étend sur tous les Français : l'un d'eux aborde-t-il à Saint-Domingue ? Le Ministre accrédité auprès du Gouvernement français demande aussitôt une enquête.

Le Brésil, le Pérou ont eu, eux aussi, à se plaindre des évadés, mais dans des proportions moindres. C'est ainsi qu'au Pérou des ressortissants français ont été emprisonnés sans jugement par la police du pays, malgré les protestations du consul français, et les autorités locales n'accordèrent enfin leur élargissement, qu'en ordonnant leur expulsion.

Ce mécontentement de l'Amérique centrale et méridionale a gagné les Etats-Unis qui supportent mal que des pays européens s'implantent dans cette portion de l'Amérique qu'ils considèrent comme un fief réservé à leur seule influence. Les articles et les enquêtes ont pris prétexte du bague pour faire baisser la France dans l'estime des Américains. Les plaintes des républiques Sud-Américaines ne sont pas passées inaperçues. Un parti hostile à la France les a soigneusement enregistrées. Il s'est empressé de les déployer au grand jour au moyen d'une campagne savamment orchestrée, qui n'hésite pas à présenter la survivance de la transportation, disparue dans tous les pays — sauf au Portugal et en Italie, où elle a surtout un caractère politique — comme un signe d'indifférence au progrès et de la carence manifeste de l'esprit d'humanité et d'organisation sociale de la France.

Cette propagande antifranaise est menée par Allison Booth, dans deux ouvrages dont les titres sont significatifs : *Hell's Outpost* (La porte de l'enfer), et *Devil's Island* (L'Ile du Diable).

Les agences de tourisme ne répugnent pas à fournir des informations insidieuses ou même volontairement inexactes. Ainsi, en 1931, l'United

Press donnait-elle sur la transportation à bord du « La Martinière » des détails aussi sombres que peu vraisemblables, mais qui n'en produisirent pas moins une très désagréable impression, puisqu'on signale qu'effectuant une croisière en 1932, des Américains n'osèrent pas descendre pour visiter Cayenne pendant l'escale. Le fait a d'ailleurs été porté à la connaissance du Ministère des Affaires Etrangères.

Le *New York Times Magazine* des 3, 10 juillet 1934, et du 4 décembre de la même année, a publié un reportage dramatique de Sir Miler Niles sur la « Land of the Dry Guillotine » (la terre de la guillotine sèche), ou « Une visite aux pénitenciers effrayants de la Guyane dans lesquels les hommes, dépourvus de tout, luttent sous un ciel tropical, sans le moindre espoir ».

Un autre reportage, qui n'est pas moins suggestif : « Free, They yearn for devil's isle » (libres, ils regrettent amèrement l'île du Diable), porte en sous-titre : « la vie des anciens forçats livrés à eux-mêmes, à Cayenne, est une sombre tragédie ». Ce reportage dramatique est d'ailleurs truffé d'inexactitudes.

Les Américains s'apitoient aisément sur le sort des libérés, et sir Allison Booth, dont nous avons déjà parlé, s'est cru obligé d'écrire à l'Ambassadeur de Belgique à Washington pour lui signaler les malheurs d'un ressortissant belge que l'administration pénitentiaire française venait de libérer.

Parallèlement à l'action de la presse, le cinéma, lui aussi, puissant moyen de propagande américaine, est utilisé pour frapper l'opinion. Le film « Green Hell » (l'enfer vert), dû au metteur en scène Hulli Burton, a remporté un vif succès qui doit cer-

tainement le plus clair de son actif aux calomnies répandues contre la France.

Le caractère dramatique et spectaculaire des œuvres écrites ou filmées relatives à la vie des forçats, impressionne vivement l'esprit sensible des Anglo-Saxons. Leur goût du romanesque se trouve flatté en même temps que les motifs charitables de leurs protestations donnent satisfaction à leur profond souci de morale.

Cet esprit de dénigrement des institutions françaises a d'ailleurs largement débordé le cadre du continent américain. Il a été enregistré non seulement par les Pays-Bas, mais encore par l'Angleterre. Des organisations sociales, comme la Howard League for Penal Reform, ont mené une campagne violente dans le *Birmingham Mail* en 1934 contre le maintien de la transportation et accordent manifestement leur appui aux évadés. Or, on ne doit pas oublier que si la Howard League poursuit un but comparable à celui de la Société Générale des Prisons, son action est infiniment plus puissante. Elle n'est pas restée seulement une société savante : elle s'attache avant tout à l'éducation de l'opinion publique et l'ampleur des mouvements d'opinion qu'elle détermine est loin d'être négligeable. (9)

L'Allemagne non plus n'a pas épargné la France dans ses critiques d'ordre pénitentiaire. Le *Berliner Illustrierte Zeitung* s'est fait l'écho d'articles parus en 1929 dans le *Los Angeles Record* de la Trinidad (Antilles anglaises). En mai 1935, de violents articles sont publiés par l'*Abendblatt* de Munich, à propos du départ pour la Guyane du *La Mar-*

(9) Bulletin de la Société des Prisons et de Législation Criminelle, 1929, page 50 et suivantes.

tinière, tragiquement désigné « Le Navire de l'Épouvante ».

Enfin, même la Pologne n'a pas hésité à relater, à ce sujet, dans le *Przedwit*, des nouvelles tendancieuses ; ce qui démontre que des nations qui n'y avaient d'ailleurs aucun intérêt se sont laissés volontiers entraîner dans cette campagne malveillante.

Après toutes ces attaques, comment ne pas souhaiter ardemment une suppression totale des peines coloniales, afin d'enlever aux nations étrangères un prétexte de plus à prétendre que la France, comme état colonisateur et pénaliste, a piteusement échoué et qu'elle n'a jamais su mettre en valeur ses territoires d'outre-mer, ni en tirer un profit honnête ? C'est certainement pour pallier les effets de cette campagne désobligeante que des juristes éminents n'ont pas hésité à demander la suppression de la transportation. « Les abus survivent « aux réformes, dit M. Hugueney, c'est donc que « la transportation est atteinte d'un mal congénital « et, au lieu de la supprimer, on la grignotte ». M. Matter, Membre de l'Institut, alors procureur général près la Cour de Cassation, avoue qu'après avoir été un partisan convaincu de la transportation, il en est devenu un adversaire irréductible et M. Donnedieu de Vabres reconnaissait, en 1934, qu'en supprimant les peines coloniales, on réaliserait une politique d'économie triple :

« Une économie d'argent d'abord. Indépendamment des sommes considérables que nous gaspillons chaque année à la Guyane, nous sacrifions une colonie qui pourrait nous rapporter et nous faire honneur.

« Une économie de souffrances ensuite...

« Une économie de honte enfin. Par le régime

« de la transportation, nous nous déshonorons auprès de 30.000 habitants qui peuplent notre colonie. Nous nous déshonorons auprès des peuples qui nous avoisinent. » (10)

Les peines coloniales anémient la Guyane qu'elles marquent d'un lourd stigmate : elles sont une entrave capitale au développement économique et humain de ce riche pays. La Nouvelle-Calédonie, dont le bagne a disparu depuis plus de 30 ans, commence à peine à se libérer de la lourde hypothèque qu'un tel établissement a fait peser sur sa réputation mondiale. Il en sera de même pour la Guyane, dont les pénitenciers contiennent encore plus de 4.000 condamnés. Il lui faudra plusieurs années pour se libérer, par extinction, de la plaie de la transportation et c'est à ce moment seulement qu'elle pourra songer à faire appel à la main-d'œuvre libre et retrouver l'essor que lui réservent ses immenses richesses naturelles.

(10) Donnedieu de Vabres ; conférence faite le 15 mars 1934, au Centre d'études juridiques coloniales de l'Union coloniale française.

CHAPITRE IV

PROJETS DE RÉFDRME

Les peines coloniales ont fait l'objet de nombreux projets de réforme. Quelques-uns ont abouti sur certains points de détail, mais, pour les raisons que nous avons déjà exposées, on ne parviendra jamais à obvier aux inconvénients les plus graves de ces peines. Ce n'est que par « replâtrage » qu'on pourra empêcher de se corrompre davantage des récidivistes amendables qui restent en contact avec des incorrigibles, qu'on donnera à la relégation le caractère d'intimidation qui lui est nécessaire et qu'on parviendra à mettre en valeur la Guyane.

C'est devant le lamentable échec des peines coloniales que certains juristes en ont demandé la suppression totale et définitive.

Nous ne nous arrêterons pas aux réformes proposées et qui ont abouti aux décrets du 18 septembre 1925 sur l'utilisation de la main-d'œuvre pénale et sur le régime pénitentiaire. Nous nous contenterons d'examiner les différents projets qui embrassent à la fois la question des travaux forcés et la question de la relégation. C'est à cette dernière que seront consacrés les développements qui vont suivre ; nous étudierons successivement la proposition Chautemps, le projet Hugueney, l'avant-projet du Code Pénal et le projet gouvernemental du 30 décembre 1936.

SECTION I. — LA PROPOSITION CHAUTEUPS

Des auteurs comme Beccaria, Bentham, Bernaud, Bernardin de Saint-Pierre, Beauchet, Beaumont, Rossi et de Tocqueville, pénétrés des graves défauts que présentaient les peines coloniales, étaient partisans de sa suppression pure et simple.

Mais le premier projet important qui ait été élaboré en ce sens est une proposition de loi de M. le Sénateur Chauteups, présentée le 8 juin 1908 (1). Ce projet supprimait totalement les peines coloniales et les remplaçait par la réclusion dans les maisons de force.

Il décide, pour les récidivistes, que :

« ...tous les individus qui, dans un intervalle
« de 10 ans, non compris la durée de toute peine
« subie, ayant déjà encouru :

« 1) ou une condamnation aux travaux forcés ;

« 2) ou deux condamnations à la réclusion ou
« à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes ;

« 3) ou trois condamnations à plus de trois
« mois d'emprisonnement pour vol, escroquerie,
« abus de confiance, outrage public à la pudeur,
« excitation habituelle de mineurs à la débauche.

« ...auront commis à nouveau, soit des faits
« qualifiés crimes, soit l'un des délits précités au
« n° 3 ci-dessus, seront punis de la peine des tra-
« vaux forcés pour deux ans au moins et dix ans
« au plus. »

Cette solution préconisée avait ainsi pour ré-

(1) Annexes du Sénat, 1908, n° 200 et 201.

sultats de simplifier et de ramener à 3 le nombre des cas de relégation, de changer le caractère de la faute : la récidive faisant d'un délit un crime, le principe de l'automatisme disparaissait puisque le jury pouvait toujours apprécier souverainement. Le traitement appliqué aux récidivistes n'était plus le même : le régime cellulaire absolu pendant au moins un an, puis associé au travail en commun... et en silence pendant le jour, remplaçait, dans la proposition Chautemps, la peine des travaux forcés et la relégation peine coloniale. Il aurait eu des effets moralisateurs que ne saurait donner la vie en commun, sous le climat de la Guyane. D'autre part, étant donné l'impossibilité d'entourer le vaste camp de Saint-Jean-du-Maroni de clôtures infranchissables, la question des évasions fort fréquentes était résolue dans un sens favorable. La Guyane elle-même y gagnait puisqu'elle n'était plus exposée au danger constitué par la présence des récidivistes. Enfin, le budget était soulagé ; le relégué coûtait, à cette époque, 2 francs par jour, frais de transport, d'administration et de surveillance compris, son internement dans une maison centrale revenait à 787 millimes 5 par jour.

Cette proposition de réforme présentait un réel progrès sur le système de 1885 puisqu'elle limitait la durée de la relégation — au lieu d'être perpétuelle, elle devenait temporaire avec maximum de 10 ans — et favorisait le relèvement du récidiviste : peut-être l'espoir d'une libération définitive soutiendrait-il son courage et donnerait-il des résultats !

Mais rien n'est prévu en faveur du condamné une fois sa peine purgée. Il est probablement abandonné à lui-même, ce qui ne serait pas sans danger pour la Société, surtout si l'on pense que les anciens condamnés éprouvent de grosses difficultés à trou-

ver du travail et cela même lorsqu'ils sont recommandés par des sociétés de patronage dont la diligence et la sollicitude ne sont pas les principales qualités.

Cette proposition Chautemps fut rejetée, après de longs débats, parce que trop absolue, et surtout parce qu'elle prévoyait le rapatriement de tous les condamnés en cours de peine.

SECTION II. — LE PROJET DE M. L. HUGUENEY

La question de la transportation resta en somme pendant de nombreuses années ; elle devait rebondir à la suite de la publication des résultats de la sensationnelle enquête faite en 1923 par le journaliste Albert Londres.

La commission nommée par le Ministre de la Justice étudia la réforme de la transportation. Le rapporteur de cette commission fut M. le Professeur Hugueney, de la Faculté de Droit de Paris. Le projet qui en sortit était beaucoup moins catégorique que le précédent, il ne supprimait pas la peine coloniale, mais l'aménageait, la « grignottait », selon la pittoresque expression du rapporteur. La relégation est complètement négligée et s'il en est fait allusion c'est pour bien souligner que seul pourra bénéficier d'une dispense de transportation le « condamné non relégable ». Peut-être ce projet estimait-il que les récidivistes ne devaient pas éveiller l'attention du législateur !

Ce projet, sévèrement attaqué, lors de son apparition, fit l'objet de nombreuses critiques. Il n'eut pas plus de succès que celui de M. Chautemps et les réformes apportées par le Gouvernement au régi-

me de la transportation, par décrets du 18 septembre 1925, ne visent que la peine des travaux forcés.

En 1928, l'Armée du Salut, saisie de nombreuses plaintes de la part de libérés, dépêcha M. Péan en Guyane, pour y étudier le régime de la transportation. Les résultats de son enquête, tout aussi concluants que ceux du reportage d'Albert Londres, incitèrent les auteurs à chercher, à nouveau, des réformes au régime de la transportation. Aussi, le 9 juillet 1929, M. Maurice Sibille, député, déposait-il, en ce sens, une proposition de loi. Celle-ci, après rectification de son auteur, ne fait que reprendre le principe du projet de M. Hugueney ; la question de la relégation n'est pas davantage envisagée. Adoptée le 19 juin 1931 par la Chambre des Députés, cette proposition n'a jamais fait l'objet de discussions au Sénat, malgré de multiples réclamations.

SECTION III. — AVANT-PROJET DU CODE PÉNAL

Il nous faut arriver à l'avant-projet du Code Pénal de 1932, œuvre d'une commission extra-parlementaire dont les travaux se sont poursuivis de 1930 à 1932, sous la présidence de M. Paul Matter, alors procureur général à la Cour de Cassation, pour trouver un projet de réglementation de la peine de la relégation.

Soumis aux Cours d'appel et aux Facultés de Droit, le résultat de ces études a abouti à la rédaction d'un projet définitif qui attend encore qu'on veuille bien le sortir des cartons.

Il y a une différence capitale entre le texte de l'avant-projet et celui du projet définitif au sujet du régime d'exécution de la peine de la relégation :

L'article 69 de l'avant-projet, énumérant les mesures de sûreté privatives de liberté, proposait :

1° Pour les anormaux irresponsables, l'internement dans une maison de santé ;

2° Pour les mendiants et vagabonds, l'internement dans un dépôt de mendicité ;

3° Pour les récidivistes incorrigibles et les délinquants d'habitude, l'internement dans un établissement de travail de la France ou de ses possessions.

Les articles suivants posent les règles directrices auxquelles les récidivistes devront obéir :

Article 74. — « Seront internés dans un établissement de travail agricole ou industriel, pour y être soumis, sous un régime approprié, à une réadaptation sociale, les récidivistes qui auront « dans « quelque ordre que ce soit, et dans un intervalle « de dix ans, non compris la durée de toute peine « subie, encouru les condamnations énoncées à l'un « des paragraphes suivants... »

Article 75. — « Le jugement ou l'arrêt décidera si l'internement sera subi dans un établissement de travail sur le territoire de France ou sur celui des possessions d'outre-mer. Il en fixera la durée qui ne pourra être moindre de cinq ans ni être supérieure à quinze ans. »

La relégation, jusqu'ici perpétuelle, devient temporaire ; on parle d'internement dans un établissement de travail. Cet internement varie, au gré du juge, de cinq à quinze ans, et peut être subi facultativement soit en France, soit dans une possession coloniale. L'internement dans un établissement colonial ne peut d'ailleurs être prononcé ni contre les femmes, ni contre les individus âgés de

plus de 60 ans ou de moins de 21 ans, à l'expiration de leur peine principale.

Mais, après les observations présentées par les Facultés de Droit et surtout par les Cours d'appel, la Commission de réforme du Code Pénal fut amenée à réviser le texte du projet.

L'article 69 ne parle plus d'internement dans un établissement de travail de France ou de ses possessions, mais il porte en toutes lettres pour les récidivistes incorrigibles la peine de la relégation et l'article 74 précise « La relégation consiste dans « l'internement dans un établissement de travail, « sous un régime approprié de réadaptation sociale, « des récidivistes rentrant dans les condamnations « énumérées aux deux articles qui suivent. *Elle est « subie hors du territoire de la métropole.* Toute- « fois, le juge peut, à titre exceptionnel et après « délibération spéciale, ordonner que cette mesure « sera exécutée dans un établissement industriel ou « agricole, situé en France ou en Algérie. »

Le transfert des relégués dans une colonie lointaine constitue le principe. Cette règle générale est même étendue par le projet de réforme du Code Pénal aux femmes et aux mineurs de 21 ans qui pourront, sur leur demande expresse, être envoyés dans un établissement situé hors du territoire métropolitain.

Malheureusement, le projet ne parle pas de l'organisation de ces établissements pénitentiaires. Les condamnés — ce qui ne serait pas un fait nouveau en France — pourront-ils travailler « *all aperto* », puisque le projet parle d'établissements pénitentiaires agricoles ? Ce mode de travail constituerait, au point de vue physiologique et moral, un progrès sensible sur celui de l'exécution actuelle. Il

a donné d'ailleurs de bons résultats (2) en Grèce et en Italie, où les condamnés sont affectés au défrichement des terrains incultes et infestés de paludisme.

SECTION IV. — PROJET DE 1936

Arrivons maintenant au projet de loi du 30 décembre 1936.

La Commission interministérielle réunie auprès du Ministère de la Justice et chargée d'élaborer très rapidement un projet de suppression des peines coloniales, comptait parmi ses membres, M. Matter, devenu premier président de la Cour de Cassation, M. Mossé, représentant l'administration pénitentiaire, de hauts fonctionnaires du Ministère des Colonies et même des hommes politiques comme M. Monnerville, député de la Guyane. Avant même que les réunions de cette commission ne commencent, le Gouvernement avait supprimé la transportation des forçats par simple mesure administrative, acte d'une illégalité flagrante.

Le petit nombre des réunions de la Commission, six ou sept, s'explique par cette circonstance toute fortuite que son travail avait été, pour ainsi dire, préparé par les nombreuses discussions qui avaient eu lieu au sein de la Société Générale des Prisons, en 1924 notamment, auxquelles avaient participé beaucoup de ses membres. C'est vraisemblablement à ce chiffre restreint de réunions que doit être imputée la forme hâtive du projet de loi. On va voir, en effet, qu'il n'est à l'abri des critiques ni dans le fond, ni même dans la forme.

(2) Revue de Science Pénitentiaire et Bulletin de la Société Générale des Prisons, 1926.

Déposé le 30 décembre 1936 sur le bureau de la Chambre des députés par MM. Marc Rucart, Ministre de la Justice et Marius Moutet, Ministre des Colonies, le projet a été examiné par la Commission de législation civile et criminelle, sous la présidence de M. Albert Sérol, pendant le premier trimestre de l'année suivante. Cette commission désigna M. Monnerville, comme rapporteur de la question, et adopta le projet à l'unanimité en ne lui faisant subir que des modifications de détail et de terminologie qui seront examinées.

Le texte du projet comporte deux titres : le premier traite de la peine des travaux forcés, le deuxième, celui qui nous intéresse, parle de l'internement de sécurité destiné à remplacer la relégation. Faisons l'analyse succincte de ce texte.

Le titre II du projet dépasse nettement le projet de réforme du Code Pénal, lequel maintenait, on s'en souvient, la relégation comme peine coloniale. L'article 5 la supprime pour la remplacer par un internement de sécurité, en principe perpétuel, dans un établissement pénitentiaire aménagé à cet effet, ou bien, à titre provisoire, dans les quartiers spéciaux des établissements existants.

Une telle institution nous séduirait d'emblée si, en changeant le mode d'exécution de la peine prononcée contre les incorrigibles, elle en avait modifié le régime légal et supprimé le principe de l'automatisme.

Il faut reconnaître que la sévérité des précautions ainsi prises contre les récidivistes, n'a fait qu'accentuer la tendance des tribunaux répressifs à hésiter devant la relégation et à prononcer des peines ridiculement faibles pour des infractions graves. Caressons l'espoir que la sévérité, actuellement proposée à l'égard des récidivistes, n'aboutisse

pas à un relâchement plus grand de la répression, quand il s'agira de leur faire application d'un internement de sécurité mieux réglementé.

Toutefois, une libération conditionnelle pourra être accordée après un délai de cinq années au moins d'internement qui permettra une observation approfondie du caractère du condamné et le contrôle de la sincérité de ses efforts d'amendement et de réadaptation. Cette mesure de faveur interviendra, dit le projet, sur l'avis du « Comité de libération conditionnelle prévu par la loi du 14 août 1885 » auquel sera adjoint un médecin psychiatre désigné par arrêté du Garde des Sceaux, ministre de la justice. C'est là un réel progrès sur les méthodes pénitentiaires actuellement en vigueur en France.

Pendant la durée de cet élargissement conditionnel, le condamné est, de plein droit, soumis à l'interdiction de séjour dans les conditions déterminées par le décret-loi du 30 octobre 1935.

Une telle obligation n'est pas, à notre avis, de nature à favoriser le reclassement des bénéficiaires de cet élargissement provisoire. L'interdiction a pour effet d'éloigner ceux qui en sont frappés, des grands centres où ils auraient le plus de chances de trouver du travail, mais ces individus ont coutume d'aller vivre dans la banlieue des agglomérations importantes ; il est fort à craindre que le contact de ces éléments malsains annihile les efforts réalisés dans l'établissement pénitentiaire. La plupart des récidivistes sont avant tout et surtout des malades de la volonté : la tutelle étroite d'un élément sain, membre d'une Société de patronage ou parent habilité, permettrait d'escompter un redressement efficace ; mais le contact de camarades, ha-

bitués aux mêmes méfaits, ne manquera pas de réveiller les mauvais instincts.

Durant leur séjour au pénitencier, les internés sont soumis à un régime de discipline comportant obligation au travail et permettant la constatation journalière de leur conduite et de leurs efforts de réadaptation. Une sélection sera également opérée entre eux « suivant la nature du fait incriminé et les antécédents du condamné ».

Le projet reprend ici la formule qu'il a déjà employée dans son titre I^{er} pour les condamnés aux travaux forcés ; elle est assez inadéquate parce que le fait incriminé vise surtout la dernière infraction commise, or il n'y a pas lieu de séparer celle-ci des autres puisqu'elle constitue un des éléments nécessaires pour entraîner l'internement de sécurité. Mais, une fois la peine prononcée, il eût été plus logique de prescrire une sélection des condamnés d'après leurs antécédents et aussi d'après leur âge, si on avait voulu se conformer au système belge dont l'expérience pénitentiaire est la plus récente. Le nouveau texte décide que l'élargissement conditionnel deviendra définitif à l'expiration d'un délai de vingt ans, à compter de la date de la décision qui l'aura accordé.

Pendant ce délai, il pourra être révoqué en cas d'inconduite habituelle dûment constatée ou d'infraction aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération. Cet élargissement pourra encore être révoqué dans le cas où son bénéficiaire aura subi une condamnation pour faits qualifiés crimes ou pour un des débits particulièrement graves énumérés dans l'article 8 du projet. Dans ce cas, tout individu soumis à une nouvelle période d'internement de sécurité ne pourra faire l'objet d'un élargissement conditionnel qu'après un nouveau délai

de 15 ans à compter de la date de l'expiration de la peine principale.

L'institution de cette mesure a été puisée dans le projet de M. Hugueney prévoyant l'établissement d'une « peine réservée » qui devait être subie en cas de nouvelle condamnation. La peine réservée, très comparable au sursis, devait, dans la pensée de son auteur, constituer la plus efficace de toutes les mesures de redressement par la crainte inspirée au libéré conditionnel. Certains l'ont jugée sévèrement à l'époque ; il y aurait, disait-on, disproportion choquante entre l'importance, peut-être minime, du nouveau délit commis, et la rigueur extrême de la sanction infligée. Cet état d'esprit avait contribué au rejet du projet de M. Hugueney et on le retrouve à la base des deux propositions Sibille. Il semble qu'aujourd'hui il n'ait pas complètement disparu, malgré l'idée erronée sur laquelle il repose, puisque la même disproportion peut exister entre une peine accompagnée du sursis et la condamnation qui la fait tomber. Personne pourtant ne songe à critiquer la loi de 1891.

Autre lacune à signaler dans le projet : quelle sera l'autorité qui prononcera le nouvel internement de sécurité, quand sera-t-il obligatoire ? Donnera-t-on à l'administration pénitentiaire le droit de maintenir en détention l'individu qui y sera venu purger une peine supérieure à trois mois ? Les rédacteurs du projet ont-ils voulu rompre avec le principe que les mesures de sûreté, aussi bien que les peines, peuvent intervenir à l'issue d'une procédure régulière au cours de laquelle l'inculpé aura disposé de tous les moyens de défense ordinaire ?

L'article 9 décide que rien n'est modifié à la législation actuelle relative à l'envoi dans les colonies pénitentiaires, des femmes récidivistes, des in-

dividus âgés de plus de 60 ans et des mineurs de 21 ans conformément aux dispositions des lois du 27 mai 1885 et du 19 juillet 1907. Il y a là un vice de rédaction : le libellé actuel du projet peut faire croire que l'on envoyait précédemment dans les colonies pénitenciaires les femmes récidivistes et les individus âgés de plus de 60 ans, ce qui est tout à fait inexact. Le projet signifie simplement que rien ne sera changé à l'égard de ces catégories de condamnés.

Ainsi les jeunes gens qui, à l'expiration de la peine principale prononcée pour leur dernier délit, n'auront pas atteint l'âge de 21 ans, ne seront-ils pas astreints à l'internement de sécurité, mais envoyés dans une colonie pénitenciaire (art. 8, § 2 de la loi du 27 mai 1885).

L'internement de sécurité ne sera pas non plus infligé aux vieillards, c'est-à-dire à ceux qui, à l'expiration de la peine principale, auront atteint l'âge de 60 ans, elle continuera pour eux à être remplacée par l'interdiction de séjour (art. 8, § 1 de la loi du 27 mai 1885).

Quant aux femmes récidivistes, il est difficile de s'expliquer pour quel motif elles ne seront pas soumises à l'internement de sécurité, puisque la loi du 19 juillet 1907, n'est intervenue que pour leur éviter la relégation coloniale, qui avait abouti à un échec total, et lui avait substitué une interdiction de séjour de 20 ans. La transportation étant supprimée dans le projet, il n'y avait pas lieu de leur continuer ce régime de faveur.

Enfin, l'article 10, comme l'article 3 du projet, qui visait les condamnés aux travaux forcés, déclare que les individus déjà transportés continueront à être régis par la loi du 27 mai 1885.

En résumé, ce projet réalise un progrès cer-

tain dans les institutions pénitentiaires françaises ; c'est un premier pas vers la conception rééducative et thérapeutique de la peine, d'après laquelle des établissements spéciaux doivent correspondre à chaque catégorie de condamnés. L'intervention du juge dans l'exécution de la peine constitue une amélioration souhaitable.

Mais il est regrettable que le projet ne nous donne aucune idée de ce que seront les établissements pénitentiaires aménagés à l'effet de recevoir les « internés de sécurité ». Le degré d'intimidation des peines, grâce aux longs internements menaçant les récidivistes, eût été alors considérablement accru : sera-ce l'emprisonnement en commun, ou l'emprisonnement cellulaire ?

Il eût été alors permis d'espérer une diminution notable des récidivistes, à condition toutefois qu'une autre réforme, celle des sociétés de patronage, soit opérée. Ces Sociétés sont loin d'avoir donné jusqu'ici, malgré tous leurs efforts, les résultats escomptés, soit par les adultes, soit même par les mineurs dans l'hypothèse pourtant plus favorable de la liberté surveillée.

Nous nous sommes déjà demandé avec étonnement pourquoi le titre II du projet de la loi du 30 décembre 1936 n'avait pas été promulgué et publié par le gouvernement dans le décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la transportation.

En voici la raison :

Le Ministère des Colonies — talonné par quelques grands quotidiens, par les députés coloniaux et surtout par le représentant de la Guyane au Parlement, M. Monnerville, lequel promettait dans son programme électoral, de purger complètement et définitivement son pays du bagne — abondait net-

tement dans le sens d'une suppression totale des peines coloniales. La faillite indéniable de la transportation, le désir d'exploiter, d'une manière plus rationnelle, les possessions d'outre-mer, la nécessité de procurer un emploi aux réfugiés chassés de l'Allemagne et de l'Europe Centrale à la suite de la mise en vigueur de certaines mesures raciales, le succès, aux élections législatives de 1936, d'un parti qui affichait avec scandale son hypocrite sollicitude pour les colonies, la récente découverte de leur « Empire » par les Français, étaient autant de raisons, bonnes ou mauvaises, pour ne plus faire de la Guyane un lieu de peuplement détritique.

Mais le Ministère de la Justice veillait. Pour lui, la détention des relégués en France, n'était pas du tout une question d'intérêt secondaire. C'est en partant des difficultés matérielles (insuffisance des locaux, de crédits, de personnel) du maintien des relégables dans les prisons de la Métropole, qu'il a pris appui pour demander le rejet du projet portant suppression de la relégation peine coloniale.

Les événements se sont chargés de réfuter ces arguments. L'insécurité des mers, le blocus des côtes, l'occupation allemande apportent un cinglant démenti à toutes les raisons invoquées jadis.

La sécurité publique n'est pas, maintenant, davantage compromise par les relégables et la réquisition de certains quartiers de prisons de la zone occupée destinés à l'internement des délinquants relevant de la justice du Reich montre bien que l'obstacle créé par la question de l'insuffisance des locaux, des crédits et du personnel, n'était qu'un fallacieux prétexte pour ne pas débarrasser la Guyane des transportés.

La France est, de nos jours, une des rares puissances dont un territoire d'outre-mer soit encore af-

fecté à l'internement des récidivistes. Jusqu'à présent, elle a fait de la politique tout court ; la politique coloniale et la politique criminelle surtout ne semblent pas l'avoir inquiétée outre mesure. Il lui serait pourtant salutaire d'y songer. Ce n'est pas en faisant le geste de l'autruche, c'est-à-dire en se cachant la tête pour ne point voir le danger que celui-ci est conjuré. Il faut donc aborder sans crainte, sans réticences et sans retard, les problèmes qui appellent une solution urgente : celui du sort à réserver aux récidivistes en est un.

Le législateur de 1885 a été un chaud partisan de la politique du débarras. Nous ne voulons pas avoir une vision aussi sommaire de l'intérêt immédiat. Les aspirations humanitaires, les exigences scientifiques du positivisme doivent nous permettre de rechercher les moyens d'arracher à leurs habitudes et de guérir peut-être de leurs instincts sinon tous les récidivistes, du moins quelques-uns d'entre eux. Les heureux résultats obtenus dans certains cas et dans certains pays, les lacunes constatées nous amènent à conclure à l'opportunité d'une expérience nouvelle. Essayons d'en jeter les bases.

TROISIÈME PARTIE

Réformes souhaitables inspirées du Droit comparé

Depuis le début du xx^e siècle, les législations pénales accusent des tendances significatives vers la défense sociale. Elles s'efforcent de réaliser une politique criminelle en considérant le droit de punir non comme un droit absolu mais comme un droit relatif de défense sociale ayant pour but la protection des intérêts de la collectivité.

Indépendamment de l'attitude qu'elles adoptent à l'égard du problème de la responsabilité, c'est-à-dire quelle que soit la position philosophique qu'elles prennent sur le fondement du droit de punir le coupable, elles cherchent à réaliser cette défense par l'individualisation dans la prévention, la répression et l'exécution des peines. Elles admettent l'intimidation et la sévérité, mais aussi l'amélioration et l'indulgence quand cela est possible.

Pour atteindre ce but, il fallait distinguer diverses catégories de délinquants et constater qu'en présence de certains criminels anormaux, la répression doit se transformer en préservation sociale. Autrement dit, il fallait trouver une solution pratique au problème des peines et des mesures de sûreté qui est à la base des débats entre les criminalistes classiques et les disciples de l'école positiviste. Les camps opposés, par un heureux effet des réalités, ont éprouvé le besoin de transiger dans le domaine des faits et de renverser les cloisons étanches qui séparaient les thèses qui s'affrontaient.

Pour avoir une vue générale de cette querelle et pour bien apprécier les lois de défense sociale que plusieurs législations pénales étrangères ont élaborées et mises en vigueur, il convient de jeter un

coup d'œil d'ensemble sur les grandes théories qui se partagent la solution du vaste problème que le châtiment du crime pose à la conscience. Ainsi pourrons-nous nous rendre compte de l'effort déployé par chacune des écoles et du précieux tribut qu'elles ont apporté à la construction nouvelle.

Une fois cette étude terminée, nous indiquerons l'attitude que certaines législations étrangères ont cru devoir adopter vis-à-vis du problème de la récidive, et, en nous inspirant de leurs initiatives, nous proposerons, pour la France, un système d'élimination conforme aux idées et aux tendances nouvelles.

CHAPITRE PREMIER

LES THÉORIES DU DROIT DE PUNIR

SECTION I. — LA THÉORIE CLASSIQUE DE LA RESPONSABILITÉ

Ce que l'on appelle la théorie classique de la responsabilité est en quelque sorte la doctrine traditionnelle qui a inspiré les législations pénales du début du XIX^e siècle. Nous n'allons pas remonter jusqu'à ses origines ni en retracer, pour ainsi dire, l'histoire.

Bornons-nous à rappeler que ce système repose sur deux grandes idées : l'une, exprimée par Kant (1), qui fait reposer le châtement sur le seul impératif de la justice et assigne à la peine l'expiation pour but ; l'autre, développée par Bentham (2), Beccaria et plusieurs autres philosophes, qui justifie la répression par sa nécessité et ses fins utilitaires.

Telles sont les bases sur lesquelles s'appuie directement l'école classique, dont le système peut se résumer dans une formule purement objective, puisqu'elle considère tous les criminels comme

(1) Kant : *Eléments métaphysiques de la doctrine du Droit*, 1797 (traduction Barin).

(2) Bentham : *Traité de législation civile et pénale*, T. III, p. 1 et suiv.

Traité des peines et des récompenses. Livre II, Ch. XII, p. 216 et suiv. (traduction Dumont).

identiques en face d'un même crime, parce que leur responsabilité est la même.

Cette théorie, issue en ligne directe du Contrat Social de J.-J. Rousseau, avait, à l'origine, pour objectif immédiat, de supprimer l'arbitraire du juge et d'atténuer l'atrocité des peines qui caractérisaient jusqu'alors le droit pénal. La peine légale, fixée par la loi, devenait, en quelque sorte, un risque à subir, pour employer l'expression favorite de M. Saleilles, et pouvait être considérée comme la dette de l'infraction.

L'homme est doué d'une volonté libre et consciente pour l'école classique ; par conséquent, s'il commet une infraction, c'est qu'il a choisi entre les deux partis à prendre, qu'il a choisi le mal, alors qu'il aurait pu prendre le bien. Une peine lui sera donc infligée comme sanction de sa faute.

Mais cette construction artificielle et purement arbitraire ne tarda pas à se heurter aux faits et à la vie elle-même : « L'école classique dont les principes inspiraient les lois pénales et leur application, péchait par excès d'abstraction : pour elle, le délinquant n'était pas un homme vivant et agissant, mais un type abstrait, conçu par la raison pure en dehors de la vie réelle ; pour elle, le délit n'était pas une portion de cette vie réelle, mais une formule juridique inscrite dans un code... ; la prison, et en particulier la prison cellulaire, est devenue le pivot du système répressif, elle n'a pas tenu compte de l'infinie variété de la nature humaine et des catégories multiples de délinquants que l'on rencontre. » (3)

(3) Prins : *Science pénale et Droit positif*, p. 73, n° 26.

C'est ainsi qu'une école nouvelle, qu'on est convenu d'appeler aujourd'hui l'école positiviste italienne, a proposé une conception anthropologique et sociologique de la responsabilité.

SECTION II. — LA THÉORIE POSITIVISTE

ITALIENNE

Prins, dont on peut invoquer l'autorité en matière pénalogique, nous indique le point de départ de cette doctrine. « Toute action humaine, dit-il, « est l'effet de causes externes qui agissent sur nous « et contre lesquelles chaque individu réagit d'une « manière différente suivant son caractère particulier. »

L'école positiviste envisage le crime comme la résultante de facteurs purement naturels qui ne laissent plus aucune place pour l'idée de responsabilité morale. Elle substitue à l'étude du délit en soi, apprécié dans sa gravité intrinsèque, l'étude directe du délinquant considéré dans ses instincts et ses facultés morales, dont l'ensemble permet de fixer ce que les Italiens appellent sa « témibilité », c'est-à-dire sa nocuité sociale. Le crime est chez l'individu le produit fatal, soit de son tempérament pathologique, dans la théorie de Lombroso (4), soit de son milieu social et des conditions économiques qui dominent son existence (5). La peine ne peut

(4) Lombroso : *L'homme criminel*, 1876.

(5) Ferri : *Les horizons nouveaux du droit pénal*.

Carofalo : *La criminologie*.

donc plus avoir le caractère ni de châtiment ni de réprobation sociale. Elle n'est plus qu'une mesure de défense et de sécurité publiques, analogue aux mesures préventives prises à l'encontre des aliénés.

Ce qui constitue un péril pour la société, ce n'est pas le crime une fois commis, c'est le criminel lui-même chez qui l'impression latente et naturelle reste toujours prête à se traduire par une réaction antisociale. Il importe peu à la société que l'on punisse ou non le crime réalisé, car c'est le passé, ce qui importe surtout, c'est que l'on prévienne les crimes qui pourraient être commis. Par conséquent il faut s'efforcer de supprimer l'instinct criminel chez le délinquant et, si cet espoir semble irréalizable, c'est le criminel lui-même qu'il faut éliminer.

Somme toute, il n'y a pas de faits punissables, il n'y a que des individus à mettre hors d'état de nuire et il faut considérer le crime comme le fait symptomatique qui permet de les découvrir. Au lieu de classer les infractions, il faut classer les délinquants, au lieu d'adapter la peine à la gravité de l'infraction, il faut l'adapter à la nature du criminel. Il n'y a plus à parler de peines-châtiments, comme dans la théorie classique, mais de sanctions, qui ne sont plus que des mesures de sûreté et de défense sociale. A côté de ces sanctions, l'école positiviste a prévu également ce que Ferri appelle des « substituts de la peine », c'est-à-dire des moyens destinés à combattre l'alcoolisme, le vagabondage, à protéger l'enfance abandonnée, à lutter contre la prostitution.

Telle était la doctrine professée par l'école italienne et dont les conséquences peuvent paraître très graves. La perspective d'une criminalité pré-

ventive tombant sous le coup de la loi avant toute manifestation et organisant en quelque sorte un régime de suspects, même strictement réglementée, est trop dangereuse pour la sauvegarde de la liberté individuelle. Par contre, laisser une impunité relative des faits les plus graves d'un homme fourvoyé, tombé par surprise, criminel par accident, c'est, malgré tout, choquer le sentiment général et la conscience populaire.

En somme, l'école positiviste, en voulant réagir contre les exagérations de l'école classique qui donnait trop d'importance au délit et pas assez au délinquant, a fait ce que font tous ceux qui prennent le contre-pied d'une théorie : elle est tombée dans l'excès contraire.

Il faut cependant reconnaître que les positivistes ont laissé un fonds précieux mis heureusement à profit par la science criminelle dans la plupart des pays d'Europe. Ils nous ont légué de purs enseignements dans de nombreux domaines, ils nous recommandent tout particulièrement l'élimination des récidivistes quand, conseils et châtiments ne réussissant pas à améliorer le coupable, on peut considérer ce dernier comme incurable.

Pour Ferri, la mesure d'élimination est définie comme une opération chirurgicale ayant pour but la conservation de l'organisme. Garofalo va plus loin. Il voit dans l'élimination une mesure permettant d'enlever l'individu de son milieu même « pour
« le transporter dans un autre milieu où il pourra
« trouver des conditions d'existence telles que l'ac-
« tivité honnête lui soit plus facile et plus profita-
« ble que l'activité malfaisante ».

SECTION III. — LA THÉORIE INTERMÉDIAIRE

La théorie positiviste se présente comme un bloc d'ensemble, solide et compact. Mais il est apparu aux meilleurs esprits que ce bloc pouvait être entamé et qu'aucune des deux conceptions opposées de l'école classique et de l'école italienne n'excluait, en définitive, les solutions de l'autre.

Il est juste et utile de punir. Si le juste et l'utile sont réunis, on punira. Ce qui paraît mauvais dans la doctrine classique, c'est l'idée de tout ramener à une preuve concrète d'un fait de liberté morale, et l'idée de tout ramener à la mesure du degré de liberté, prétention vraiment étrange et tout à fait insoutenable, qui est même la contradiction formelle, au point de vue philosophique, de l'idée de liberté. Ce qui reste inacceptable, dans la théorie italienne, ce n'est pas l'idée de défense et de sécurité sociale. Tout au contraire. Ce qui peut paraître mauvais et singulièrement dangereux, c'est que, comme point de départ, l'école italienne s'attaque à la seule idée qui puisse, au point de vue moral, préserver les consciences, l'idée de responsabilité ; ce qui a pu paraître mauvais, c'est de faire de la peine une mesure qui n'agisse plus sur les consciences et qui ne soit qu'une arme cruelle et terrible aux mains de l'Etat.

Nous avons donc, d'une part, un principe qu'il faut sauvegarder à tout prix, l'idée de responsabilités et, d'autre part, un but qui semble en être la contradiction, celui de la défense sociale, qui prime tout, mais qui aboutit à ne tenir compte que de la nature du criminel et très peu de son crime.

Le débat est désormais vidé, puisque les deux

théories ont été dépouillées de leurs principes les plus actifs ; en se tempérant l'une l'autre, chacune des deux thèses permet d'éviter les solutions extrêmes. En souscrivant à ce compromis, on aboutit au régime le plus humain dont M. le Professeur Donnedieu de Vabres a défini les conditions : « La morale et le droit pénal sont deux cercles, qui ne se confondent pas, mais qui se coupent. Or, il suffit qu'ils aient une surface commune pour que le législateur le plus réaliste doive tenir compte de cette solidarité. Un but utilitaire n'est pas toute la raison de la peine, qui ne peut remplir sa fonction utilitaire que si elle garde sa signification morale. » (6)

Cette position intermédiaire qui fut d'abord celle de la troisième école du droit pénal — la Terza Scuola — avec MM. Tarde, Saleilles, Von Liszt, Aliena, réunit, de nos jours, tous les suffrages.

De son côté, la thèse bâtie sur la théorie de Saint Thomas, et soutenue par les théologiens catholiques respecte, elle aussi, la fusion du juste et de l'utile. Selon cette thèse, il est nécessaire de mettre en balance le mal du crime et le mal de la peine pour assigner à celle-ci des buts utilitaires de défense sociale d'intimidation en même temps que l'amélioration du coupable (7) : « L'œuvre de justice absolue n'appartient pas à la société. La société n'est qu'une institution naturelle vouée à une certaine fin, savoir : le bien temporel de la collectivité, le bien commun. Le fondement du magistère répressif de la société réside donc dans la charge, et, par conséquent, dans le pouvoir

(6) Donnedieu de Vabres : *La justice pénale d'aujourd'hui*.

(7) Joly : *Le débat contre le crime*.

« qui appartient à l'autorité publique responsable
« du bien commun, de sauvegarder contre les agis-
« sements hostiles, les éléments constitutifs de l'or-
« dre social. Mais l'exercice de ce droit de défense
« sociale doit demeurer un acte juste et tenir comp-
« te des devoirs de justice et même de charité ou
« d'assistance envers tout être humain, y compris
« l'agresseur qui reste, malgré tout, un membre
« du corps social. » (8)

Le compromis entre le concept spiritualiste et le concept matérialiste de la peine a inspiré toutes les législations nouvelles : codes ou projets de code grec, roumain, yougoslave, polonais, loi belge de défense sociale du 9 avril 1930, avant-projet de révision du code pénal français. C'est que l'œuvre des législateurs n'a de vie que si, abandonnant le côté doctrinal, elle devient réaliste ; seules, les solutions efficaces comptent, qu'importent leurs origines ! Voilà pourquoi l'école italienne aura légué aux législations modernes sa meilleure arme : la mesure de sûreté qui allie la nécessité d'employer à l'égard de certaines personnes des mesures de contrainte, à la volonté de ne pas leur imposer une souffrance. L'étude de la récidive en droit comparé nous fournira l'occasion d'apprécier de quel secours cette notion a été dans les législations modernes.

La querelle sur le droit de punir s'est éteinte par ce compromis entre écoles, disions-nous plus haut, mais une discussion nouvelle a jailli depuis ces vingt dernières années : c'est celle de l'autoritarisme et du libéralisme qui consiste à savoir dans quelle mesure les droits individuels et les garanties

(8) Braffort : *Essai de contribution à l'évolution du droit pénal*.

de la liberté peuvent être sacrifiés aux exigences de la société. Elle affecte plutôt les réalisations pratiques que les théories et M. Donnedieu de Vabres y voit « la formule nouvelle de la question ». (9)

Pour le législateur italien ou allemand, le droit pénal a pour seul but la protection absolue de la communauté sociale et, c'est au nom de l'Etat, qu'il interdit ou prescrit ce qui semble à d'autres ne relever que de la morale et appartenir, comme tel, au domaine du soi. Bien mieux, le droit pénal national-socialiste va jusqu'à vouloir affecter la volonté criminelle du délinquant, l'élément psychologique de l'infraction. Ce droit pénal est « volontaire », il entend s'attacher non au fait délictueux qui a troublé l'ordre social, non aux manifestations externes que l'individu donne de sa perversité, mais à sa volonté interne d'agir contre l'intérêt général ; en s'arrogeant ainsi le droit de fonder les intentions humaines, les idées, les concepts, les convictions, il ne respecte plus le for intérieur. Le vice étant le danger social, le ver dans la pomme, c'est lui qu'il faut punir ; tout en infligeant une juste souffrance, l'exemple plutôt que l'expiation est visé. On ne s'occupe pas de savoir désormais de quelle source le droit de punir tire sa force, « il s'agit de déterminer « dans quelle mesure, demain, la société aura le « droit de faire lit de la liberté de chaque individu « pour sauvegarder le bien commun ». (10)

(9) Donnedieu de Vabres : *Traité élémentaire de Droit criminel et de Législation comparée*. Supplément 1940. Préface.

(10) Cannat : *Nos frères, les récidivistes*.

CHAPITRE II

L'ÉLIMINATION DES RÉCIDIVISTES EN DROIT COMPARÉ

La France, qui a toujours été considérée comme le phare du droit, prétendait montrer aux autres pays la route à suivre dans la lutte contre la récidive ; pour cela, elle avait théoriquement fait sien tout ce qu'il y a d'heureusement social dans la théorie italienne. « Mais lancé trop tôt et trop vite, au surplus incapable de se redresser en chemin, le législateur n'a fait, aux yeux du monde, que le procès de sa méthode. Parce qu'il a persisté dans son système et s'y est enfermé, il a transformé une erreur de départ, qui était excusable, en un long échec qui ne l'est pas. » (1)

La France a aujourd'hui un retard impressionnant sur les autres nations dans de nombreux domaines et surtout dans celui de la législation pénale. Elle a été largement dépassée dans la conception scientifique de la lutte contre la récidive. Il faut voir là une des conséquences néfastes des Assemblées, parce qu'au Parlement, organisme rebelle au démarrage et à un travail rapide, « si fortement et si justement décrié, l'agitation électorale et politique abritait, dans l'ordre social et législatif, un con-

(1) Canat : *Nos frères, les récidivistes.*

servatisme égoïste, une prudence et une lenteur insensibles aux revendications de la science et même de l'opinion ». (2)

L'étiage de l'honnêteté publique baissant dans tous les pays, la récidive augmentant, l'Etat autoritaire triomphant de l'Etat libéral, tout cela devait engendrer la rigueur là où régnait une indulgence relative. Substituant fortement la volonté de l'Etat à l'intérêt individuel, les régimes nouveaux ont cherché des armes nouvelles adaptées au péril nouveau. Aussi, assiste-t-on à l'éclosion de nombreux textes élaborés en vue de la diminution de la criminalité. Nous ne les citerons pas tous. Nous nous contenterons d'examiner les expériences de pays comme l'Angleterre, la Belgique, l'Italie, l'Allemagne, et de rechercher quelle part a été faite à la lutte contre la récidive par la ségrégation des délinquants endurcis, c'est-à-dire par leur isolement approprié.

SECTION I. — PREVENTION OF CRIME ACT (3)
OU LOI ANGLAISE DU 21 DÉCEMBRE 1908

§ 1. *Analyse*

Le 27 mai 1908, à la Chambre des Communes, le Ministre de l'Intérieur, Herbert Gladstone, après avoir constaté que le régime répressif alors en vigueur en Angleterre s'avérait inefficace à l'égard de 40 % des criminels, exposait l'économie d'un projet nettement révolutionnaire.

(2) Donnedieu de Vabres : *Traité élémentaire du Droit Criminel et de Législation pénale comparée*. Avertissement au 2^e supplément 1942.

(3) *Times et Daily Express* : 13 juin 1908.

Il s'agissait d'envoyer certains délinquants d'habitude, après l'expiration de leur peine, dans un établissement spécial où ils seraient gardés, non pas un certain nombre d'années déterminé à l'avance, mais jusqu'au jour où l'administration pénitentiaire aurait acquis la certitude que ces individus mèneraient désormais une vie honnête, ou jusqu'au jour où l'âge et les infirmités mettraient ces êtres dans l'impossibilité de reprendre une vie criminelle.

C'était une adhésion retentissante de la loi anglaise au principe nouveau de la peine indéterminée, tout juste admis dans le code pénal norvégien de 1902 (article 65) et dans une maison de réforme privée, administrée par M. Brockway, à Elmira, dans l'état de New-York.

Ce système consiste à fixer l'époque de la libération, non en vertu d'une décision préalable du tribunal qui a statué sur la faute du prisonnier, mais d'après des signes d'amendement reconnus, c'est-à-dire après guérison.

C'est un régime pénitentiaire d'une très grande valeur scientifique, car en obligeant le pays qui le pratique à considérer dans la peine le moyen médical d'améliorer le détenu, il tend à faire de la prison un instrument de réforme morale, à faire de cette réforme morale le but unique et constant, non seulement de l'administration, mais du condamné lui-même. La prison est non plus un châtimement, mais une cure.

Toutefois, le Parlement anglais, en adoptant, le 21 décembre 1908, la mesure de sûreté dite « Preventive detention of habitual criminals », n'osa pas pousser le principe jusque dans ses conséquences extrêmes et limita à dix années le temps pendant lequel le récidiviste pourrait être retenu dans un établissement de réadaptation. Parallèlement, il ins-

tituait un minimum de 5 années, jugé indispensable à l'amélioration du détenu.

On voit nettement ce qui différencie cette loi anglaise de la loi sur la relégation de 1885 : elle ne suppose pas l'incorrigibilité du criminel, elle n'est pas la dernière sanction prise contre lui. C'est simplement une mesure provisoire qui n'est pas une fin en soi, mais un moyen.

La loi de 1908 ne vise ni les jeunes délinquants, auxquels on applique un régime de faveur, le « Borstal System », ni les aliénés criminels, ni les ivrognes d'habitude, lesquels sont placés sous un régime spécial d'un « Act » de 1898, mais uniquement les « habitual criminals », c'est-à-dire :

1° ceux qui, ayant atteint l'âge de 16 ans, ont été condamnés trois fois pour crime et sont déclarés par le juge coupables de mener une vie criminelle ;

2° ceux qui ont été condamnés précédemment à la « preventive detention ».

La loi stipule également l'application facultative de la mesure au bout de trois années, aux condamnés à cinq ans de travaux forcés et au-dessus, sans qu'ils puissent toutefois être retenus au delà du temps légal de leur peine. Ce n'est ici qu'un moyen de faire bénéficier les condamnés aux longues peines d'un régime plus doux et dont on attend un effet curatif.

Pour le législateur anglais, le seul indice de la réitération du délit n'entraîne pas l'application de la mesure, il introduit, au contraire, à côté de cet indice, et pour en corriger les erreurs, une déclaration relative au genre d'existence du délinquant. Il appartient donc au juge anglais de sonder le passé de l'accusé et d'apprécier si son comportement

habituel en fait un être dangereux pour la Société. C'est là un progrès très net sur la loi de 1885. La distinction est établie ou du moins on s'évertue « d'établir une distinction entre les délinquants habituels, dont la récidive paraît surtout devoir être « attribuée à un état d'infériorité (maladie physique ou mentale) et les délinquants professionnels, « normaux pour la plupart, qui s'engagent délibérément dans la voie du crime et y persévèrent de « leur propre volonté, alors qu'ils sont capables de « mener une existence sociale régulière ». (4)

La loi anglaise de 1908 est la première à essayer de serrer de près ce critérium de la « vie criminelle », lequel va désormais s'imposer avec une force de plus en plus grande aux législateurs du monde entier, dans la lutte qu'ils voudront entreprendre contre la récidive.

Pour apprécier cet état de récidive prévu par la loi, les tribunaux doivent s'en rapporter aux affirmations de police, aux renseignements qu'ils peuvent obtenir de ci, de là, sur le passé de l'inculpé, car, en Angleterre, le casier judiciaire n'existe pas. A première vue, ce système semble nettement inférieur au système français mais, à y regarder de près, on constate qu'il évite les solutions paresseuses en obligeant le tribunal à scruter la vie du délinquant, à faire un effort de recherches dont les juridictions françaises se croient dispensées du fait qu'elles peuvent consulter le bulletin n° 2 du casier qui ne livre rien du caractère, de la mentalité, de l'éducation, des tendances de l'homme, finalement, elles décident du sort d'un inconnu.

(4) Dr Vervaeck : *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1926.

§ 2. Régime de la peine

Les récidivistes frappés de la mesure de « preventive detention » ont été groupés dans un quartier des prisons de Liverpool et de Peterhead en Ecosse ; mais on a surtout construit à leur intention la prison-type de Camp-Hill, près de Parkhurst, dans l'île de Wight. Cet important pénitencier compte 400 cellules dont 16 réservées aux femmes, bien aérées et éclairées par une fenêtre qu'il est permis à l'occupant d'ouvrir et de fermer à son gré, des ateliers, un hôpital, une chapelle, des habitations pour les gardiens. Grâce à sa grande superficie, il est possible d'y employer les détenus à des travaux agricoles. Camp-Hill est dans une région particulièrement salubre et dans le décor féérique de l'île de Wight, au large de la rade de Portsmouth.

On s'efforce, à l'intérieur de cet établissement, malgré les difficultés de l'entreprise et les maigres résultats obtenus, de poursuivre énergiquement la cure de redressement moral et de reclassement social des délinquants d'habitude. C'est une question d'équilibre entre ce qui est humain et ce qui est raisonnable. De cet effort, on trouve la preuve dans la mise en observation, dès son arrivée, de chaque détenu, ce qui permet de consigner les résultats de cet examen dans un livre spécial, « the character book », dont on n'a pas encore songé à doter les prisons et les pénitenciers français. En outre, les prisonniers assistent aux offices religieux et reçoivent, pour ceux qui n'en ont pas eue, une instruction scolaire.

Le régime du silence n'est pas appliqué dans toute sa rigueur ; notamment à l'atelier où la pa-

role est permise, pour autant qu'elle est nécessaire au travail lui-même. Le souci de rendre au prisonnier la vie supportable se lit dans l'organisation du régime alimentaire où le menu, aussi varié que possible, n'est jamais connu à l'avance du détenu. Les pensionnaires ont deux uniformes, un pour la semaine, un autre, d'aspect différent, pour le dimanche. Le travail industriel, mais surtout agricole, y est rétribué — contrairement à la règle en vigueur dans les prisons anglaises — par un petit salaire dont le détenu peut, comme en France, utiliser une partie pour améliorer son ordinaire par des achats à la cantine et dont l'autre partie est réservée, afin de lui constituer un pécule qui lui sera remis le jour de sa libération.

Le législateur a espéré qu'avec une bonne adaptation du système progressif irlandais, tenant compte de la conduite du prisonnier, il serait possible d'obtenir de très sérieux résultats. Aussi, a-t-il institué un système d'avancement.

Le nouveau venu est placé dans « l'ordinary grade » où il demeure si ces dispositions restent douteuses. Si sa vie est irréprochable, il obtient tous les six mois un certificat lui donnant droit au port d'un galon. Le premier galon lui permet d'obtenir le salaire dont on vient de parler ; le second l'autorise à participer aux repas du soir en commun ; au troisième galon, il reçoit un petit jardin où il est autorisé à cultiver, à ses moments de loisirs, des légumes et des fruits susceptibles d'être achetés par l'établissement et dont le prix vient s'ajouter à son salaire. Enfin, le quatrième galon lui donne accès à la classe dite « de mérite ». Dès lors, les détenus peuvent parler, participer à des jeux, lire le soir. A ceux qui sont libérables dans six mois, on accorde un régime de faveur qui équivaut presque à la

liberté dans la vaste enceinte de la prison. Ils sont logés dans une aile spéciale, gaie et confortable, livrés à eux-mêmes et circulent librement dans les jardins et les terres de l'établissement d'où ils pourraient s'évader facilement. Ils n'ont, il est vrai, aucun intérêt à le faire, puisqu'ils courraient de nombreuses chances d'être repris et réinternés pour longtemps, tandis que des sociétés de patronage s'occupent spécialement de leur placement et de leur reclassement social.

La section de discipline, elle, comprend les détenus dont la conduite est mauvaise ou qui sont jugés susceptibles d'exercer une influence pernicieuse sur leurs voisins. Ils sont exclus du travail en commun, restent dans leur cellule où sont occupés aux champs dans des équipes spéciales.

Comme on le voit, le régime ignore toute sévérité inutile. Aussi a-t-il été jugé trop doux par plusieurs criminalistes, notamment par Mr Ugo Conti et par Mr Enrico Ferri, qui ont été admis à visiter Camp-Hill à l'occasion du Congrès pénitentiaire de Londres en 1925. (5)

Tous les six mois, les directeurs des prisons, assistés d'une commission, rédigent un rapport sur la conduite et le travail des condamnés soumis à la « preventive detention » et, une fois au moins tous les trois ans, la situation individuelle des détenus est examinée en haut lieu. Les individus qui paraissent susceptibles de mener une vie de travail, sont mis en liberté provisoire et placés, dans ce cas, sous la surveillance d'une société de patronage ou d'un simple particulier désigné par l'Ordonnance de libération. Ces Sociétés ou ces personnes rédi-

(5) *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1925, page 1.154, et 1926, page 1.060.

gent des rapports sur la conduite et le genre de vie du libéré et si les conditions imposées à ce dernier ne sont pas tenues, il est enfermé à nouveau sur un mandat délivré par un tribunal de « Summary jurisdiction ». Tout libéré provisoire peut, par contre, à un moment quelconque, être libéré définitivement et, de toutes façons, la liberté définitive est acquise de plein droit après cinq années de vie régulière.

Ces excellentes dispositions témoignent d'une conception pénitentiaire très élevée puisque l'emprisonnement ne constitue pas le seul élément de la peine et n'est jamais par lui-même une peine complète. C'est une suspension de la vie sociale qui provoque la réflexion et rend celui qui la subit plus accessible aux conceptions d'une vie nouvelle. C'est une étape poursuivie en vue du reclassement du délinquant. Après l'épreuve de l'isolement qui est le côté négatif de la réforme pénale, il est juste qu'on ouvre la cellule et que le condamné reprenne tant soit peu contact avec la vie.

Il faut aussi noter que c'est à la loi qui a institué la « preventive détention » qu'on doit la création du « Board of visitors », c'est-à-dire des sociétés de visites, dont les membres doivent pénétrer régulièrement dans les cellules, s'entretenir avec les intéressés, inspecter les services, attirer l'attention des pouvoirs publics sur les abus dont ils pourraient constater l'existence. On a compris, en Angleterre, que plus de rigueur imposait plus de justice et plus d'humanité.

§ 3. Résultats et appréciation

Le système établi par la loi anglaise de 1908 laisse très loin en arrière celui de la relégation, mais

les résultats qu'il a donnés ne semblent pas, à la vérité, être très enviables. Les renseignements dont on a disposé, à cet égard, ne sont pas très précis, et il est impossible, actuellement, par suite de la guerre, d'en obtenir.

L'internement des récidivistes n'a jamais été pratiqué sur une vaste échelle et, de nos jours, il est de moins en moins utilisé en Angleterre.

Depuis sa promulgation jusqu'au 31 mai 1911, l'application de la loi du 21 décembre 1908 a été faite à 240 hommes et à 3 femmes. En 1911 et en 1912, 63 hommes et 1 femme ont été condamnés à la « preventive detention » (6). Dans son « Esquisse du droit criminel anglais », M. Kenny indique que chaque année on compte 50 à 100 condamnations à cette peine. Or, en 1925, lors de la visite faite à Camp-Hill par deux criminalistes, Mr Ugo Conti et Mr Enrico Ferri, à l'occasion du Congrès Pénitentiaire de Londres, l'établissement ne semblait pas renfermer plus de 150 détenus. On peut en déduire que les magistrats anglais paraissent répugner, dans ce pays où le respect de la liberté individuelle est un véritable culte, à prononcer, à côté et en sus de la peine, un internement qui lui est par trop semblable. Par ailleurs, la récidive des libérés de cet établissement se serait révélée manifeste, malgré toutes les précautions prises.

On peut reprocher à la loi anglaise de n'avoir pas prévu un internement définitif pour ceux à qui l'on avait fait confiance et qui, par leur mauvaise conduite, ont déçu les espoirs qu'on avait placés en eux. On peut également rappeler que cette élimi-

(6) G. Spach : *Bulletin de la Société Générale des Prisons*, 1912 et 1913.

nation du délinquant d'habitude, sans distinction d'âge, intervient trop tard pour que le caractère de l'homme ait conservé cette malléabilité qui permettrait l'amendement.

SECTION II. — LA LOI BELGE DU 9 AVRIL 1930

DITE « LOI DE DÉFENSE SOCIALE »

§ 1. *Analyse*

Si l'Italie a toujours été considérée comme la terre de prédilection, « la patrie du droit pénal » (7), pour parler comme M. le Professeur Donnedieu de Vabres, la Belgique en a été le champ d'expérience. En un mot, l'Italie a été le cabinet de travail, et la Belgique le laboratoire d'essais.

La loi du 9 avril 1930, dont le texte indique nettement le programme, « la défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude », vise à la fois à protéger la communauté contre l'individu qui lui a nuï, et à rendre possible à cet individu, par une orientation professionnelle et morale au cours de la détention, un reclassement, un retour dans cette même communauté. C'est un remarquable effort législatif en vue d'enrayer les progrès constants de la criminalité. Dans aucune autre législation du monde on n'a poussé aussi loin la question si angoissante, et si actuelle, de la criminalité.

En ce qui concerne les récidivistes, le législateur n'a pas songé un seul instant à la transporta-

(7) Donnedieu de Vabres : *La politique criminelle des Etats autoritaires.*

tion, bien que la Belgique possédât des colonies. Il a consacré à ceux-ci les articles 24 à 28 de la loi dont on va faire l'analyse dans leurs éléments essentiels.

Avant la loi de 1930, on pratiquait en Belgique la surveillance de police, perpétuelle ou temporaire, comme elle existait en France, antérieurement à son remplacement par l'interdiction de séjour : défense était faite au libéré dangereux de résider en certains lieux, un contrôle policier lui était imposé. Cette mesure, inefficace pour empêcher la rechute du libéré, constituait une lourde entrave au reclassement social de l'individu par les suspicions qu'engendrait la surveillance.

La loi du 9 avril 1930 a fait table rase de cette institution démodée en lui substituant, pour certaines catégories de récidivistes ayant achevé leur peine, l'internement dans un établissement spécial déterminé et organisé par le Gouvernement. Une commission composée d'un magistrat, d'un membre du barreau et d'un médecin d'annexe psychiatrique désigne l'établissement où l'internement aura lieu, ordonne, le cas échéant, le transfert de l'inculpé dans un autre établissement et statue sur sa mise en liberté. Le Procureur du roi peut toujours, de son côté, soumettre la procédure à la juridiction qui a ordonné l'internement pour obtenir la mise en liberté.

C'est donc un système très voisin de celui organisé en Angleterre par la loi de 1908 et qui s'en rapproche encore par le but d'amendement assigné à cette ségrégation temporaire : l'administration temporaire belge n'a pas seulement en vue la protection des honnêtes gens par l'élimination des coquins, mais aussi le redressement de ceux-ci ; c'est ce souci qui explique le caractère temporaire de la mesure adoptée.

La mise à la disposition du gouvernement fait l'objet d'une décision judiciaire qui ne se substitue pas à la condamnation, mais qui se superpose à celle-ci, comme dans le jugement de la relégation française ; le récidiviste est condamné à la peine méritée et, à l'expiration de cette peine, il sera soumis à l'épreuve supplémentaire de défense sociale prévue par la loi.

L'article 24 stipule le prononcé obligatoire de la mesure à l'égard du récidiviste de crime à crime, lequel restera 20 ans à la disposition du gouvernement.

L'article 25, alinéa 1^{er}, englobe les trois cas de récidive ; délit à crime, délit à délit, crime à délit.

En ce qui concerne la récidive de délit à délit, l'article 56, alinéa 2 du Code Pénal belge décide qu'une condamnation antérieure d'un an de prison au moins est nécessaire.

Au contraire, pour la récidive de crime à délit, aucune condition n'est exigée quant aux taux de la première peine et quant au délai dans lequel sont commises les deux infractions. La mise à la disposition du gouvernement est possible du seul fait qu'il y a eu d'abord condamnation à une peine correctionnelle puis, plus tard, à une peine criminelle.

Dans les trois cas, si la dernière peine prononcée est égale ou supérieure à un an de prison, la durée de la détention complémentaire sera de 10 ans. Dans le cas contraire, elle ne sera que de 5 à 10 ans.

Enfin l'article 25, alinéa 2, prévoit la mise à la disposition du gouvernement pour 5 à 10 ans de quiconque, ayant commis depuis 15 ans au moins, trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois, apparaît comme présentant une tendance per-

sistante à la délinquance. Ces infractions peuvent être commises en concours ou en récidive.

Ainsi, cette notion de « tendance persistante à la délinquance », qui est le point crucial de tout le problème, se présente-t-elle plus nettement que dans la loi anglaise, laquelle se borne à laisser au juge le soin d'apprécier si le condamné est « capable de mener une vie criminelle ». Voulant mettre la société à l'abri des agissements de certains individus, on se demande lesquels, parmi ces récidivistes, seront demain des éléments dangereux et pour cela on recherche, afin de l'atteindre, le germe anti-social qui renferme le délinquant.

Somme toute, tandis que la loi de 1885 établit sa base d'appréciation sur la constatation de la répétition des faits, procédé simple certes, mais combien brutal et primitif, tandis que la loi anglaise de 1908 tient compte des deux éléments quantitatif et qualitatif qui doivent être réunis pour que le coupable puisse être provisoirement éliminé, la loi belge dispense d'abord le juge de l'étude des tendances criminelles dans le cas où les fautes présentent une certaine gravité (article 24 et 25, al. 1), puis associe le calcul numérique des fautes à l'examen subjectif du délinquant quand il s'agit de petits délits.

Pour établir sa conviction, le juge belge scrute la manière d'agir de l'individu, tient compte du milieu dans lequel il a jusqu'ici vécu, recherche quelle est sa mentalité, analyse la nature des fautes commises. Ainsi, son jugement échappe-t-il au contrôle de la Cour de Cassation, puisque, en déclarant qu'une personne présente une tendance persistante à la délinquance, il tranche une question de fait et non de droit.

Que le juge ait dû ou non faire appel à l'exa-

men des tendances, la mise à la disposition du gouvernement, à l'exception du cas de crime à crime, est facultative pour le tribunal. Par là, elle se distingue également du système anglais, lequel impose au juge l'application de la mesure dès que les conditions se trouvent réunies. En outre, la « preventive detention » doit faire l'objet d'un jugement séparé, tandis que la mise à la disposition du gouvernement est prononcée dans le jugement qui statue sur la dernière faute.

Dans le calcul du nombre des délits prévu par la loi de défense sociale, il n'est pas tenu compte des condamnations motivées par une infraction politique; ni des condamnations ayant fait l'objet d'une mesure de réhabilitation.

Dans tous les cas où le prononcé de la mise à la disposition n'est pas obligatoire, les dossiers des précédentes procédures doivent être joints au dossier de la nouvelle, excellente précaution permettant au tribunal d'évaluer la culpabilité totale de l'individu qu'il a à juger. Toutefois, l'exécutif n'est pas lié par la décision du judiciaire. Le texte stipule, en effet : « seront internés, s'il y a lieu », c'est-à-dire que le Ministre de la Justice pourra, à l'expiration de la peine, libérer le coupable sans tenir compte de la décision intervenue. Par là précisément le mode d'élimination belge tient autant de la mesure judiciaire que de la mesure administrative dont l'opportunité est laissée à l'appréciation du gouvernement, mais conditionnée par une décision de justice, ce caractère administratif est renforcé du fait que le gouvernement peut faire cesser l'internement de sûreté quand bon lui semble.

On pourrait d'ailleurs comparer la pratique belge à la mesure française d'internement dans un établissement spécial, prévue par le décret du 3 sep-

tembre 1940 qui autorise, les préfets notamment, à s'assurer de la personne des libérés dont les agissements pourraient être dangereux pour la sécurité publique : délinquants politiques, souteneurs, récidivistes endurcis sont actuellement arrêtés, à leur sortie de prison, sur simple décision administrative et conduits dans des maisons centrales ou dans des camps de concentration où ils demeureront jusqu'à la fin des hostilités. Ici, la mesure est purement administrative et adaptée à des circonstances exceptionnelles, tandis que le gouvernement belge ne peut disposer des libérés que si un tribunal judiciaire l'y a autorisé.

La mise à la disposition du gouvernement, comme on le verra par la suite, peut prendre fin, avant le terme fixé par une libération à l'essai ou une mise en liberté définitive. Par contre, une fois arrivée à expiration, la détention n'est pas susceptible de prolongation.

§ 2. *Régime de la peine*

On a beaucoup insisté, lors des débats parlementaires, sur la distinction radicale qui doit être maintenue entre la peine et la mesure d'élimination, laquelle ne doit avoir que la sévérité indispensable au maintien de la discipline. Dans le discours qu'il a prononcé le 5 septembre 1930 à l'audience solennelle de rentrée à la Cour d'Appel de Bruxelles, le procureur général M. Léon Cornil, notait que « l'établissement d'élimination ne pourrait avoir le caractère d'un établissement pénitentiaire et que si le gouvernement laissait à l'administration le soin de décider ce qu'elle jugerait opportun pour transformer les récidivistes en citoyens inoffensifs, on

ne devrait, cependant, porter atteinte qu'à leur liberté ». (8)

L'arrêté royal du 15 décembre 1930, en ce qui concerne le choix du lieu, a désigné un quartier d'une colonie de bienfaisance de Merxplas pour les hommes et une section spéciale des établissements de Saint-André-les-Bruges pour les femmes.

Le pavillon de défense sociale comprend un certain nombre de chambrettes de 4 m. 20 sur 2 m. 80 sur 4 mètres, c'est-à-dire cubant environ 47 mètres, mais sans aucun luxe, bien éclairées, hygiéniques, et confortables. Le tout est assorti d'un atelier, d'une salle de récréation, d'un préau-jardin et d'une ferme.

Dès son arrivée, le récidiviste est mis en observation pendant deux mois au plus. Il reçoit la visite fréquente d'un certain nombre de personnes chargées de collaborer à son redressement et qui, à cet effet, se réunissent tous les mois, en vue d'arrêter les mesures à prendre : le directeur, le médecin anthropologue, le surveillant-chef, l'aumônier, l'instituteur.

Pendant cette période, l'éliminé s'emploie à de petits travaux de cellule (collage de sachets, mise en carte de boutons, fabrication de chaussons). Deux fois par jour, il participe à une promenade en commun d'une durée d'une heure.

Il est ensuite versé dans la division d'épreuve où le travail s'effectue en commun. L'emploi de son temps est le suivant :

(8) Léon Cornil : *Revue de Droit pénal et de criminologie*, 1930.

- 5 h. 45 lever, habillement, soins de propreté, mise en ordre de la chambre, petit déjeuner ;
7 h. travail à l'atelier ;
9 h. promenade d'une demi-heure ;
11 h. 30 déjeuner suivi de promenade ;
13 h. reprise du travail ;
17 h. 30 repos ;
18 h. dîner, suivi de récréation dans la salle commune, lecture, conférence ;
20 h. rentrée en chambre individuelle ;
21 h. coucher ;
22 h. obscurité.

En dehors des heures de travail réglementaires, les détenus peuvent confectionner des petits objets artistiques ou fantaisistes afin d'orner leur cellule. Ils ont à leur disposition, si leur conduite est bonne, des écouteurs téléphoniques leur permettant d'entendre au casque, sans bruit inutile pour les autres, des émissions de radio. Ils peuvent s'adonner à la lecture de journaux, revues et ouvrages contrôlés par la direction de l'établissement. Les récréations comprennent des jeux, des exercices de gymnastique, des matches de foot-ball entre détenus.

Le travail s'effectue dans des ateliers aussi divers que possible en vue de s'adapter aux connaissances antérieures des intéressés et de faciliter leur placement ultérieur quand ils seront remis en liberté. Il y a des ateliers de cordonnerie, de tissage, de fabrique de paillassons, de menuiserie, de tailleur, de polissage, de marquetterie. Chaque atelier ne compte qu'un petit nombre d'hommes, dix à vingt tout au plus. Le silence est de rigueur pendant le travail. Le salaire horaire était, en 1933, de 0 fr. 70 pour le bon ouvrier, 0 fr. 50 pour l'ouvrier

moyen, 0 fr. 30 pour l'apprenti. Le quart de l'argent gagné est laissé à la disposition du condamné pour l'achat à la cantine du tabac et de suppléments de nourriture. Le reste constitue le pécule réservé, la masse de sortie, qui sera remise lors de la libération, non pas au libéré, mais à l'œuvre qui aura accepté sa tutelle sociale et morale.

Le dimanche, les détenus sont conduits à l'église de la colonie pour y entendre la messe. Pendant la semaine, des conférences leur sont faites par le directeur, l'instituteur ou l'aumônier. Des cours sont prévus, notamment pour les illettrés.

Si le sujet se conduit mal, il peut, à tout moment, être versé dans la division des pervers, où l'isolement est absolu et de jour et de nuit.

Si, au contraire, la tenue du prisonnier est satisfaisante, il peut être admis, après un séjour minimum d'un an, dans le groupe d'épreuve, à la division de confiance. A cet égard, les intéressés sont jugés sur leur conduite, leur propreté, leur esprit d'économie, l'emploi de leur temps, leur application au travail, à l'étude et des points leur sont attribués tous les mois. Il faut obtenir les 8/10 du maximum pour passer au groupe de confiance. La décision est prise dans la conférence mensuelle du personnel.

L'admission dans ce groupe de confiance comporte des avantages sensibles : travail aux champs, où l'intéressé peut se rendre parfois seul, mise à sa disposition d'un lopin de terre qu'il peut cultiver à son gré, régime alimentaire amélioré comportant par exemple du lait, du poisson, droit plus large de correspondance avec l'extérieur, faculté de s'abonner à certains journaux, parfois congés de huit à quinze jours en vue de rechercher du tra-

vail, enfin et surtout possibilité d'être libéré à l'essai.

De fait, les condamnés du groupe de confiance, et eux seuls, comparaissent tous les six mois devant une commission siégeant à Merxplas, composée du Procureur du Roi à Turnhout, président, d'un délégué du Ministre de la Justice et d'un délégué relevant des œuvres de réadaptation sociale. Ces trois personnes ont voix délibérative. En outre, assistent aux débats, avec voix consultative, le directeur de l'établissement de Merxplas, les assistantes sociales et le médecin anthropologue.

La commission, si elle le juge opportun, soumet une proposition de libération à l'essai au Ministre de la Justice, qui décide souverainement. Si la libération est accordée, le bénéficiaire est placé sous la surveillance attentive des assistantes sociales et des œuvres de réadaptation qui contrôleront sa conduite et vérifieront s'il respecte les conditions qui accompagnent toujours les décisions de libération (par exemple : obligation de résidence, interdiction de fréquenter les lieux de débauche et les cafés). Les œuvres de patronage sont tenues d'adresser de fréquents rapports au Ministère de la Justice. Sur leur proposition, la mesure de libération à l'essai peut être révoquée.

La libération définitive ne peut être accordée que par décision de la Cour d'Appel sur requête du récidiviste interné. Cette demande ne peut être faite que trois ans après l'expiration de la peine principale, ensuite, de trois en trois ans, dans le cas de l'article 25 (délit à crime, délit à délit, crime à délit), et de cinq ans en cinq ans, dans celui de l'article 24 (crime à crime).

Cette libération définitive est de droit, à l'expiration du délai d'internement fixé par la décision

judiciaire qui a mis l'individu à la disposition du gouvernement.

§ 3. Résultats et appréciations

On ne saurait avoir la prétention de porter un jugement définitif sur le système belge. C'est une œuvre relativement jeune. Il lui manque le recul du temps.

De nombreuses décisions de mise à la disposition du gouvernement sont intervenues, mais, en raison de l'exécution préalable de la peine, le nombre des pensionnaires de Merxplas était encore assez réduit au cours de ces dernières années.

Il est entré à Merxplas :

40	condamnés en	1932
32	»	» 1933
49	»	» 1934
66	»	» 1935
86	»	» 1936
59	»	» 1937
75	»	» 1938
90	»	» 1939
51	»	» 1940

Sur les 181 individus éliminés de 1932 à 1935,

20 étaient des récidivistes de délit à délit,

161 étaient des délinquants d'habitude,

aucun n'était récidiviste de crime à crime.

On compte :

108 célibataires,

41 divorcés,

10 veufs,

22 mariés,

soit 94 % d'hommes sans foyer.

En ce qui concerne l'âge :

16 avaient de 21 à 25 ans,

25 avaient de 26 à 30 ans,

33 avaient de 31 à 35 ans,

31 avaient de 36 à 40 ans.

25 avaient de 41 à 45 ans,
18 avaient de 46 à 50 ans,
17 avaient de 51 à 55 ans,
8 avaient de 56 à 60 ans,
8 avaient plus de 60 ans.

Sur ces 181 internés, la libération à l'essai a été accordée à 88 et refusée à 25.

3 ne l'ont pas acceptée,

27 n'ont pas été réintégrés,

32 ont été réintégrés une fois (6 volontairement, 16 après un nouveau délit, 6 pour soustraction à la tutelle, 4 pour inconduite),

18 ont été réintégrés deux fois (4 volontairement, 4 après un nouveau délit, 7 pour soustraction à la tutelle, 3 pour inconduite).

Ce qui frappe dans cet échec partiel, c'est le nombre des libérés ayant volontairement sollicité leur retour à Merxplas. Ceci nous donne une idée très nette de la mentalité spéciale du récidiviste et nous permet de voir combien certains ont peu d'appétit à lutter pour vivre. C'est, en général, dès les premiers jours de leur mise en liberté que les réintégrés volontaires ont été rebutés par les difficultés de la vie. En effet :

19 sont retournés avant 15 jours				
6	»	»	»	1 mois
7	»	»	»	2 mois
1	»	»	»	3 mois
1	»	»	»	4 mois
2	»	»	»	5 mois
2	»	»	»	6 mois
2	»	»	»	7 mois
1	»	»	»	10 mois

Aucun n'est revenu à Merxplas après plus d'un an. Le fait de ces retours amène M. Bekaert, directeur au Ministère de la justice, à poser une question un peu troublante : Que fera-t-on, quand, l'époque

arrivée, on devra libérer obligatoirement, même si le sujet ne le désire pas, même s'il veut revenir ?

D'autre part, même à l'égard des plus dangereux, de ceux dont la commission de classement reconnaîtra en fin d'internement que l'amendement n'est pas réalisé, il sera impossible de prolonger la détention au delà du terme fixé par la décision de justice.

Une autre critique se fait jour : si 27 libérés à titre d'essai, sur 88 tentatives de cet ordre, paraissent mériter le nouveau sort qui leur a été fait, il ne faut pas oublier qu'il s'agit là des meilleurs parmi les meilleurs. « Par conséquent, on ne peut pas prétendre que la réussite couronne 30 % des cas, car le pourcentage des libérés ne récidivant pas devra s'apprécier sur le chiffre total des individus rendus à la liberté à l'époque où le mécanisme de la mesure jouant à fond, tout interné ayant achevé le temps de mise à la disposition du gouvernement sera inéluctablement libéré. » (9).

Les médiocres résultats obtenus avec les meilleurs laissent pressentir d'ores et déjà quelles décevantes conclusions s'imposeront, avant longtemps, aux criminalistes belges.

On peut en outre reprocher à la loi du 9 avril 1930 de laisser passer par les mailles de ses filets tous les petits délinquants qui n'ont pas réuni sur le tableau de leurs exploits les trois condamnations à six mois exigées par l'article 25, alinéa 2. Or, il y a, parmi ceux-ci, des éléments qui sont aussi antisociaux que les autres, qui constituent la petite pègre où se recruteront demain les pires ennemis de la Société. En ne frappant qu'après trois condam-

(9) 'Cannal' : *Nos frères, les récidivistes.*

nations à six mois, la loi n'intervient-elle pas trop tard ?

On a reculé, il est vrai, devant le caractère afflictif de la mise à la disposition du gouvernement, mesure très intimidante, très redoutée du délinquant. Mais précisément le régime n'est-il pas trop rude, malgré les adoucissements d'une exécution bienveillante et supérieurement intelligente ? C'est ce que craignait M. le Procureur Général Cornil. « Ces mesures de sûreté, qu'on les réalise dans les établissements spéciaux, qu'on imagine pour le personnel de ces établissements spéciaux des uniformes spéciaux, qu'on dénomme ces établissements spéciaux, pour l'opinion publique, ce seront des établissements pénitentiaires... »

« Tout cela est bien, mais on aura beau dire que la sentence d'élimination n'est pas une peine, on aura beau inscrire, au fronton de l'établissement dans lequel elle sera subie, un nom qui ne rappelle pas les prisons, on n'empêchera pas, si on veut lui donner quelque efficacité, qu'elle soit aussi afflictive et aussi infamante qu'une peine. » (10)

Nous ne pensons pas que le retour volontaire d'un certain nombre de libérés infirme cette appréciation. Il ne faut pas oublier, en effet, que ceux-là, allant de nouveau à la division de confiance, peuvent espérer, solliciter et obtenir une nouvelle libération à l'essai dans quelques mois ; qu'enfin, entre les misères de l'état de liberté et les lendemains assurés de la maison de réforme de Merxplas, c'est entre deux maux qu'ils choisissent, de telle sorte que l'on ne peut donner à leur retour un sens trop

(10) Cornil : *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1930, 1932.

favorable ; ils n'y reviendraient certainement pas si l'obligation d'un nouveau séjour minimum de plusieurs années à Merxplas devait être la condition de leur réintégration.

SECTION III. — L'ÉLIMINATION DES DÉLINQUANTS
D'HABITUDE, DE PROFESSION OU PAR TENDANCE
DANS LE CODE PÉNAL ITALIEN DE 1930

§ 1. *Analyse*

Le délinquant par tendance est le *Deus ex machina* du droit pénal moderne. C'est en Italie qu'il est né et le projet du garde des Sceaux, M. Rocco, création spécifiquement faciste, dont la forme légale a été consacrée par le Code Pénal du 27 octobre 1930, ne pouvait moins faire que de rechercher la protection des intérêts de l'Etat.

Le Code Pénal de 1930 est « un code politique », a précisé M. Rocco, il ne néglige pas l'idée de rééducation du délinquant, mais cette idée n'est, aux yeux de son éminent auteur, qu'accessoire, l'essentiel étant d'assurer l'intégrité du corps social.

L'Italie, qui avait emprunté aux concepts classique et positiviste leurs fondements essentiels pour forger la chaîne qui relie nécessairement la science pénitentiaire à la règle pénale, a parachevé son œuvre de spéculation en élaborant un code d'instruction criminelle et un règlement organique des établissements de prévention et de peine.

Dans le domaine de l'exécution des peines, le législateur italien a abandonné l'encellulement comme élément de base. L'isolement n'est plus utilisé que la nuit, parfois le jour, à titre de punition

ou de faveur pour qui le sollicite. Mais la grande idée principale, c'est la spécialisation des établissements qui fait suite à la classification scientifique des délinquants. Cette spécialisation tient compte notamment de la nature des peines, de l'état physique ou mental, de l'âge, de l'état de danger, des nécessités d'ordre industriel.

Le délinquant n'est pas une entité toujours identique ni l'expression humaine du péché contre la loi, et c'est ce qui explique la place de premier choix que le code italien assigne à la lutte contre la récidive ; le docteur Mario Piacentini le dit nettement : « Le nouveau code réalise le principe de
« l'individualisation de la peine, mis en rapport
« avec la périiculosité du délinquant, de telle ma-
« nière que la sanction pénale devra dorénavant
« être pour le juge, comme le résultat d'une éva-
« luation complexe de toutes les circonstances qui
« sont en faveur du délinquant ou contre lui... les
« règles seront plus sévères contre les récidivistes
« et les délinquants habituels. » (11)

Jusqu'alors, la loi italienne s'était révélée impuissante à l'égard des délinquants habituels. Sans doute, avait-on songé, en Italie, à faire de la transportation, notamment en 1899 et en 1904, à l'occasion de deux projets de loi établissant une relégation temporaire de 5 à 15 ans, dans certaines colonies, des malfaiteurs réunissant certaines conditions légales de récidive, mais les piteux résultats de l'expérience guyanaise ont certainement contribué dans une large mesure à décourager le législateur italien de suivre les Français sur la pente où ils s'étaient engagés.

(11) Mario Piacentini : *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1933.

A l'égard des récidivistes, le code italien enjambe nettement la relégation française et les tentatives anglaise et belge. Il fait appel à la sentence indéterminée devant laquelle beaucoup de législations avaient jusqu'ici hésité et fixe avec précision quels individus devront être éliminés.

Il définit l'état dangereux, c'est-à-dire la menace de péril pour la paix publique, liée à la probabilité que l'individu suspect commettra de nouvelles infractions. Il prend en considération plusieurs éléments pour caractériser cet état dangereux : conditions de l'infraction, gravité du dommage, intensité de la faute, motifs qui ont poussé les délinquants, antécédents judiciaires, conduite générale, conditions de vie.

C'est, somme toute, à une étude de l'homme dont la faute n'est qu'une des manifestations de l'activité nuisible qu'il se livre, le fait délictueux a aussi sa place, mais ce n'est pas la place principale.

Désireux de saisir les différentes formes de cette activité antisociale pour mieux doser la rigueur de la répression à la nocuité de l'individu, le législateur italien est allé jusqu'à subdiviser les délinquants dangereux, par leur récidive passée ou probable, en délinquants d'habitude, délinquants de profession, délinquants par tendance, et à fixer à chacune de ces catégories des conditions d'élimination différentes, plus ou moins sévères selon le jugement de périculosité sur chacun de ces groupes. Distinguons ces trois espèces d'antisociaux.

A. — Le délinquant d'habitude.

Le délinquant d'habitude est évidemment l'individu dont la réitération des délits passés laisse prévoir qu'il continuera à mener une vie criminelle;

c'est le récidiviste moyen, contre lequel, avec des armes plus ou moins efficaces, les lois française, anglaise, belge, ont entamé la lutte. C'était le seul connu des adversaires sociaux avant que le code italien n'eût imaginé d'en séparer le délinquant de profession.

B. — Le délinquant de profession.

C'est aussi un délinquant d'habitude, car la constatation de ses multiples récidives est un élément indispensable de sa détermination, mais en outre « il vit habituellement, ne fût-ce que partiellement, du produit de l'infraction ».

En réalité, à moins qu'il ne soit un maniaque, le délinquant d'habitude est rarement désintéressé et si le désir de vivre du produit du délit n'est pas toujours la cause de la récidive, l'utilisation de la faute à des fins alimentaires en est presque toujours une conséquence. Précisément, le code italien a voulu, en faveur des premiers, marquer la différence entre délinquants d'habitude et délinquants de profession.

En voici la preuve dans la propre déclaration du Ministre de la Justice. « Il y a, spécialement en « matière d'attentats contre les personnes, des dé-
« linquants habituels, qui ne sont pas des délin-
« quants professionnels, c'est-à-dire des individus
« qui, bien qu'adonnés au délit, ne tiennent pas de
« leurs délits leurs moyens d'existence. Assimiler
« les deux types de délinquants n'eût pas été équi-
« table, car chacun sent que le délinquant qui vit
« du produit de ses méfaits est une figure plus
« ignominieuse que le délinquant d'habitude. » (12)

(12) De Casabianca : *Code Pénal du Royaume d'Italie*,

C. — Le délinquant par tendance.

Le délinquant par tendance est une innovation du droit pénal italien : être dangereux par sa méchanceté naturelle, il a pu se révéler à l'occasion d'un seul fait délictueux. C'est la figure juridique du criminel-né de Lombroso, dont il présente certains caractères et M. de Casabianca nous le dépeint comme suit : « Tout en ayant une intelligence lucide et une volonté normale, il manque de sens moral et social. Méchant et dangereux, il a pour le délit une prédisposition, une inclination, une propension, prompte à se révéler grâce à des circonstances ambiantes. D'aucuns ont prétendu qu'il y avait inconciliabilité absolue entre la tendance instinctive et l'imputabilité morale, car la tendance est une impulsion irrésistible et fatale qui obnubile la conscience et outrepassa la volonté. S'il en était ainsi, le délinquant par instinct devrait être considéré comme un malade mental. C'est au contraire, un amoral, mais en qui subsiste entièrement la capacité de comprendre et de vouloir, laquelle s'intègre dans la malfaisance du caractère... Chez le délinquant d'habitude, le défaut de sens moral dépend le plus souvent des causes externes, de l'ambiance, chez le délinquant par tendance, il dépend de facteurs personnels, intimes, indogènes. » (13)

Somme toute, la disposition particulière au délit a son origine non dans une infirmité mentale, mais dans un tempérament particulièrement porté au mal : c'est le premier degré d'anomalie qui fait le pont entre la délinquance normale et toute la gamme des demi-responsabilités.

(13) De Casabianca : *Commentaire du Code Pénal du royaume d'Italie*,

A chacune de ces espèces de délinquants correspond un critérium d'élimination différent :

1) Le délinquant d'habitude.

L'article 102 déclare comme tel, sans que le juge ait une faculté d'appréciation « celui qui, « après avoir été condamné à plus de cinq ans de « réclusion, globalement pour trois délits intentionnels, de même nature, commis dans un délai « de dix ans et à différentes époques, encourt une « nouvelle condamnation pour un délit intentionnel de même nature et commis dans le délai de « dix ans consécutif au dernier des délits précédents » et l'article 103 permet au juge de prononcer la qualification de délinquant habituel « contre celui qui, après avoir été condamné pour « deux délits intentionnels, encourt une autre condamnation pour un délit intentionnel si le juge, « tenant compte de la nature et de la gravité des infractions, du délai dans lequel elles ont été commises, de la conduite et du genre de vie du coupable, et des autres circonstances indiquées dans « le 2^e alinéa de l'article 133 (par exemple : motifs « déterminants du délit, antécédents judiciaires ; « condition de vie individuelle, familiale ou sociale « du délinquant) estime que le coupable s'adonne « au délit ».

Un délit est intentionnel quand « l'événement qui est le résultat de l'action ou omission, et dont la loi fait dépendre l'existence du délit, est prévu par l'agent comme conséquence de son action ou de son omission (article 43) ».

« Sont considérés comme délits de même nature, non seulement ceux qui violent la même disposition de la loi, mais aussi ceux qui, étant prévus par des dispositions différentes de ce code, n'en

présentent pas moins, par la nature des faits qui les constituent ou des motifs qui les déterminent dans les cas concrets, des caractères fondamentaux communs. » (Article 101).

Ce sera, par exemple, le cas du vol et de l'escroquerie, du viol et de l'attentat à la pudeur avec violence.

En résumé, en ce qui concerne le délinquant d'habitude, tandis que dans certains cas le juge se trouve lié par une présomption d'état dangereux qui lui ôte toute faculté d'appréciation, il conserve par ailleurs la possibilité de déclarer l'existence de cet état dangereux plus tôt que ne l'eût imposé une rigoureuse observance des conditions entraînant la présomption. Il doit alors motiver sa décision.

2) Le délinquant de profession.

Les conditions nécessaires pour déclarer un individu délinquant de profession sont les mêmes que pour le délinquant d'habitude, mais, s'il n'est plus besoin que les infractions soient de même nature, il faut par contre, que le sujet tire ses moyens d'existence du délit.

3) Le délinquant par tendance.

C'est l'article 108 qui prévoit la déclaration de délinquance par tendance à l'égard de celui qui, « n'étant ni récidiviste, ni délinquant d'habitude » ou de profession, commet un délit, intentionnel « contre la vie ou l'intégrité individuelle... lequel » en soi révèle une inclination spéciale pour le délit, ayant pour cause le caractère particulièrement « malfaisant du coupable ».

« La qualité de récidiviste est virtuelle, en « puissante : elle n'est pas encore réalisée » chez le délinquant par tendance, dit M. le Professeur Don-

nedieu de Vabres (14). Il peut être un délinquant primaire : il peut n'avoir aussi commis aucun délit et cependant la mesure de sûreté peut intervenir, car l'alinéa 2 de l'article 203 décide que « la loi pénale détermine les cas dans lesquels peuvent être appliquées des mesures de sûreté, pour un fait que la loi ne prévoit pas comme infraction, aux personnes socialement dangereuses ».

§ 2. *Effets de la déclaration d'état dangereux*

L'effet de la déclaration d'état dangereux, c'est l'internement de durée indéterminée ; avec un terme minimum de deux ans pour les délinquants d'habitude, de trois ans pour les délinquants de profession et de quatre ans pour les délinquants par tendance.

A l'expiration de cette période, il est procédé à un nouvel examen de l'état dangereux par le juge de surveillance et celui-ci, s'il en constate la persistance, peut prolonger la mesure de sûreté pour le temps qui lui paraît nécessaire. Des prolongations ultérieures peuvent être ordonnées par lui, aussi longtemps que l'état de danger n'a pas disparu.

La déclaration d'habitude ou de profession peut être prononcée même après le jugement de condamnation, même après l'exécution de la peine par le juge de surveillance, alors que la déclaration de tendance à commettre des délits ne peut intervenir, comme pour un récidiviste rélégable, que dans le jugement de condamnation. Si le tribunal impose à la fois une peine et une mesure de sûreté, cette dernière ne s'exécute qu'après la peine.

(14) Donnedieu de Vabres : *La politique criminelle des Etats autoritaires*.

Le juge de surveillance peut, de sa seule autorité, maintenir en détention pour la vie un prisonnier qui allait être libéré : c'est un magistrat dont les fonctions rappellent celles du *pater familias* de l'ancien droit romain : il cumule les pouvoirs du juge, de l'administrateur et du bon père de famille. Après avoir puni, il ne saurait se désintéresser des résultats de sa décision ; il doit sonder les consciences, les suivre pas à pas afin de mieux saisir l'effet de la peine sur elles, en un mot protéger la société contre la récidive et assurer le relèvement du condamné.

Quoique chargé des fonctions d'inspection, de délibération, de consultation, le juge de surveillance n'est pas un supérieur hiérarchique du directeur de prison : son rôle est nettement différent ; il prononce l'admission au travail à l'extérieur (*all'aperto*), donne son avis sur l'octroi de la libération conditionnelle, applique, modifie, remplace ou révoque les décisions de mesure de sûreté. Ses ordonnances doivent être motivées et peuvent faire l'objet d'un appel devant un Conseiller de la Cour d'Appel et, en cas de rejet, d'un pourvoi en révision.

Quand l'individu temporairement éliminé est remis en liberté, il est confié, comme en Angleterre et en Belgique, à une Société de patronage qui l'aide, lui procure du travail et contrôle sa conduite. Le Conseil de cette Société, auprès de chaque prison se compose du Procureur du Roi, président, de deux juges, du prêteur (juge de paix), du podestat, du directeur de l'établissement, d'un ecclésiastique, de représentants de l'œuvre nationale pour la protection de la maternité et de l'enfance, de deux personnes (et au moins d'une femme) appartenant aux œuvres d'assistance aux prisonniers.

§ 3. Résultats et appréciation

Il est impossible de recueillir des renseignements récents sur l'application en Italie des mesures de sûreté destinées aux antisociaux. Cependant quelques éléments d'appréciation semblent permettre d'avancer que la réforme pénitentiaire, inspirée du Code de 1930, est en voie de réalisation, mais elle n'est pas encore achevée.

Ont été déclarés dangereux

	en 1932	en 1933	en 1934	en 1935
Délinquants :				
d'habitude . . .	1.483	1.119	893	828
de profession . .	111	68	72	54
par tendance . .	143	34	42	40

Pendant les premières années, les tribunaux ont eu à juger un nombre important d'individus remplissant les conditions de la loi nouvelle. Si on veut bien convenir que l'étiage moyen ne se fixe qu'après une période de temps de trois ou quatre ans, on doit en déduire que la mesure d'élimination a été appliquée avec une certaine prudence, notamment en ce qui concerne l'état de délinquance par tendance.

Les éliminés sont groupés et répartis par le juge de jugement dans des maisons de travail et dans des colonies agricoles, compte tenu des conditions et des aptitudes de l'individu à interner. Le juge de surveillance peut, au cours de l'internement, modifier cette répartition.

Les ségrégés vivent en commun, le jour, le travail est obligatoire, les 2/3 du salaire gagné sont réservés pour la constitution du pécule. Le principe

qui domine l'exécution c'est que, n'étant pas une peine, elle ne doit engendrer aucune souffrance.

Comme l'Angleterre et la Belgique, l'Italie entend rééduquer, réadapter les malheureux qu'elle ségrège dans ses maisons. Ses méthodes de redressement reposent sur trois éléments : travail, religion, instruction.

a) Le travail.

Le travail n'est pas toujours facile à organiser en pareil cas, certains sujets étant rebelles à toute activité et la plupart n'ayant aucun métier. D'autre part, il serait maladroit de faire changer de métier ceux qui ont une profession sous peine de diminuer le rendement et de porter préjudice aux habitudes de travail, lors du retour à la liberté.

On a vaincu ces difficultés en organisant parfaitement des travaux de divers types qui correspondent aux habitudes les plus communes de la population italienne. (15)

Pour ceux qui ne sont aptes à aucun travail, comme on ne peut les garder indéfiniment, ni les rendre à la Société, le directeur de l'administration pénitentiaire italienne M. Novelli, propose, dans l'article précité, de les éliminer, plus complètement qu'ils ne le sont déjà, au moyen de l'exil à l'extérieur, le « confino » qui est une mesure de police.

b) La religion.

Les pratiques religieuses sont bien acceptées et cela n'a rien d'étonnant, le peuple italien étant un peuple presque entièrement catholique.

c) L'instruction.

Il a été malaisé d'obliger les adultes à fréquen-

(15) Novelli : *Revue de Science criminelle*, 1937.

ter les classes, on a réussi toutefois à les intéresser davantage par des conférences.

L'individu dont l'état dangereux a cessé peut être remis en liberté. Aux plus méritants il est accordé des congés annuels de 30 jours pendant lesquels ils sont placés en liberté surveillée : ainsi peut-on apprécier leur comportement dans la vie libre.

Le juge de surveillance se fait une opinion par des entretiens personnels qu'il peut avoir avec l'intéressé mais surtout grâce aux rapports motivés qui lui transmettent le directeur, le médecin et l'aumônier à la veille de l'examen périodique de l'état de danger. Il lui est également communiqué, tous les deux mois, le registre spécial des annotations. Celles-ci comportent tous les renseignements quelconques sur la conduite de l'intéressé, telle qu'elle se manifeste par la discipline, la tenue avec les autres internés et avec le personnel, la pratique religieuse, le travail à l'atelier, à l'école et en outre l'indication des progrès professionnels et scolaires, l'état des relations avec la famille, spécialement l'envoi de secours ainsi que la fréquence et le caractère des correspondances échangées, la nature des rapports avec la personne lésée par le délit, l'usage fait de la cantine (compte tenu des disponibilités financières) le choix des lectures, tout incident de la vie de l'interné qui peut constituer un indice de penchants à la violence ou à la fraude, joints aux avis de la Sûreté Publique et du Conseil de patronage sur l'attitude pendant les congés. (16)

Cette assistance aux libérés, organisée en Italie sous la présidence des magistrats, a donné, s'il

(16) Léon Belym : *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1934.

faut s'en rapporter à certains articles de revues pénales (17) d'excellents résultats puisque :

6.763	libérés	furent	assistés	en	1932
12.083	»	»	»		1933
13.666	»	»	»		1934
10.727	»	»	»		1935

Quant aux établissements où sont retenus les internés, on comptait déjà en 1936, 12 colonies agricoles et maisons de travail.

L'œuvre italienne est remarquable au point de vue de la méthode employée pour dépister les individus qui doivent faire l'objet d'un internement. « On peut cependant reprocher au nouveau code pénal italien, dit M. de Casabianca, d'avoir la passion de la distinction, de rechercher le travail minutieux et partant de rendre sa méthode complexe et subtile jusqu'à l'obsession. » (18)

D'un autre côté, la classification italienne peut paraître artificielle si l'on pense qu'il existe d'autres groupes de délinquants aussi différents les uns des autres au point de vue de l'état de danger. Que fait-elle des révoltés ou abouliques, des paresseux, des pervers ?

Pour ce qui est de l'exécution des mesures prescrites, il n'est pas encore possible de donner un avis ; l'expérience n'a pas assez duré.

(17) *Revue de Science criminelle*, 1937.

(18) De Casabianca : *Bulletin de la Société Générale des Prisons*.

SECTION IV. — LA LOI ALLEMANDE
DU 24 NOVEMBRE 1933

§ 1. Généralités

La révolution nationale-socialiste qui, dans ses causes et dans ses effets, restera peut-être, avec la guerre actuelle, l'événement mondial le plus important et le plus sensationnel du xx^e siècle, en subordonnant farouchement l'intérêt de l'individu à celui de la collectivité devait donner du délit une expression nouvelle et tenir désormais pour criminel tout ce qui porte atteinte à la « communauté populaire », clé de voûte où l'Etat prétend s'identifier aux nécessités de vie de la race allemande. Ce n'est donc plus la défense des seules personnes, des seules richesses privées, que la loi pénale doit avoir en vue, mais la protection du patrimoine suprême de tout peuple : l'Etat.

« Le droit pénal, dit M. Wilke (19), plus que toute autre partie du droit, exprime le sentiment d'un peuple dans sa conception de l'Etat. » Aussi, un code pénal allemand est-il actuellement en gestation qui effacera, dans la répression, les dernières traces qu'ont laissées les dispositions de 1871, toutes teintées de néo-classicisme.

Adolf Hitler avait à peine arraché au Reichstag la loi du 23 mars 1933 qui lui conférait les pleins pouvoirs que, dans la même année, une autre loi, celle du 24 novembre, « portait directement la lutte

(19) Wilke : *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1937.

« dans le camp même de l'armée du crime en s'attaquant à la délinquance d'habitude, c'est-à-dire aux éléments les plus nocifs parmi ceux qui mettent en péril le respect dû par tous à la loi ». (20)

Certes, l'Allemagne n'était pas restée insensible auparavant à cette forme interne de la protection. Si elle n'avait pas sérieusement étudié l'expatriation coloniale des récidivistes, du moins, dès 1909, un projet de code pénal, qui ne devait jamais voir le jour, punissait-il de la réclusion, pour dix années au maximum, les auteurs de crimes et de délits commis dans certaines conditions de répétition. Mais, dans la loi de 1933, l'internement de sûreté, imposé aux délinquants d'habitude, n'est qu'une des mesures de protection publique imaginées par le législateur national-socialiste. La construction est plus vaste. Elle englobe toute la lutte contre les antisociaux : internement des mendiants, des vagabonds, des fainéants, des filles publiques, séquestration en maison de santé des faibles d'esprit, des irresponsables, des ivrognes, castration des délinquants sexuels...

En ce qui concerne spécialement les délinquants habituels, la législation hitlérienne fait une distinction essentielle entre ceux-ci et les délinquants d'occasion qui, eux, ne sont pas des ennemis redoutables de la Société. Si, pour les uns, la peine doit être une punition et un moyen d'amendement, pour les autres, pour ceux qui n'en sentent presque pas les effets, elle n'a de valeur que si elle sauvegarde la tranquillité publique. D'où, à l'encontre des habitués du délit, à côté d'une aggrava-

(20) Béraud : *Les mesures de sûreté en droit allemand*.

tion sensible des peines prévues au code, une véritable ségrégation afin de placer ces êtres hors d'état de nuire.

§ 2. *Critérium d'élimination*

Quels sont, en Allemagne, les individus dont l'élimination est considérée comme désirable ?

Il existe d'abord un internement purement administratif, créé par une instruction du Ministre de l'Intérieur, en date du 13 novembre 1933, en vertu de laquelle la police criminelle a le droit de décider l'internement préventif des individus « qui, sans « être des délinquants professionnels déjà condamnés, révéleront leur volonté de commettre un homicide, un vol qualifié, un incendie, par des actes « qui ne correspondent pas encore à un délit déterminé, mais qui les font apparaître comme dangereux pour la sécurité publique ».

Il existe ensuite un internement judiciaire prévu par le § 42 *e* de la loi du 24 novembre 1933, « lorsqu'en vertu du § 20 *a*, le tribunal aura condamné un individu comme dangereux délinquant d'habitude, il pourra, outre la peine, ordonner l'internement de sûreté si la sécurité publique l'exige ».

Le paragraphe 20 *a* permet une aggravation de peine, tantôt obligatoire, tantôt facultative, à l'égard de certains individus. Pour pouvoir prononcer l'internement, il suffit que le sujet ait réuni les conditions lui permettant d'encourir éventuellement l'aggravation.

1) *Quelles sont ces conditions ?*

Il faut distinguer deux cas. Dans le premier, l'aggravation est obligatoire, dans le second elle est facultative.

a) Aggravation obligatoire.

L'aggravation s'impose au tribunal si les circonstances suivantes sont vérifiées :

1° L'individu ayant été condamné deux fois pour crime, ou pour délit intentionnel, à la peine de mort, à la peine de réclusion, ou à une peine d'emprisonnement égale au moins à six mois, s'est rendu coupable d'une nouvelle infraction intentionnelle punissable d'une peine d'emprisonnement.

2° Un délai de cinq ans ne s'est pas écoulé depuis le prononcé des deux condamnations ou, dans certains cas, depuis le moment où le délit a été commis.

3° Le sujet est un dangereux délinquant d'habitude.

b) Aggravation facultative.

L'aggravation de peine est purement facultative si, cumulativement :

1° L'individu a commis trois fois des délits intentionnels jugés déjà ou non.

2° Un délai de cinq ans ne s'est pas écoulé depuis l'accomplissement des infractions.

3° Le sujet est un dangereux délinquant d'habitude. La différence entre les deux cas porte principalement sur la première condition : 2 condamnations importantes plus une nouvelle infraction grave dans le premier cas, trois délits intentionnels dans le second, c'est-à-dire, qu'outre la différence de degré des fautes, le second cas ne prend pas en considération l'état de récidive de l'individu entre chaque fait délictueux.

De toutes façons l'internement de sûreté prévu par le paragraphe 42 e suppose la réunion de deux

éléments : un élément objectif, un certain nombre d'infractions jugées ou non ; un élément subjectif : la certitude que l'auteur est un dangereux délinquant d'habitude.

2) *Qu'est-ce qu'un dangereux délinquant d'habitude ?*

La loi ne précise pas ce qu'est un dangereux délinquant d'habitude. C'est la jurisprudence allemande qui nous le dit. C'est un individu accoutumé à commettre des délits, celui dont la criminalité est chronique, dont l'activité criminelle, devenue une seconde nature, est un élément autonome et permanent de la personnalité, « c'est le récidiviste obstiné, qui a commis au moins trois infractions intentionnelles, chaque infraction n'étant séparée de la condamnation précédente que par un intervalle égal ou inférieur à cinq ans. (21)

« Le tribunal auquel il appartient de déterminer si un condamné est ou n'est pas un délinquant d'habitude doit analyser d'abord le critère négatif en vue de séparer malfaiteurs habituels et malfaiteurs d'occasion, puis le critère positif, c'est-à-dire la tendance à commettre de nouvelles fautes. » (22)

« Le trait essentiel du délinquant d'occasion, dit M. Béraud, est que l'acte commis n'est pas la résultante de dispositions d'esprit particulières, mais celle de circonstances et d'influences extérieures ; la cause reste étrangère à l'essence propre de l'être. Au contraire, chez le délinquant d'habi-

(21) Donnedieu de Vabres : *La politique criminelle des Etats autoritaires.*

(22) Donnedieu de Vabres : *La politique criminelle des Etats autoritaires.*

« tude, l'activité délictueuse dérivant d'un caractère
« particulier, apparaît comme une émanation de la
« nature. » (23)

Mais une accumulation de délits n'est pas, par elle seule, suffisante pour révéler une habitude délictueuse. Plusieurs délits d'occasion ne feront jamais qu'un délinquant d'occasion. C'est pourquoi il faut un second indice ; la tendance véritable, penchant au crime, prédisposition intérieur, inhérente à la personnalité du malfaiteur qui se révèle constamment par la facilité avec laquelle il commet de nouveaux délits, force interne qui domine le délinquant et influence de façon permanente sa volonté. Bref, ce sont, d'après un arrêt de la Cour Suprême du Reich, « des indices émanant du fond de
« la conscience du délinquant, de son état d'âme,
« permettant l'éclosion de certaines idées, plus fa-
« cilement que d'autres, de telle sorte que, se ré-
« pétant, elles amènent à la longue une inclination
« naturelle à la récidive ». (24)

Mais il ne suffit pas d'être un délinquant d'habitude pour être éliminé, il faut, en plus, que soit reconnu l'état de danger, lequel est lié à la probabilité que l'individu commettra, dans l'avenir, d'autres délits.

3) *Qu'est-ce que l'état dangereux ?*

Ici encore, la loi allemande n'a pas défini ce qu'il faut entendre par « état dangereux ». C'est dans les discussions du deuxième Sénat qu'il faut chercher ce que signifient les mots « état dangereux ». Il est décidé que le danger est caractérisé

(23) Béraud : *Les mesures de sûreté en droit allemand*.

(24) Rapporté par M. Wilke : *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1937.

« lorsque le bien juridique protégé atteint est important, lorsque le moyen ou la volonté criminelle sont particulièrement redoutables ; c'est-à-dire qu'à la probabilité de perpétration de nouveaux délits (degré de possibilité du dommage) doit s'ajouter la grandeur du dommage causé à la paix publique (degré d'importance du dommage) ». Il n'y a danger que si ces deux éléments sont réunis.

Le Tribunal doit s'attacher à l'étude du « délai » qui a séparé les infractions, de la « nature » des délits commis et surtout de la « relation » entre le délit et le délinquant, en vue de rechercher si l'infraction est un symptôme de l'état dangereux. Aussi, de nombreux arrêts ont-ils été cassés par le Reichsgericht, les tribunaux s'étant laissé aller trop souvent à déduire l'état de danger du nombre des délits commis plus que de la nature des fautes : chaque délit doit être étudié en particulier dans son rapport avec la personne du délinquant et s'il n'est pas symptomatique, il doit être écarté.

4) Méthodes de fixation de l'état de récidive.

Des méthodes scientifiques sont appliquées par les tribunaux allemands en vue de fixer l'état de récidive ou « pronostic social ». (25)

La première de ces méthodes qui est synthétique consiste à réunir tous les signes particuliers aux criminels dangereux ayant tendance à la récidive, dans la mesure où l'expérience permet de les dégager des faits extérieurs. Ces signes sont, par exemple :

Le nombre de condamnations.

(25) Béraud : *L'internement de sûreté en Allemagne*. Annales de la Faculté d'Aix-en-Provence, 1939.

La conduite dans le passé (compte tenu des infractions ignorées, puis révélées).

La répartition des condamnations dans le temps et dans l'espace.

La structure de l'infraction (unité ou pluralité de biens juridiques atteints, mode de perpétration, nature, gravité).

L'âge de début de l'activité criminelle.

La scolarité et l'activité professionnelle.

La conduite après l'infraction et en détention. Cette première évaluation de la personne du délinquant peut être complétée par des recherches faites dans sa famille, afin de déceler quelles anomalies congénitales rapprochent le sujet des types de pervers médicalement connus.

La deuxième de ces méthodes est analytique ; elle suppose l'examen point par point : c'est celle de l'Allemand Schiedt, en partie calquée sur le travail de l'Américain Burgess, lequel a imaginé un système se rapprochant singulièrement de celui des assurances sur la vie dans le calcul des tables de mortalité.

Un tableau de 15 numéros comprend les facteurs principaux qualifiés de causes de la récidive. Il n'y a qu'à attribuer au délinquant un nombre plus ou moins grand de mauvais points, selon le nombre et l'importance des facteurs dont l'existence se trouve vérifiée dans chaque cas. Voici ce tableau :

1° Tares héréditaires (maladies mentales, nerveuses, suicides, alcoolisme : ces tares sont bilatérales ou unilatérales, selon qu'elles existent dans les deux lignes ou dans une seule .

2° Criminalité héréditaire dans l'ascendance.

3° Mauvaise éducation (conditions familiales ayant exercé une influence sur l'enfant).

4° Mauvaise instruction (conduite générale et

application de l'enfant ; celui qui change souvent d'école peut être considéré comme un mauvais élève).

5° Apprentissage commencé et non terminé.

6° Travail irrégulier (paresse).

7° Criminalité précoce (avant 18 ans).

8° Plus de quatre condamnations au casier judiciaire.

9° Récidive rapide (si, entre la fin de la peine et une nouvelle infraction, il ne s'écoule que cinq à six mois).

10° Criminalité étendue territorialement.

11° Psychopathie (d'après le diagnostic du médecin).

12° Alcoolisme.

13° Mauvaise conduite générale en détention.

14° Libération de l'établissement avant 36 ans accomplis.

15° Mauvaises relations familiales et sociales après la libération.

Ces 15 facteurs ont certainement une valeur comme pronostic de la récidive, mais il semble difficile de prétendre réunir en 15 points les causes infiniment multiples de la récidive, dont le nombre, la variété extrême, apparaissent avant tant de diversité dès que l'on quitte l'examen théorique pour s'arrêter à l'étude d'un cas concret. Notre moi, selon Goethe, n'est-il pas une multitude ?

Si toutes les conditions sont réunies, si, ayant reconnu que l'individu délinquant d'habitude, le tribunal admet que la sécurité publique exige son internement post-pénal, le juge doit, selon la volonté impérative de la loi, prononcer la mesure,

§ 3. Régime et résultats de la mesure
d'internement

Le principal caractère de la mesure d'internement c'est d'être « judiciaire ». La décision est prise dans le jugement qui inflige la peine. L'inculpé doit être obligatoirement assisté d'un défenseur : le tribunal doit statuer à la majorité des 2/3 mais il ne peut prononcer l'internement des jeunes gens.

Cet internement est subi dans un asile de sûreté pour une durée indéterminée, c'est-à-dire tant que la libération risque de compromettre la sécurité publique. Toutefois, tous les trois ans, à partir du commencement de l'élimination, le tribunal même qui aura appliqué la mesure devra donner son avis sur la persistance de l'état dangereux et, par voie de conséquence, sur le maintien de l'individu dans l'asile. S'il estime que cet état de danger a cessé, il libère le détenu, en lui imposant en général l'observation d'un certain nombre de conditions relatives au séjour ou à l'obligation de se présenter à des intervalles réguliers à certaines autorités. En laissant au contrôle du même tribunal le diagnostic suprême d'état dangereux, le législateur allemand a entendu se prémunir contre la répugnance du juge anglais ou du juge français à avoir recours à des mesures d'une extrême gravité dont l'exécution leur échappe.

En aucun cas la détention de sûreté ne remplace la peine privative de liberté : elle ne fait que la compléter puisqu'elle ne s'exécute que lorsque la peine a pris fin. Un décret du 14 mai 1934 qui en fixe le régime le dit dans son exposé des motifs : « Dans l'exécution de l'internement de sûreté, il faut abandonner les idées d'expiation et de justice distributive ».

Les tribunaux allemands ont très largement usé de la faculté que leur donne le paragraphe 42 *e.* Pendant les quatre premières années d'application de la loi, on compte 6.891 cas :

3.935 fois en 1934

1.318 fois en 1935

946 fois en 1936

692 fois en 1937

S'il faut en croire M. Robert Heindl (26), qui fixe à 8.500 l'effectif nominatif des délinquants dangereux opérant en Allemagne vers 1925, on est amené à penser que dans l'avenir le nombre des éliminés ira diminuant.

Leur âge se situe entre 30 et 36 ans, la plupart sont sans foyer. Sur 524 détenus que compte la prison de Straubing :

344 sont célibataires,

84 sont mariés,

94 sont divorcés,

2 sont veufs.

Il n'y a pas en Allemagne d'établissements spéciaux à la détention des récidivistes : on leur réserve des quartiers dans les prisons de Brandebourg-Görden, de Straubing en Bavière, de Waldheim en Saxe.

Les éliminés entrent parfois en contact avec les individus purgeant des peines, notamment à Straubing, pour les cérémonies religieuses, les repas, la remise du linge ou des livres, et sont alors à même de constater que leur sort n'est guère supérieur à celui d'un prisonnier en cours de peine. Ils

(26) Rapporté par M. Wilke : *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1937.

peuvent fumer, recevoir des visites tous les deux mois, correspondre 4 fois par mois, avoir des journaux et des photos, lire, se raser avec leur propre rasoir, jouer aux cartes le dimanche et parfois écouter la T.S.F. C'est là toute la différence entre l'exécution de la mesure de sûreté et le régime de la peine.

En général, le logement en commun a remplacé la cellule : après une peine comportant l'isolement, les éliminés, estime-t-on, ont besoin de la vie collective et aspirent à la fréquentation de leurs semblables.

Le travail est obligatoire et s'effectue dans des ateliers divers. Le salaire est plus élevé que celui des prisonniers en cours de peine, ceux qui ne peuvent pas travailler sont versés dans une section spéciale pour les invalides dont les plus diminués sont finalement internés dans un hospice.

L'instruction religieuse complète parfois, notamment à Bandebourg-Görder, l'enseignement scolaire.

La bonne conduite est générale, car tous les délinquants comptent sur leur libération plus ou moins rapide. Mais ces espoirs sont largement déçus : le nombre des cas où elle a été accordée ne constitue qu'un faible pourcentage par rapport au nombre des décisions d'internement.

En effet, il a été libéré :

1	détenu	pendant	le 1 ^{er}	semestre	de 1934.
6	»	»	2 ^e	»	1934.
28	»	»	1 ^{er}	»	1935,
44	»	»	2 ^e	»	1935,
84	»	»	1 ^{er}	»	1936,
81	»	»	2 ^e	»	1936.

La mesure de libération peut être révoquée.

Pendant la même période, pareille décision est intervenue 50 fois :

 dans 30 cas, pour récidive,

 dans 8 cas, pour abandon injustifié du patronage,

 dans 3 cas, pour mauvaise conduite,

 dans 9 cas, pour fainéantise.

Sur ces 50 sujets réintégrés, plus de la moitié, 34 exactement, l'ont été avant le sixième mois qui a suivi leur mise en liberté.

§ 4. *Appréciation*

Les statistiques nous permettent de nous faire une opinion très nette sur les résultats obtenus en Allemagne par l'application de la loi du 24 novembre 1933. Elles accusent une notable diminution de la criminalité.

C'est ainsi que de 564.479 condamnations en 1932, le nombre des décisions judiciaires aurait passé à 383.315 en 1936 ; celui des meurtres, des vols à main armée, est tombé de plus de moitié de 1932 à 1937. L'isolement des individus dangereux n'en est pas la seule raison, il faut aussi se rappeler que le rôle préventif de la police, dont l'action s'est trouvée considérablement renforcée depuis l'avènement du national-socialisme, a dû logiquement avoir une incidence très sensible sur le développement de la criminalité.

D'autre part, le critérium d'application de la mesure de sûreté est plus simple qu'en Italie, ce qui ne l'empêche pas d'être scientifique, mais on peut redouter les divergences jurisprudentielles, d'autant plus qu'il n'appartient pas à un tribunal unique, statuant pour l'ensemble du Reich, de prononcer sur les cas où l'élimination est nécessaire.

Pour ce qui est de l'exécution de la mesure de sûreté, le régime est trop voisin de celui d'une peine. Placés dans un cadre identique, menant une vie qui ne se différencie guère de celle qu'ils ont connue pendant leur peine, « les intéressés qui, selon la Revue de Science criminelle de 1937, ne se préoccupent pas de distinction d'école, voient dans la mesure de sûreté une peine comme les autres, avec cette différence toutefois que la durée en est indéterminée ».

Nous avons essayé d'apporter, sur les quatre législations dont nous venons de faire l'analyse, des renseignements aussi complets et aussi précis que possible ; si toutefois des erreurs se sont glissées dans nos développements, il faudrait les attribuer à l'absence de commentaires très récents sur les divers modes d'exécution de la mesure d'élimination.

Certes, les réalités pénitentiaires décevraient certainement plus d'un criminaliste en visite chez les détenus récidivistes des Etats d'Europe dont nous avons parlé, mais il n'en reste pas moins que le texte législatif, plus facile, il est vrai, à rédiger qu'à appliquer, est la condition première d'un traitement social des ennemis de la loi. Ces pays l'ont bien compris.

Poussé par l'opinion quasi-unanime des criminalistes, tenu aussi de résoudre vite dans un pays où tout est à reconstruire, le gouvernement français a bien été obligé de se pencher sur le problème de la détention des récidivistes avant que le blocus des côtes ne soit levé. Une loi est intervenue, celle du 6 juillet 1942 (27), qui fixe le sort à réserver, pen-

(27) *Journal Officiel* du 26 juillet 1942.

dant la durée des hostilités, aux récidivistes contre lesquels les tribunaux auront prononcé la peine de la relégation. En voici la teneur :

ARTICLE PREMIER. — Les condamnés à la relégation maintenus provisoirement en France pour quelque cause que ce soit, sont internés dans un établissement aménagé à cet effet ou, à titre provisoire, dans des quartiers spéciaux des établissements existants.

ART. 2. — Les condamnés visés à l'article 1^{er} sont soumis à un régime de discipline comportant obligation de travail et permettant la constatation journalière de leur conduite et de leurs efforts de réadaptation.

ART. 3. — Ces condamnés pourront, mais seulement après un délai de trois ans à compter du jour où la peine de relégation a commencé à courir, être libérés conditionnellement, par arrêté du garde des Sceaux, sur l'avis du Comité de libération conditionnelle prévu par la loi du 14 août 1885.

L'arrêté de libération peut imposer, pendant un temps qui n'excèdera pas 5 années, toute mesure propre à assurer leur reclassement, notamment par leur placement sous la protection d'une société de patronage ou d'un membre de la famille habilité à cet effet.

Cette libération deviendra définitive à l'expiration d'un délai de 20 ans, à compter de la date de la décision qui l'aura accordée. Pendant ce délai, cette décision pourra être révoquée en cas d'inconduite dument constatée ou d'infraction aux dispositions spéciales exprimées dans l'arrêté de libération.

ART. 4. — Les condamnés libérés en vertu des dispositions qui précèdent, sont, de plein droit, dès

leur libération conditionnelle et pendant toute la durée de celle-ci, soumis à l'interdiction de séjour, dans les conditions déterminées par le décret du 30 octobre 1935.

Si l'on excepte la modification relative au délai d'octroi de l'élargissement conditionnel qui est ramené à trois années au lieu de cinq, à compter du jour où la peine de la relégation a commencé à courir et le caractère provisoire de la mesure, inspiré des événements actuels, on constate que c'est un système semblable à celui du projet gouvernemental du 30 décembre 1936 qui a prévalu. De fait, ce mode d'internement est plus facile à organiser. Mais deux vices essentiels persisteront :

1° La récidive des libérés à l'essai comme en Angleterre et en Belgique, de telle sorte que l'élargissement conditionnel deviendra vite une disposition sans application ;

2° La répugnance des magistrats à jeter en prison pour le restant de ses jours le récidiviste des délits.

L'insuffisance d'une pareille mesure ne tardera pas à être constatée. Alors la France, s'inspirant fortement de l'expérience que connaît actuellement toute l'Europe, ne manquera pas de compléter son système par une mesure plus généreuse, en tenant compte de la façon dont se forme un individu antisocial, du caractère de cet être, des possibilités réelles qui subsistent de tenter son reclassement, des limites aussi que la conscience du juge impose aux décisions les plus énergiques.

C'est à cette étude que nous allons maintenant nous livrer.

CHAPITRE III

ÉBAUCHE D'UN NOUVEAU SYSTÈME FRANÇAIS D'ÉLIMINATION DES RÉCIDIVISTES

Nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer notre sentiment au sujet des peines coloniales dont les échecs, sauf en Australie, sont assez édifiants. Nous répétons que nous considérons l'expatriation des condamnés comme un mode d'exécution périmé.

Chaque pays, à notre avis, doit absorber sa propre criminalité ; on ne doit pas avoir de scrupules à remettre sur le droit chemin ceux qui se sont égarés. Bien au contraire, c'est en leur apportant une délicate attention que l'on donne la preuve de son ardent désir de s'attaquer à la délinquance sous toutes ses formes.

Que la France institue donc, sur le territoire métropolitain, un régime d'élimination en harmonie avec le tempérament de ses enfants et les colonies ne manqueront pas, de leur côté, de s'inspirer des précieuses leçons qu'elles auront reçues à ce sujet !

Certes, des obstacles surgiront qu'il faudra contourner ou abattre. Il sera nécessaire de prendre en considération la psychologie des éliminés, de les connaître, sinon individuellement, mais tout au moins dans leurs traits communs, afin de se mettre à leur portée, et de contrecarrer ainsi, leurs

penchants les plus fréquents. Pour cela, il va falloir se hisser au niveau de conceptions humaines, reprendre la question à sa base et s'efforcer d'organiser un régime meilleur que celui de la loi de 1885 dont les mobiles furent peut-être justes et généreux, mais combien détestables dans leur application.

Lorsqu'on prétend déterminer le sort à réserver aux récidivistes, on est amené à se poser plusieurs questions, savoir :

- 1° Quelle est la psychologie des éliminés ?
- 2° Quels sujets doivent être éliminés et à quel moment ?
- 3° Quel système de répression leur est le mieux approprié et comment organiser ce système ?

Après avoir répondu à ces diverses questions, peut-être pourra-t-on se flatter d'avoir cherché par tous les moyens, à refaçonner les hommes qui ont été rejetés du sein de la grande Société, en raison de leur inaptitude à vivre correctement parmi leurs semblables.

SECTION I. — PSYCHOLOGIE DES ÉLIMINÉS

L'erreur la plus grossière qui se puisse imaginer est de considérer les éliminés comme des êtres différents des autres, comme des brutes, des fous, des sauvages, des malades, en un mot comme des individus d'une race singulière. Peut-être y a-t-il, dans ces diverses sortes de jugements, une maigre part de vérité, mais il ne faut pas oublier que ce sont avant tout des hommes, avec des tendances opposées aux nôtres, et que c'est en hommes qu'il faut

les traiter. Il faut les aimer en se rappelant la sublime parole du Christ : « Aimez-vous les uns les autres » et le leur montrer en leur pardonnant en bloc toutes les fautes commises autrefois. Leur passé doit être recouvert du voile épais de l'oubli et une sollicitude inquiète, presque maternelle, devra faire place à toute la haine que l'on pourrait nourrir contre eux.

Le récidiviste est un émotif. Sa grosse sensibilité le rend, comme l'enfant, accessible aux tentations et il ne peut résister aux suggestions ; les actes scandaleux le tentent, d'autant plus qu'il n'est pas, comme le héros cornélien, maître de lui. Il n'a aucune volonté, tout ce qui est pénible l'effraie, il ne se donne même pas la peine de réfléchir, il agit sans décision ferme et ne discerne pas les conséquences lointaines de ses actes.

L'instabilité est le trait qui domine. Il ne peut se fixer à une vie quelconque. Son caprice est son dictamen. Se mettant à tous les métiers, croyant savoir tout faire, il ne fera jamais rien. Si son intelligence lui permet d'occuper certains emplois, sa fantaisie les lui fait abandonner :

« ...J'ai pour premier principe...

« De m'aller promener libre, le nez au vent,

« Quand il m'en prend envie, et ça me prend souvent.

« J'ai pour second principe, et n'en veux pas démordre,

« D'envoyer promener quand on me donne un ordre.

« Autrement dit, je suis un mauvais garnement,

« Roulant en vagabond la grand'route en l'aimant,

« Travaillant pour manger tout juste et qui préfère,

« Quand c'est son goût, ne rien manger mais ne rien faire. »

(1)

Une moquerie, une observation suffisent à le décourager et c'est cette impuissance à se réprimer

(1) Jean Richepin : *Le Chemineau*.

qui constitue l'obstacle le plus sérieux à son reclassement.

Ce défaut d'équilibre a sa source dans un manque d'éducation de la volonté car généralement les récidivistes sont des êtres non éduqués. Ils ignorent tout de la vie : la nécessité de l'effort, le respect du droit d'autrui, la résistance aux tentations. Ce sont des parias que la Société aurait dû repousser dès leur jeunesse, à un âge où il était encore possible de les rééduquer complètement ; esprits incultes, grands enfants prodiges du vice, voilà comment les qualifier et il faut bien tenir compte de ce défaut d'équilibre dans l'attitude à adopter à leur égard.

L'exemple sur de tels caractères, l'exaltation de ce qu'il est désirable de voir imiter, auront une vertu salutaire. Ces êtres incomplètement formés sont des vantards ; à les entendre, leurs exploits ne se comptent plus et, parmi eux, c'est à qui étonnera davantage,

Aussi, faut-il faire semblant de les croire ; en flattant on peut obtenir d'eux ce que la critique n'accorde jamais.

Ce ne sont pas des êtres susceptibles d'avoir le repentir de leurs actes ; ils ergotent, ne consentent pas à reconnaître leurs fautes, se prétendent le jouet du malheur, parce qu'ils confondent facilement les circonstances ayant entraîné le délit avec le délit lui-même.

Un magistrat, M. Cannat (2), rapporte qu'un de ses chevronnés, auquel on reprochait d'avoir emporté une voiturette qui lui avait été prêtée seulement pour transporter ses bagages à la gare, ac-

(2) Cannat : *Nos frères, les récidivistes*.

cusait le chef de gare de lui avoir dit qu'en raison de ses dimensions réduites, ce véhicule pouvait, à la rigueur, être conservé avec soi dans le compartiment et qu'ainsi lui était venue la suggestion du délit.

L'éliminé ne se frappera jamais la poitrine. Jamais on ne pourra lui faire admettre qu'il s'est mal conduit pendant sa vie en liberté et qu'il est un être dangereux pour la Société. Il sera donc nécessaire de considérer le passé comme mort, de n'en parler jamais et d'organiser la vie de ces êtres de manière à contrecarrer leurs penchants les plus fréquents.

Il est évident que le travail devra être la règle absolue et que, sous prétexte de laisser à l'éliminé une relative liberté, on ne devra jamais admettre qu'il puisse rester continuellement inoccupé car, l'oisiveté étant la mère de tous les vices, le moment ne tardera pas à venir où l'alcoolisme commettra des ravages, où le vol s'installera et où l'absence de respect pour la propriété d'autrui reparaitra.

La lutte contre de tels dangers devra être menée d'une manière très active, car le maintien de l'ordre serait vite compromis. L'instruction civique, l'instruction morale, la répression impitoyable des larcins, si menus soient-ils, feront l'objet de conférences, de projections cinématographiques qui devront frapper leur imagination vivace et entretenir parmi eux le désir de devenir honnêtes et meilleurs.

SECTION II. — LES SUJETS A ÉLIMINER

C'est parmi la jeunesse que se recrutent les principaux criminels : c'est elle qui fait courir à la Société le danger le plus sérieux. M. le Professeur Donnedieu de Vabres propose, pour barrer la route à ce flot toujours grossissant de mineurs délinquants, « de suivre la politique criminelle des Etats « Autoritaires dans la part importante qu'elle a su « faire au droit pénal préventif, l'important au- « jourd'hui étant moins de frapper fort que de « frapper tôt ». (3)

Il faut arrêter l'auteur de petits vols sur le chemin de ses exploits pour éviter le dommage qu'il est susceptible de causer lui-même, mais aussi pour délivrer la jeunesse la plus saine de l'entraînement pernicieux des camarades nocifs. On n'attend pas pour guérir un malade que sa maladie soit parvenue au quatrième degré et ce n'est pas en comptant les rechutes, comme le législateur de 1885, que l'on peut arriver à élaborer un système destiné à relever un eoupable.

Quand bien même la tentative de reclassement du jeune sujet n'aboutirait qu'à un échec, on peut encore tout espérer d'un être jeune, robuste, audacieux, difficile peut-être à mener, mais ardent dans tout ce qu'il tente, tandis qu'on désespère des relégués quadragénaires, viles épaves des prisons. Un homme jeune est un être encore corrigible, parce que les châtiments qui lui seront imposés, en pu-

(3) Donnedieu de Vabres : *La politique criminelle des Etats autoritaires*.

niton de ses fautes, provoqueront en lui une réaction qu'on ne rencontrera pas chez l'antisocial dont l'indifférence et l'insensibilité sont effroyables.

Pour éliminer quelqu'un, nous n'apprécierons pas son aptitude à se relever un jour, mais l'état que révèle son comportement. C'est le point de vue des systèmes belge, italien et allemand auquel nous nous rallions sans hésitation, car seul il permet une défense efficace de la société contre les individus dangereux, espèces d'anarchistes sociaux, qui n'acceptent pas la règle commune. C'est donc « l'inaptitude à vivre en Société » que nous prendrons comme critérium de l'élimination.

Mais comment faire la preuve de cette « inaptitude à vivre socialement » ?

Nous ne retiendrons rien du système grossier de la loi du 27 mai 1883 fondée sur une erreur capitale : la liberté de réflexion et de décision de l'homme. Loin de là.

Le récidiviste n'est pas un individu mentalement équilibré, il subit la récidive comme un être affaibli et paresseux. Pour prendre une décision à son égard, il ne suffira pas de lire son casier judiciaire, il faudra surtout rechercher quel a été son passé hors du délit, quels sont ses moyens d'existence, ses fréquentations dans la vie libre, le type de ses rapports avec les autres hommes. Si le genre de vie de cet être n'avait pas été subi, s'il n'avait pas connu la faim, le chômage, la misère, ignoré l'affection, la tendresse d'une mère, la sollicitude d'un père, serait-il à ce point de rupture avec la Société où se pose la douloureuse question de sa ségrégation ? Pour conclure qu'un être est inapte à vivre socialement, il faut l'avoir placé, au moins une fois, dans un cadre normal où l'adaptation soit possible.

Trois éléments doivent se trouver réunis pour décider qu'un individu n'est plus digne de son maintien dans la Société : la constatation de ses fautes, l'analyse de sa manière de vivre, et l'essai infructueux de son reclassement.

Examinons successivement chacun de ces trois facteurs :

1° La constatation de ses fautes.

Il ne nous semble pas possible d'éliminer un individu, même susceptible de causer un dommage, sans avoir vérifié qu'il a commis un acte reprehensible. Nous n'admettrons pas, avec les codes pénaux italien et allemand, que l'état dangereux existe antérieurement à tout délit ; c'est la transgression de la loi qui crée cet état, la faute n'est que l'élément révélateur de la nocivité antérieure, le premier délit attire l'attention sur le coupable, crée contre lui une sorte de présomption dont lui-même serait mal venu de se plaindre. Mais ceci n'implique pas du tout qu'il doive être éliminé : il manque, en effet, le troisième facteur dont la réunion paraît indispensable : l'essai de reclassement.

Les législations étrangères, dont nous avons fait l'étude plus haut, ont, de façon très diverses, répondu à la question de savoir après combien de chutes un récidiviste a fait la preuve de son inaptitude à vivre socialement : 3 crimes en Angleterre, 2 crimes ou 2 délits graves ou même trois petites condamnations en Belgique, trois ou quatre délits en Italie, voire un seul si le sujet marque une inclination spéciale au délit, trois condamnations en Allemagne. Partout on a cru devoir lier la rapidité de l'élimination à l'ampleur du dommage que le délinquant a causé dès ses premiers agissements, mais est-il certain que le criminel cause toujours à l'or-

dre social un trouble plus grave que ne cause le délinquant ? C'est une erreur de prétendre, pour éliminer un individu, que l'auteur de deux crimes égale l'auteur de quatre délits ou que l'auteur de trois délits graves égale l'auteur de six délits moins graves ; calculer ainsi c'est raisonner d'une manière enfantine, oublier que les tribunaux répressifs ont à s'occuper de deux clientèles distinctes : des délinquants primaires et des individus condamnés au moins une fois et surtout ne pas voir combien l'étude de l'homme surpasse, de très haut, l'analyse du fait illicite.

Toutes les infractions ne présentent pas un caractère de gravité suffisant pour être susceptibles d'entraîner l'élimination de leur auteur : un délit de chasse ou de pêche en temps prohibé ou avec engins prohibés ne saurait être pris en considération, mais spécifier les infractions qui rentreront en ligne de compte, comme le fait la loi de 1885, c'est rejeter les délits nouveaux dont les circonstances imposeront la répression. Par exemple le délit de « marché noir » qui consiste à vendre ou à acheter à un prix plus élevé que la taxe officielle, sans remise de bons ou de tickets de ravitaillement, des marchandises et des denrées contingentées, correspond à une situation exceptionnelle et prouve que celui qui trafique de produits alimentaires est un dangereux adversaire de la Société : les condamnations encourues en contravention des textes destinés à protéger une égale répartition des produits alimentaires devraient compter pour l'établissement du premier facteur d'élimination.

Toute infraction est plus ou moins une preuve de l'impuissance du sujet à vivre parmi ses semblables, c'est donc une question de dosage qu'une loi de ségrégation des récidivistes, pour cela on

pourrait disposer qu'est susceptible de compter pour une des deux condamnations nécessaires, toute sentence émanée soit d'un tribunal correctionnel, soit d'une juridiction spécialisée dans les affaires criminelles, hormis les condamnations relatives à des infractions limitativement désignées (délits politiques, condamnations subies à l'étranger).

Mais cette récidive devra-t-elle être spéciale ou générale ? Nous estimons que la notion d'inaptitude sociale, plus large d'ailleurs que celle d'incorrigibilité, ne saurait exclure l'obligation d'une réitération où se manifeste la persistance du sujet dans le vice qui le rend impropre à partager l'existence commune. Aussi, pourrait-on, dans ce domaine, imiter le code pénal italien, lequel dispose qu'il y a récidive si le nouveau délit est de même nature que le premier (atteinte à la vie d'autrui, à la propriété d'autrui, aux bonnes mœurs).

Il ne faut pas non plus oublier la question de délai. La loi de 1885 le fixe à 10 ans, le code pénal italien également ; l'Allemagne l'a réduit à 5 ans, la Belgique l'a porté à 15 ans pour le cas de trois délits.

Généralement, les rechutes d'un individu dangereux se succèdent rapidement et en raison de la surveillance particulière dont il fait l'objet dès la première condamnation ; c'est en partant de ce fait que nous proposons, à l'instar de la loi allemande et de la loi Bérenger sur le sursis, de ramener à cinq ans le délai maximum pendant lequel devrait être perpétrée la récidive pour qu'elle soit prise en considération.

La plupart des législations étrangères ont laissé à l'appréciation du juge le soin de décider qu'il y avait lieu ou non d'ordonner l'élimination d'un récidiviste. Nous nous sommes trop insurgés contre

le système de l'automatisme institué par le législateur de 1885 pour ne pas souhaiter que pareille confiance soit faite aux tribunaux, le juge doit se mouvoir à son aise à l'intérieur de chacun des éléments du problème de la ségrégation et dès que sa conviction sera faite, il rendra sa sentence en la motivant de manière que la Cour d'Appel — si la voie de recours supérieure est utilisée — sache quelles raisons il a retenues pour prononcer la mesure de sûreté ou en écarter l'application.

2° L'analyse de sa manière de vivre.

Un être qui travaille irrégulièrement, à moins que ce défaut ne résulte d'un autre élément, est socialement inapte. Pour cela, les Allemands font jouer le mécanisme du « pronostic social » en examinant sous toutes ses coutures la vie entière du sujet.

Pour arriver à peser ce qui demeure de sain et de nocif dans un être, le tribunal devra suivre pas à pas le délinquant et faire avec lui le chemin par lequel l'honnête homme est parvenu à l'infraction : milieu d'origine, éducation paternelle, instruction scolaire, attitude générale, activité professionnelle, tendances sexuelles, utilisation du salaire, recherche des plaisirs, conduite pendant le service militaire, rapports avec les camarades, choix des amis, doivent faire l'objet d'une vaste enquête dans les milieux mêmes où le sujet a vécu, car le casier judiciaire est nettement insuffisant pour éclairer le juge sur le degré de nocuité d'un individu ; le tout sera complété d'un examen médical et notamment psychiatrique, comme en Belgique où tout prisonnier est doté d'un dossier anthropologique dans lequel sont consignées sur des fiches les observations auxquelles il est soumis par des médecins, dès le début

de sa détention (organisation biologique, existence sociale, niveau intellectuel, hérédité, famille, conduite en prison).

C'est en obligeant le juge répressif à se référer à tous ces renseignements que la loi l'empêchera de frapper en aveugle et donnera son vrai sens au procès pénal.

3° Essai infructueux de reclassement.

La nécessité absolue du patronage des libérés est reconnue par tous ceux qui se sont occupés des problèmes pénitentiaires.

La prison, peine afflictive, n'a de raison d'être que si elle est moralisante et il n'est pas possible que l'homme, une fois sa peine achevée, reprenne par ses propres moyens, son ancienne place dans la Société. L'opinion publique l'a jugé et il est désormais considéré comme moralement exilé, socialement contagieux et indésirable. La loi condamne pour une période plus ou moins longue, la société, elle, condamne pour toujours, mais le rôle de celle-ci ne doit pas s'achever en même temps que la peine de prison, car elle porterait le poids moral de la récidive de celui qu'elle a abandonné à lui seul.

Jusqu'à présent, le patronage des majeurs n'existe que de nom en France. Les bonnes volontés se sont heurtées, non pas au mauvais vouloir des détenus, mais à la totale incompréhension des organismes administratifs, dont la collaboration reste la condition première du succès. Or ce patronage pourrait exercer son activité bienfaisante de trois manières : par la visite des prisons, par le placement des libérés, par le contrôle de leur existence nouvelle.

Le visiteur auquel nous voulons faire allusion pourra être un ministre du culte ou un fonction-

naire, mais ce sera surtout un de ces visiteurs bénévoles allant librement dans les cellules, tel que cela existe depuis 1922 en Angleterre, avec « The National Association of prison visitors ». (4)

Après la mise au secret du condamné pendant quelques semaines, ce visiteur bénévole, venu du dehors, sera le premier et le seul à aller le voir. Il rendra ensuite visite aux parents pour leur porter des nouvelles. Le prisonnier sera ainsi mis en confiance et le contact, nécessaire à l'effet moralisant s'établira progressivement, dès lors le visiteur, en bon psychologue, s'efforcera d'adapter ses leçons à la nature de son interlocuteur et de trouver en lui la fibre encore susceptible de vibrer. Il lui parlera surtout de l'avenir en l'exhortant à envisager une situation nouvelle ou plutôt en faisant miroiter à ses yeux la place qu'il occupera une fois sa peine achevée, car l'une des préoccupations de ce visiteur sera de caser le libéré. Il s'arrangera de manière que ce soit loin des villes où les tentations abondent et engendrent fatalement la récidive.

Il restera alors à organiser la surveillance, le contrôle de la conduite du sujet par des conseils, des démarches, des décisions propres à éviter une rechute. Somme toute, comme le dit M. le Professeur Donnedieu de Vabres (5) : « C'est, en réalité, tout un régime de liberté surveillée qu'il faut créer pour les adultes, comme la loi de 1912 l'a institué pour les mineurs. »

Ce régime fonctionne à l'étranger : en Angleterre, en Italie, en Hollande surtout avec le « reclassing department », qui compte plus de 200 officiers

(4) Frank : *Revue de Science Criminelle*, 1937.

(5) Donnedieu de Vabres : *La justice pénale d'aujourd'hui*.

et employés et dont le budget dépasse un million de francs. Les officiers attachés à ce bureau sont répartis en brigades dans les principales villes. Ils ont, sous leurs ordres, des sous-brigades et des délégués. Pour faciliter leur tâche, ils sont en relation avec un organisme national qui dispose d'un réseau d'agents chargés de prospecter le pays pour y découvrir les possibilités d'emploi.

En France, pareille organisation permettrait au juge chargé de connaître d'un délit postérieur à la libération d'un individu précédemment condamné de savoir, après la lecture du dossier de patronage, le degré de bonne volonté dont le récidiviste a fait preuve. Ainsi, le débat pénal embrasserait-il le passé tout entier du prévenu et le juge pourrait-il apprécier, en pleine connaissance de cause, s'il y a lieu ou non d'ordonner l'élimination du récidiviste.

SECTION III. — CHOIX D'UN MODE D'EXÉCUTION DE LA MESURE DE SÛRETÉ CONTRE LES RÉCIDIVISTES

Le succès d'un système pénitentiaire dont le but est de mettre hors d'état de nuire tous les êtres nocifs est lié infailliblement à la sévérité de la loi précisant les cas d'élimination. Mais il ne faut pas que cette sévérité soit telle qu'elle devienne excessive dans l'exécution de la mesure de sûreté ; le régime auquel seront soumis les assujettis ne devra pas excéder ce qu'il est équitable d'imposer à des individus qui ont déjà purgé leur peine.

Une solution fort simple vient à l'esprit lorsqu'il s'agit d'éliminer un récidiviste antisocial, c'est l'abandon dans une île déserte. L'école positiviste

italienne l'a d'ailleurs préconisée : puisque le délinquant est devenu réfractaire à la peine et qu'il n'a pas hésité à se placer hors-la-loi en rompant le premier le rapport qui l'unissait à la société organisée dans laquelle il est né, cette Société n'est plus tenue à lui assurer des conditions favorables à son existence. Lorsque dans une chaîne, un maillon est faussé ou usé, il n'y a qu'à le supprimer, il doit en être de même pour le délinquant permanent.

Cette solution rigoureuse n'a pas prévalu : la Société ne peut s'arroger qu'un droit d'élimination relative, elle ne peut pas exclure définitivement un homme sous prétexte qu'il n'a pas respecté les lois établies et qu'il en compromet le progrès. Plus que jamais, celui qui a commis une faute doit être surveillé, guidé, orienté et ce serait une singulière manière de s'occuper de quelqu'un que de le priver définitivement du bénéfice qu'il pourrait tirer de son admission à un groupe plus perfectionné.

Il n'est d'ailleurs pas impossible de conserver les récidivistes éliminés sur le territoire de la Métropole. Cette solution d'application facile est adoptée par des états colonisateurs et s'impose dans bien des pays dépourvus de territoires coloniaux. Nous avons déjà donné les raisons qui militent, à notre avis, en faveur d'une solution de ce genre.

L'abbé Georges Moreau (6), ancien aumônier de la Grande Roquette, conseille la réclusion cellulaire. Celle-ci, on l'a vu, est appliquée en Allemagne dans l'établissement de Straubing. La peur de cette ségrégation définitive en des maisons silencieuses peut arrêter sur le chemin du délit un certain nombre de délinquants professionnels, bien que

(6) G. Moreau : *Le Monde des Prisons*.

la tentation du profit immédiat et l'espoir de ne pas être découvert soient souvent plus irrésistibles chez ces malfaiteurs que les calculs de sagesse. Tout au plus quelques-uns s'expatrieraient-ils volontairement à la recherche d'un théâtre d'opérations moins dangereux ! Le juge ne saurait alors imposer la mesure de sûreté que dans des cas désespérés et la société devrait continuer à souffrir la présence, en complète liberté, de tous ceux qui ne réunissent pas les conditions légales d'élimination. Autant dire qu'il n'y aurait aucun progrès par rapport à l'actuelle relégation.

Au point de vue médical, l'encellulement perpétuel engendre à la longue, la folie, la phthisie et détermine la mort ; c'est un véritable enterrement vivant devant lequel le juge reculerait, la répression serait très rarement appliquée.

D'autres auteurs ont un penchant très marqué pour la détention en commun, moins rigoureuse que la réclusion cellulaire. La ségrégation ne doit pas être une peine, elle ne doit pas imposer d'autre souffrance aux individus qui en sont frappés, que celle résultant de leur isolement social. La détention en commun ne dépasse-t-elle pas encore de très loin ce qu'il est admissible de rechercher dans une mesure de sûreté ?

Selon M. Teissière (7), le régime de la prison ne peut être qu'une « monotone existence, vie de cloître, dont pas une journée n'est différente de l'autre, dont pas une heure n'est laissée sans un emploi déterminé d'avance, dont pas un moment n'est livré au hasard et à la fantaisie ».

On perçoit le même son de cloche chez M. Bé-

(7) Teissière : *Le principe de la transportation*.

raud (8) : « Qu'on se mette à la place de ces détenus ; le juge leur a expliqué que l'internement de sûreté n'est pas un châtement, et puis ils vivent encore dans un établissement pénitentiaire, dans le même cadre... On les a trompés. C'est injuste ! » Selon cet auteur, le régime de Waldheim ou de Brandebourg-Görden ne se différencie guère de celui d'une prison : quelques maigres privilèges accordés aux individus détenus en raison de leur seul état de danger, voilà tout. La loi allemande de 1933 a pratiquement pour résultat de condamner certains délinquants aux travaux forcés à perpétuité.

En Italie, non plus, l'administration pénitentiaire n'a pas réussi à créer de profondes différences entre la peine et la mesure de sûreté.

Peut-être l'Angleterre et la Belgique y sont-elles parvenues, dans une certaine mesure, mais ne faut-il pas attribuer ce succès au nombre très restreint des éliminés ? D'un côté, la cause principale c'est la répugnance des tribunaux à prononcer pareille peine, de l'autre, c'est l'étendue réduite du pays.

Les criminalistes semblent s'accorder sur l'impossibilité de construire l'exécution de l'internement de telle façon que le prisonnier ait la compréhension qu'il est maintenant soumis à un tout autre traitement que le condamné subissant une peine : Mr. Harting Nissen, président de l'association des sociétés de patronage norvégiennes, le Hollandais Roling, l'Allemand Mayr, le rapport Rubbens au congrès de Bruxelles de 1926, partagent cet

(8) Béraud : *L'internement de sûreté et son application aux délinquants d'habitude en Allemagne.*

avis (9). La question fut aussi directement posée au Congrès de Berlin de 1935 ; après de longues discussions, parfois confuses, les congressistes conclurent par une motion où ils avouaient ne pas pouvoir proposer de régime d'exécution très différent pour les peines et les mesures de sûreté ; ils se bornèrent à proposer de placer les internés de Sûreté dans des établissements spéciaux séparés des prisons et de leur donner quelques faveurs en ce qui concerne les vêtements, les émoluments, le choix des matières enseignées. (10)

Dans ce cas, la séquestration des récidivistes dans une prison, serait-elle moins afflictive que l'actuelle relégation ?

On a aussi prôné l'emploi de la sentence indéterminée qui permettrait de ne relâcher le récidiviste qu'après constatation de l'efficacité de la cure ; de même que le médecin ne saurait prévoir combien de temps il faudra pour changer le tempérament d'un névrosé, de même le juge, après avoir distingué un vrai criminel d'un faux, un incorrigible d'un amendable, peut leur choisir un régime et leur appliquer la peine appropriée sans être capable pourtant de prévoir le temps qui sera nécessaire pour les reclasser. Mais ceci, disons-le tout de suite, serait plutôt l'affaire de l'administration à laquelle le condamné serait confié.

Si l'indétermination est relative, tous les éliminés seront libérés à l'expiration de la durée minima prévue par la loi, à l'exception de quelques fortes têtes en difficulté avec le personnel de la prison. Si l'indétermination est absolue, on ne saura

(9) Revue de Droit Pénal, 1926. Revue de Droit Pénal et de Criminologie, 1938.

(10) Revue internationale de droit pénal, 1936.

sur quels critères baser le diagnostic d'amendement. Les tribunaux dont les rôles sont trop chargés pour s'occuper de ce constat d'amendement, ne feraient qu'entériner purement et simplement les rapports de la direction de l'établissement.

Et quand bien même le sujet s'amenderait, aurait-on là une preuve certaine de son aptitude à vivre librement ?

Dans ses « Variétés pénitenciaires », M. Mossé effleure la question. Il distingue entre l'amendement moral et la réadaptation sociale ; le premier, œuvre des ministres du culte, la deuxième, œuvre de l'administration pénitentiaire, et il conclut en suggérant qu'il est peut-être plus facile de toucher le délinquant par le premier côté que par le second : « Et peut-être bien que ce respect de nos lois humaines, en raison même de leur imperfection, est plus loin de la portée des consciences que l'observation de ces commandements ». (11)

Pour qu'un être, aux prises avec les pires difficultés, les anciennes tentations, le mépris public, se reclasse dans la société, il ne faut pas l'isoler. Certes, le fait de l'isolement prolongé est, en effet, le plus radical et le plus primitif des moyens de préservation, mais c'est aussi le plus insuffisant des moyens d'éducation. Si l'éducation par la peine doit consister à mettre l'homme qui la subit à même de lutter plus tard contre les tentations de son milieu et les contacts de la vie, il faut avouer que c'est un moyen assez contradictoire que de lui épargner toute tentation et de le retirer entièrement de la vie sociale. « Si c'est la fonction qui crée ou du moins qui façonne l'organe, il est vraiment singulier que, pour

(11) Mossé : *Variétés pénitenciaires*.

préparer l'organe à son emploi, on le mette hors d'état de fonctionner. » (12)

Un régime plus moderne retient actuellement l'attention des criminalistes : c'est le travail *all'aperto*, effectué en dehors des établissements pénitentiaires par les détenus condamnés.

Il est pratiqué en Grèce depuis 1918, en Allemagne parfois, en Italie très largement, puisque tout condamné à l'ergastolo (travaux forcés) peut être autorisé, après trois ans de cellule, à travailler *all'aperto*, en Suisse enfin, notamment au pénitencier de Witzwill. La France en a fait elle-même l'essai en Corse (à Chivari, à Casabianda, à Castellucio) par application du décret-loi du 25 février 1852, et également à Caen, au début de ce siècle, lors de la construction de la prison cellulaire. La loi du 4 juin 1941 relative à l'emploi de la main-d'œuvre pénale le remet en honneur en décidant que les condamnés à une peine privative de liberté peuvent être employés hors des prisons à des travaux d'utilité générale. Dès aujourd'hui, plusieurs centaines de détenus, parmi lesquels on compte des réclusionnaires, des relégués et des forçats, sont affectés à des travaux ruraux ou forestiers.

Witzwill peut, à cet égard, être considéré comme un pénitencier modèle. (13)

On a utilisé 1.000 hectares de terres marécageuses et désertiques situées entre les lacs de Neuchâtel, Brenne et Morat. La mise en friche du « grand marais » a été menée à bien et déjà en 1924 l'exploitation agricole rapportait en blé, pommes de terre, betteraves, plus de 5 millions de francs.

(12) Saleilles : *L'individualisation de la peine*.

(13) Gorphe : *Revue de science criminelle*, 1936.

La colonie comprend 400 détenus, occupés selon leurs aptitudes, sous la conduite de 50 personnes qui sont, pour la plupart, d'anciens prisonniers libérés, ayant préféré demeurer dans l'établissement. D'autres libérés se sont mariés à Witzwill et cultivent des lopins de terre que leur cède l'administration.

Le directeur du pénitencier, M. Kellershals, s'est inspiré de l'organisation des « reformatories » américains, d'Elmira en particulier ; il a recherché la rééducation physique et morale du condamné, afin de rendre à la société des êtres régénérés. Les détenus jouissent d'une grande liberté et ne travaillent que de 6 heures à 11 h. 30 et de 13 à 19 heures, avec deux pauses d'une demi-heure chacune.

Le Congrès de Bruxelles de 1926 (15) s'est occupé du travail *all'aperto* et ses multiples avantages ont été mis en lumière : santé physique du condamné qui travaille en plein air, moyen de récompenser les plus méritants, réadaptation progressive à la vie libre, profit pour l'Etat.

Il n'est pas douteux que ce régime pénitentiaire soit appelé à recevoir de plus en plus de l'extension. Nous croyons qu'on pourrait bien l'appliquer en France aux récidivistes éliminés en s'inspirant des initiatives étrangères. Nous ne voulons pas dire par là qu'il faille l'instituer en faveur de tous les récidivistes, sans distinction ; seuls, les détenus choisis en raison de leur conduite et de leur activité se verraient affectés à des travaux à l'extérieur. Nous avons déjà dit, dans nos critiques de la peine de la relégation, que la seule présence du ciel sur les têtes n'a pas une valeur curative telle

(14) Revue internationale de droit pénal, 1926.

qu'elle puisse faire d'un bandit un honnête homme : le travail *all'aperto* n'est rien s'il ne s'accommode pas d'une répartition sérieuse des condamnés, d'un régime de demi-liberté et d'un mode de labeur rationnels. C'est une des multiples raisons de l'échec de la relégation en Guyane. Les éléments indésirables étant en grand nombre, les fortes têtes font la loi, et la discipline imposant le choix de travaux collectifs et non pas individuels, le contre-maître redevient garde-chiourme.

Après avoir rejeté tour à tour l'organisation de la mesure de sûreté imposée aux récidivistes, fondée sur l'expatriation coloniale, sur la cellule ou sur la prison en commun, il ne nous reste plus qu'à proposer le régime de travail *all'aperto*, approprié aux circonstances.

Mais il faut, avant tout, se rappeler qu'un pareil régime, adapté naturellement au but recherché, ne peut donner des résultats appréciables que si l'on élimine sans scrupules tous les individus antisociaux, en rendant la mesure utile dans l'intérêt de l'être ségrégué et dans celui de la Société.

Quelques conditions, que nous allons énumérer, doivent être réunies.

Il importe tout d'abord que la régénération de ceux qui ont été mis au ban de la Société soit poursuivie sérieusement. C'est la foi qui nous sauve. Pour arriver à redresser un homme, il suffit d'avoir l'absolue conviction qu'aucun individu ne doit être considéré, a priori, comme incurable. L'église catholique enseigne que nous sommes tous des pécheurs et que le péché, état normal de l'humanité, entre gens qui, au fond, en sont tous à peu près au même point, ne peut provoquer que commisération et pitié, il ne provoque pas de répulsion. Le pécheur est un frère à secourir, ce n'est pas un ex-

clu de la communauté. Entre tous ceux qu'unit la même foi, la faute, même le crime, ne déclassent pas. On doit châtier et châtier rudement, mais la peine implique l'idée de relèvement et non la déchéance finale. Il ne faut donc pas détruire chez les condamnés l'espérance d'un relèvement final, car cette espérance constitue un lien de rattachement à la Société qui punit mais qui ne se ferme pas. C'est par là que la vraie dignité va renaître. La peine de réforme ne doit pas être avilissante. Celui qu'elle frappe doit sentir sa déchéance morale, mais non sa déchéance sociale, et la société qui l'inflige doit manifester un blâme moral, sans expulsion, ni déclassement définitifs. L'impression psychologique de la peine doit être avant tout dirigée vers l'avenir, sans rester obsédée du passé. L'obsession du remords et, plus encore, celle de la honte, restent le plus grand obstacle au relèvement individuel : la foi dans l'avenir est bien encore le seul germe de l'initiative et du progrès moral, même chez les déçus, surtout chez eux. C'est le moment d'appliquer le mot admirable de Saint Paul : « Et désormais, laissant de côté tout ce qui est en arrière pour ne poursuivre que ce qui est devant, je vais au but qui est de conquérir le prix auquel je suis appelé d'en haut. » (15)

Des succès plus ou moins isolés sont certains. On raconte souvent l'histoire vécue de ce dévoyé, condamné à mort, puis gracié et qui fit au bagne une fin édifiante (16). Des succès plus nombreux sont possibles si nous organisons la vie des récidivistes éliminés en vue de faciliter la rédemption.

(15) Saint-Paul : *Philippiens III*, 13-14.

(16) Père Rambaud : *Un bagnard*.

Peut-être, est-ce affaire d'apostolat. Mais n'est-ce pas aussi une œuvre humaine à laquelle l'Etat doit s'attacher en modelant ses institutions pour ramener au bien ceux qui ont pratiqué le mal ?

La condition première d'un régime d'élimination souhaitable est de rechercher l'amendement des êtres châtiés. Les autres éléments devront tenir compte de cette observation primordiale : tout individu ségrégé doit être l'objet d'une sollicitude particulière, inquiète même, afin d'ouvrir sa volonté au désir d'un retour vers l'honnêteté. Surtout il importe que ceux qui tenteraient un effort pour remonter la pente sur laquelle le délit les a entraînés, ne se trouvent pas empêchés, enlisés dans le vice, par la corruption des autres. C'est dire que le régime sera organisé de telle sorte qu'on en exclura le mélange des individus de toutes sortes, de toutes provenances. On ne continuera pas à commettre l'erreur de jeter pêle-mêle et dans le même sac tous les ségrégés : l'échec de la relégation a pour cause première le relégué lui-même. On ne peut rien tirer de bon des êtres indistinctement mêlés parmi lesquels règnent en maîtres les plus endurcis.

Le sujet sur lequel on peut fonder de solides espoirs sera jeune (30 ans, 35 au plus). S'étant retiré assez tôt de la société honnête pour qu'il n'ait pas eu le temps d'y faire beaucoup de mal et pour qu'il ne se soit pas détruit lui-même, il aura une aptitude physique, une activité et un désir de vivre qui l'aldéront à se réclasser. On ne peut faire de l'amendement que si, les très mauvais sujets ayant été exclus, autour d'un noyau d'êtres moralement et physiquement susceptibles de quelque vigueur, peuvent venir s'agglutiner tous les faibles, tous les « mous », c'est-à-dire la majorité des autres.

Mais il ne suffit pas de trier parmi les réci-

vistes ceux qui sont aptes à la ségrégation collective ; encore faut-il éviter de les réunir en trop grand nombre en un même endroit. Les finances qui ne sont jamais à l'aise, ont voulu réaliser des économies dans les budgets pénitentiaires et ce souci constant a présidé en France à la construction de vastes prisons où l'on pratique le traitement en série des délinquants. Sans doute les finances y trouvent-elles des avantages pratiques, mais le but de la peine n'est jamais atteint. Si Camp-Hill en Angleterre, Merxplas en Belgique et Witzwill en Suisse, donnent quelques résultats réconfortants, c'est à cause du petit nombre de détenus, répartis en petits groupes, dans des pavillons où chacun se connaît bien : l'élément pénal apporte ainsi lui-même, dans son propre sein, les germes dont l'épanouissement est indispensable à la création d'un groupe social nouveau.

Une autre question se pose : le séjour des récidivistes dans cette Société doit-il être définitif ou bien, au contraire, la constatation de leur amendement doit-elle entraîner leur retour dans la vie libre ?

A notre sens, il ne saurait être question de les libérer à date fixe et de les laisser sans contrôle après la libération. Ainsi, la sentence indéterminée interviendrait-elle, qui permettrait à l'administration pénitentiaire de décider quels individus ont cessé d'être dangereux. Mais cette sentence indéterminée a le malheur de dispenser l'administration d'un véritable effort créateur, car la récompense des meilleurs est dans la décision de libération et non plus dans l'amélioration des conditions d'existence.

Nous sommes arrivés, ainsi, à toucher du doigt le problème le plus difficile que présente l'élimination des récidivistes, savoir celui du régime qui peut

leur être imposé. Il faut que ce dernier demeure aussi éloigné que possible d'une peine sans que, cependant, se trouve compromise la forte discipline qu'exige la qualité de ceux auxquels il doit s'appliquer.

Le but de l'élimination de ces hommes, lorsqu'est finie la peine qui a marqué leur dernier délit, est atteint quand on en a définitivement débarrassé la société. Ce but est dépassé quand l'éliminé supporte des souffrances propres à l'existence qui lui est désormais faite. On ne saurait trouver une raison à ces souffrances dans leur manière de penser et d'agir qui rend indésirable leur présence dans une société où le libéralisme des lois suppose des individus volontairement policés, civilisés, c'est-à-dire propres à vivre avec d'autres citoyens.

Il faut à ces hommes un système aussi voisin que possible de l'état de liberté, mais cela ne veut pas dire que la licence doive être admise : une discipline spéciale ferme, une vie sociale bien surveillée, bien dirigée, bien encadrée sont, au contraire, indispensables aux éliminés.

« Chaque fois qu'on prend une mesure d'élimination, dit M. Cannat, on regrette en même temps de ne pas conserver l'homme qui pourrait encore être sauvé et chaque fois qu'on se borne à prétendre amender, on regrette de ne pas éliminer plus rigoureusement. » (17)

Nous ne croyons pas qu'il soit facile de faire à chacun de ces deux concepts sa part. Nous risquons de réserver aux individus éliminés un sort qui ne sera pas éloigné de celui qui est fait aux récidivistes dans les pays voisins et de n'accorder

(17) Cannat : *Nos frères, les récidivistes*.

une destinée meilleure qu'à de rares amendés, tout en laissant le plus grand nombre dans des maisons centrales ou dans une classe intermédiaire. Nous ne voyons pas d'autre solution ; on ne peut, en effet, écraser l'essor de ceux qui veulent encore vivre, sous le poids de tous les autres qui acceptent leur déchéance. Malgré tous les efforts qu'on aura déployés, toutes les précautions qu'on aura prises, toute l'attention qu'on lui aura accordée, on ne peut forcer un individu à s'améliorer que s'il le veut bien. Cela ne nous empêchera pas pourtant de nous pencher avec bienveillance sur les ségrégés, afin d'éviter qu'ils soient aussi malheureux que les prisonniers en cours de peine : l'essentiel est de leur offrir tous les jours la facilité de monter plus haut, d'améliorer leur statut immédiat. C'est là toute la tâche qui s'impose à la société, on ne peut lui demander davantage.

L'individu qui ferait l'objet d'une sentence d'élimination, serait placé dans un établissement spécial dont il faudrait multiplier le type, afin que chacun ne comporte qu'un petit nombre assez restreint de pensionnaires. Le régime serait cellulaire pour que puisse être tentée une réforme individuelle ; ainsi, provoquerait-on la réflexion et rendrait-on celui qui médite plus accessible aux conceptions d'une vie nouvelle. Les épreuves imposées à l'être emprisonné seraient des instruments de réforme morale appropriés à sa nature, à ses vices passés. Le travail viendrait mater et assouplir sa volonté, car après une période d'inaction forcée, le prisonnier réclame généralement de l'ouvrage. On pourrait lui confier une petite tâche facile dont l'achèvement serait la condition du repas, puis l'augmentation progressive de la tâche devrait créer l'entraînement jusqu'à ce que le travail soit de-

venu un véritable réflexe. Ce résultat acquis, la paresse une fois vaincue, il faudrait conduire le sujet à ne plus faire effort seulement pour manger, pour se distraire, ou pour éviter des difficultés avec le gardien, mais à aimer le labeur, alors, au lieu du travail mécanique ou de rapidité, on pourrait lui recommander un travail présentant quelque intérêt artistique.

On ne doit pas négliger les moyens de dompter ceux qui se montreraient réfractaires à la discipline et qui ne voudraient pas se plier à la règle de travail. Si la mise à l'obscurité, au pain sec et à l'eau, se révélait insuffisante (18), on ne devrait pas hésiter, un seul instant, à avoir recours au système de la pompe à bras appliqué dans certaines prisons américaines. Il consiste à placer le détenu, qui entend ne rien faire, dans une cuve munie d'une pompe. Le débit d'arrivée de l'eau est réglé de telle sorte que le récalcitrant, s'il veut éviter de se noyer, doit pomper sans arrêt. En supposant que persiste la mauvaise volonté de l'homme tant que le niveau de l'eau n'atteint pas son cou, il est certain que le fait de lui avoir rappelé que l'administration a déjà laissé se suicider les paresseux, l'engage, à un moment donné, à saisir le bras de la pompe, travail infiniment plus pénible que celui auquel on voulait le soumettre dans sa cellule.

Un autre point devra retenir l'attention des rééducateurs, c'est le manque de volonté du récidiviste qui le livre sans résistance à toutes les tentations.

La force de résistance implique l'idée de résistance, elle s'atténue avec l'habitude et se perd avec

(18) Cannat : *Nos frères, les récidivistes*.

la corruption croissante. On pourrait, pour la faire recouvrer, habituer le détepu à se lever tôt, à se mettre volontairement au travail, à réintégrer de son propre chef sa cellule, à la fin de sa promenade quotidienne, tout signe de domination sur ses mauvais instincts ferait l'objet d'une récompense, tout abandon serait rigoureusement sanctionné.

L'éducation morale avec des explications constantes de ce qu'on attendait de lui, illustrées de lectures, de projections cinématographiques, saines et adéquates, devrait compléter les leçons pratiques.

Dès lors, tout prisonnier qui aurait donné la preuve, en cellule, d'un certain désir de travailler et d'un minimum de résistance aux épreuves auxquelles il aurait été soumis, serait admis, après un délai convenable, au travail collectif dans un autre établissement où fonctionneraient soit des ateliers, soit des équipes agricoles. Là, par petits groupes triés, on apprendrait à ces hommes un métier, ou bien on les perfectionnerait dans le leur, s'ils en avaient un. La vie serait menée en commun au travail, aux repas, au repos, chacun rejoignant, pour dormir, sa cellule individuelle.

Les meilleurs sujets de ces établissements pourraient, à leur tour, être envoyés à la division de confiance où le travail *all'aperto* serait presque libre, la surveillance très relâchée, et où l'homme s'habituerait à respecter la parole préalablement donnée de ne pas s'enfuir.

Quand l'éducateur, le surveillant, le contre-maitre, le médecin s'accorderaient pour admettre qu'un interné paraît apte à se reclasser, on lui trouverait un emploi à l'extérieur et un tuteur serait désigné pour le patronner. Toute nouvelle tendance au vice, tout nouveau délit entraîneraient automatiquement la réincarcération du sujet qui s'en re-

tournerait alors, non pas à la division de confiance, mais à l'étape cellulaire.

En aucun cas, et quel que soit le temps écoulé, la libération ne devrait être définitive, ni le patronage cesser.

La mauvaise conduite en deuxième division entraînerait le retour en cellule, et de même le comportement répréhensible en division de confiance aurait pour sanction le reclassement en deuxième division. Celui qui, au bout de deux ans de cellule, n'aurait pu être admis à la division supérieure, ne pouvant être laissé en cellule toute sa vie, serait envoyé pour deux ans, en maison centrale, puis ramené, pour deux ans, en cellule et ceci, alternativement, jusqu'à ce qu'on ait fini par briser sa résistance ou jusqu'à sa mort, s'il se révèle inamendable. Seul, le médecin serait qualifié pour abréger la durée de la période cellulaire.

Quant à ceux qui, sans retomber à la cellule, ne se montreraient pas aptes à être élevés au groupe de confiance, ils seraient laissés perpétuellement à la division intermédiaire, c'est-à-dire au travail en commun. Enfin, les détenus du groupe de confiance, accéderaient à la libération contrôlée ou retomberaient au travail en commun pour qu'il n'y ait jamais d'encombrement dans une division où les intéressés seraient peu surveillés.

Nous ne prétendons pas ségréger sans exceptions tous les individus, objets d'une décision d'élimination, une fois achevée la peine correspondant au dernier délit.

Tout d'abord se pose la question d'âge : ceux de 60 ans et plus ne semblent plus dangereux ; ce qui leur reste de vie à parcourir laisse supposer qu'ils ne continueront pas longtemps à mettre en péril l'ordre social. Mais ceci n'implique pas du

tout qu'il faille les laisser en liberté. Pour eux, nous proposerons la création d'établissements spéciaux comparables aux dépôts de mendicité.

Nous conviendrons aussi d'écarter rigoureusement des maisons spécialisées dans l'élimination et le redressement des récidivistes, tous les êtres qui ne sont que pitoyables parasites, indésirables dans la société libre et fléaux dans des organismes de rééducation : mendiants, vagabonds, prostituées, souteneurs, intoxiqués, alcooliques, déséquilibrés et fous. Des établissements spéciaux, comme la clinique Colin de l'hôpital psychiatrique de Villejuif, devront leur être ouverts si on ne veut pas paralyser par leur présence, le travail difficile tenté à l'égard d'êtres plus normaux.

Une fois cette lie fétide rejetée, il sera nécessaire de rendre au prisonnier le sentiment de sa dignité en lui donnant un mode d'existence propre à développer sa nature particulière. La législation belge nous en donne un bel exemple.

A Merxplas, on permet aux détenus d'arranger leur cellule à leur goût ; certaines sont ornées de fleurs, de rideaux à la fenêtre, de dessins ou de tableaux.

Nous rejetterons délibérément tout mode de logement en commun : baraque, chambrée ou dortoir, pour y substituer des petits pavillons individuels composés d'une salle assez vaste, bien aérée et séparés les uns des autres d'un espace qui pourrait être cultivé et tenir lieu de jardin. Nous n'affligerons pas davantage l'éliminé d'un uniforme, ni d'un capuchon en étamine, ni d'un numéro ; toute cette mascarade un peu grossière est à bannir, car elle le rejetterait dans la horde anonyme et assourdirait l'instinct d'individualité qui couve en lui ;

il portera donc le costume qui lui plaira et devra être inscrit partout sous son vrai nom.

En revanche, nous lui demanderons de se plier à l'impérieuse loi du travail, afin d'y trouver une sorte de satisfaction légitime et d'y puiser les éléments nécessaires à son amélioration. Pour mieux atteindre ce but, on lui évitera tout effort inutile, on ne lui imposera pas des tâches comme celles auxquelles on emploie les forçats au bagne : l'arrachage de l'herbe, brin par brin, autour des cases, geste qu'il faut renouveler huit jours après ; alors qu'avec de l'eau salée, on aurait fait plus vite et mieux. (19)

On ne saurait tolérer les fainéants et comme on ne doit pas les laisser mourir, on devrait organiser à leur intention, un régime strict, une sévérité exemplaire, afin d'avoir raison de leur paresse.

Ainsi l'éliminé ne devrait-il compter que sur son seul travail pour assurer l'amélioration de son sort, son avenir serait fonction de son attitude.

Les meilleurs ne manqueraient pas d'être récompensés par l'octroi de concessions, d'outils, de semences, d'engrais, de vivres qu'ils devraient payer sous forme de rente annuelle dont le taux, d'abord faible, s'élèverait à mesure que l'exploitation prendrait plus d'importance.

Cette concession, munie d'une case, ne leur conférerait pas un droit susceptible de s'apparenter aux droits prévus par le code civil ; ce serait plutôt une pure attribution administrative essentiellement révocable et contre laquelle pourraient jouer les causes de révocation prévues par le décret du 18 janvier 1895 ; condamnation, évasion ou tentative d'évasion, défaut de paiement de la rente an-

(19) Mireille Maroger : *Bagne*.

nuelle, inconduite, indiscipline, défaut de culture des terres, infractions à certaines obligations considérées comme essentielles (résidence, interdiction d'aliéner, d'hypothèques, etc...).

L'octroi d'une concession ne serait en aucune manière synonyme d'émancipation totale. Nous craignons en effet que le régime d'entière liberté qu'on accorderait alors au libéré, ne soit pour lui une cause de paresse, de dissipation, de désordre ; un contrôle permanent mais discret s'exercerait sur son activité et sur celle de toute personne qu'il embaucherait en vue de l'aider dans son travail. L'administration aurait, à cet égard, le droit de révoquer toute autorisation accordée.

Un mot, pour finir, sur le personnel de surveillance et de rééducation.

L'identité de lieu d'exécution de la peine de la relégation et de la peine des travaux forcés a fait de ces deux mesures deux sœurs jumelles. Il ne pouvait en être autrement, car on ne peut demander à un même administrateur de faire appliquer, dans un état d'esprit différent, deux peines dissemblables, alors que ce sont les mêmes êtres qui en surveillent l'exécution. Et quelle sorte de surveillants ! M. Thamar, qui est guyanais, nous en parle en connaissance de cause : « Leur recrutement étant « difficile, on prend qui se présente, nous dit-il, « et généralement d'anciens militaires dont l'ins- « truction insuffisante, leur a valu d'être écartés de « tous les emplois civils qui leur sont réservés après « leur temps de service. » (20)

Ces gardes-chiourmes, qui n'hésitent pas à trafiquer honteusement avec les transportés et dont le

(20) Thamar : *Les peines coloniales et l'expérience guyanaise*.

manque de sobriété est notoire, ne sont pas personnellement responsables du défaut de rapport entre leurs aptitudes et le métier dont on les charge. Pour eux, leur rôle c'est, avant tout, d'empêcher les évasions et de faire expier au condamné ses fautes passées.

C'est là la grosse erreur. Les ségrégués ne doivent pas être en contact avec des éléments qui sont incapables de faire revivre chez eux de bons sentiments, pour la bonne raison qu'ils sont traités avec mépris. Le personnel pénitentiaire sera donc un personnel d'élite faisant montre, à l'égard des anciens condamnés, de tact, de conscience, de haute moralité joints à des connaissances sûres du rôle d'éducateur.

M. Cannat cite, à titre documentaire, les recommandations qui étaient faites, il y a deux siècles, au personnel pénitentiaire de la Colonie de Pentonville : « Tout fonctionnaire doit exercer son « autorité avec énergie, douceur, humanité, s'abstenir, à l'égard du détenu, de toute voie de fait et de tout langage irritant. Il doit, constamment, se souvenir que l'objet de sa mission, le devoir des employés sous ses ordres, ce n'est pas seulement de faire rigoureusement exécuter les sentences des tribunaux, mais aussi d'inculquer aux condamnés de solides idées morales, de bons principes religieux : de leur faire prendre des habitudes de docilité, d'ordre, de soumission, de bonne conduite... Il faut que toute lueur d'amendement de la part du condamné soit saisie, que tout effort soit secondé, encouragé, récompensé. »

Pareille mission confine au sacerdoce, il est vrai, mais un personnel administratif, lié par une éducation adéquate, rompu aux idées de rééducation, peut contribuer à la réaliser. Il existe bien en

Belgique, à Hoogstraeten et à Forest, des écoles de surveillants de prison où le droit pénal, la science pénitentiaire, l'hygiène et la médecine légale, la sociologie, la psychiâtrie, l'anthropologie criminelle sont enseignés aux candidats. La France pourrait bien créer de pareilles écoles en exigeant du personnel recruté un niveau d'intelligence et de caractère tel qu'il devienne capable de pratiquer auprès des intéressés une action individuelle.

A la vérité, ces bâtisseurs de conscience ne devront pas être des gardiens armés d'un revolver ou d'un fusil baïonnette au canon ; de pareilles sentinelles ne seraient bonnes qu'à maintenir l'ordre, empêcher les évasions, réprimer les rébellions. Il faut des membres d'association privée qui espèrent de leur effort une autre récompense qu'une solde et une retraite. M. le Professeur Donnedieu de Vabres, dont l'autorité en la matière s'impose à tous, dit à ce sujet :

« Je suis aussi convaincu que quiconque de
« l'incapacité de l'Etat et de ses organes, lorsqu'il
« s'agit de pourvoir à la régénération, à la réadaptation sociale des détenus. Elle est démontrée par
« une expérience plus que séculaire. Si, aujourd'hui, les gouvernements totalitaires, ceux qui
« ont une mystique et qui prétendent l'imposer à
« tous leurs sujets, dès leur enfance, s'abstiennent
« cependant de s'assigner pour but primordial la
« rééducation des délinquants, à combien plus forte
« raison cette réserve s'impose-t-elle aux Etats libéraux, qui n'ont pas de religion et dont la morale se borne à quelques notions élémentaires de
« savoir-vivre ! Quand un directeur de prison assure dans son établissement le maintien de l'ordre et de la justice, prévient les promiscuités malsaines, assure un certain rendement économique,

« il a rempli la tâche qu'il est raisonnable de lui
« demander. Une préoccupation philanthropique,
« chez les agents de l'administration, serait de na-
« ture à réduire l'effet intimidant de la peine, à
« diminuer sa valeur au point de vue de la préven-
« tion collective qu'il ne faut, à aucun prix, perdre
« de vue. Ces considérations sont étrangères, sans
« doute, aux établissements à caractère curatif ou
« mi-curatif, mais elles concernent également les
« peines proprement dites et les mesures de sûreté
« appliquées aux délinquants d'habitude, qui ne
« sont pas autre chose que des peines prolongées.

« La thèse autoritaire s'arrête à cette constata-
« tion, mais un additif, un correctif s'imposent, au
« contraire, aux tenants de la thèse libérale ; car
« si la première, subordonnant toutes les actions
« privées à l'initiative et à l'impulsion des pouvoirs
« publics, ne peut demander aux particuliers un
« effort dont l'Etat se reconnaît incapable, il est,
« au contraire, dans la tradition libérale de faire
« fond, pour le relèvement moral des détenus, sur
« le concours des associations privées. On sait avec
« quel éclat et quels résultats positifs cette tradition
« se maintient en Angleterre, en Belgique et en
« Suisse. Seule, l'initiative privée est en mesure de
« ménager par l'exercice, dans les prisons, d'une
« influence morale et religieuse, par la recherche
« anticipée d'un emploi, la transition délicate de la
« captivité à la vie libre ; de parer à la *crise de la*
« *libération*. Mais elle ne peut évidemment, rem-
« plir sa tâche, que si la liberté lui en est laissée,
« que si on lui en donne les moyens matériels et
« moraux. » (22)

(22) Donnedieu de Vabres : *La politique criminelle des Etats autoritaires.*

Avoir surtout le souci de l'éducation, s'efforcer de trouver des personnes d'élite qui soient, pour les récidivistes, non pas des garde-chiourmes, mais des éducateurs, des instituteurs, des professeurs de morale : voilà la tâche splendide qui s'impose.

Quand un homme est un déchet de l'humanité, quand, socialement livré à lui seul, il ne peut rien donner, quand ses délits se répètent avec une continuité effroyable, il faut l'extirper du milieu social où il ne pourrait que commettre de nouvelles infractions, le soumettre à divers examens et le placer dans un climat moral susceptible d'exercer sur sa mentalité, l'influence la meilleure. Peut-être, pourra-t-on, ainsi, faire de lui un homme normal. Un peu de bonté ne permet-il pas, parfois, de transformer un déchet social en un homme que la société récupère alors pour son plus grand bien ?

CONCLUSION

Les récidivistes sont des individus qui, sans présenter de troubles de l'intelligence et de la volonté, sont, par suite de leur mauvaise éducation, privés de sens moral. Aussi ont-ils tendance à vivre en marge de la légalité.

Le premier soin de la justice en les arrêtant sera de les soumettre à de sérieux examens, de manière à dépister et à reconnaître ceux qui pourraient, un jour, entrer en lutte ouverte avec la Société. Pour cela on devra avoir recours à des magistrats dont la formation professionnelle aura été plus spécialisée.

L'état dangereux ayant été ainsi révélé, ce n'est pas en dirigeant l'individu éliminé sur quelque île ou quelque territoire d'outre-mer, loin des siens et du climat de son pays, qu'on lui infusera d'emblée une mentalité nouvelle susceptible d'avoir une incidence heureuse sur son comportement futur. Bien au contraire, le mieux à faire est de l'interner dans un établissement de sûreté où un traitement à la fois répressif et thérapeutique lui sera appliqué en raison de sa perversité. Seuls, le souci de défense sociale et l'amendement du récidiviste détermineront la durée de sa détention ; son âge, ses tendances, son caractère indiqueront le régime de la mesure à lui appliquer, « la peine aura en vue la libération future, germe de l'avenir moral du condamné, et devra viser celle-ci beaucoup plus que sa liberté passée, celle qui l'aurait entraîné vers

« le crime. Il ne s'agira plus de proportionner la
« peine au mal matériel commis, il ne s'agira plus
« même de la proportionner au degré de crimina-
« lité déployé au moment de l'acte ; il s'agira avant
« tout de l'approprier à la nature de la perversité
« de l'agent, à sa virtualité criminelle qu'il faut
« empêcher de se réaliser de nouveau en actes. » (1)

Telles sont les grandes réformes qui s'imposent. La France n'a plus qu'à se mettre à l'œuvre hardiment, elle est trop avide de progrès pour souffrir de rester, en matière pénale, en arrière des pays à qui elle a montré autrefois la route à suivre.

Certes, chaque peuple a son passé et ses traditions qui lui défendent d'accepter certains changements, ses mœurs et ses institutions avec lesquelles il ne peut rompre sans péril, pour tout dire son propre génie auquel il ne peut renoncer sans cesser d'être lui-même et sans se dégrader. Une loi est mauvaise dès qu'elle heurte la majorité des intérêts et qu'elle se trouve en désaccord avec la conscience populaire. Si on prétend imposer ces nouveautés par la force, la force elle-même est impuissante. Les despotes, les révolutionnaires qui l'ont tenté n'ont jamais réussi qu'à accumuler des ruines et qu'à préparer d'inévitables réactions.

Mais, c'est une autre erreur, non moins fâcheuse, que de penser qu'une loi doit subsister parce qu'elle est consacrée par la tradition. La volonté du législateur est impuissante à maintenir de pareilles lois en vigueur. Elles cessent d'être observées, embarrassent la pratique qui les tourne et détruit ainsi le respect de la règle sociale. Elles sont semblables

(1) G. Tarde : Préface de *L'individualisation de la peine*, par R. Saleilles.

à ces rouages usés dont le frottement empêche la machine de bien fonctionner et en provoque quelquefois l'éclatement.

L'Europe est en train de traverser une crise qui fera certainement évoluer le droit pénal vers un autoritarisme rigoureux : après toute secousse et tout ébranlement, des mesures sévères sont nécessaires au rétablissement de l'ordre. Actuellement, les idées se troublent, les notions traditionnelles semblent ne donner satisfaction à personne. Il est impossible d'attendre davantage. Que chacun y mette donc un peu du sien ! Ce n'est pas au moment où le vieil édifice est à la veille de s'écrouler qu'on doit faire montre de fausse modestie, en restant à couvert sous un toit qui menace ruine.

Il faut essayer de construire aux récidivistes un refuge digne des ambitions de la science pénitentiaire moderne et si chacun, sans renier sa foi individuelle, acceptait de solidariser ses efforts, cette construction serait vite édifiée.

Cette contribution sincère, d'ordre scientifique et de tendance vraiment sociale, jointe aux multiples efforts qui se font dans le domaine de la criminologie, serait salutaire non seulement à la société, mais encore aux malfaiteurs eux-mêmes.

Vu : *Le Doyen,*
G. RIPERT.

Vu : *Le Président de la Thèse,*
H. DONNEDIEU DE VABRES.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

Actes des Congrès Pénitentiaires internationaux.

ALEXANDER. — Le criminel et ses juges. Thèse, Dijon 1938.

ALQUIER (A.). — Les peines privatives de liberté et les mesures de sûreté dans l'avant-projet et le Code pénal français. Paris 1934.

AUZIES (C.). — Les récidivistes et la loi du 27 mai 1885. Paris 1885.

BARRIQUE DE MONTVALON. — Rôle du Magistrat dans l'exécution des peines. Revue Pénitentiaire, 1932.

BECKAERT. — Revue de Science Criminelle, 1939.

— Revue de Droit pénal et de Criminologie, 1936.

BELYM (L.). — Revue de Droit pénal et de Criminologie, 1934.

BENJAMIN (J.). — La colonisation pénale à la Guyane française. Thèse de médecine. Bordeaux 1906.

BÉRAUD (R.). — Les mesures de sûreté en droit allemand. Thèse, Aix 1937.

— L'internement de sûreté et son application aux délinquants d'habitude en Allemagne. Annales de la Faculté d'Aix-en-Provence, 1939.

BÉRENGER. — Bulletin de la Société générale des Prisons, 1909.

BERTON (P.). — Le code de la relégation des récidivistes. Paris 1887.

BESSIÈRE (G.). — La loi pénale et les délinquants d'habitude incorrigibles. Thèse, Paris 1898.

BUFFELAN (J.). — La réforme pénitentiaire belge et la loi de défense sociale. Paris 1930.

BONNEVILLE DE MARSANGY. — De l'amélioration de la loi criminelle en vue d'une justice plus prompte, plus efficace, plus généreuse et plus moralisante. Paris 1864.

- CAHEN (R.). — Le régime pénitentiaire belge et la loi de défense sociale. Paris 1936.
- CAMERLYNCK (G.). — Rapport sur l'avant-projet du Code Pénal. Strasbourg 1933.
- CANNAT. — Nos frères, les récidivistes. Paris 1942.
- CASABIANCA (P. DE). — Code Pénal du royaume d'Italie. Paris 1932.
— Bulletin de la Société Générale des prisons. 1930.
- CAVALIER (Ch.). — De l'organisation des moyens de prévenir la récidive par la surveillance. Thèse, Paris 1908.
- CHAMBON (P.). — Les mesures de sûreté. Paris 1925.
- CHAUTEMPS. — Revue Pénitentiaire, 1909.
- COME (L.). — La relégation. Paris 1894.
- CONTI (U.). — Revue de droit pénal et de criminologie.
- COR (H.). — Contribution à l'étude des questions coloniales. Thèse, 1895.
- CORNIL (L.). — Revue de droit pénal et de criminologie. 1930 et 1932.
- CRAPELET (H.). — Des moyens répressifs et préventifs de la récidive. Thèse, Dijon 1888.
- CLERC (F.). — Le nouveau Code Pénal suisse : Revue de Science criminelle, 1939.
- CUCHE. — Revue Pénitentiaire, 1896.
— Traité de science et de législation pénitentiaire. Paris 1905.
— En lisant les juristes philosophes. Paris 1905.
— La science pénitentiaire. Grenoble 1921.
— Rapport sur l'avant-projet de Code Pénal. Grenoble 1932.
- DAMAS (L.-G.). — Retour de Guyane. Paris 1938.
- DANAN (A.). — Cayenne. Paris 1934.
- DECLAREUIL (J.). — Les systèmes de transportation. Thèse, Toulouse 1937.
- DELVINCOURT (A.). — La lutte contre la criminalité dans les temps modernes. Paris 1907.
- DESPORTES (F.). — La récidive. Paris 1883.
- DIUR (J.). — Visions de bagne. Paris 1925.

- DIEUDONNÉ (E.). — La vie des forçats. Paris 1930.
- DONNEDIEU DE VABRES (H.). — La Justice pénale d'aujourd'hui. Paris 1929.
- Traité élémentaire de droit criminel et de législation pénale comparée. Paris 1937. Suppléments 1940 et 1942.
- La politique criminelle des Etats autoritaires. Cours de doctorat. 1938-1939.
- DORÉ (F.). — Londres n'a rien vu. Paris 1930.
- DUPONT (F.). — Les degrés de la volonté criminelle et l'état de récidive. Bruxelles 1906.
- DUVERGIER. — Collection des Lois et Décrets, 1885.
- FAUCONNET (P.). — La responsabilité. Etude de sociologie. Paris 1920.
- FERRI (R.). — La sociologie criminelle. Paris 1893.
- Revue du droit pénal et de criminologie, 1926.
- Revue internationale de droit pénal, 1926.
- FERRIO (C.). — La loi de défense sociale en Belgique : La Justice pénale, 1936.
- FLAISSIER (L.). — De l'assignation des forçats et des concessions de terre. Thèse, Paris 1900.
- FLEURY (M. de). — L'âme du criminel. Paris 1898.
- FRANÇOIS-PONCET. — Rapport sur le régime de la transportation : Revue pénitentiaire, 1924 et 1925.
- GARÇON (Emile). — Le droit pénal. Paris 1922.
- GARÇON (Maurice). — Les bagnes. Paris 1928.
- GARAFALO (R.). — La criminologie. Paris, 1888.
- GARRAUD (R.). — La relégation. Paris 1886.
- Traité théorique et pratique de droit pénal français. Paris 1898.
- GARRAUD (P.). — Rapport sur l'avant-projet du Code Pénal. Paris 1933.
- GERVILLE-RÉACHE (G.). — Rapports sur la peine de la relégation. Dalloz périodique 1885. J. O. Doc. Parl. 1883, n° 1810, et 1885, n° 3653.
- GIVANOVITCH (T.). — Les problèmes fondamentaux du droit criminel. Paris 1929.

- GORPHE (G.). — Une visite à des pénitenciers agricoles suisses. *Revue de Science criminelle*, 1936.
- GUILHERMET (G.). — Le milieu criminel. Paris 1933.
— Comment devient-on criminel ?
- GUILLOT (A.). — Les prisons de Paris. Paris 1889.
- GUIMARD (A.). — Récidivistes et vagabonds. Paris 1927.
- HARDY (G.). — Les éléments de l'histoire coloniale. Paris 1920.
- HAZENBECK (J.). — Au pays du tigre royal. Genève, 1929.
- HAUSSOUVILLE (D'). — *Revue des Deux-Mondes*, 2 mars 1897.
- HUGUENET. — Congrès de Bruxelles, 1926 : Les progrès de la législation pénale en France dans le premier quart du ^{xx}^e siècle.
- JOLY (Henri). — Le crime. Paris 1889.
— Le combat contre le crime. Paris 1892.
- KANT. — *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit*. Paris 1857.
- KENNY (C.). — *Esquisse du droit criminel anglais*. Paris 1921.
- LAGUERRE et MAGNOL. — *Code de procédure pénale du royaume d'Italie*. Paris 1934.
- LANDRY (A.). — *La responsabilité pénale*. Paris 1902.
- LAROCHE (A.). — *De la relégation des récidivistes*. Thèse, Nancy 1898.
- LESVIGNES (J.). — *Les concessions de terres accordées aux transportés, relégués et libérés*. Thèse, Poitiers 1902.
- LE BOUCHER (L.). — *Ce qu'il faut connaître du bagne*. Paris 1930.
- LEBRET (J.). — *Rapport sur l'avant-projet du Code Pénal*. Aix, 1933¹.
- LEFÈVRE (G.). — *Bagnards et chercheurs d'or*. Paris 1925.
— *Au pays de l'expiation, de l'or et de la fièvre*. Articles « *Le Journal* », sept.-oct. 1925.
- LEGRIN (A.). — *Les récidivistes*. Paris 1885.
- LEPADATESCU (M.). — *Le fondement du droit de punir*. Thèse, Paris 1933.
- LEVANCKY (C.). — *Les mesures de sûreté en droit pénal*. Genève 1931.

- LÉVEILLÉ (J.). — La Guyane. Paris 1886.
« Le Temps » : Année 1884 : 18 juin, 4 et 18 juillet,
22 août, 28 septembre, 3 octobre, 9 décembre.
- LÉVY (F.). — Les sentences indéterminées. Paris, Thèse 1896.
- LIARD (C.). — Souvenirs du bagne. Paris 1903.
- LOCARD (Ed.). — Le crime et les criminels. Paris 1905.
- LOMBROSO (C.). — Le crime et les criminels. Paris 1905.
- LONDRES (A.). — Au bagne. Paris 1923.
— Dante n'avait rien vu. Paris 1924.
- LOMBOT (A.). — Crime et société. Paris 1923.
- LOUBAT. — La crise de la répression : Revue politique et parlementaire, 1911.
- LUCAS (Ch.). — La transportation pénale ou la politique du débarras. Orléans 1878.
— De l'état anormal en France de la répression. Paris 1885.
- MAAS. — La réforme pénale en Italie. Paris 1929.
- MAGNOL (J.). — Rapport sur l'avant-projet de revision du code pénal français. Paris 1934.
- MAROGER (M.). — Bagne. Paris 1937.
- MAUS (J.). — De la justice pénale. Etude philosophique sur le droit de punir. Paris 1891.
— Actes du Congrès d'Anthropologie criminelle de Bruxelles, 1893.
- MICHON (E.). — Un peu de l'âme des bandits. Paris 1917.
- MIMANDE (P.). — Criminopolis. Paris 1897.
— Forçats et proscrits. Paris 1897.
— Nos colonies pénitentiaires : Conférence à la Société normande de géographie. 1907.
- MONNERVILLE (G.). — Rapport sur le projet de loi portant suppression de la transportation en Guyane. Documents parlementaires. Chambre des Députés. J. O., 1937, annexe, n° 2669.
- MONTVALON (G. de). — La récidive. Thèse, Paris 1897.
- MOREAU (G.). — Le monde des prisons. Paris 1887.
- MOSSÉ (A.). — Les prisons et les institutions d'éducation correctives. Paris 1939.
— Variétés pénitentiaires. Paris 1931.
— Revue de Science criminelle, 1937.

NABOKOFF. — Les mesures de défense contre les criminels incorrigibles. Bulletin de l'Union Internationale de Droit Pénal, 1913.

NOTIN (B.). — La prophylaxie criminelle dans les grandes villes. Thèse de médecine, Lyon 1933.

PEAN (Ch.). — Terre de bagne. Paris 1933.

— Le salut des parias. Paris 1936.

PEIGE et CASABIANCA. — Projet de Code Pénal italien : Bulletin de législation comparée, 1934-1935.

PERREAU (B.). — Rapport sur l'avant-projet de Code Pénal. Caen 1933.

PRESSAT (L.). — Bentham criminaliste. Thèse, Paris 1920.

PRINS (Al.). — Criminalité et répression. Bruxelles 1886.

— La défense sociale et les transformations du droit pénal. Bruxelles 1910.

PUTRABAUD (L.). — Les malfaiteurs de profession. Paris 1893.

RABINOWICZ (L.). — Mesures de sûreté. Paris 1929.

— La lutte moderne contre le crime. Bruxelles 1930.

RAMBAUD. — Un bagnard. Paris 1937.

REINACH (J.). — Les récidivistes. Paris 1882.

ROUSSEAU (L.). — Un médecin au bagne. Paris 1930.

ROUX (J.-A.). — La défense contre le crime. Répression et prévention. Paris 1932.

ROZENGART (G.). — Le crime comme produit social et économique. Thèse. Paris 1929.

RUBBENS. — Revue internationale de droit pénal, 1926.

SALEILLES (R.). — L'individualisation de la peine. Paris 1928.

SALLE (A.). — De la déportation et de la relégation en droit romain. Thèse, Paris 1886.

SALDANA. — Peines et mesures de sûreté : Revue internationale de Droit pénal, 1927.

SIBILLE. — Propositions de loi portant suppression de la peine de la transportation. J. O. Documents parlementaires, 1929, n° 2003.

TANOVICEANU (N.). — Les mesures de sûreté. Thèse, Paris 1934.

- TARDE (G.). — La criminalité comparée. Paris 1886.
— Les lois sociales, conférences faites en 1897 au Collège des Sciences Sociales.
— La philosophie pénale. Paris 1905.
- TEISSIÈRE (E.). — Du principe de la transportation. Thèse, Toulouse 1888.
- THAMAR (M.). — Les peines coloniales et l'expérience guyanaise. Thèse, Paris 1935.
- THELIN (Marc). — Nature et régime juridique des mesures de sûreté. Lausanne 1931.
- THÉRY. — Actes du congrès international d'anthropologie criminelle de Bruxelles, 1893.
- THONISSEN (J.-J.). — Du droit criminel des peuples anciens. Paris 1869.
- TOULEMON (A.). — Le progrès des institutions pénales. Paris 1928.
- TOURNADE. — Commentaire de la loi des récidivistes. Paris 1885.
- VAN CASSEL. — Transportation et relégation ; discours à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de Paris, 1901.
- VERVAECK (Dr.). — Revue de droit pénal et de criminologie, 1926.
- WALDECK-ROUSSEAU. — Bulletin de la Société générale des prisons, 1883.
- WILKE. — Revue de Droit pénal et de criminologie, 1937.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

EXPOSÉ DE LA PEINE DE LA RELÉGATION

EN DROIT POSITIF FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER. — <i>Historique. Nature et Caractères de la Relégation</i>	15
--	----

CHAPITRE II. — <i>Domaine d'application et procédure de la Relégation</i>	41
---	----

CHAPITRE III. — <i>Principes et régime de la Relégation</i> ..	57
--	----

DEUXIÈME PARTIE

CRITIQUE DE LA PEINE DE LA RELÉGATION

PROJETS DE RÉFORME

CHAPITRE PREMIER. — <i>Fonctionnement de la Relégation</i>	85
--	----

CHAPITRE II. — <i>Les erreurs de l'automatisme</i>	95
--	----

CHAPITRE III. — <i>La triple faillite de la relégation</i>	115
--	-----

CHAPITRE IV. — <i>Projets de réforme</i>	159
--	-----

TROISIÈME PARTIE

RÉFORME SOUHAITABLES INSPIRÉES
DU DROIT COMPARÉ

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les théories du droit de punir ..</i>	179
CHAPITRE II. — <i>L'élimination des récidivistes en Droit Comparé</i>	189
CHAPITRE III. — <i>Ebauche d'un nouveau système français d'élimination des récidivistes</i>	243
CONCLUSION.	281
BIBLIOGRAPHIE	285

